

COMMUNE DE SAINT TRIVIER SUR MOIGNANS (AIN)

PLAN LOCAL D'URBANISME



MODIFICATION 4



EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À LA
DÉLIBÉRATION DU

LE MAIRE



AGENCE 2BR (ARCHITECTES, URBANISTES, PAYSAGISTES)

582 ALLÉE DE LA SAUVEGARDE - 69009 LYON

TEL : 04.78.83.61.87 - FAX : 04.78.83.61.87 - EMAIL : AGENCELYON@2BR.FR

WWW.AGENCE-2BR.FR

PRESTATION RÉALISÉE POUR :

Établissement : Commune de St-Trivier-sur-Moignans
Place de l'Hôtel de ville
01 990 – St-Trivier-sur-Moignans

Contact : Julien GUILLEMIN

Courriel : Julien.guillemine@2br.fr

Téléphone :

VOTRE CONTACT EVINERUDE PRIVILEGIE :

Établissement : EVINERUDE
80 rue René Descartes
38090 VAULX-MILIEU

Contact : Leïla MARGUERON

Fonction : Cheffe de projet

Courriel : leila.margueron@evinerude.fr

Téléphone : 06 58 21 10 36

Référence : StTrivierSurMoignans_6_EE_PLU

Version : 1

INTERVENANTS DU PROJET :

Chef(fe) de projets :

Leïla MARGUERON

Chargé(es) d'études faune :

Simon PONCET

Chargé(es) d'études flore :

Louise DECKEYER

Contrôle qualité :

Sylvain ALLARD, Directeur Technique

SOMMAIRE

Contexte de l'évaluation environnementale.....	10
Contenu de l'évaluation environnementale	11
Phase A. Articulation du PLU avec les autres documents plans et programmes.....	12
1 Présentation de la modification du PLU.....	12
1.1 Résumé des objectifs du document	12
1.1.1 Objectifs de la modification n°2	12
1.1.2 Objectifs de la modification n°3	12
1.1.3 Objectifs de la modification N°4.....	12
1.2 Présentation des modifications du PLU	12
1.2.1 Modification N°2 – Modification des règles relatives aux constructions en zone A et N, changements de destination des bâtiments et justification	12
1.2.2 Modification N°3	19
1.2.3 Modification N°4	23
1.2.4 Modification de destination de deux bâtiments.....	25
1.3 Retour des différents avis sur les différentes modifications.....	26
1.3.1 Modification N°2	26
1.3.2 Modification N°3	27
1.3.3 Modification N°4	27
2 Articulation de la procédure avec les autres documents d'urbanisme	29
2.1 Compatibilité des modifications avec le PADD du PLU	29
2.2 Compatibilité des modifications du PLU avec le SCoT	34
Phase B. Etat initial de l'environnement et évolution tendancielle	43
1 Etat initial de l'environnement.....	43
1.1 Méthodologie	43
1.1.1 Périmètre d'étude et site d'étude	43
1.1.2 Evaluation des enjeux	44
1.1.3 Méthodologie d'évaluation des impacts	Erreur ! Signet non défini.
1.1.4 Méthodologie d'inventaire.....	44
1.1.5 Diagnostic bibliographique.....	45
1.1.6 Méthodologie d'analyse	45
1.1.7 Analyse des impacts cumulés.....	46

1.2	Milieu physique	47
1.2.1	Relief et topographie.....	47
1.2.2	La géologie et nature des sols	48
1.2.3	Occupation des sols.....	50
1.2.4	Hydrologie, hydrographie et zones humides	52
1.2.5	Météorologie.....	58
1.3	Milieu humain	60
1.3.1	Communauté de communes de la Dombes	60
1.3.2	Démographie et activités socio-économique.....	61
1.3.3	Artificialisation des sols	62
1.3.4	Habitat et urbanisme.....	62
1.3.5	Gestion des déchets	63
1.3.6	Usages de l'eau.....	64
1.3.7	Energie, qualité de l'air et changement climatique	67
1.3.8	Transports.....	69
1.3.9	Environnement acoustique	70
1.4	Risques naturels et technologiques	75
1.4.1	Risques naturels	75
1.4.2	Risques technologiques et industriels.....	78
1.5	Environnement naturel	85
1.5.1	Méthodologie	85
1.5.2	Périmètres d'inventaire, de protection et de gestion des milieux naturels	94
1.5.3	Fonctionnement écologique du territoire : les Trames Verte et Bleue	101
1.5.4	Habitats naturels	108
1.5.5	Flore patrimoniale	118
1.5.6	Zones humides	122
1.5.7	Faune	124
1.6	Patrimoine culturel et paysages.....	144
1.6.1	Méthodologie d'analyse	144
1.6.2	Contexte paysager.....	144
1.6.3	Le paysage réglementaire	151
1.6.4	Les éléments du patrimoine bâti non réglementé.....	155
1.6.5	Paysages perçus et covisibilités.....	156
1.7	Synthèse des enjeux identifiés dans l'état initial	159
2	Evolution tendancielle de l'environnement	162
2.1	Evolutions tendancielle en l'absence de la réalisation de la modification N°2	162

2.1.1	Rappel de la modification N°2	162
2.1.2	Evolution tendancielle en l'absence de la modification n°2	162
2.2	Evolution tendancielle en l'absence de la modification n°3	162
2.2.1	Rappel de la modification.....	162
2.2.2	Evolution tendancielle en l'absence de la modification N°3.....	163
2.3	Modification N°4 – STECAL Alexander	163
2.3.1	Objet de la modification	163
2.3.2	Evolution tendancielle en l'absence de modification	163
Phase C. Evaluation des incidences de la mise en œuvre des modifications du PLU sur l'environnement.....		164
1	Evolution des sites d'étude pour les modifications N°3 – Domaine ANOMIA et N°4 – Domaine ALEXANDER	164
1.1	Evolution concernant la modification N°3 – STECAL ANOMIA.....	164
1.1.1	Présentation globale de première version de modification.....	164
1.1.2	Comparaison des deux scénarii	165
1.1.3	Effets sur les impacts potentiels sur l'environnement.....	166
1.2	Evolution concernant la modification N°4 – STECAL Alexander	166
1.2.1	Présentation globale de la première version de modification.....	166
1.2.2	Comparaison des deux scénarii	167
1.2.3	Effets sur les impacts potentiels sur l'environnement.....	168
1.3	Intégration de l'évolution des sites de modification dans les mesures d'évitement et de réduction	168
2	Analyse des incidences par thématique environnementale	168
2.1	Description des surfaces directement impactées	168
2.1.1	Modification N°3 – STECAL ANOMIA.....	168
2.1.2	Modification N°4 – STECAL ALEXANDER	169
2.1.3	Surfaces prises en compte pour la suite de l'étude	170
2.2	Incidences brutes sur l'environnement physique	171
2.2.1	Relief et topographie.....	171
2.2.2	Géologie et nature des sols	171
2.2.3	Occupation des sols.....	172
2.2.4	Hydrologie, hydrogéologie	173
2.2.5	Météorologie.....	174
2.3	Incidences brutes sur le milieu humain.....	175
2.3.1	Démographie et contexte socio-économique.....	175
2.3.2	Artificialisation des sols	176
2.3.3	Habitats et urbanisme	177

2.3.4	Déchets.....	178
2.3.5	Usage de l'eau	179
2.3.6	Energie.....	181
2.3.7	Qualité de l'air et changement climatique.....	182
2.3.8	Transport	184
2.3.9	Environnement acoustique	185
2.4	Risques naturels et technologiques	186
2.4.1	Risques naturels	186
2.4.2	Risque technologique	188
2.5	Impacts bruts sur l'environnement naturel	191
2.5.1	Méthodologie	191
2.5.2	Périmètres d'inventaires, de protection et de gestion des milieux naturels	192
2.5.3	Impacts bruts sur les habitats naturels	192
2.5.4	Impacts bruts sur la flore.....	195
2.5.5	Zones humides	195
2.5.6	Impacts bruts sur la faune.....	196
2.6	Incidences brutes des projets de modification sur les paysages	201
2.6.1	Incidence sur le patrimoine règlementaire	201
2.6.2	Incidences brutes sur les éléments du patrimoine non réglementés	203
2.6.3	Paysages perçus et covisibilités.....	204
2.7	Synthèse des impacts bruts par site	205
Phase D.	Mesures éviter et réduire.....	212
1	Mesures d'évitement	213
1.1	ME1 – Evitement des habitats à enjeu – intégré au dimensionnement des STECAL.....	213
1.1.1	Contexte	213
1.1.2	Objectifs.....	213
1.1.3	Thématique concernée	213
1.1.4	Modalités techniques	213
1.1.5	Délais d'exécution	213
1.2	ME2 – Conditionnement de la réalisation des travaux à l'absence de risque significatif pour les usagers	214
1.2.1	Contexte	214
1.2.2	Objectifs.....	214
1.2.3	Thématique concernée	214
1.2.4	Modalités techniques	214
1.2.5	Localisation.....	215

1.2.6	Délais d'exécution	215
1.3	ME3 – Intégration d'un diagnostic plomb à la déclaration préalable aux travaux ou autres démarches associées au code de l'urbanisme	215
1.3.1	Contexte	215
1.3.2	Objectifs.....	215
1.3.3	Thématique concernée	215
1.3.4	Modalités techniques	215
1.3.5	Localisation	216
1.3.6	Délais d'exécution	216
1.4	ME4 – Conditionnement des travaux à un avis favorable de la DRAC.....	216
1.4.1	Contexte	216
1.4.2	Objectifs.....	216
1.4.3	Thématique concernée	216
1.4.4	Modalités techniques	216
1.4.5	Localisation.....	216
1.4.6	Délais d'exécution	216
2	Mesures de réduction	217
2.1	MR1 – Utilisation de matériaux perméables.....	217
2.1.1	Contexte	217
2.1.2	Objectifs.....	217
2.1.3	Thématique concernée	217
2.1.4	Modalités techniques	217
2.1.5	Localisation.....	218
2.1.6	Délais d'exécution	218
2.2	MR2 – Mise en place d'une signalisation adaptée.....	218
2.2.1	Contexte	218
2.2.2	Objectifs.....	219
2.2.3	Thématique concernée	219
2.2.4	Modalités techniques	219
2.2.5	Localisation.....	219
2.2.6	Délais d'exécution	219
2.3	– MR3 – Information aux habitants sur le risque lié au transport de matière dangereuse	219
2.3.1	Contexte	219
2.3.2	Objectifs.....	219
2.3.3	Thématique concernée	219
2.3.4	Modalités techniques	220

2.3.5	Localisation	220
2.3.6	Délais d'exécution	220
2.4	MR4 - Réduction de l'exposition de la population au bruit	220
2.4.1	Contexte	220
2.4.2	Objectif	220
2.4.3	Thématique visée	220
2.4.4	Modalités techniques	220
2.4.5	Localisation	221
2.4.6	Délais d'exécution	221
3	Mesures de suivi et indicateurs.....	222
3.1	MS1 – Suivi des extensions réalisées en zone A et N	222
3.1.1	Contexte	222
3.1.2	Objectifs.....	222
3.1.3	Thématique concernée	222
3.1.4	Modalités techniques	222
3.1.5	Localisation	222
3.1.6	Délais d'exécution	222
4	Mesures d'accompagnement.....	222
4.1	MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier 222	
4.1.1	Contexte	223
4.1.2	Objectifs.....	223
4.1.3	Thématique concernée	223
4.1.4	Modalités techniques	223
4.1.5	Localisation	225
4.1.6	Délais d'exécution	225
4.2	MA2 – Autorisation d'installation de système de production d'énergie renouvelable	225
4.2.1	Contexte	225
4.2.2	Objectif	225
4.2.3	Thématique visée	225
4.2.4	Modalités techniques	225
4.2.5	Localisation	225
4.2.6	Délais d'exécution	225
Phase E.	Incidences de la mise en œuvre de la modification du PLU sur les sites N2000.....	226
Phase F.	Incidences résiduelles du projet de modification du PLU	232
5	ANNEXES.....	240

Contexte de l'étude

La commune de Saint Trivier sur Moignans a sollicité l'avis de la MRAe pour la modification n°2 et n°4 de leur PLU. Cet avis indique que la commune doit réaliser une évaluation environnementale au titre de l'article R104 du code de l'urbanisme pour ces deux modifications et de prendre en compte les autres modifications au sein de l'étude en tant qu'impacts cumulés.

Afin de simplifier la procédure et pour plus de clarté, il semble ainsi plus judicieux de proposer une évaluation environnementale unique pour l'ensemble des modifications du PLU en cours qui sont :

- **Modification n°2 :**
 - Reprise des règles de constructibilité pour les habitations isolées implantées en zone A et N
 - Mise à jour de la liste des emplacements réservés
 - Mise à jour de la liste des bâtiments pouvant changer de destination en zone A et N : passage de 29 à 7 sites
 - Suppression d'erreurs matérielles dans le règlement
- **Modification n°3 :**
 - Projet Anomia : édification d'un STECAL (secteurs de taille et de capacité d'accueil limité) en vue de favoriser un projet de ferme pédagogique et école de cirque en plein air en zone Agricole
- **Modification n°4 :**
 - Projet Alexander : édification d'un STECAL en vue de régulariser une situation existante : une ancienne ferme transformée en espace d'accueil cocktails / mariages, / séminaire et hébergements.

Contenu de l'évaluation environnementale

Contexte de l'évaluation environnementale

Depuis la loi d'Accélération et de Simplification de l'Action Publique (ASAP) n°2020-1525, promulguée en 2020 et le décret n°2021-1356 qui en découle, le régime applicable à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme est modifié. Désormais, la plupart de ces procédures d'évolution des documents d'urbanisme sont obligatoirement soumises à évaluation environnementale ; c'est le cas notamment des procédures d'élaboration et de révision de PLU (article R122-17, I, 48° du Code de l'Environnement).

Bien qu'il ne s'agisse pas d'une procédure d'élaboration ou de révision générale, au regard de l'importance du projet, les modifications apportées par la présente déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU sont susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement. Ainsi, cette procédure est soumise à évaluation environnementale.

Au regard des outils juridiques mis à la disposition de la commune pour assurer la valorisation du secteur aujourd'hui classé en zone à urbaniser au PLU et concerné par la réalisation de l'opération

susdite, la procédure la mieux adaptée est celle prévue par l'article L.300-6 du Code de l'urbanisme reproduit ci-dessous :

«L'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre UU du livre Ier du code de l'environnement, se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement au sens du présent livre ou de la réalisation d'un programme de construction. »

Contenu de l'évaluation environnementale

Conformément à l'article R.104-18 du Code de l'Urbanisme et R.122-20 du Code de l'environnement, le rapport d'évaluation environnementale comprend :

« 1° Une présentation résumée des objectifs du document, de son contenu et, s'il y a lieu, de son articulation avec les autres documents d'urbanisme et les autres plans et programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

2° Une analyse de l'état initial de l'environnement et des perspectives de son évolution en exposant notamment les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du document ;

3° Une analyse exposant :

a) Les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ;

b) Les problèmes posés par l'adoption du document sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

4° L'exposé des motifs pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du document ;

5° La présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ;

6° La définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du document sur l'environnement afin d'identifier, notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7 Un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée. »

L'évaluation environnementale est proportionnée aux enjeux.

Phase A. Articulation du PLU avec les autres documents plans et programmes

1 Présentation de la modification du PLU

1.1 Résumé des objectifs du document

1.1.1 Objectifs de la modification n°2

Avec cette modification du PLU, l'objectif de la commune est d'encadrer la constructibilité et d'éviter les dérives de changement de destination en raison de la pression démographique qui s'exerce en Dombes.

Le projet intègre la notion « d'unité architecturale » dans le PLU.

1.1.2 Objectifs de la modification n°3

L'objectif de la modification du PLU vise à mettre le PLU en cohérence avec l'activité existante, favoriser le développement local et accompagner le domaine ANOMIA. Le domaine ANOMIA a pour but de proposer une pension équestre, un élevage de chevaux, un élevage de chèvres, une ferme pédagogique, une école de cirque et des activités d'équithérapie et de médiation animale.

La création du STECAL, accompagnée d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation permettrait l'implantation d'abris pour les animaux de la ferme pédagogique, l'implantation saisonnière d'un chapiteau de cirque, l'aménagement d'un parking et de sanitaires.

Sur ce secteur, l'habitation a été rétrocedée par la SAFER en 2021 en autorisant l'activité d'école de cirque, de ferme pédagogique en lien avec la pension équine existante.

1.1.3 Objectifs de la modification N°4

L'objectif de la modification N°4 est de mettre en cohérence le PLU avec l'usage actuel des parcelles concernées. EN effet, le site est aujourd'hui utilisé pour des séminaires et mariages. La vocation agricole du site n'existe plus depuis plusieurs décennies.

1.2 Présentation des modifications du PLU

1.2.1 Modification N°2 – Modification des règles relatives aux constructions en zone A et N, changements de destination des bâtiments et justification

Les objets de cette seconde modification du PLU portent sur les éléments suivants :

- Reprise des règles de constructibilité des annexes en zone A et N, notamment pour se conformer à la doctrine établie par la CDPENAF de l'Ain

- Mise à jour de la liste des Emplacement Réservés
- Mise à jour de la liste des bâtiments pouvant changer de destination en zone agricole
- Suppression d'une erreur matérielle

1.2.1.1 Modifications des règles de construction en zone A

Afin d'assurer la cohérence des règles d'urbanisme en secteur naturel et agricole dans tous les territoires, plusieurs Commissions Départementales de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) ont proposé un ensemble de règles d'implantations. Par lettre du 12 Février 2016, la CDPENAF de l'Ain a donc proposé des règles d'implantation pour les annexes et pour les extensions.

Bien que ces règles ne soient pas à suivre à la lettre, tout document d'urbanisme qui suivrait ces propositions réglementaires à la lettre obtiendrait l'avis favorable de cette commission. La prise en compte de ces nouvelles préconisations s'inscrit notamment dans un contexte de pression foncière de plus en plus prégnant et qui s'applique notamment sur les bâtiments agricoles désaffectés présents sur la commune en grande quantité.

Afin d'éviter le mitage de l'urbanisation et la multiplication des logements en zone agricole, il est donc envisagé de suivre certaines règles proposées par la CDPENAF. La municipalité fait le choix de suivre ces préconisations lorsqu'elle constate que les règles en la matière présentes dans le PLU en vigueur ne sont pas suffisamment réglementées. Elle choisit cependant de maintenir les règles existantes lorsque ces dernières sont plus restrictives que celles évoquées par la CDPENAF.

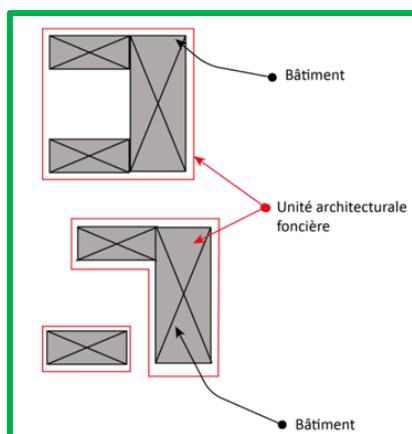
« Article A 2 : occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Dans la zone A, sont admises les occupations et utilisations du sol suivantes :

- Les constructions à usage agricole et d'élevage ;
- Les installations nécessaires au prolongement de l'exploitation agricole dont l'activité touristique rurale d'accueil (chambre d'hôtes, fermes-auberges, gîtes ruraux) dans le bâti existant, ainsi que les constructions nécessaires aux activités de transformation et de vente directe et à condition que ces activités demeurent complémentaires à l'activité agricole.
- Les constructions à usage d'habitation nécessaires au maintien des exploitations agricoles ;
- Les installations classées pour la protection de l'environnement liées aux activités agricoles ;
- Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées.
- les extensions des constructions à usage d'habitation à condition de respecter l'article 9.
- Les annexes des bâtiments d'habitation, sur un seul niveau et à condition de respecter les articles 8, 9 et 10.
- Le changement de destination vers de l'habitation des constructions identifiées au règlement graphique, **dans la limite d'un logement**. Ce changement de destination est soumis à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers. [...] »

Article A 9 : Emprise au sol

Les extensions des constructions à usage d'habitation ne doivent pas conduire à une augmentation de ~~30% de l'emprise au sol existante et dans la limite de 200 m² de surface de plancher et ce une seule fois à la date d'approbation du PLU. Les annexes à une habitation existante ne doivent pas excéder une emprise au sol totale et cumulée de 50 m².~~ **50% de la surface de plancher de l'existant et dans la limite de 200 m² de surface de plancher et ce dans la limite d'une extension par unité architecturale foncière. Cette « unité architecturale foncière » étant définie comme une continuité bâtie, d'un seul tenant et en dehors de toute considération cadastrale.**



Cette extension n'est autorisée qu'à la condition que le bâtiment d'habitation dispose d'une surface initiale de 50m² de surface de plancher au minimum.

Les annexes à une habitation existante ne doivent pas excéder une emprise au sol totale et cumulée de 50 m².

Article A 10 : Hauteur maximale des constructions

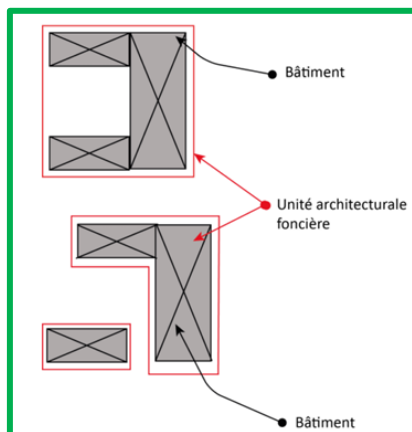
- La hauteur des constructions est mesurée à partir du sol naturel existant avant les travaux d'exhaussement ou d'affouillement nécessaires pour la réalisation du projet jusqu' au faitage **(sauf pour les annexes)**
- La hauteur des constructions ne doit pas dépasser :
 - 9 mètres pour les constructions à usage d'habitation ;
 - 4 mètres **à l'égout du toit** pour les annexes des habitations ;
 - 13 mètres pour les autres constructions.
- [...]

1.2.1.2 Modifications des règles de construction en zone N

Article N 9 : Emprise au sol

Les extensions des constructions à usage d'habitation ne doivent pas conduire à une augmentation de ~~30% de l'emprise au sol existante et dans la limite de 200 m² de surface de plancher et ce une seule fois à la date d'approbation du PLU.~~ **50% de la surface de plancher de l'existant et dans la limite de 200m² de surface de plancher et ce dans la limite d'une extension par unité architecturale foncière. Cette « unité architecturale foncière » étant définie comme une continuité bâtie, d'un seul tenant et en dehors de toute considération cadastrale.**

Cette extension n'est autorisée qu'à la condition que le bâtiment d'habitation dispose d'une surface initiale de 50m² de surface de plancher au minimum.



Article N 10 : Hauteur maximale des constructions

- La hauteur des constructions est mesurée à partir du sol naturel existant avant les travaux d'exhaussement ou d'affouillement nécessaires pour la réalisation du projet jusqu' au faitage **(sauf pour les annexes).**
- Les ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures sont exclus du calcul de la hauteur.

La hauteur des constructions ne doit pas dépasser :

- **9 mètres pour les constructions à usage d'habitation ;**
- **4 mètres à l'égout du toit pour les annexes des habitations ;**

1.2.1.3 Modifications de la liste des bâtiments pouvant changer de destination

Le PLU en vigueur propose une liste de 61 corps de ferme répartis sur 29 sites pouvant changer de destination. Cette liste doit être mise à jour pour apporter plus de précision sur le bâtiment concerné, prendre en compte les distances de réciprocité, et limiter les changements de destination dans les sites N2000.

Seuls 8 des bâtiments pouvant changer de destination inscrits au PLU actuel sont conservés dans la nouvelle version du PLU. La modification permet une meilleure identification du bâtiment concerné. La correspondance entre les anciennes dénominations et les nouvelles sont présentées ci-dessous_:

N° de bâtiment - PLU actuel	N° de bâtiment PLU modifié
N° 3 - Champfournier	A - Champfournier
N°9 - Le Pierrier	B - Le Pierrier
N°11 - Montagneux	C- Montagneux
N°12 - Montagneux	H - Montagneux
N°18 - La Forêt	D - La Forêt
N°22 - La Carronnière	E - La Carronnière
N°26 - La Côtère	F - La Côtère
N°27 - En Brocheru	G - En Borcheru
	I – Le Petit Moulin
	J et K – Au Ripel

Sur ces bâtiments, le nouveau règlement limitera ce changement de destination à un logement par corps de bâtiment ou ensemble bâti identifié. Dès lors, une fois transformés en habitation, leur extension et annexes seront soumis aux règles reprises plus haut et concordantes avec la doctrine de la CDPENAF de l'Ain.

1.2.1.4 Suppression d'erreurs matérielles dans certains articles

Les articles UB11 et A11 contiennent une erreur matérielle qu'il convient de corriger. En effet, dans ces articles, il est question de règles établies spécifiquement en sous-zone UAa. Or, ces considérations réglementaires n'ont aucune légitimité dans les règles établies en zone UB et A. En effet, les règles établies en sous-zone UAa doivent être circonscrites à l'article UA11.

Article UB 11 : Aspect extérieur

[...] L'aspect d'ensemble et l'architecture des constructions, installations et de leurs dépendances doivent être en concordance avec le paysage environnant et le caractère général du site selon les prescriptions suivantes :

IMPLANTATION ET ABORDS

A Implantation et mouvements de sol : [...]

B Clôtures

- En bordure des voies, la hauteur totale des clôtures ne doit pas dépasser 1,60 mètre et elles doivent être constituées d'une murette d'une hauteur maximale de 1 mètre éventuellement surmontée d'un dispositif à claire-voie de conception simple et de teinte non contrastante. Des murs d'une hauteur maximale de 2 mètres peuvent être admis s'ils sont intégrés à une trame bâtie en ordre continu ou s'ils prolongent un maillage existant.
- ~~— Dans le secteur UAa, les clôtures peuvent cependant être constituées de haies vives d'essences locales éventuellement doublées d'un grillage.~~
- [...]

Article A 11 : Aspect extérieur

[...]

B. Clôtures

- En bordure des voies, la hauteur totale des clôtures ne doit pas dépasser 1,60 mètre et elles doivent être constituées d'une murette d'une hauteur maximale de 1 mètre éventuellement surmontée d'un dispositif à claire-voie de conception simple et de teinte non contrastante. Des murs d'une hauteur maximale de 2 mètres peuvent être admis s'ils sont intégrés à une trame bâtie en ordre continu ou s'ils prolongent un maillage existant.
- ~~— Dans le secteur UAa, les clôtures peuvent cependant être constituées de haies vives d'essences locales éventuellement doublées d'un grillage.~~
- [...]

1.2.1.5 Mise à jour de la liste des Emplacements réservés

Le PLU en vigueur propose une liste de 23 Emplacements Réservés, dont 13 liés à des aménagements / ouvrages, et 10 pour la création / élargissement de voirie. Depuis 2016, date d'approbation du PLU

initial, un certain nombre de ces aménagements ont été effectués, d'autres terrains ont d'ores et déjà été acquis par la municipalité. D'autres encore, n'ont plus lieu d'exister et peuvent aujourd'hui même contraindre le développement du tissu urbain.

La numérotation et les informations liées aux emplacements réservés ont été mises à jour.

Ancienne version		Version modifiée	
N°	Descriptif	N°	Descriptif
R1	Installations sportives sur la RD 27b et stationnement	1	Aménagement d'installations sportives et d'un espace de stationnement aux abords du stade municipal
R2	Ouvrage de gestion des eaux pluviales	2	Aménagement d'un ouvrage de gestion des eaux pluviales – Nord du bourg
R3	Espace public et stationnements	3	Aménagement d'un espace public et de stationnement au droit de l'EHPAD de la Saulaie
R4	Espace public	4	Aménagement d'un espace public contribuant à la mise en valeur des remparts
R5	Ouvrage de gestion des eaux pluviales	5	Aménagement d'un ouvrage de gestion des eaux pluviales – Secteur Montplaisir
R6	Espace public, stationnements pour le pôle scolaire et agrandissement du pôle secondaire		
R7	Espace public, stationnements pour le pôle scolaire et agrandissement du pôle secondaire		
R8	Espace public, stationnements pour le pôle scolaire et agrandissement du pôle secondaire	6	Aménagement d'un espace public et/ou de stationnement réservé pour l'agrandissement du pôle scolaire
R9	Ouvrage de gestion des eaux pluviales	7	Aménagement d'un ouvrage de gestion des eaux pluviales – Chemin Rouge
R10	Agrandissement et réhabilitation de la station d'épuration	8	Agrandissement et réhabilitation de la station d'épuration
R11	Aménagement intersection	9	Aménagement de l'intersection de la Rue Montpensier et du Chemin des Amoureux
R12	Elargissement de la voirie/Sécurité piéton	10	Elargissement de l'Impasse de la Colline en vue d'aménager une desserte piétonne
R13	Espace public, stationnements	11	Aménagement d'un espace public
V1	Voie de contournement Est de Saint Trivier sur Moignans		
V2	Elargissement de la voie / sécurité piéton croisement RD27b et rue de la Glacière		
V3	Elargissement voirie communale (chemin des Amoureux)		
V4	Sécurité routière aménagement voirie RD 27	12	Réaménagement des abords de la RD27 en vue de sécuriser les déplacements piétons
V5	Cheminements doux	13	Aménagement d'un cheminement doux – Faubourg de Montmerle
V6	Voie nouvelle / Cheminement doux	14	Aménagement d'une voie nouvelle et d'un cheminement piéton entre Le Chemin des Saulaies et la Rue du Moyen Age
V7			
V8	Voie nouvelle / Cheminement doux	15	Aménagement d'une voie nouvelle et d'un cheminement doux – Faubourg Montmerle
V9	Elargissement voirie communale		
V10	Sécurité routière amélioration du carrefour RD 936	16	Réaménagement du carrefour du Chemin des Saulaies avec la Rue Montpensier

1.2.1.6 Modification du règlement graphique

Le règlement graphique a été modifié et mis à jour pour faire apparaître les différentes modifications citées ci-avant. Les modifications du règlement graphique concernent donc :

- La légende : mise à jour des figurets

- Suppression des points et périmètres de réciprocité permettant d'identifier les bâtiments pouvant changer de destination en zone agricole

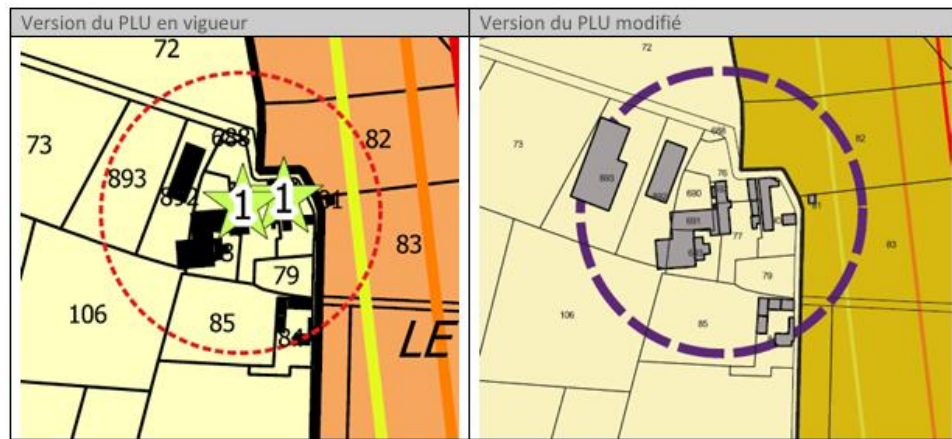


Figure 1: Exemple de modification du règlement graphique - Suppression d'un bâtiment pouvant changer de destination

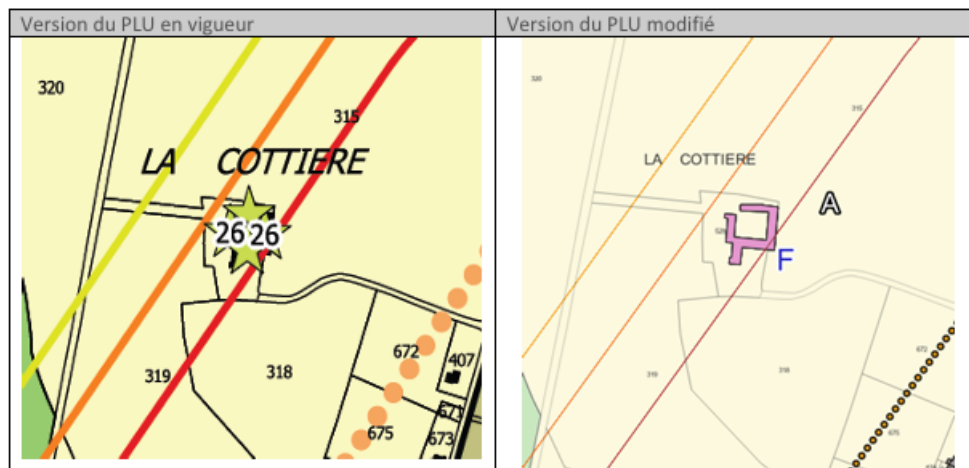


Figure 2: Exemple de modification du règlement graphique - Identification d'un bâtiment pouvant changer de destination

- Suppression et modification des emplacements réservés

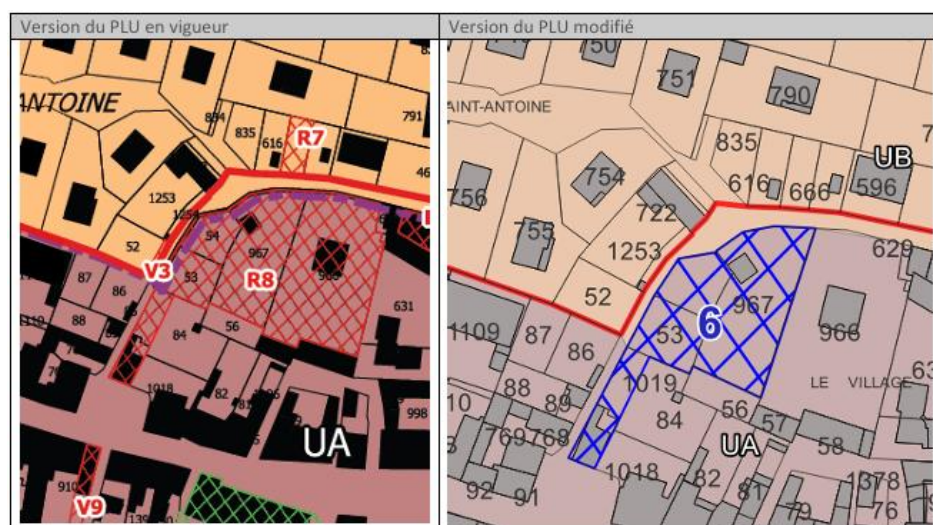


Figure 3: Exemple de modification du règlement graphique - Suppression et modification d'emplacements réservés

1.2.2 Modification N°3

1.2.2.1 Aménagements réalisés

Pour la partie la plus à l'est, dédiée pour l'accueil du public et la pratique d'activités de type « jeux du cirque », l'ensemble des structures et ouvrages ont d'ores et déjà été mis en place :

- Un chapiteau de cirque de 18 x 23 mètres, d'une hauteur de 9 mètres, soit 400m² de surface de plancher, composé de structures métalliques, d'une bâche, d'une capacité d'accueil maximale de 200 personnes (soit un ERP de 5e catégorie), mais dont l'usage n'est pas destiné à accueillir tant de public pour des raisons techniques ;
- Deux barnums, chacun de 100m² environ, qui doivent être implantés à moins de 200 mètres du chapiteau, selon les règles en vigueur. Leur structure est similaire à celle du chapiteau et ont un caractère démontable.
- Autres équipements métalliques démontables, tels qu'un dôme voltige d'une surface de plancher de 40m²,

Il est important de rappeler que ces éléments doivent être démontés chaque automne afin de les protéger des intempéries. Par ailleurs, le site n'étant dédié à accueillir du public qu'en période de beau temps, ce dernier sera entièrement démonté chaque hiver sans exception.

- Des caravanes aménagées en toilettes publiques et en structure d'accueil, qui sont certes, sans fondations et déplaçables, mais dont l'usage pressenti ne les rend plus mobiles. Elles deviennent donc, sur le plan réglementaire, des constructions. Soit une emprise au sol totale de 100m².

L'ensemble des équipements et structures représentant donc une surface de plancher maximale de 750 m².

- Un accès sécurisé depuis la route départementale, avec une entrée / sortie unique, un espace de giration pour deux bus à l'intérieur du site été aménagé. Il permet d'accéder à un espace de stationnement constitué de graviers et matériaux perméables et laissant les eaux pluviales s'infiltrer. L'ensemble a une surface au sol de 900m²

1.2.2.2 Aménagements et installations à réaliser

La vocation de ce site est de pouvoir accueillir du public, et parfois du public scolaire. Il convient donc d'adapter les aménagements présents pour les rendre propres à leur usage d'Etablissement Recevant du Public de 5e catégorie.

Pour ce faire, il est donc indispensable de réaliser quelques aménagements complémentaires :

- Des mesures de sécurité et d'accessibilité liées à la vocation à accueillir du public : Un accès pompier qui serait situé idéalement le long de la RD936 afin de permettre aux secours d'accéder rapidement jusqu'à l'ensemble des espaces accessibles au public.
- Des mesures d'hygiène liées à la vocation à accueillir du public : L'aménagement d'un système d'assainissement autonome, du fait que le site ne soit pas raccordé au système d'assainissement communal et que les effluents susceptibles d'être produits avec l'accueil du public serait plus important que d'accoutumée pour un espace isolé de ce type. Soit un système d'assainissement avec une capacité de traitement pour 100 EH, dont l'installation sera validée techniquement et réglementairement avec l'aide du SPANC.

Soit une emprise au sol à prévoir supplémentaire de 200m², tous avec des revêtements perméables, hormis le système de traitements des eaux usée autonome, qui pour des raisons techniques, ne peut y prétendre.

	Emprise au sol initiale sur site	Emprise au sol prévue en supplément	Emprise au sol totale prévue
Constructions			
Cirque – WC et accueil du public	750 m ²	Néant	750m ²
TOTAL	750 m²	Néant	750 m²
Aménagements			
Stationnement	600m ²	Néant	600m ²
Giration bus et accès	300m ²	Néant	300m ²
Voie pompiers	Néant	300m ²	300m ²
Système d'épuration	Néant	30m ²	30m ²
TOTAL	900m²	330m²	1230m²
TOTAL GENERAL	1 650 m²	330 m²	1 980 m²

Lorsque l'ensemble des aménagements et constructions seront réalisés, l'ensemble aura une surface au sol, génératrice de surface de plancher, ou non, de moins de 2000m².

1.2.2.3 Modifications nécessaires du PLU

Les parcelles concernées par ces aménagements sont classées en zone A. En concordance avec les règles édictées par la loi, et par le Code de l'Urbanisme, les constructions et aménagements autorisés sur ce secteur sont interdites, sauf si elles sont liées et nécessaires aux activités agricoles.

Bien que la quasi-totalité des aménagements réalisés et à mettre en oeuvre ont un caractère temporaire et démontable, qu'elles n'entraînent aucune artificialisation de sols agricoles présents sur site (hormis pour l'aménagement d'un système de gestion d'assainissement autonome), la zone est actuellement incompatible avec l'accueil de public et les loisirs liés aux jeux du cirque.

Il convient de faciliter l'élaboration de ce projet en autorisant la sous-destination adaptée, ainsi que les aménagements nécessaires pour leur bon fonctionnement et leur mise en accessibilité / sécurité. Soit une emprise au sol théorique maximale de 2000m² de constructions et aménagement. Ces chiffres comprenant les aménagements et constructions déjà présentes sur site.

Le règlement oblige les requérants à se raccorder au réseau d'assainissement collectif de la commune, il est nécessaire, vu l'éloignement du site par rapport aux réseaux, et vu ses ambitions en matière d'accueil de public, de lui autoriser exceptionnellement la possibilité d'aménager un système d'assainissement de type autonome.

A ce titre, la modification n°3 du PLU prévoit la création d'un Secteur de Taille et de Capacité Limitée (dit STECAL), au titre de l'article L.151-13 du Code de l'Urbanisme.

Comme il est d'accoutumée, et selon la loi, ledit projet de création fait l'objet d'une analyse par la Commission Départementale de la Protection des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (dite CDPENAF), du département de l'Ain, et doit recourir sa validation préalable.

Par ailleurs, une Orientation d'Aménagement et de Programmation spécifique est rédigée pour encadrer son aménagement.

1.2.2.4 Modification du règlement écrit

La modification du PLU concerne l'ajout d'un règlement spécifique à une nouvelle zone correspondant au STECAL, la zone Acl.

Article	Modifications
Article A2 - Occupations et utilisations du sol soumis à des conditions particulières	<p>[...]</p> <p>Dans la zone Acl, sont admises sous conditions les occupations et utilisations du sol suivantes :</p> <p>Les constructions et aménagements nécessaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A l'activité agricole et pédagogique : exploitation agricole, pension équine ; - Aux activités de type cirque, spectacles vivants et animations pédagogiques : chapiteaux, barnums, dôme de voltige, structure d'accueil du public ; - Aux aménagements liés au fonctionnement du site (stationnement, voie de desserte, assainissement autonome, sécurité et accessibilité) et sous condition d'être constitués de matériaux perméables. <p>Tout autre usage est interdit. Les constructions et aménagements devront :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Être réalisés de manière à ne pas compromettre le caractère agricole du site - Respecter le contenu de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation dédiée pour ce site <p>[...]</p>
Article A4 - Desserte par les réseaux	<p>[...]</p> <p>2. Eaux usées</p> <p>Toute construction occasionnant des rejets d'eaux usées doit être raccordée au réseau public d'assainissement d'eaux usées par un dispositif d'évacuation de type séparatif, conformément au zonage d'assainissement.</p> <p>Dans la zone Acl, un dispositif d'assainissement autonome et aux normes en vigueur pourra être aménagé en compatibilité avec les préconisations du SPANC.</p> <p>L'évacuation des eaux usées d'origine industrielle et artisanale dans le réseau public d'assainissement, si elle est autorisée, doit être assortie d'un prétraitement approprié à la composition et à la nature des effluents.</p> <p>[...]</p>
Article A9: Emprise au sol	<p>[...]</p> <p>En zone Acl, :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'emprise au sol des constructions destinées aux activités culturelle et de loisir liés au cirque, ne doit pas dépasser 750m² - les aménagements de stationnement, voies et aires de retournement, ne doivent pas dépasser 1250m² et être réalisés en matériaux perméables
Article A11: Aspect extérieur	<p>[...]</p> <p>2. ASPECT DES CONSTRUCTIONS</p> <p>Ces règles ne s'appliquent pas aux constructions et installations implantées en zone Acl.</p> <p>[...]</p>
Article A12: Stationnement	<p>Le stationnement des véhicules automobiles ou des deux roues correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective.</p> <p>En zone Acl, les espaces de stationnement, de circulation et de giration ne doivent pas dépasser 1250m² et doivent être aménagés avec des revêtements perméables.</p>

1.2.2.5 Orientation d'Aménagement et de Programmation associée

L'ensemble du tènement classé en zone Acl est encadré par une nouvelle Orientation d'Aménagement et de Programmation. Cette OAP, tout comme la zone Acl qui lui est dédiée, à une emprise de 6830 m².

Cette OAP a pour vocation de :

- Assurer que les aménagements et constructions réalisés ou restant à réaliser n'engendrent aucune artificialisation des sols et soient à ce titre réversibles

- Limiter l'emprise au sol des constructions et l'étendue des aménagement aux stricts besoins structurels du projet.

A ce titre, les constructions ne devront pas dépasser au total 750m² d'emprise au sol, soit 400m² de chapiteau, 200m² de barnums, 100m² de caravanes d'accueil et sanitaires, ainsi que 40m² de voltige.

Concernant les espaces réservés pour le stationnement, l'OAP prévoit de ne pas dépasser les aménagements réalisés jusqu'alors, soit 600m² d'espaces perméables à l'écoulement et à l'infiltration des eaux de pluie.

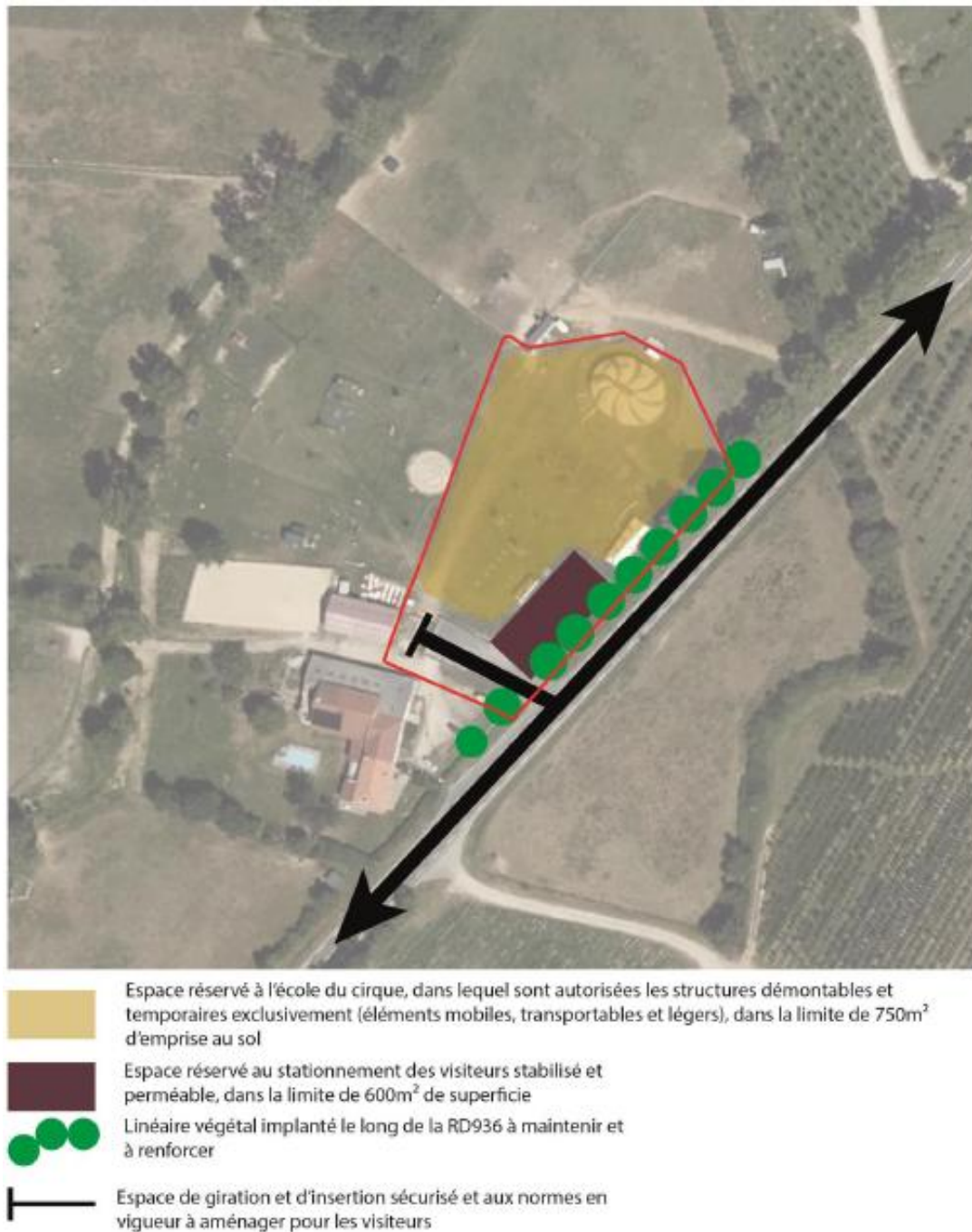
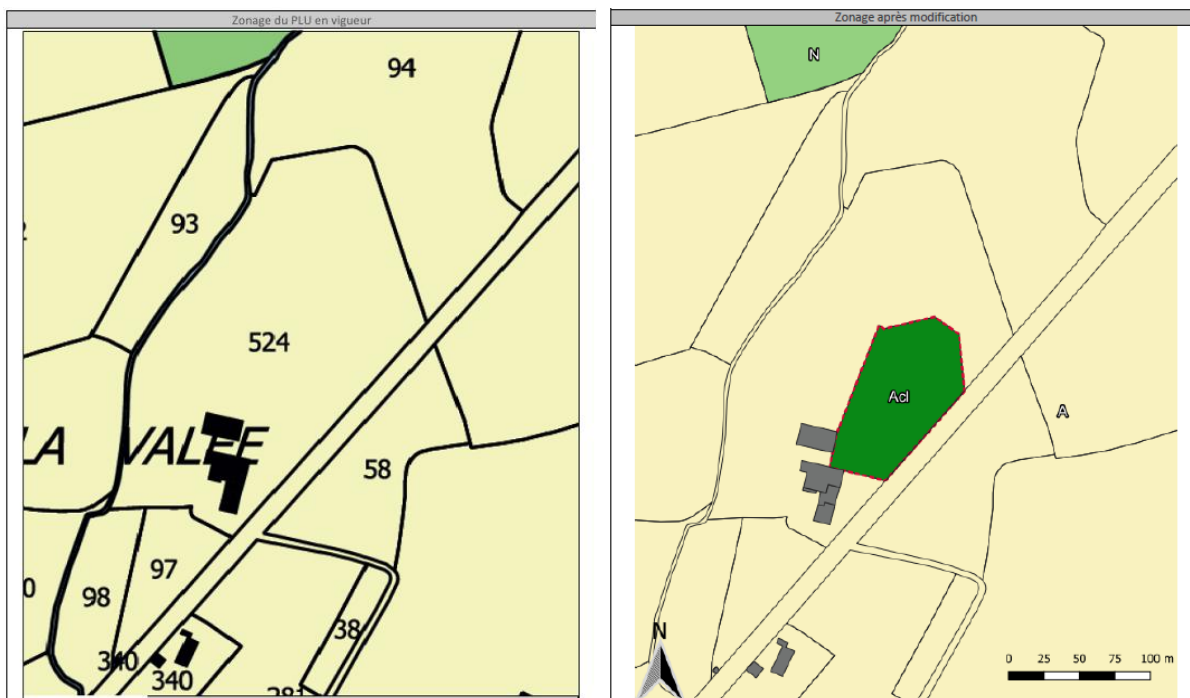


Figure 4: Schéma de l'OAP dédiée

1.2.2.6 Modification du règlement graphique



1.2.3 Modification N°4

1.2.3.1 Projet Domaine Alexander

Le site, qui a perdu toute vocation agricole depuis longtemps, a été aménagé en espace de convivialité comprenant un espace de restauration, des salles des réceptions pour des séminaires ou des mariages depuis le milieu des années 1980. Il comprend également une trentaine de couchages.

Le projet n'est pas appelé à évoluer de manière importante car l'ensemble des bâtiments et des lieux ont d'ores et déjà été aménagés depuis des décennies. Tout au plus, il est aujourd'hui constaté que ce type d'activité, liée à l'accueil d'un public dans un espace paysager remarquable, n'est pas voué à rester classé en zone agricole, car sa vocation primaire n'est plus depuis déjà plusieurs décennies.

L'ensemble des structures du site sont d'ores et déjà aménagées. Néanmoins, le propriétaire du domaine souhaiterait procéder à des modifications succinctes sur site, à savoir :

- Modifier la destination du 1er étage, afin de déplacer les espaces de couchage à l'étage ;
- Améliorer l'accessibilité et la sécurité incendie de l'établissement, car il s'agit d'un ERP de catégorie 4 ;
- Procéder à de menus aménagements paysagers supplémentaires, notamment l'installation de 4 roulottes supplémentaires démontables et sans fondations et la réalisation d'un muret de sécurité pour délimiter la terrasse de la piscine existante.

En l'état, du fait du classement de ce lieu en zone A, ces éléments de mise aux normes et d'agrément ne sont pas autorisés dans le PLU.

	Emprise au sol initiale sur site	Emprise au sol prévue en supplément	Emprise au sol totale prévue
Structures / constructions			
Bâtiment principal	1160m ² d'emprise au sol	Néant	1160 m ² d'emprise au sol
Roulottes	50m ²	50m ²	100m ²
TOTAL	1210m²	50m²	1260m² soit +4.13%

Espaces de circulation – stationnement			
	Emprise au sol initiale sur site	Emprise au sol prévue en supplément	Emprise au sol totale prévue
Stationnement	3300m ²	Néant	3300m ²
Terrasse et piscine	150m ²	Néant	150m ²
Terrasse centrale	400m ²	Néant	400m ²
TOTAL	3850 m²	0	3850 m² soit +0%

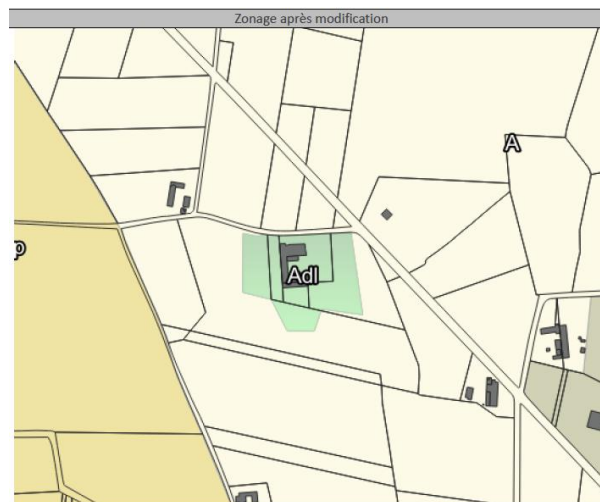
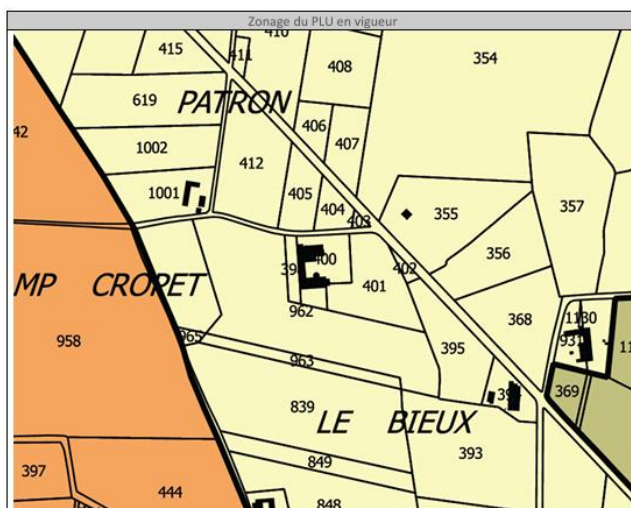
1.2.3.2 Modifications du règlement écrit

Afin de permettre le projet, le PLU propose la création d'un STECAL. Ainsi une nouvelle zone Adl est créée dans le zonage avec un règlement spécifique associé.

Article	Modifications
Article A2 - Occupations et utilisations du sol soumis à des conditions particulières	<p>[...]</p> <p>Dans la zone Adl, sont admises sous conditions les occupations et utilisations du sol suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les constructions autorisées en zone A - Les hébergements hôteliers de type salle de conférence, salle polyvalente à condition : d'être liées à la vocation d'événementiels de type mariage, séminaires, cocktails. Que l'emprise au sol des constructions et aménagements, ne pourra pas excéder 1260m² - Les espaces de stationnement et de circulation, à la condition : D'être constituée d'éléments perméables et permettant l'écoulement des eaux de pluie Que leur emprise au sol cumulée ne dépasse pas 3500m² - Le changement de destination, à vocation d'hébergement touristique, de type dortoir, à la condition : De rester circonscrit dans l'emprise bâtie existante - Les constructions, travaux, ouvrages ou installations à destination d'équipements techniques liés à la sécurité et aux différents réseaux dès lors qu'ils sont compatibles avec les caractéristiques du site dans lequel ils sont implantés. <p>[...]</p>
Article A4 - Desserte par les réseaux	<p>[...]</p> <p>2. Eaux usées</p> <p>Toute construction occasionnant des rejets d'eaux usées doit être raccordée au réseau public d'assainissement d'eaux usées par un dispositif d'évacuation de type séparatif, conformément au zonage d'assainissement.</p> <p>Dans la zone Adl, un dispositif d'assainissement autonome et aux normes en vigueur pourra être aménagé en compatibilité avec les préconisations du SPANC.</p> <p>L'évacuation des eaux usées d'origine industrielle et artisanale dans le réseau public d'assainissement, si elle est autorisée, doit être assortie d'un prétraitement approprié à la composition et à la nature des effluents.</p> <p>[...]</p>
Article A9: Emprise au sol	<p>[...]</p> <p>En zone Adl :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'emprise au sol des constructions ne pourra pas excéder 1260m² d'emprise au sol ; - L'emprise au sol des espaces de stationnement et de circulation ne pourra pas excéder 3500m² au total - Le changement de destination à vocation d'hébergement touristique, devra être réalisé au sein de l'enveloppe bâtie existante.
Article A11: Aspect extérieur	<p>[...]</p> <p>E. Prescriptions applicables pour les constructions / Installations de type roulotte en zone Adl</p> <p>Les roulottes doivent être intégrées dans leur environnement, notamment par le biais d'un bardage bois.</p>

	Les matériaux métalliques ou en PVC sont proscrits ou camouflés. [...]
Article A12: Stationnement	Le stationnement des véhicules automobiles ou des deux roues correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective. En zone Adl, les espaces de stationnement et de circulation ne doivent pas dépasser 3500m² et doivent être aménagés avec des revêtements perméables.

1.2.3.3 Modification du règlement graphique



1.2.4 Modification de destination de deux bâtiments

1.2.4.1 Dossier MONNET

Le bâtiment est amené à changer de destination en atelier de transformation de boucherie (parcelle C292).

1.2.4.2 Dossier KELLER

Cette modification concerne une régularisation de travaux effectués : Le bâtiment en très mauvais état n'ayant plus la vocation à être un outil agricole, le bâtiment 1 a été entièrement réhabilité en habitation alors que c'était une dépendance, il y a lieu de pastiller ce bâtiment pour changement de destination en habitation. Le bâtiment 2 a été également entièrement rénové (parcelle B519)

1.3 Retour des différents avis sur les différentes modifications

1.3.1 Modification N°2

1.3.1.1 Avis de la CDPENAF – Modification N°2

« Considérant que les règles inhérentes aux extensions et annexes des bâtiments en zone A et N n'ont pas été modifiées dans le cadre de la présente révision ;

*Au titre de l'article L.151-12 du Code de l'urbanisme, la commission émet **un avis favorable sous réserve** de la conformité à la doctrine de la CDPENAF ».*

1.3.1.2 Avis de la MRAE – Modification N°2

« La modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Trivier-sur-Moignans (01) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ; elle requiert la réalisation d'une évaluation environnementale proportionnée aux enjeux, dont l'objectif est notamment de :

- *réaliser des inventaires faunistiques et floristiques sur l'ensemble des sites comportant des bâtiments pouvant changer de destination, ainsi que leurs alentours ;*
- *évaluer les incidences de l'évolution du PLU sur : ° la biodiversité, les zones humides et leurs bassins d'alimentation, ainsi qu'au titre des incidences Natura 2000 ; ° les risques technologiques, les nuisances sonores et la santé humaine ;*
- *démontrer l'adéquation quantitative de la ressource en eau potable et des capacités d'assainissement avec les augmentations des besoins induits par l'évolution du PLU, et évaluer les incidences de l'artificialisation des sols sur le ruissellement des eaux pluviales ;*
- *étudier l'augmentation du trafic et des émissions de gaz à effet de serre induits par les changements de destination et établir un bilan carbone de la modification du PLU ;*
- *expliquer les choix au regard des enjeux environnementaux et des solutions de substitution raisonnables ;*
- *décrire les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts environnementaux de la mise en œuvre de l'évolution du PLU, ainsi que le dispositif de suivi effectif ;*

Ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation pour la personne publique responsable de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'urbanisme. Conformément aux articles R.104-33, R.104-36 et R.104-37 du code de l'urbanisme, au vu du présent avis, il revient à la personne publique responsable du projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de prendre la décision à ce sujet et d'en assurer la publication. »

Les principaux enjeux liés à cet avis sont les suivants :

- la localisation des zones concernées par les modifications à proximité du plateau des Dombes, portant des périmètres d'inventaires et de protection variés : Zone RAMSAR, Zico des Dombes, Zone Natura 2000, ZNIEFF, Corridor écologique
- La proximité de réseau de transport de matière dangereuse (canalisation de transport d'hydrocarbure et gaz)

- La proximité avec des infrastructures routières et ferroviaires faisant l'objet d'un classement sonore
- La nécessité de réaliser des inventaires naturalistes dans les zones soumises à modification et la réalisation d'une étude d'incidence N2000
- La hausse de fréquentation des sites
- La nécessité d'estimer les besoins en eau supplémentaire induits par ces changements
- La nécessité d'estimer les effluents supplémentaires induits par les modifications
- La nécessité de préciser les modalités de gestion des eaux pluviales
- La nécessité d'évaluer l'impact des modifications sur le climat
- La nécessité de traiter l'ensemble des projets et de considérer les effets cumulés de ces modifications

1.3.2 Modification N°3

1.3.2.1 Avis de la CDPENAF – Modification N°3

« Considérant que le périmètre du STECAL d'inscrit dans un tènement où l'activité agricole est encore présentée ;

Considérant que la réversibilité des installations démontables ne peut pas être assurée ;

*Au titre de l'article L.151-13 du Code de l'Urbanisme, la CDPENAF émet un **avis défavorable** et propose à la commune de retravailler son projet afin de soumettre de nouveau à la commission, en travaillant sur le caractère démontable et réversible des installations et en limitant le périmètre du STECAL aux constructions déjà existantes. »*

1.3.2.2 Avis de la MRAE

La MRAE n'a pas été saisie concernant la modification N°3 du PLU. Elle constitue néanmoins un impact cumulé avec les autres modifications.

1.3.3 Modification N°4

1.3.3.1 Avis de la CDPENAF – Modification N°4

« Considérant que la vocation agricole du site n'est plus effective depuis plusieurs décennies ;

Considérant que le périmètre du STECAL est bien limité aux constructions déjà existantes ;

Au titre de l'article L.151-13 du Code de l'urbanisme, la CDPENAF émet un avis favorable. »

1.3.3.2 Avis de la MRAE – Modification N°4

« La modification n°4 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Trivier-sur-Moignans (01) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ; elle requiert la réalisation d'une évaluation environnementale proportionnée aux enjeux, dont l'objectif est notamment de :

- réaliser des inventaires faunistiques et floristiques sur l'ensemble du site du Stecal et ses alentours ;
- évaluer les incidences de l'évolution du PLU sur l'artificialisation des sols, la biodiversité, les zones humides et leurs bassins d'alimentation, ainsi qu'au titre des incidences Natura 2000 ;
- démontrer l'adéquation quantitative de la ressource en eau potable et des capacités d'assainissement avec les augmentations des besoins induits par l'évolution du PLU, et évaluer les incidences sur le ruissellement des eaux pluviales de l'artificialisation des sols ;
- étudier l'augmentation du trafic et des émissions de gaz à effet de serre induits par le Stecal et établir un bilan carbone de la modification du PLU ;
- expliquer les choix au regard des enjeux environnementaux et des solutions de substitution raisonnables ;
- décrire les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts environnementaux de la mise en œuvre de l'évolution du PLU, ainsi que le dispositif de suivi effectif ;

Ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation pour la personne publique responsable de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'urbanisme.

Conformément aux articles R.104-33, R.104-36 et R.104-37 du code de l'urbanisme, au vu du présent avis, il revient à la personne publique responsable du projet de modification n°4 du plan local d'urbanisme (PLU) de prendre la décision à ce sujet et d'en assurer la publication. »

L'avis de la MRAE identifie les principaux enjeux à prendre en compte dans l'évaluation environnementale :

- La localisation du STECAL dans les Dombes, secteur associé à de nombreux périmètres d'inventaire ou réglementés : ZICO, ZNIEFF, zone Natura2000, RAMSAR
- La proximité avec une zone humide
- Les surfaces imperméabilisées et l'artificialisation possible des sols
- L'absence d'inventaire naturaliste
- La prise en compte de l'augmentation de la fréquentation du site et des conséquences liées (consommation d'eau, effluents, gestion des eaux usées...)
- La prise en compte de la production de gaz à effet de serre

2 Articulation de la procédure avec les autres documents d'urbanisme

2.1 Compatibilité des modifications avec le PADD du PLU

Objectif PADD	Modification N°2	Modification N°3	Modification N°4
I. Saint-Trivier-sur-Moignans, un territoire attractif et accueillant			
I-1 S'appuyer sur le bourg pour organiser le développement urbain			
Privilégier le renouvellement urbain du centre : Occuper les espaces interstitiels libres en permettant la réhabilitation du bâti ancien et le comblement des dents creuses. Soit 30 à 50 constructions nouvelles au sein du tissu urbain	La présente procédure a pour but de limiter et mieux encadrer le développement en zone Agricole et Naturelle. En supprimant la plupart des bâtiments pouvant changer de destination en zone agricole, le PLU recentre son développement sur le tissu urbain existant. Cet enjeu est d'autant plus important car la pression foncière en dehors des espaces urbains est de plus en plus forte. Par ailleurs, la mise à jour des emplacements réservés permettra de faciliter de nouvelles constructions au sein de d'enveloppe urbaine. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD et ajoute des garanties supplémentaires en la matière.	La présente procédure a pour but d'instituer un STECAL en zone agricole. Ce STECAL n'a pas pour vocation la création de nouveaux logements La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.	La présente procédure a pour but d'instituer un STECAL en zone agricole. Ce STECAL n'a pas pour vocation la création de nouveaux logements La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.
Comblent l'enveloppe bâtie en urbanisant le secteur Sud-Ouest du Bourg et en utilisant du foncier communal en entrée de ville Ouest. L'idée étant de conforter le développement au sein de zones à urbaniser de taille raisonnable à l'Ouest du Bourg	-	-	-
Maitriser le bâti diffus, notamment en encadrant le développement en	La présente procédure apporte des garanties supplémentaires sur ce point. En supprimant une bonne partie des bâtiments agricoles pouvant changer de destination et en suivant les préconisations de la	La présente procédure permet la création d'un STECAL afin de légaliser une situation existante. Au contraire, le règlement écrit apporte des garanties et permettra de mieux encadrer les aménagements sur le domaine situé au	La présente procédure permet la création d'un STECAL afin de légaliser une situation existante. Au contraire, le règlement écrit apporte des garanties et permettra de mieux

dehors du bourg de St Trivier	CDPENAF de l'Ain en matière d'extension et d'annexes en zone A et N, la modification n°2 renforce cet objectif. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD et ajoute des garanties supplémentaires en la matière.	Lieu-dit « La Vallée ». Ce règlement assurera notamment qu'aucune construction nouvelle ne sera tolérée sur ce site, hormis des équipements légers et démontables sans implication néfaste sur les espaces agricoles et naturels. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.	encadrer les aménagements sur le domaine situé au Lieu-dit « Le Bieux ». Ce règlement assurera notamment que toute nouvelle extension ou tout nouvel aménagement ne sera toléré sur ce site que s'il n'implique pas d'effet néfaste sur les espaces agricoles et naturels. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.
I-2 Renforcer la complémentarité des secteurs d'équipements			
Conforter le centre bourg comme cœur de vie. Requalifier les espaces publics du centre-bourg et renforcer la centralité de ces espaces centraux. Procéder à la mise en valeur du patrimoine vernaculaire et bâti communal.	La liste des emplacements réservés initialement prévue dans le PLU comprend des aménagements d'espaces publics ainsi qu'une meilleure porosité piétonne au travers des tissus de l'ancien bourg. Sa mise à jour a permis de mettre à plat les aménagements déjà effectués et a permis de supprimer ceux qui nuisent aux opportunités de développement résidentiel en son sein. Les évolutions apportées en zone A et N ne concernent pas cet item, puisque les règles nouvellement instituées ne concernent que les constructions situées en dehors du bourg. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.	La présente modification a pour objet la création d'un STECAL permettant des aménagements modérés sur un site déjà existant en zone agricole. Il n'entraîne aucune modification sur les partis pris d'aménagement dans le centre-bourg de St Trivier. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.	La présente modification a pour objet la création d'un STECAL permettant des aménagements modérés sur un site déjà existant en zone agricole. Il n'entraîne aucune modification sur les partis pris d'aménagement dans le centre-bourg de St Trivier. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.
Consolider l'offre d'équipements afin que le développement communal s'inscrive en harmonie avec le gabarit et l'étoffement des équipements disponibles.	L'évolution de la liste des emplacements réservés conforte toujours cet objectif. Puisque la plupart des sites dédiés pour l'aménagement d'équipements publics sont maintenus. Les évolutions apportées en zone A et N ne concernent pas cet item, puisque les règles nouvellement instituées ne concernent que les constructions situées en dehors du bourg. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.	-	Les évolutions apportées via ce nouveau STECAL n'apportent aucune modification sur ce point. Tout au plus, il permet l'étoffement des équipements présents sur la commune. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.
Développer le maillage de circulations douces afin de faciliter l'accès au centre-bourg et contribuer à l'évolution positive du cadre de vie	L'évolution de la liste des emplacements réservés conforte toujours cet objectif. Puisque la plupart des sites dédiés pour l'aménagement d'espaces publics sont maintenus. Les évolutions apportées en zone A et N ne concernent pas cet item, puisque les règles nouvellement instituées ne concernent que les constructions situées en dehors du bourg. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.	-	-
I-3 Apaiser les circulations			

Aménager un contournement par l'Est et une voie de desserte à l'Ouest.	L'ER R1 dédié pour l'aménagement de la voie de contournement du bourg de St Trivier a été supprimé puisque cet aménagement a été réalisé entre 2017 et 2018. La voie de desserte entre la RD27 et la Route de Chaneins n'est pas remise en cause puisque cette dernière a déjà été réaménagée. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.	-	-
Requalifier la rue Montpensier et le chemin des rails	La présente modification ne remet pas en cause ce projet d'aménagement d'espace public. Le carnet d'OAP lié à ce projet n'est pas retouché. Par ailleurs, l'évolution de la liste des emplacements réservés ne le remet pas en cause. Le profil du Chemin des Rails a été retravaillé et ne justifie plus l'utilité de l'ER V2. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.	-	-
Aménager des espaces partagés. Mettre à niveau les circulations afin de faciliter la multimodalité des modes de transports au sein du bourg	La présente modification ne remet pas en cause ce projet d'aménagement d'espace public. Le carnet d'OAP lié à ce projet n'est pas retouché. Par ailleurs, l'évolution de la liste des emplacements réservés ne le remet pas en cause. Le profil du Chemin des Rails a été retravaillé et ne justifie plus l'utilité de l'ER V2. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.	-	-
Améliorer l'accès au transport en commun : densifier les abords des arrêts de bus	La présente modification ne porte pas sur l'évolution des zones constructibles sauf en dehors du bourg. L'idée étant notamment de limiter l'accueil de nouveaux ménages dans les lieux isolés de la commune et donc dépourvus de transports collectifs. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD et ajoute des garanties supplémentaires en la matière.	-	-
I-4 Soutenir une économie locale de proximité			
Offrir de l'emploi pour garder notre bourg actif, notamment en contribuant au développement économique du territoire (zones d'activités notamment)	La présente modification ne porte pas sur ces éléments et ne remet pas en cause le développement des activités économiques sur la commune. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.	-	-
Soutenir l'offre de commerces et services	La présente modification ne porte pas sur ces éléments et ne remet pas en cause le développement des activités	-	-

pour un centre bourg vivant : maintenir le tissu commercial de proximité	commerciales sur la commune. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.		
Pérenniser l'activité agricole, notamment en recentrant l'urbanisation sur le bourg et en préservant les terres agricoles à forte valeur agronomique	En supprimant la plupart des bâtiments pouvant changer de destination, notamment ceux qui sont situés à moins de 100 mètres de bâtiments agricoles et de leurs sièges d'activité, la présente modification contribue, au contraire, au renforcement de cet objectif. Par ailleurs, en suivant les préconisations de la CDPENAF de l'Ain en matière de développement résidentiel en zone A et N, le PLU se veut vertueux en la matière. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD et ajoute des garanties supplémentaires en la matière.	Dans le cadre de cette procédure, il est question d'instituer un STECAL en zone agricole. Le terrain sur lequel ce projet s'inscrit a été cédé dans le cadre d'une convention avec la SAFER de l'Ain. La vocation de cette espace est directement en lien avec l'activité agricole par le biais de la ferme pédagogique. En revanche, les aménagements prévus par le PLU entraînent la consommation permanente de 350 m ² d'espace agricole. Au regard des surfaces concernées et du maintien d'une activité agricole transversale sur le site, la modification est en adéquation avec le PADD.	Les activités retrouvées sur site sont, depuis plusieurs dizaines d'années, loin d'être des activités agricoles. La zone du STECAL doit permettre le maintien de l'activité en place et doit permettre de régulariser l'utilisation des sols sur cette parcelle, qui n'est plus agricole aujourd'hui.
Concevoir un projet respectueux de l'environnement et des paysages			
II-1 Un projet soucieux de respecter son environnement			
Protéger l'environnement : notamment en protégeant les noyaux de biodiversité : ZNIEFF de type 1 et sites Natura 2000	La présente modification est vertueuse en la matière, puisqu'elle supprime l'ensemble des bâtiments pouvant changer de destination implantés au sein de la zone Natura 2000, ou implantés à sa proximité. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD et ajoute des garanties supplémentaires en la matière..	Le projet de STECAL n'aura pas d'impact significatif sur les habitats, populations et espèces caractéristiques des ZNIEFF et sites N2000. Les habitats à plus forts enjeux sont évités, les périodes les plus sensibles également et les corridors écologiques locaux sont maintenus. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD et ajoute des garanties supplémentaires en la matière.	Le projet de STECAL n'aura pas d'impact significatif sur les habitats, populations et espèces caractéristiques des ZNIEFF et sites N2000. Les habitats à plus forts enjeux sont évités (zone humides), les périodes les plus sensibles également et les corridors écologiques locaux sont maintenus.
Identifier et préserver la trame verte et la trame bleue : protéger les haies, les étangs et les cours d'eau qui agissent en corridors écologiques.	-	La présente modification ne modifie pas les éléments réglementaires permettant de respecter cet objectif. Les haies seront maintenues sur le STECAL, permettant le maintien des corridors écologiques. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.	La présente modification ne modifie pas les éléments réglementaires permettant de respecter cet objectif. Les haies seront maintenues sur le STECAL, permettant le maintien des corridors écologiques. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.
Privilégier les formes urbaines et les constructions économes en énergie. L'enjeu étant de fortifier les densités au	En suivant les préconisations de la CDPENAF de l'Ain en matière de développement des constructions existantes en zone A et N, la présente modification contribue à la limitation du mitage urbain et au développement résidentiel en dehors de l'enveloppe urbaine existante. La	La mise en place de ce STECAL n'autorisera aucune construction nouvelle. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD..	x

sein des tissus bâtis existants et ainsi contribuer à la limitation des consommations d'espaces naturels agricoles et forestiers.	limitation dudit mitage contribuant par la même occasion à la limitation des déplacements motorisés, et au développement déraisonné des réseaux (eau / assainissement / électricité, etc.). Les nouveaux logements créés répondront à des normes énergétiques plus strictes et permettront la création d'habitation économe en énergie. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD et ajoute des garanties supplémentaires en la matière.		
Respecter le cycle de l'eau. Prendre en compte ce cycle dans les projets de constructions / d'aménagement. Assurer la perméabilité des sols et l'infiltration des eaux de pluie à la parcelle afin éviter de saturer les réseaux.	En encadrant plus strictement la constructibilité en zone agricole et naturelle, la présente modification conforte cet engagement. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD et ajoute des garanties supplémentaires en la matière.	Les aménagements permis par les PLU seront réalisés en matériaux perméables et permettront ainsi l'infiltration de l'eau à la parcelle. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.	Les aménagements de voirie et cheminement permis par les PLU seront réalisés en matériaux perméables et permettront ainsi l'infiltration de l'eau à la parcelle et les surfaces artificialisables seront maîtrisées. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.
II-2 Maintenir le cadre rural du territoire			
Préserver la maillage bocager enserrant les constructions	-	La présente modification n'apporte aucune modification réglementaire qui viendrait contre carrer cet objectif. Les haies sur le STECAL seront maintenues. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.	La présente modification n'apporte aucune modification réglementaire qui viendrait contre carrer cet objectif. Les haies sur le STECAL seront maintenues. La présente modification s'inscrit en compatibilité avec cet axe du PADD.
Mettre en valeur des entrées de ville La présente	-	-	-
Renforcer la présence de la Nature dans les aménagements urbains	-	-	-

2.2 Compatibilité des modifications du PLU avec le SCoT

Le projet de modification ne va pas à l'encontre des orientations des documents d'urbanisme supérieurs.

Attendu que le PLU en vigueur a basé sa compatibilité avec le SCOT de la Dombes, lequel retranscrivait les prescriptions des documents d'urbanisme qui lui sont supérieurs ; il est possible d'en déduire que le PLU en vigueur est en compatibilité avec ces derniers.

Objectif	Sous objectif	Modification N°2	Modification N°3 - STECAL ANOMIA	Modification N°4 - STECAL Alexander
1. UN TERRITOIRE A REVELER PAR UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE CONNECTE ET UNE MOBILITE DURABLE				
1. Renforcer l'attractivité du territoire par la mise en œuvre d'une stratégie de développement économique		La modification N°2 n'a aucun impact sur le développement économique du territoire. Cette modification a pour but de mieux encadrer et de limiter le développement résidentiel en zones agricoles et naturelles. Par la même occasion, la mise à jour des emplacements réservés permet simplement d'affiner les projets existants, de rendre cette liste plus lisible et de supprimer les aménagements déjà effectués. Ces aménagements ne concernent pas le développement économique communal, ni de près, ni de loin.	-	-
2. Renforcer la structuration commerciale à destination d'une offre de proximité (voir DAAC)				
3. Optimiser et qualifier les zones d'activités économiques et commerciales existantes				
4. Faire évoluer les mobilités du territoire en privilégiant l'intermodalité	4.1. Développer l'offre de transports collectifs de proximité et les pratiques alternatives à la voiture individuelle	La modification N°2 a un impact positif sur les mobilités du territoire. Cette modification a pour but de mieux encadrer et de limiter le développement résidentiel en zones agricoles et naturelles. En supprimant la	La modification N°3 n'a aucun impact sur les déplacements motorisés. Il sera envisagé l'aménagement d'un espace de stationnement et de giration pour les bus, afin de permettre les déplacements de groupes. Attendu que ce site	La modification N°4 n'a aucun impact sur les déplacements motorisés. Le site dispose déjà d'espaces de stationnement gravillonnés de taille conséquente et il n'est pas envisagé leur agrandissement. Attendu que ce site n'est pas

4.2. Consolider les mobilités multimodales et renforcer le rôle du ferroviaire dans les mobilités du territoire	<p>majorité des opportunités de changement de destination à vocation résidentielle en zone A et N, cette modification entraîne, par effet rebond, la limitation des déplacements motorisés en dehors de l'urbanité et circonscrit le développement dans les secteurs dotés d'aménagements dédiés pour la multimodalité de transports. Les déplacements pendulaires depuis les secteurs les plus isolés de la commune, principalement usités par des véhicules automobiles individuels, sont donc davantage limités. Le développement résidentiel réactualisé et recentré sur le bourg de Saint Trivier s'inscrit donc en cohérence avec cet objectif.</p>	<p>n'est pas situé en zone urbaine, il serait incohérent de favoriser l'accessibilité du site au travers de modes de déplacements doux. Les équipements proposés ici permettent simplement de faciliter les visites sur site, en tenant compte des objectifs imposés par le département de l'Ain vis-à-vis de la RD936.</p>	<p>situé en zone urbaine, il serait incohérent de favoriser l'accessibilité du site au travers de modes de déplacements doux.</p>
4.3. Favoriser la pratique des mobilités actives dans les déplacements quotidiens et pendulaires	<p>Par la même occasion, la mise à jour des emplacements réservés permet simplement d'affiner les projets existants, de rendre cette liste plus lisible et de supprimer les aménagements déjà effectués. Parmi les ER supprimés, on note la réalisation d'espaces de stationnement et des cheminements modes doux, mais aussi et surtout la réalisation de la déviation routière en 2018. Les ER maintenus dans la liste doivent faciliter l'aménagement de structures similaire.</p>		
2. UN TERRITOIRE REMARQUABLE A PRÉSERVER, AVEC UN POTENTIEL ÉCONOMIQUE ET UN CADRE DE VIE RECHERCHÉ			

1. Mettre en valeur l'identité Dombiste à travers la préservation du patrimoine naturel et bâti	1.1. Protéger les réservoirs de biodiversité	<p>Evolution des règles de constructibilité des extensions d'habitation en zone A et N : La limitation des extensions d'habitations existantes permet d'affirmer la protection des espaces naturels Agricoles et Forestiers de la commune. En effet, en appliquant des règles plus strictes que celles instaurées précédemment, le PLU assure une meilleure protection des Trames Vertes et Bleues, mais aussi celles des corridors écologiques et des réservoirs de biodiversité.</p> <p>Reprise de la liste des bâtiments pouvant changer de destination : Dans l'ancienne liste des bâtiments pouvant changer de destination, certains bâtiments étaient situés au cœur même d'un site Natura 2000, ou à leur proximité immédiate. Leur suppression contribue donc à une protection plus stricte de ces sites.</p> <p>Mise à jour de la liste des emplacements réservés : Aucun impact sur les réservoirs de biodiversité ni sur les opportunités de mise en place de la Nature en ville. En effet, il s'agit d'une mise à jour de cette liste, et non de l'annulation / modification de projet d'aménagement public.</p> <p>Suppression d'une erreur matérielle dans le règlement écrit : Aucun impact</p>	La modification n°3 du PLU a pour objectif d'acter un ensemble d'aménagements légers déjà présents, à savoir des structures pour les jeux du cirque et une ferme pédagogique, qui sont tous démontable et sans fondations. Les seuls aménagements tolérés en suppléments doivent assurer la sécurité, l'accessibilité et l'hygiène pour le public susceptible d'être accueilli sur site. L'ensemble n'aura aucun impact sur la fonctionnalité écologique du territoire, ni sur les milieux naturels. La modification n°3 du PLU ne s'inscrit pas en incompatibilité avec les objectifs du SCOT en la matière.	La modification n°4 du PLU a pour objectif d'acter un ensemble d'aménagements légers déjà présents. Tout au plus, il autorisera l'aménagement de roulottes. L'ensemble n'aura aucun impact sur la fonctionnalité écologique du territoire, ni sur les milieux naturels, ni même sur les espaces agricoles. La modification n°4 du PLU ne s'inscrit pas en incompatibilité avec les objectifs du SCOT en la matière.
	1.2. Préserver la fonctionnalité écologique du territoire	La modification n°2 du PLU ne modifie pas le zonage du PLU en vigueur et n'entraîne donc aucun impact sur la protection des cours d'eau, sur la fonctionnalité des zones humides, sur l'extension de l'urbanité. En supprimant et en encadrant la constructibilité en zone Agricole et Naturelle, la présente modification contribue à une meilleure protection des fonctionnalités écologiques du territoire.		
	1.3. Valoriser les espaces forestiers	-		
	1.4. Préserver et valoriser le patrimoine bâti historique, connu et vernaculaire	-		

	1.5. Prendre en compte et respecter les silhouettes villageoises	-		-
	1.6. Adopter un vocabulaire architectural et paysager harmonieux	En supprimant la plupart des bâtiments pouvant changer de destination en zone agricole, la rénovation du patrimoine bâti est quasi circonscrite au bourg de Saint Trivier. En effet, la requalification de constructions anciennement agricoles est stoppée, dans le but notamment de suivre les préconisations de la CDPENAF de l'Ain et dans un contexte de pression foncière qui pourrait nuire à l'équilibre territorial dans son ensemble. Le choix est donc fait de ne plus favoriser la réhabilitation de ce type de bâti, à la fois pour préserver l'économie agricole, et la fonctionnalité écologique du territoire.	Aucune construction nouvelle ne sera tolérée au sein du STECAL institué par la présente procédure, si ce n'est des structures démontables. La modification n°3 du PLU ne s'inscrit pas en incompatibilité avec les objectifs du SCOT en la matière.	Aucune construction nouvelle ne sera tolérée au sein du STECAL institué par la présente procédure. La modification n°4 du PLU ne s'inscrit pas en incompatibilité avec les objectifs du SCOT en la matière.
	1.7. Préserver et valoriser les points de vue et panorama, qui forgent un caractère identitaire du territoire	-	-	-
	1.8. Valoriser les itinéraires pédestres et voies vertes, vecteurs d'images identitaires du territoire naturel et culturel	-	-	-
2. Gérer les paysages du quotidien, porteurs d'un cadre de vie de qualité	2.1. Affirmer des limites nettes entre les entités urbaines	-	-	-
	2.2. Assurer la qualité des entrées de ville et franges urbaines		-	-

	2.3. Veiller à l'intégration paysagère des zones d'activités et des bâtiments agricoles	Bien que la modification n°2 modifie les règles de constructibilité en zone Agricole et Naturelle, cette dernière ne touche pas aux opportunités de développement des activités agricoles. Elle est circonscrite aux développements résidentiels des constructions situées dans cette zone.	-	-
3. Préserver et valoriser les exploitations et productions agricoles et piscicoles	3.1. Protéger les espaces agricoles du territoire	La modification a un impact positif sur cet enjeu. En effet, elle régit l'évolution de la résidentialité au sein des zones Agricoles, ce qui permet de limiter tout risque de conflit de voisinage avec le monde agricole. Par ailleurs, en ajournant la liste des bâtiments pouvant changer de destination en zone Agricole, la modification n°2 interdit l'aménagement de toute habitation nouvelle en dehors du bourg de Saint Trivier, ce qui circonscrit ces zones au strict développement de l'activité agricole.	Le lieu-dit « La Vallée » a été acquis par le biais d'une convention signée avec la SAFER en 2021. Le site est dédié à une activité compatible avec la vocation agricole du secteur, puisqu'il y est déjà exercé une activité de pension équine et d'élevage. Les activités connexes : ferme pédagogique et arts du cirque, du fait de leur caractère démontable et sans impact sur le site, s'inscrivent en continuité de ce type d'activité et n'apporteront aucune nuisance à l'activité agricole communale dans son ensemble.	Le domaine n'a plus de vocation agricole depuis des décennies. L'ensemble des aménagements sont déjà en place, si ce n'est quelques roulottes supplémentaires à prévoir. Si impact sur les activités agricoles, ces derniers ont été réalisés il y a plusieurs dizaines d'années. Le domaine ne prévoit pas de développement supplémentaire. L'impact sur les activités agricoles y est donc nul.
	3.2. Valoriser les produits locaux et développer une agriculture de proximité	Bien que la modification n°2 modifie les règles de constructibilité en zone Agricole et Naturelle, cette dernière ne touche pas aux opportunités de développement des activités agricoles elles-mêmes. Elle est circonscrite aux développements résidentiels dans ces zones.	Elle est circonscrite sur un secteur qui s'inscrit dans la continuité d'une activité compatible avec ce type de destination.	Le projet de STECAL ne touche pas aux opportunités de développement des activités agricoles. Elle est circonscrite sur un secteur qui a perdu toute vocation agricole depuis longtemps.
	4.1. Mettre en réseau les sites et équipements touristiques du territoire 4.2. Développer les services en lien avec un tourisme de séjour	-	La modification n°3 du PLU a un impact positif sur le développement touristique du territoire. En instituant, au travers de ce STECAL, le développement d'une activité de loisirs liée aux arts du cirque ainsi qu'une ferme pédagogique, le PLU favorise un vecteur d'attractivité, à la fois scolaire et touristique pour le territoire.	La modification n°4 du PLU a un impact positif sur le développement touristique du territoire. En instituant, au travers de ce STECAL, le développement d'une activité de loisirs et d'hébergement, le PLU favorise un vecteur d'attractivité pour le territoire.
3. UN TERRITOIRE ACCUEILLANT GRACE A UN DEVELOPPEMENT ECO-RESPONSABLE				
1. Limiter la consommation d'espaces naturels et maîtriser le développement urbain	1.1. Conforter l'organisation multipolaire du territoire	La modification N°2 permet de circonscire le développement résidentiel au sein du bourg de Saint Trivier et ne modifie pas son développement. En supprimant de nombreuses opportunités de développement résidentiel dans les zones A et N, et en réglementant plus strictement l'évolution de la résidentialité existante, le PLU s'inscrit désormais de manière	La modification N°3 ne modifie pas les conditions de constructibilité et d'organisation territoriale de la commune. Le STECAL institué dans le cadre de cette procédure n'autorise que des constructions légères de loisirs, démontables. Il ne permet pas la création de constructions supplémentaires, ni de logements nouveaux en dehors du bourg de Saint Trivier.	La modification N°4 ne modifie pas les conditions de constructibilité et d'organisation territoriale de la commune. Le STECAL institué dans le cadre de cette procédure n'autorise que des constructions existantes. Il ne permet pas la création de constructions supplémentaires, ni de logements nouveaux en dehors du bourg de Saint Trivier.
	1.2. Construire prioritairement au sein de l'enveloppe bâtie			

		vertueuse vers la limitation de la consommation foncière et du mitage urbain.		
	1.3. Limiter l'étalement urbain	<p>La modification N°2 suit les préconisations de la CDPENAF de l'Ain en matière de développement résidentiel en zone A et N. En appliquant des règles plus strictes en matière d'extension pour les habitations existantes, et en supprimant la majorité.</p> <p>La Présente modification souhaite désormais mettre à jour cette liste. Le développement agricole sur la commune est très important et il n'est pas souhaitable, au vu de la pression foncière difficile à endiguer, de favoriser les conflits d'usage et de voisinage.</p> <p>La modification N°2 du PLU ne reprend pas les limites des zonages urbains et n'apporte aucune modification structurelle au projet de développement communal.</p>	La modification N°3 du PLU ne reprend pas les limites des zonages urbains, n'apporte aucune modification structurelle au projet de développement, ni aux opportunités de développement résidentiel communal.	
	1.4. Renforcer l'urbanisation des communes équipées d'une gare et des quartiers à proximité immédiate	La modification n°2 du PLU ne modifie pas les règles de constructibilité et de diversification du parc de logement en dehors du potentiel de changement de destination en zone agricole. Elle n'entrave pas les opportunités de développement résidentiel du territoire dans son ensemble, ni sa diversification structurelle. Il est important de noter que la totalité des bâtiments initialement identifiés comme pouvant changer de destination en zone agricole ne pourraient être validés par la CDPENAF de l'Ain, si bien qu'en réalité, ces opportunités sont d'ores et déjà condamnées.		
2. Diversifier et renouveler l'offre de logements pour répondre aux besoins des ménages	2.1. Diversifier l'offre de logements pour faciliter les parcours résidentiels	La modification N°2 ne touche pas aux servitudes de mixité sociale, si aux Orientations d'Aménagement et de Programmation qui pourraient instituer un quota de mixité sociale sur certaines portions du territoire. Ce type d'objectif s'inscrit en zone urbaine, et cette procédure ne vise pas à les modifier.	-	<p>La modification N°4 suit les préconisations de la CDPENAF de l'Ain en matière de développement résidentiel en zone A et N. Le STECAL institué dans le cadre de cette modification de PLU n'autorise aucune construction nouvelle.</p> <p>La modification N°4 du PLU ne reprend pas les limites des zonages urbains, n'apporte aucune modification structurelle au projet de développement, ni aux opportunités de développement résidentiel communal.</p>
	2.2. Garantir une mixité sociale pour améliorer l'accès au parc de logements			
	2.3. Favoriser la réhabilitation de logements anciens			

3. Renforcer le lien social sur le territoire et faire émerger des opérations qualitatives		La modification n°2 du PLU ne modifie que les règles établies en zones A et N, et ne prétend pas toucher à la qualité des aménagements d'ensemble du territoire, notamment en zone urbaine.	-	-
4. Conduire un développement durable et résilient	4.1. Densifier le territoire en s'intégrant aux contextes urbains et paysagers	La modification N°2 du PLU n'aura pas impact sur ces enjeux. La mobilisation et la densification du tissu urbain ne sont pas impactées par cette procédure.	-	-
	4.2. Prévenir les risques naturels pour la protection des personnes et des biens	En limitant le mitage urbain et en priorisant le développement agricole dans les zones A et N, la procédure en cours n'entraîne aucune mise en danger supplémentaire vis-à-vis des risques naturels et technologiques.	Le secteur de STECAL institué par la présente procédure n'est pas susceptible d'être troublé par des risques naturels et technologiques. Le site est implanté à distance raisonnable de tout EPCI agricole, de tout périmètre de réciprocité, à distance raisonnable également des canalisations de gaz et d'hydrocarbures qui traversent la commune de part en part.	Le site est implanté à plusieurs kilomètres de la RD936, laquelle est susceptible de générer des nuisances sonores. Le site n'est donc pas concerné par ce risque.
	4.3. Prendre en compte le risque technologique dans les dynamiques de développement des territoires	La modification étant plutôt soucieuse de limiter le développement en zone A et N, elle contribue donc favorablement à la limitation de l'exposition des biens et des personnes à ces risques le cas échéant. Il est important de noter que plusieurs de ces constructions sont implantées à proximité d'une canalisation d'hydrocarbures ou de gaz. Bien que ces constructions ne soient pas incompatibles avec l'usage de ces ouvrages dangereux, le fait de limiter leur extension ou de stopper leur transformation en habitation permet de limiter davantage l'exposition de ces biens et de ces personnes à ces risques.		
	4.4. Maîtriser l'ambiance sonore	En zone A, les activités agricoles sont susceptibles de générer des nuisances et des conflits de voisinage avec les résidents présents ou susceptibles de s'installer à leur proximité. En supprimant l'ensemble des bâtiments pouvant changer de destination situés à proximité des sièges d'exploitation, l'exposition aux nuisances sonores, olfactives et chimiques est limitée. La modification n°2 du PLU a donc un impact positif sur ce point.		
	4.5. Réduire les consommations énergétiques	-	-	-

	4.6. Développer la production d'énergies renouvelables	-	-	-
5. Equiper le territoire en cohérence avec le développement visé	5.1. Améliorer l'accès aux services et aux équipements	En limitant le phénomène de mitage urbain et en limitant le développement résidentiel en dehors du bourg de Saint Trivier, la modification contribue au rapprochement des résidents aux aménités, aux équipements et services dont ils ont besoin. La limitation d'un développement qui pourrait isoler davantage les habitants permet donc de favoriser cet enjeu. La modification n°2 du PLU a un impact positif sur cet enjeu.	-	-
	5.2. S'inscrire dans la protection durable de la ressource en eau potable	-	Le Site est raccordé au réseau d'eau potable de la commune. Les installations pressenties sur le site de STECAL sont des constructions légères et démontables. A ce titre, ces installations ne sont pas susceptibles de générer des soucis d'écoulements d'eau, ni d'infiltration, ni de rejet de polluants.	Le Site est raccordé au réseau d'eau potable de la commune. Les installations pressenties sur le site de STECAL sont des constructions existantes. A ce titre, ces installations ne sont pas susceptibles de générer des soucis d'écoulements d'eau, ni d'infiltration, ni de rejet de polluants.
	5.3. Favoriser l'amélioration des conditions d'assainissement des eaux usées	Les bâtiments pouvant changer de destination identifiés dans le PLU initial sont situés pour la plupart en zone SPANC. Le fait de supprimer de nombreuses opportunités de développement permet de centraliser le développement communal aux zones desservies par un réseau d'assainissement collectif. Par ailleurs, le raccordement potentiel de ces bâtiments, qui pourrait devenir coûteux et incohérent pour les collectivités territoriales, est d'autant plus limité. Ainsi donc, la modification du PLU, répond encore plus favorablement à cet enjeu. A noter que l'emplacement réservé visant à agrandir et mettre aux normes la STEP communale a été supprimé de la liste. En effet, la STEP est en cours de mise aux normes et ses capacités de traitement ont été augmentées.	Le site de La Vallée est implanté à distance importante du réseau d'assainissement communal. En raison de sa vocation à accueillir du public, il devient nécessaire de trouver les outils pour gérer au mieux les effluents susceptibles d'être générés sur site. Le règlement autorisera l'installation d'un dispositif d'assainissement autonome, en synergie avec les services du SPANC. L'ouvrage aménagé aura une capacité de traitement adaptée.	Le site est implanté à distance importante du réseau d'assainissement communal. En raison de sa vocation à accueillir du public, il devient nécessaire de trouver les outils pour gérer au mieux les effluents susceptibles d'être générés sur site. Le règlement autorisera l'installation d'un dispositif d'assainissement autonome, en synergie avec les services du SPANC. L'ouvrage est par ailleurs déjà aménagé.

5.4. Poursuivre la mise en œuvre d'une gestion optimale des eaux pluviales	L'encadrement des extensions en zone A et N permet de limiter l'artificialisation de ces espaces. Par ailleurs, la modification ne touche pas aux règles établies en matière de réseau humide.	La création de ce STECAL n'entraînera aucune imperméabilisation de sols supplémentaires, si ce n'est pour la création d'un système d'assainissement autonome, d'environ 30m ² . Les autres aménagements supplémentaires permettent d'assurer l'infiltration de l'eau dans les sols en usant de matériaux perméables. Par ailleurs, la modification ne touche pas aux règles établies en matière de réseau humide.	Les voiries et cheminements supplémentaires autorisés par le PLU seront réalisées en matériaux perméables, permettant ainsi une bonne infiltration.
5.5. Permettre une meilleure valorisation des déchets	La procédure en cours vise à stopper le développement résidentiel en dehors du bourg, ce qui facilite d'autant plus la gestion des déchets sur le territoire communal (ramassage et traitement notamment). La modification N°2 du PLU s'inscrit de manière vertueuse sur ce point.	Le site est susceptible de générer des déchets liés à l'accueil de public en zone agricole. Néanmoins, le site est une propriété privée qui sera entretenue par son propriétaire dans un souci d'accueil de qualité et d'hygiène.	Le site est susceptible de générer des déchets liés à l'accueil de public en zone agricole. Néanmoins, le site est une propriété privée qui sera entretenue par son propriétaire dans un souci d'accueil de qualité et d'hygiène.

Phase B. Etat initial de l'environnement et évolution tendancielle

1 Etat initial de l'environnement

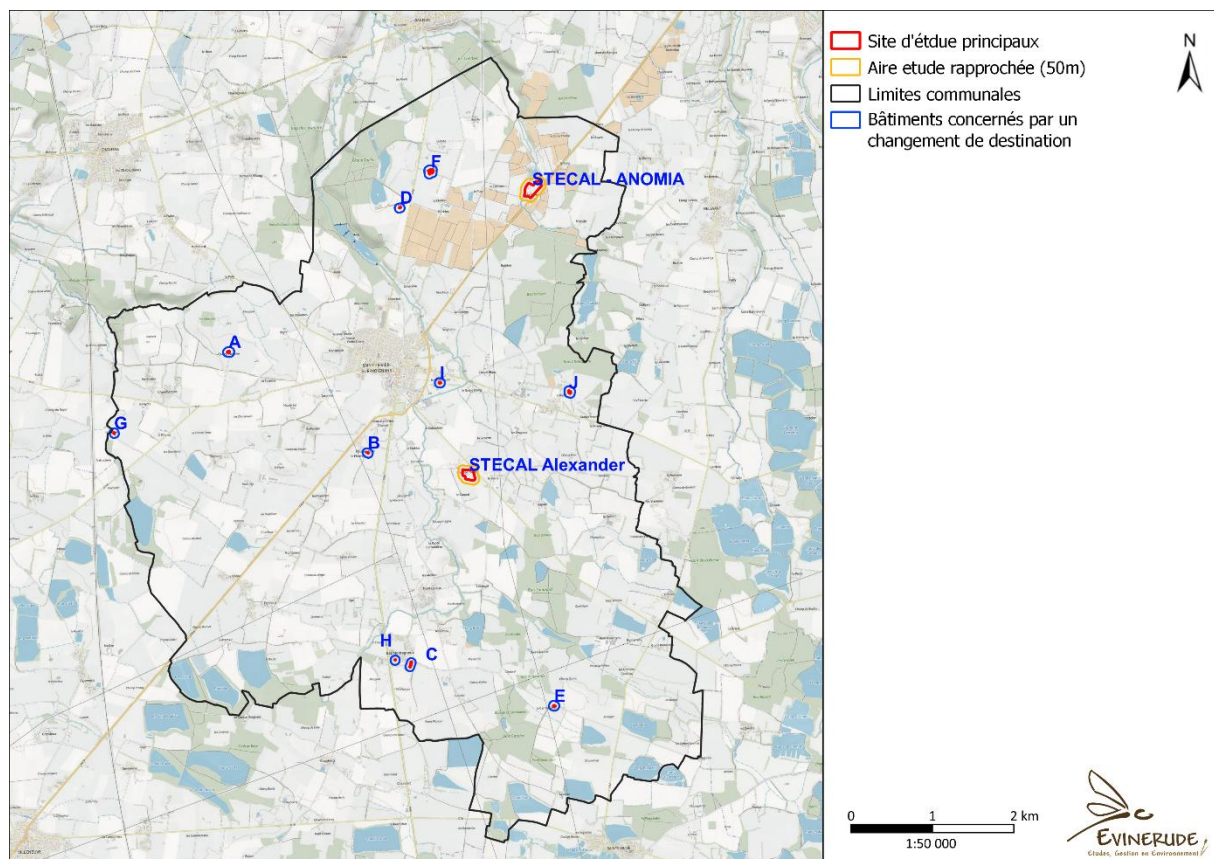
1.1 Méthodologie

1.1.1 Périmètre d'étude et site d'étude

Différents périmètres d'étude seront considérés en fonction des thématiques abordées.

- Les sites d'étude, concernés par les différentes modifications
- L'aire d'étude rapprochée de 50m autour des sites d'étude du domaine ANOMIA et du domaine ALEXANDER
- Le périmètre de la commune de St-Trivier-sur-Moignans

Ces différents périmètres sont représentés sur la carte ci-dessous :



Carte 1: Périmètres d'étude

Ces périmètres seront utilisés pour l'état initial et l'analyse des impacts des volets milieu physique, milieu anthropique et milieu naturel. Pour le volet paysage, les aires d'étude seront différentes et seront présentées dans l'étude ci-après.

1.1.2 Evaluation des enjeux

1.1.2.1 Définition des enjeux

La notion d'enjeu est à différencier de celle de l'impact dans le sens où l'enjeu représente l'importance d'une caractéristique du projet dans son contexte actuel, sans considérer les incidences ou modifications entraînées par un projet.

« L'intérêt patrimonial » d'une espèce ou d'un habitat est une notion généralement utilisée pour caractériser l'importance des habitats et espèces d'un site. Toutefois, cette notion est extrêmement subjective. L'intérêt patrimonial se base sur un grand nombre de critères d'évaluation, variant selon les évaluateurs. De fait, la méthode de hiérarchisation à appliquer au cours de cette évaluation doit être la plus objective possible et se baser sur des critères scientifiques rigoureux.

Nous avons ainsi évalué un enjeu local de conservation en utilisant les critères suivants :

- Des paramètres d'aire de répartition, d'affinité de la répartition et de distribution des habitats naturels et/ou espèces concernées : plus la répartition d'une espèce ou d'un habitat est réduite et plus l'enjeu de conservation sera fort,
- Du statut biologique : reproducteur, migrateur, hivernant...
- De la vulnérabilité biologique : inscription sur les listes rouges européennes, nationales ou régionales et autres documents d'alerte (plus une espèce ou un habitat est jugé menacé et plus son enjeu de conservation sera fort),
- Des principales menaces connues ou potentielles.

1.1.2.2 Evaluation des enjeux

Le recueil des données nécessaires à la caractérisation de l'état initial de l'environnement, selon les différentes phases des études, a nécessité la mise en jeu de différents moyens :

- Un parcours du terrain, pour une connaissance détaillée de celui-ci, en début de constitution du dossier ;
- Une étude des divers documents : Documents cadres d'urbanisme et de planification ou de schémas de référence s'imposant sur la zone d'étude.
- Une consultation de ressources bibliographiques en provenance d'organismes publics tels que l'INPN.

L'ensemble des données obtenues a permis de caractériser l'environnement concerné par le projet sous ses différents aspects. Ces données sont présentées par thèmes et cartographiées afin d'en fournir une représentation plus accessible au public, ainsi que le préconise la méthodologie relative aux études d'impact. L'analyse de l'état initial du site permet, ainsi, d'établir une synthèse des caractéristiques et des sensibilités du site vis-à-vis du projet envisagé.

1.1.3 Méthodologie d'inventaire

Photo-interprétation

Les habitats naturels, semi-naturels et anthropiques situés au sein de la zone d'étude ont dans un premier temps été délimités à partir des photos aériennes. Ces dernières permettent, grâce aux caractères de la végétation, d'identifier divers milieux ouverts, fermés, les bâtiments ainsi que les entités homogènes. Un pré-repérage a été effectué sous Système d'Information Géographique (SIG) à l'aide de la BD Ortho de l'IGN disponible sur Géoportail. En outre, ce pré-diagnostic a permis de cibler les secteurs et les dates de prospection en fonction des espèces potentiellement présentes.

Inventaires naturalistes

Basée sur cette photo-interprétation, une caractérisation des habitats a été réalisée dans les différentes catégories d'habitats pré délimités. Pour chaque type d'habitat naturel, sont indiquées les espèces caractéristiques et/ou remarquables par strate (arborescente, arbustive et herbacée) ainsi que ses principaux caractères écologiques et son état de conservation.

Cartographie des habitats

Après identification et délimitation sur le terrain, les individus des différentes communautés végétales (« habitats ») ont été représentés cartographiquement par report sur le fond topographique de la zone d'étude à l'aide du logiciel ArcGIS, dans le système de projection RGF Lambert 93, à l'échelle 1/2000 -ème. Les couleurs correspondant à chaque type d'habitat ont été choisies, dans la mesure du possible, en fonction de leur connotation écologique.

1.1.4 Diagnostic bibliographique

Le diagnostic bibliographique est établi en consultant les différentes sources de données citées dans la partie **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** Sources bibliographiques et se déroule dans le périmètre d'études bibliographique et sur le périmètre communal

1.1.5 Méthodologie d'analyse

Les impacts sont comparés à l'évolution supposée du site sans implantation du projet (scénario de référence). Ce travail permet notamment de rationaliser les impacts par rapport à l'évolution naturelle d'un habitat ou son exploitation actuelle. Les impacts du projet seront estimés sur l'emprise de la zone de projet, c'est-à-dire la zone d'implantation réelle du projet.

1.1.5.1 Nomenclature des impacts

Pour apprécier les impacts du projet, il est nécessaire de distinguer les impacts directs et les impacts indirects, les impacts permanents (liés à la phase de fonctionnement normal du projet), les impacts temporaires (liés généralement aux travaux).

Impacts directs

Ces impacts sont à prendre en compte de la même façon que dans tout projet d'aménagement :

- destruction directe d'espèces ou d'habitats (décapage et défrichement) ;
- perturbation directe par dérangement...

Impacts indirects et induits

Ces impacts sont spécifiques au projet et dépendent directement des modalités d'implantation du site et de son exploitation. Lors de la phase travaux du projet, nous pouvons citer pour exemple :

- Impacts dus aux perturbations physiques : vibration, changement d'occupation du sol, ...
- Impact dû aux poussières ;
- Perturbation du milieu favorisant la dynamique d'espèces envahissantes (indigènes ou exogènes) ;
- Modification des voies de déplacements d'espèces (continuités et corridors écologiques).

Impact temporaire

Il s'agit généralement d'incidences liées à la phase de travaux ou à la phase de démarrage de l'activité, à condition qu'ils soient réversibles (bruit, poussières, installations provisoires...). Il est important de tenir compte des dérangements d'espèces animales par le passage des engins ou des ouvriers, la création de pistes d'accès pour le chantier ou de zones de dépôt temporaire de matériaux...

Impact permanent

Il s'agit d'incidences qui vont persister lors de la phase de fonctionnement de l'aménagement.

1.1.5.2 Méthode de caractérisation des impacts

Les impacts sont définis sur l'ensemble des thématiques traitées dans l'état initial (environnement physique, environnement biologique, environnement humain et paysage). Une distinction est faite entre la phase travaux et la phase d'exploitation du projet.

Une fois les impacts identifiés, il s'agit par la suite de les hiérarchiser selon leur importance pour le projet considéré. Un tableau de synthèse est produit récapitulant l'impact brut du projet associé à une intensité de l'impact allant de nul à très fort. Ce tableau renseigne la nature (permanent, temporaire, induit) puis l'importance des impacts. Il est, dans la mesure du possible, complété par une carte retranscrivant ces informations et bénéficie d'un argumentaire pour chaque thématique abordée.

1.1.6 Analyse des impacts cumulés

1.1.6.1 Cadre réglementaire

L'article R.122-5 du Code de l'environnement indique que l'étude d'impact comporte une analyse des incidences du projet cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés qui, lors du dépôt de l'étude d'impact :

- ont fait l'objet d'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R. 181-14 et d'une enquête publique ;
- ont fait l'objet d'une évaluation environnementale au titre du présent code et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.

Sont exclus les projets ayant fait l'objet d'un arrêté mentionnant un délai et devenu caduc, ceux dont la décision d'autorisation est devenue caduque, dont l'enquête publique n'est plus valable ainsi que ceux qui ont été officiellement abandonnés par le maître d'ouvrage.

1.1.6.2 Impacts pris en compte

L'étude des effets cumulatifs s'est faite au travers d'une analyse bibliographique portant sur la plupart des aménagements existants dont le dossier de demande d'autorisation a été déposé auprès des

services administratifs ou les projets approuvés mais non encore réalisés, situés au sein de la même unité géographique considérée dans le cadre de ce projet.

Parmi les projets correspondant à ces critères, sont retenus les projets de moins de 3 ans. En effet, il est considéré que passé ce délai, hormis pour certaines opérations spécifiques, les travaux ont été engagés, l'activité / l'ouvrage étant de ce fait intégré dans l'état initial du site.

1.2 Milieu physique

1.2.1 Relief et topographie

1.2.1.1 À l'échelle communale

La Commune est située sur le plateau des Dombes. Comme son nom l'indique, sur ce plateau, la topographie est peu marquée.

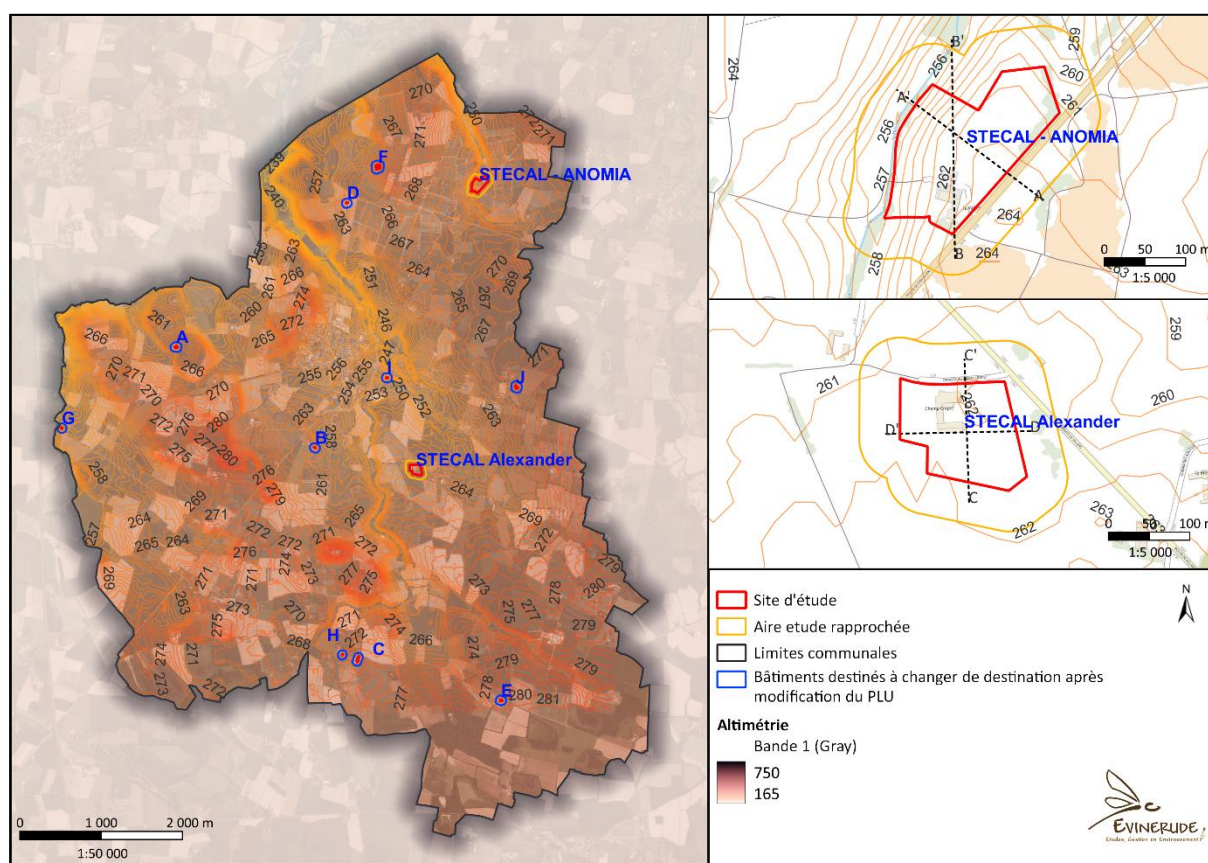


Figure 5: Topographie sur la commune et sur les futurs STECAL

Le territoire de la commune est situé sur la partie Ouest de la Dombes. D'altitude moyenne avoisinant les 260m, le relief de la commune présente de légers vallonnements. Le bourg est implanté au sein d'une dépression, en bordure de la vallée du Moignans. En allant vers le Nord, cette vallée s'accroît. De légères buttes (d'altitude allant de 260 à 287m), ponctuent le territoire, les plus hautes étant situées dans sa partie Sud. Elles sont l'occasion de points de vue sur le territoire, sa structure paysagère, son village. La topographie communale est formée par les caractéristiques de l'environnement de la commune. Le cours d'eau du Moignans, traversant la commune du sud vers le

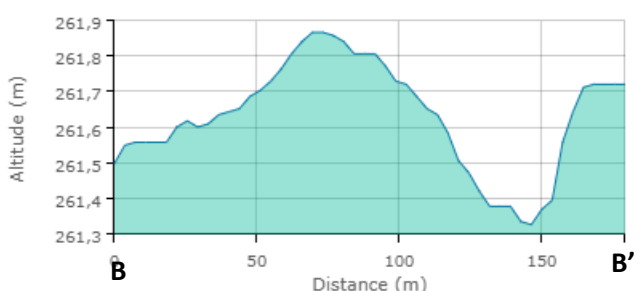
nord, forme le relief bas. Un second cours d'eau est en partie situé sur la partie nord de la commune, à l'ouest et au nord du projet de STECAL Anomia. L'altitude de la commune s'élève de 232m à 285m.

Quelques zones de moraine glaciaire sont retrouvées et forment des points hauts sur la commune.

Le domaine Alexander est situé sur un terrain plat.

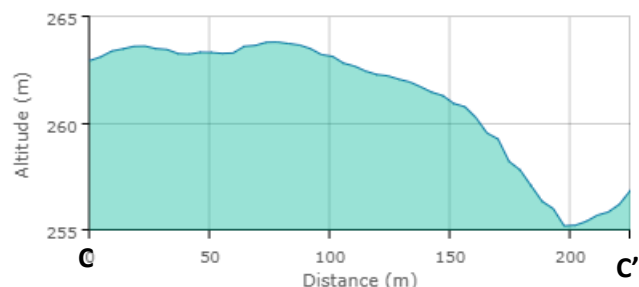


Distance totale : 175 m
 Dénivelé positif : 0,49 m
 Dénivelé négatif : -0,68 m
 Pente moyenne : 1 %
 Plus forte pente : 3 %

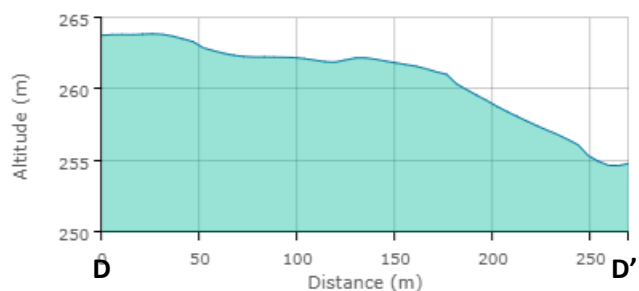


Distance totale : 178 m
 Dénivelé positif : 0,91 m
 Dénivelé négatif : -0,65 m
 Pente moyenne : 1 %
 Plus forte pente : 5 %

Le domaine Anomia et davantage marqué par une topographie liée à la présence du Masanand et une pente marquée ouest-est.



Distance totale : 224 m
 Dénivelé positif : 2,96 m
 Dénivelé négatif : -9,04 m
 Pente moyenne : 5 %
 Plus forte pente : 23 %



Distance totale : 268 m
 Dénivelé positif : 0,55 m
 Dénivelé négatif : -9,53 m
 Pente moyenne : 4 %
 Plus forte pente : 15 %

L'enjeu lié à la topographie est considéré faible.

1.2.2 La géologie et nature des sols

1.2.2.1 À l'échelle communale :

Géologie

La commune de St-Trivier-sur-Moignans appartient à l'entité géologique du plateau de la Dombes. Localisée au sein du couloir Rhodanien, cette entité est située entre l'unité du Massif Central (socle hercynien), et les formations plissées calcaréo-marneuses du Jura, dont la Dombes constitue le bassin molassique. La Dombes constitue une entité géologique relativement uniforme. Assise sur un substrat tertiaire, cette entité est recouverte de moraines glaciaires et de limons loessiques récents (quaternaire).

La commune est principalement couverte par des sols limoneux ou loess non calcaires recouvrant les formations rissienne. Ces sols appartiennent à l'unité cartographique de sol N°3 Sols des plateaux sur limons anciens de Dombes centrale lessivés dégradés hydromorphes. Il s'agit de luvisols redoxisols formés de limons sur cailloutis. Ces sols présentent à la fois les critères des luvisols, présentant un lessivage (entraînement en profondeur) marqué d'argile et de fer et des rédoxisols, présentant un engorgement temporaire en eau qui se traduit par une coloration bariolée du sol. Ces sols peuvent être des sols caractéristiques de zones humides s'ils présentent des traits d'hydromorphie.

Les dépôts morainiques forment l'UCS des sols des affleurements caillouteux morainiques de Dombes et forment des luvisols. Les luvisols sont des sols épais (plus de 50 cm) caractérisés par l'importance des processus de lessivage vertical (entraînement en profondeur) de particules d'argile et de fer essentiellement, avec une accumulation en profondeur des particules déplacées. Les luvisols présentent une bonne fertilité agricole malgré une saturation possible en eau dans les horizons supérieurs en hiver.

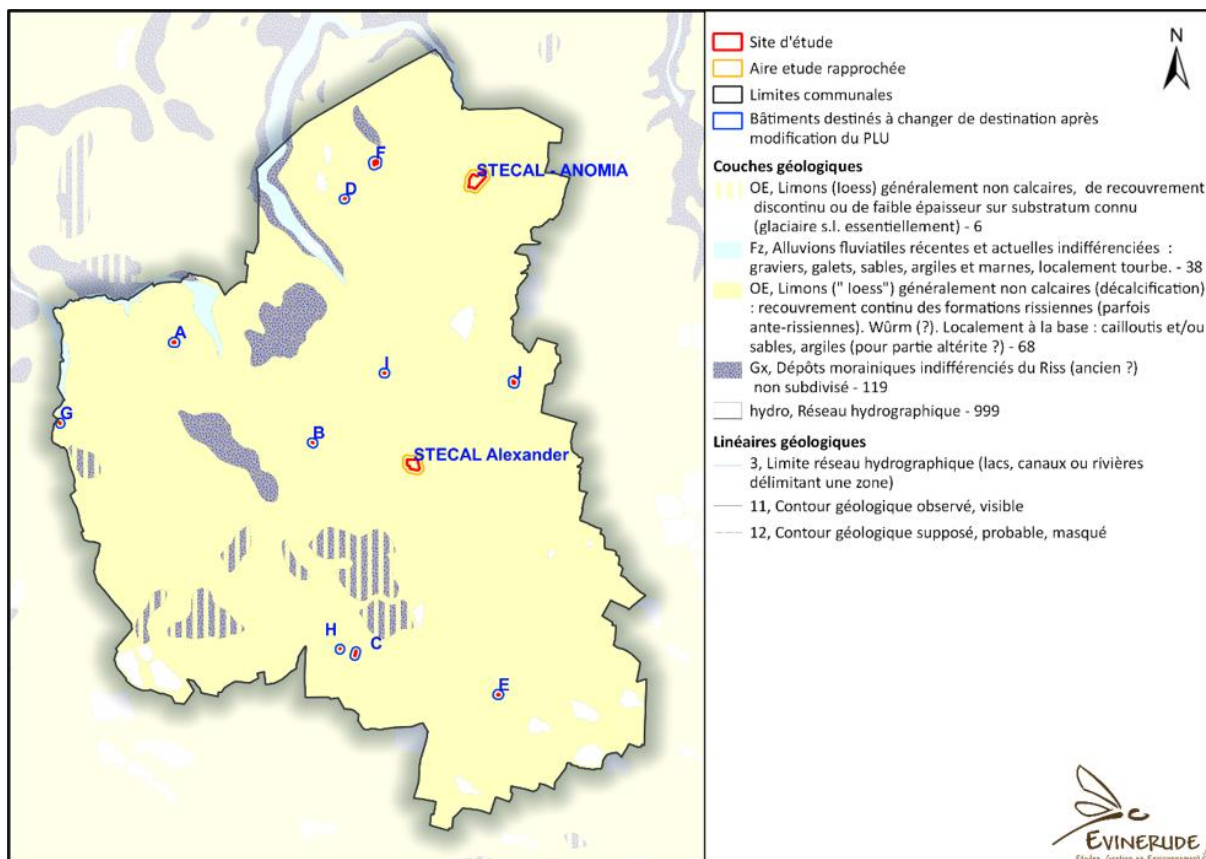


Figure 6: Couches géologiques sur la commune (Source: BRGM)

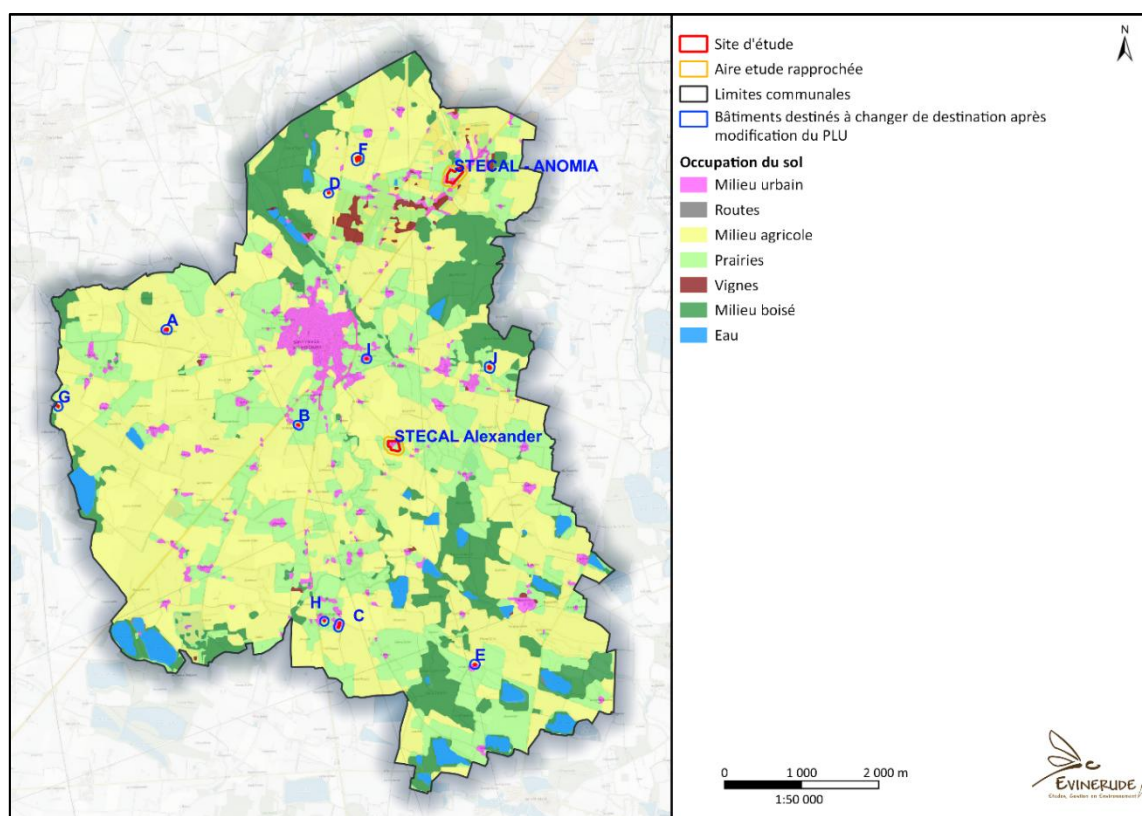
Ces deux types de sols sont des sols perméables et sensibles aux pollutions, l'enjeu est donc considéré modéré.

1.2.3 Occupation des sols

Le Corine Land Cover

Le Corine Land Cover (CLC) est un outil permettant de connaître les différents habitats naturels ou non à une précision au 1/100 000^{ème} et date de 2018. Cette précision est suffisante à l'échelle de la commune pour détecter les grands ensembles qui la composent, mais reste insuffisante pour une analyse fine du territoire. Notre travail dans cette étude est de vérifier sur le terrain l'exactitude de ces données ainsi que de les préciser grâce à de la photo-interprétation basée sur l'analyse de l'orthophotographie du territoire communal.

1.2.3.1 À l'échelle communale



Carte 2: Occupation des sols à l'échelle communale - Corin Land Cover

Tableau 1: Occupation des sols sur la commune

Grand milieu	Occupation	Superficie (ha)	% du territoire communal
	Culture	2290,04	54,0
	Céréales à paille	1014,11	23,9
	Maïs	994,15	23,4
	Oléagineux d'hiver	215,37	5,1
	Protéagineux de printemps	6,03	0,1
	Soja	15,27	0,4
	Tournesol	30,47	0,7
	Tubercules / Racines	14,64	0,3
	Milieu aquatique	119,99	2,8
	Eau	119,99	2,8
	Milieu boisé	533,37	12,6
	Forêt de conifères	1,20	0,0

	Forêt de feuillus	532,17	12,5
	Milieu urbain	182,22	4,3
	Urbain diffus	180,14	4,2
	Zone industrielle et commerciale	2,08	0,0
	Prairie	1089,18	25,7
	Landes	0,16	0,0
	Prairie	1089,02	25,7
	Route	0,99	0,0
	Routes	0,99	0,0
	Vignes	26,31	0,6
	Vignes	26,31	0,6
	Total général	4242,10	

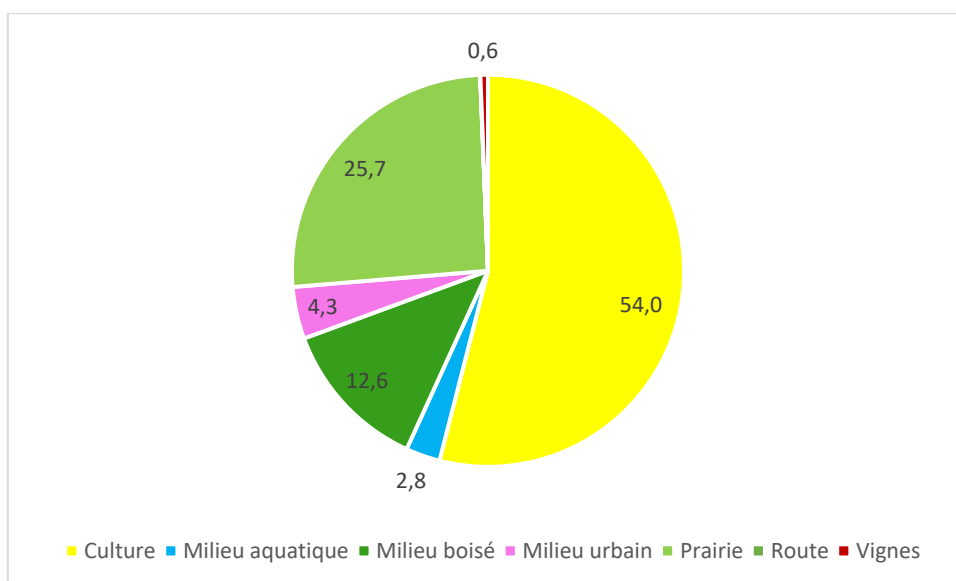


Figure 7: Répartition des usages des sols sur la commune

La commune est majoritairement recouverte par des terres agricoles. Les grandes cultures représentent 54% du territoire, avec majoritairement du maïs et des céréales à pailles, et les prairies en représentent 25,7%.

1.2.3.2 Occupation des sols sur le domaine ANOMIA



Le domaine ANOMIA est bordé par des prairies de fauche et des zones de grandes cultures, le long de la RD 936.

Le domaine ANOMIA est principalement composé de prairies de pâture. Des bâtiments agricoles, accompagnés de zones anthropisées (zone de stationnement, manège équestre, zone de circulation) sont retrouvés au sud du site.

Sur cette zone, l'activité agricole est encore en place, aussi l'enjeu associé est considéré modéré.

1.2.3.1 Occupation des sols sur le domaine Alexander

Le site s'ouvre dans un contexte agricole, prairial à proximité directe puis un paysage de grande culture est retrouvé aux alentours.

Le domaine ALEXANDER est principalement composé de bâtiments et zones artificialisées (cours, zones de circulation, piscine). Un jardin domestique portant plusieurs roulottes couvre la partie sud-est du site.

Sur cette zone, l'activité agricole n'est plus présente depuis plusieurs décennies. L'enjeu lié à l'occupation des sols est donc considéré très faible.



1.2.3.2 Occupation des sols – Bâtiments pouvant changer de destination

Les bâtiments destinés à changer de destination sont des bâtiments agricoles. Ils sont donc situés en zone de prairie ou de grande culture.

Ces secteurs sont destinés à l'usage agricole, qui doit être préservé, aussi l'enjeu est donc modéré.

1.2.4 Hydrologie, hydrographie et zones humides

1.2.4.1 Contexte réglementaire

Directive Cadre sur l'eau

La Directive Européenne Cadre sur l'Eau (n°2000/60/CE) du 23 octobre 2000, transposée en droit français par la loi n°2004-338 du 21 avril 2004, instaure un cadre pour une politique communautaire de l'Eau. Elle impose à tous les Etats membres de maintenir ou recouvrer un bon état des milieux aquatiques (superficiels et souterrains) à l'horizon 2027. Elle fixe des objectifs environnementaux (normes chimiques et écologiques) assortis d'obligations de résultat et préconise pour les atteindre la mise en place de plans de gestion.

Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux (SDAGE) et Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

La loi sur l'eau (loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau) a pour objet en France de garantir la gestion équilibrée des ressources en eau.

Dans cet objectif, elle a institué 2 outils : le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) et les SAGE (Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux).

Ce modèle français de gestion de l'eau par grands bassins hydrographiques a été repris par la directive cadre européenne sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000 qui fait du "district" hydrographique l'échelle européenne de gestion de l'eau. La D.C.E. a été transposée en droit français par la loi du 21 avril 2004 et appliquée en France à travers les SDAGE.



En France, ce document définit pour ~~six ans~~ les grandes orientations de la politique de l'eau qui permettent d'atteindre les objectifs attendus en matière de "bon état des eaux". Six SDAGE ont été élaborés, correspondant aux 6 grands bassins hydrographiques français.

En vigueur depuis 1996, la mise en œuvre de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) a conduit à réviser ce schéma une première fois pour la période 2010-2015. Une troisième révision du document a eu lieu en 2021.

Le projet est concerné par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée Corse.

Aucun SAGE ne couvre la commune de St-Trivier-sur-Moignans.

Le Contrat Saône 2022-2024

Un nouveau Contrat de rivière « Saône, corridor alluvial et territoire associé » a été signé le 30 novembre 2022 entre l'EPTB, l'agence de l'eau, les régions, les départements, les collectivités locales de la vallée et les acteurs de l'agriculture, de l'eau, de la biodiversité et de la recherche.

Ce nouveau contrat assure la poursuite de l'engagement collectif pour la mise en œuvre d'un ensemble de mesures opérationnelles en faveur de la restauration des rivières et milieux aquatiques du Val de Saône.

Il comporte 112 opérations prises en charge par une vingtaine de maîtres d'ouvrage, pour un montant prévisionnel de plus de 11,5 millions d'euros.

Le contrat axe « Saône, corridor alluvial et territoires associés » 2022-2024 vise à poursuivre la dynamique d'axe. Il prévoit une programmation conciliant 5 objectifs qui ont été élaborés et qui seront conduits dans une approche transversale des thématiques entre elles et des acteurs qui les font vivre.

- **Mettre en œuvre les mesures opérationnelles du SDAGE 2022-2027 pour le grand cycle de l'eau.** Compte tenu de l'engagement d'autres politiques contractuelles sur l'axe, le petit cycle de l'eau ainsi que les opérations collectives industrielles ne sont pas couverts par ce contrat.
- **Acquérir des éléments de connaissance permettant l'élaboration de stratégies d'actions territoriales et la préparation d'une future programmation pluriannuelle de travaux à compter de 2025.** Objectif court terme multi-scalaire (axe, département, thématique, ...)
- **Développer la connaissance générale appliquée à l'axe.** Objectif moyen et long terme permettant d'alimenter la prospective à 20 ans.
- **Préserver/restaurer des ressources stratégiques du Val de Saône.**
- **Co-construire un projet territorial pour la Val de Saône** pour les 20 prochaines années croisant les approches sociales, économiques et environnementales dans un contexte de nécessaire adaptation au changement climatique. Le valider politiquement.

Il formalise les engagements des signataires pour la période 2022-2024.

1.2.4.2 À l'échelle communale :

Hydrologie

La commune de St-Trivier-sur-Moignans est située en très grande majorité dans le sous-bassin versant de La Saône de la Chalaronne incluse à l'Ardière, pour l'extrême partie de son territoire, sur le sous-bassin versant de la Saône de l'Ardière incluse à l'Azergue.

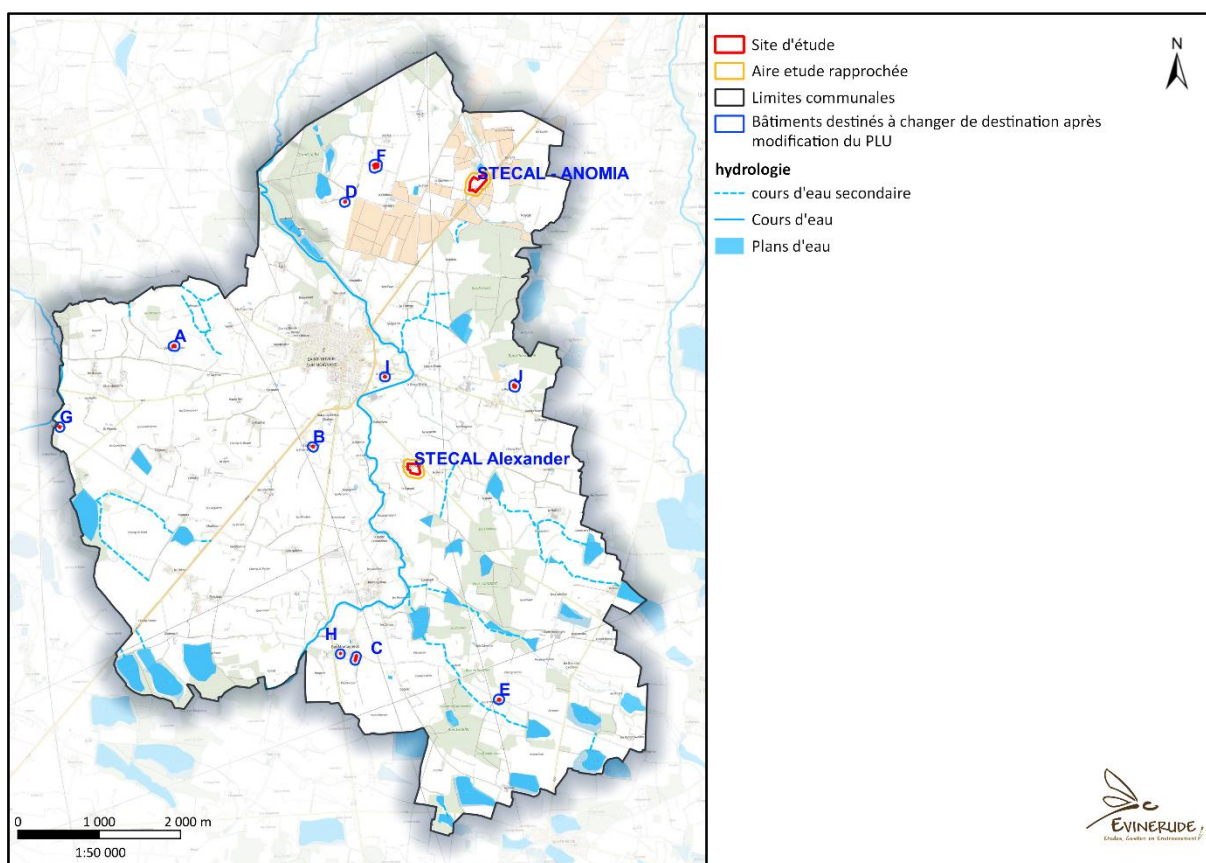
Cours d'eau superficiels

Le ruisseau du Moignans (FRDR11722) prend sa source sur le territoire communal, au niveau de sa limite Sud (lieu dit Folliet). Il traverse ensuite la commune du Sud au Nord. Il est un affluent de la Chalaronne. Le cours d'eau du Moignans présente un lit dont les caractéristiques naturelles d'écoulement sont encore préservées. Seul le secteur du Petit Moulin, à proximité du village, semble avoir subi des modifications au regard du tracé rectiligne du ruisseau.

Une seconde masse d'eau, la Callone/Grillet (FRDR11120) est retrouvée sur la limite communale ouest.

D'autres ruisseaux d'importance sont retrouvés, notamment le Masanand, affluent du Moignans, retrouvés au nord-est, le long du domaine ANOMIA.

D'autres ruisseaux et fossés secondaires sont répartis sur le territoire communal et généralement en lien avec des zones en eau.



Carte 3: Carte des cours d'eau superficiels de la commune de St-Trivier-sur Moignans

Etat DCE des masses d'eaux superficielles

Les masses d'eau superficielle retrouvées sur la commune et leur état DCE 2021 sont présentés ci-dessous :

Tableau 2: Etat des masses d'eau superficielle

Intitulé ME	Code	Etat écologique	Etat chimique avec ubiquiste	Etat chimique sans ubiquiste
ruisseau le moignans	FRDR11722	Moyen	Bon	Bon
ruisseau la callonne	FRDR11120	Moyen	Bon	Bon

Etangs et plans d'eau

Plusieurs étangs complètent le réseau hydrographique de la commune. La commune est située dans les Dombes, marquée par la présence de nombreux plans d'eau.

- Plusieurs plans d'eau sont situés à proximité de différents sites concernés par la modification.
- A 70m au nord du domaine ANOMIA, un plan d'eau de 4270m² est retrouvé.
- A 92m au nord-ouest du bâtiment D, un plan d'eau artificiel de près de 4,2 ha est retrouvé.
- A 11m au nord du bâtiment F, on retrouve une mare de 783m².
- un étang de 4,7 ha est situé à 420m au sud-est du bâtiment E.

Zones humides

Qu'est-ce qu'une zone humide ?

L'article 2 de la loi sur l'Eau de 1992 définit les zones humides comme des « terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre, de façon permanente ou temporaire. La végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ». Longtemps considérées comme improductives et insalubres, les zones humides ont vu leurs surfaces diminuer fortement. En 50 ans, environ 50 % de leur surface a disparu (France métropolitaine). Depuis, la protection des zones humides est devenue partie intégrante de l'atteinte du bon état des eaux et des milieux aquatiques en 2021 fixée par la DCE. Les zones humides font partie du continuum hydrologique. Même si certaines zones humides ne sont pas toujours directement contiguës aux cours d'eau, elles leur sont souvent liées par d'autres chemins hydrauliques (apports d'eau par les eaux souterraines).

Réglementation autour des zones humides :

Particulièrement fragiles, les zones humides sont directement menacées par l'activité humaine (pollutions, extension urbaine, agriculture intensive, extraction de granulats...) : en 30 ans on estime que la moitié des zones humides du territoire métropolitain a disparu. Devant ce constat, différentes mesures ont été prises pour enrayer leur disparition à l'échelon national et la législation est devenue plus stricte quant à leur préservation :

- ✓ Au travers de la Loi cadre sur l'eau qui propose une définition et une délimitation réglementaire pour leur préservation ;
- ✓ Au niveau des bassins versants dans le cadre du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) qui vient en écho de la Directive Cadre sur l'Eau de l'Union Européenne.

Les Zones humides sur la commune

Neuf zones humides sont inventoriées sur la commune de ST-Trivier. Aucun des sites n'est situé à proximité directe ou dans le périmètre d'une de ces zones humides.

Les zones humides seront étudiées plus précisément dans le volet « Milieu naturel »

Le site ANOMIA est situé en bordure de cours d'eau et est en amont hydraulique d'une mare. Sur ce site l'enjeu relatif à l'hydrologie est modéré.

Le site Alexander n'est pas situé à proximité d'un cours d'eau, mais une petite mare est présente à proximité. L'enjeu lié à l'hydrologie sur ce site est faible.

Aucun cours d'eau n'est situé à proximité direct des bâtiments pouvant changer de destination, mais quelques plans d'eau y sont retrouvés. L'enjeu est considéré faible.

Hydrogéologie

Contexte hydrogéologique communal

Sur la commune, 3 entités hydrogéologiques se succèdent. L'ensemble de ces entités sont des entités poreuses et sédimentaires.

L'entité 507AA00 des Formations morainiques de la Dombes forme une unité semi-perméable à parties libres et captives. Les deux autres entités retrouvées sont les entités 507AC00 des Formations plio-quaternaires de la Dombes, entité aquifère à nappe libre et l'unité 507AE00 des Formations molassiques de la Dombes et de la Bresse, entité aquifère à nappe captive.

Ces entités hydrogéologiques sont perméables et poreuses et donc sensibles aux pollutions de surface.

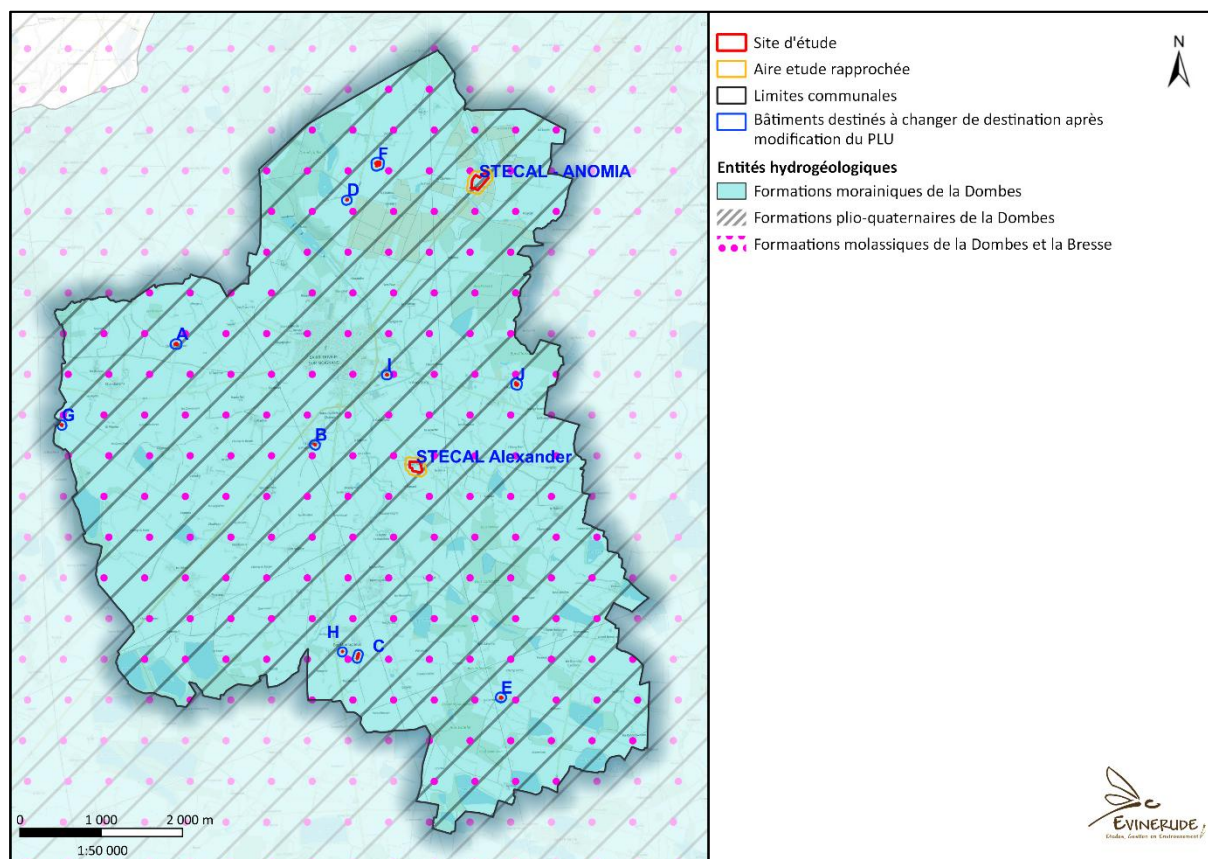


Figure 8: Hydrogéologie communale (Source: BD LISA)

Les masses d'eau souterraine identifiées dans le périmètre communal sont :

Tableau 3: Etat des masses d'eau souterraine

Nom masse d'eau	Code	Etat chimique 2019	Etat quantitatif	Paramètre déclassant
Formations plioquaternaires et morainiques de la Dombes	FRDG177	Médiocre	Bon	Atrazine desethyl deisopropyl / Metolachlor ESA
Miocène de Bresse	FRDG212	Bon	Bon	

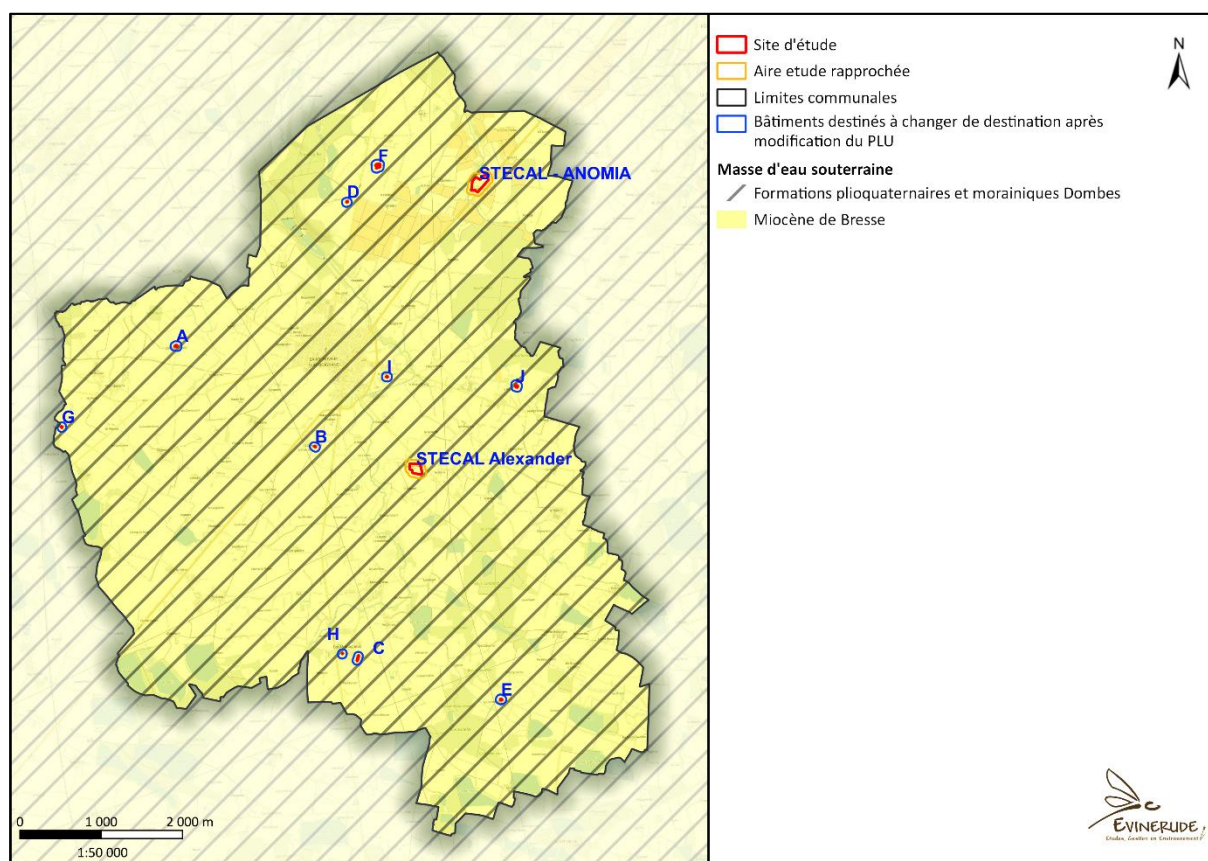


Figure 9: Masses d'eau souterraine sur la commune

Le piézomètre de la masse d'eau Formations plioquaternaires et morainiques de la Dombes la plus proche de St-Triviers-sur-Moignans est situé à Villard-les-Dombes (stations : 06744X0025/PZ).



Niveau statique – Piézomètre Villars-les-Dombes – 06744X0025/PZ

Du 19 mai 2020 au mai 19

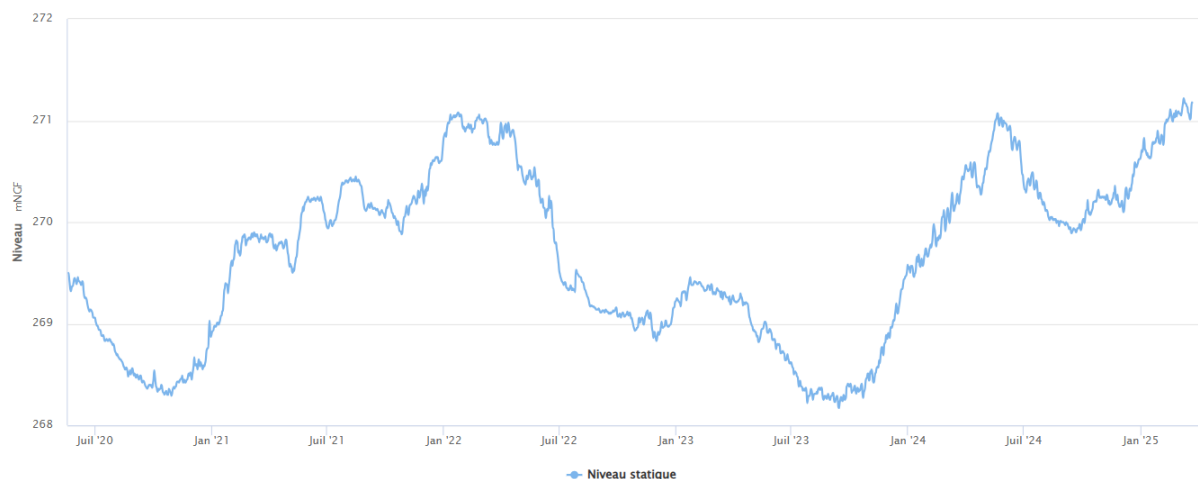


Figure 10: Piézométrie de la masse d'eau Formations plioquaternaires et morainiques de la Dombes

A cette station, l'altitude maximale de cette masse d'eau est de 271 m NGF, atteints en période hivernale. La masse d'eau souterraine est donc affleurante sur la commune.

Au regard de la piézométrie de la masse d'eau souterraine des formations plioquaternaires et morainiques de la Dombes, de son état chimique médiocre par la présence d'herbicides et pesticides, et la perméabilité des sols, l'enjeu lié à l'hydrogéologie est considéré modéré.

1.2.5 Météorologie

Le climat de la commune est au centre d'une zone de transition entre le climat semi-continental et le climat de montagne et est dans la région climatique Bourgogne, vallée de la Saône, caractérisée par un bon ensoleillement (1 900 h/an), un été chaud (18,5 °C), un air sec au printemps et en été et des vents faibles.

La température annuelle, sur la période 2000 à 2025, sur la commune est de 13,1°C à l'année. Le cumul moyen de précipitation à l'année est de 721,7 mm.

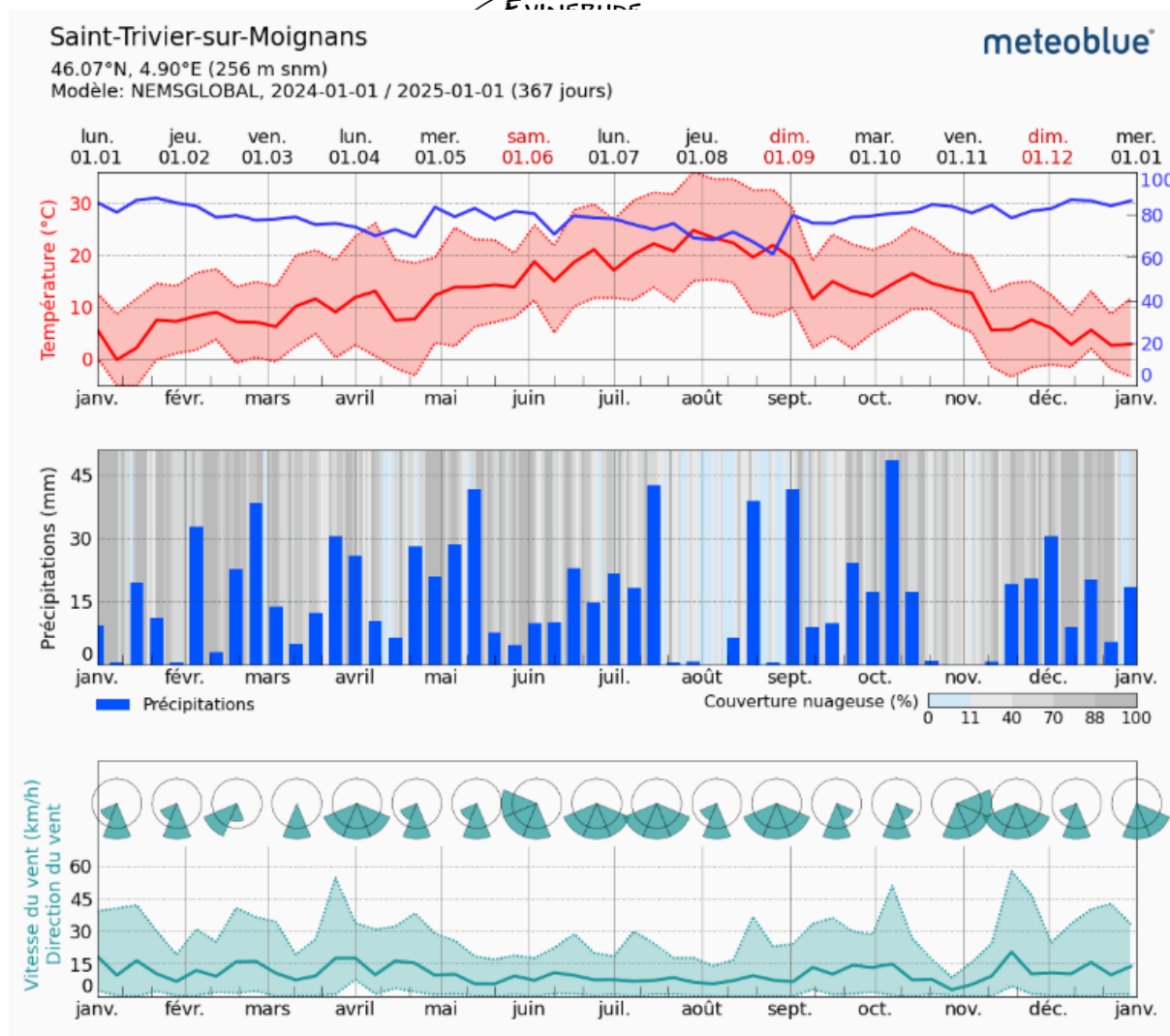


Figure 11: Contexte météorologique sur la commune (Source: Meteoblue)

Au regard des vitesses de vent considérées, des précipitations et températures moyennes et du risque d'orage sur la commune, l'enjeu lié à la météorologie est considéré faible.

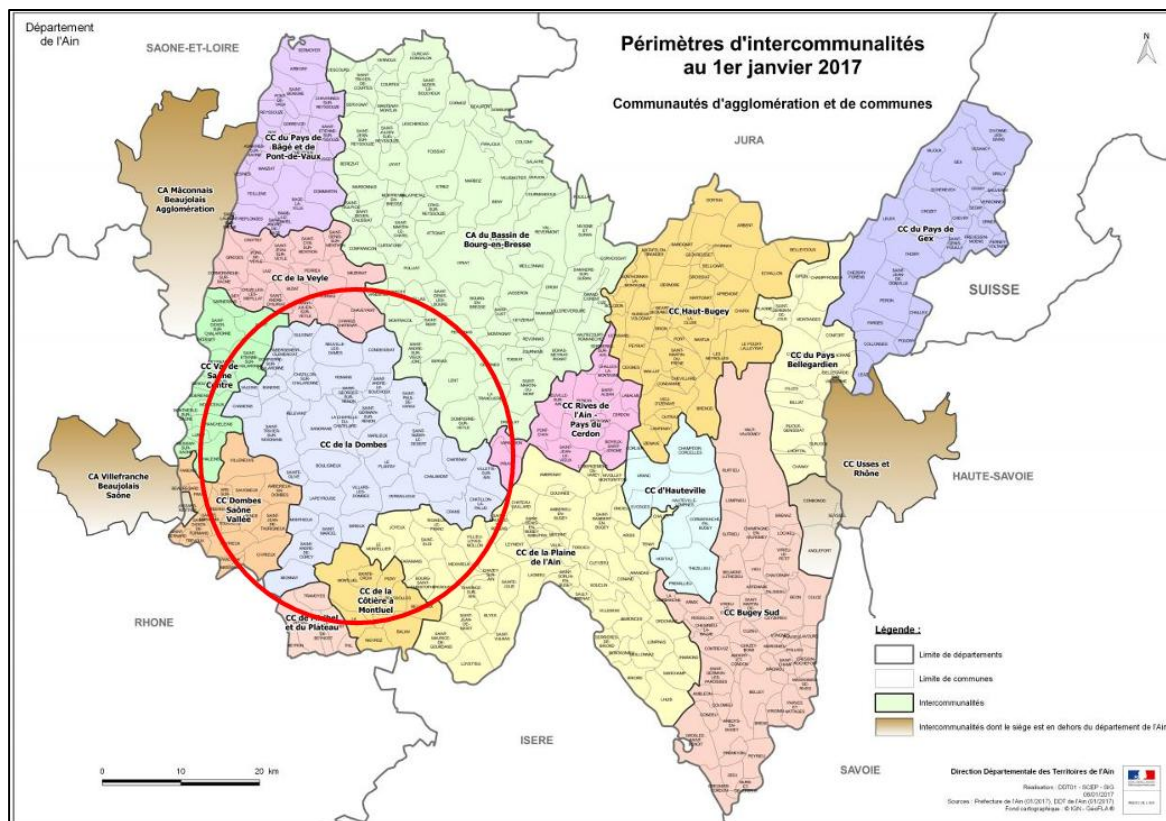
1.3 Milieu humain

1.3.1 Communauté de communes de la Dombes

La commune fait partie de la Communauté de Communes de la Dombes. Cet EPCI est issu de la fusion de la Communauté de Communes Chalaronne Centre, la Communauté de Communes Centre Dombes et la Communauté de Communes du canton de Chalamont, par arrêté préfectoral du 1er janvier 2017. Elle regroupe 36 communes, soit 38 mille habitants sur un territoire de 621 km².

Elle affiche les compétences suivantes :

- Aménagement de l'espace, et notamment l'élaboration d'un SCOT
- Développement économique : politique locale commerciale, zones d'activités, promotion du tourisme
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage
- Collecte et traitement des déchets ménagers
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)
- Protection et mise en valeur de l'environnement
- Logement social
- Petite enfance, crèche
- Gestion des maisons de service au public
- SPANC
- Actions culturelles, sportives et d'enseignement
- Accessibilité des PMR



1.3.2 Démographie et activités socio-économique

1.3.2.1 Démographie

En 2022, la commune comptait 1 910 habitants, en évolution de +4,83 % par rapport à 2016. La population connaît une forte augmentation entre 1999 et 2010 due aux entrées et sorties, montrant l'attractivité du territoire, suivie d'une légère baisse entre 2010 et 2015, principalement due au solde naturel. 53.2% de la population est âgée de 20 à 64 ans.

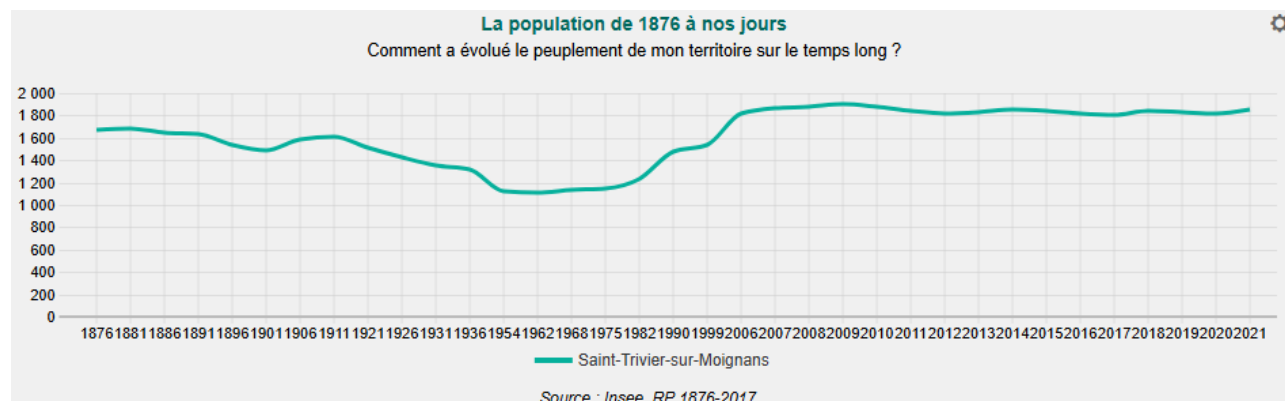


Figure 13: Démographie sur la commune de St-Trivier sur moignans (Source: Observatoire des territoires)

Au regard de l'augmentation constante de la population et donc de l'augmentation des besoins en logements sur la commune, l'enjeu relatif à la démographie est considéré modéré

1.3.2.2 Contexte socio-économique de la commune

La commune dispose de zones d'activités qui permettent d'accueillir des entreprises et ainsi générer des emplois au niveau local. Aussi, il est envisagé d'étendre ces capacités d'accueil et compléter leur fonctionnement. Par ailleurs, les commerces de proximité implantés dans le centre-bourg doivent être préservés. L'activité agricole, aussi très prégnante sur le territoire communal.

38,3% de la population active de St-Trivier-sur-Moignans travaillent dans le secteur de l'administration, enseignement, santé et action sociale, 35,4% dans l'industrie et l'énergie et 19,2 dans le commerce, transport et services divers.

Le développement d'activité et le maintien d'une économie locale sont associés à un enjeu modéré sur la commune.

1.3.2.3 Zoom sur l'activité agricole

L'activité agricole sur la commune de Saint-Trivier-sur-Moignans est principalement axée vers la polyculture et le polyélevage.

En 2020, 36 exploitations pour 57 exploitants sont retrouvées sur la commune. 47% des exploitants sont plus âgés que 55 ans.

La Surface agricole utile (SAU) en 2020 porte sur une superficie de 3 083ha. La commune connaît une légère croissance de sa SAU entre 2010 et 2020, avec une variation positive de 1%. Les exploitations communales portent sur de petites surfaces, avec une SAU moyenne de 3,1ha/ exploitation, contre une moyenne nationale de 11,9ha/exploitation.

Sur la commune, les prairies représentent 22% de la SAU, et les céréales et oléo-protéagineux représentent 73,8% de la SAU.

Le nombre moyen d'UGB par exploitation est estimé à 96,7, dont 67,3 UGB laitiers par exploitation.

Au regard des tendances nationales à la baisse de surface utile agricole et à l'accroissement de la taille des exploitation, l'enjeu agricole sur la commune de St-Trivier est lié au maintien d'une activité variée et de la SAU en place. **L'enjeu est considéré faible.**

1.3.3 Artificialisation des sols

Sur la commune, selon les données du CEREMA, la consommation d'espace entre 2011 et 2024 est estimée à 17,9ha, dont 14,9ha entre 2011 et 2021 et 3ha entre 2021 et 2024. La consommation majeure est portée par le développement de l'habitat pour 12 ha. Le développement d'activité a consommé 2,5ha soit 14,08%, et le développement d'infrastructures 2,4ha pour 13,36% des surfaces consommées.

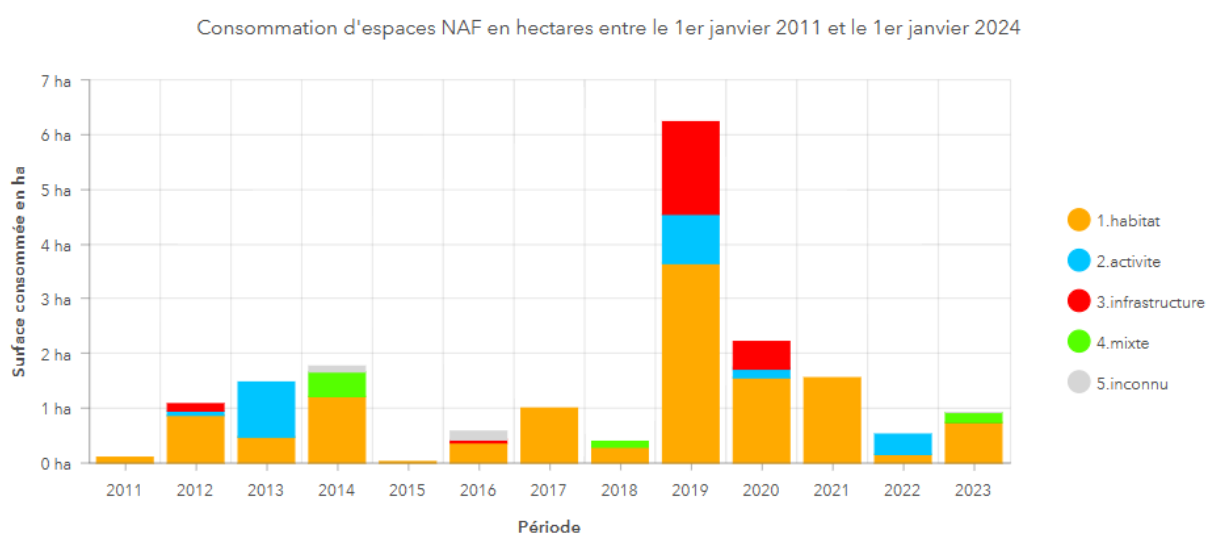


Figure 14: Consommation d'espace NAF en ha entre le 1er janvier 2011 et le 1er janvier 2024 (Source: Cerema)

La Loi Climat et Résilience du 22 Août 2021 fixe l'objectif d'atteindre « zéro artificialisation nette » (ZAN) en 2050 avec un objectif intermédiaire de réduction de moitié de la consommation d'espace naturel, agricole et forestier (ENAF) à l'horizon 2031 par rapport à la consommation des années 2011 à 2021.

La deuxième étape de 2031 à 2050 fixera l'objectif d'atteindre le « zéro artificialisation nette des sols en 2050 » et consistera à réduire et supprimer les surfaces artificialisées.

Selon la Loi ZAN, l'artificialisation des sols pour la période 2021-2030, pour la commune de Saint-Trivier-sur-Moignans devra s'orienter vers l'utilisation de 7,45ha.

Au regard des objectifs de la loi ZAN, l'enjeu de l'artificialisation d'espace et de la consommation d'ENAF est considéré modéré.

1.3.4 Habitat et urbanisme

La commune de Saint-Trivier-sur-Moignans est catégorisée bourg rural. Par ailleurs la commune fait partie de l'aire d'attraction de Lyon, dont elle est une commune de la couronne. Cette aire, qui regroupe 397 communes, est catégorisée dans les aires de 700 000 habitants ou plus (hors Paris).

Le parc de logements de Saint-Trivier-sur-Moignans a augmenté passant de 769 logements en 2010 à 848 logements en 2020. En 10 ans, 79 logements se sont créés pour une diminution globale de la population.

En cohérence avec les objectifs du SCoT de 2006, la commune envisage d'accueillir de nouveaux habitants, en proposant la création de 177 nouveaux logements. Pour y parvenir, la commune compte sur un potentiel de renouvellement urbain conséquent, soit 50 constructions estimées en dent creuse, puis sur l'ouverture à l'urbanisation de tènements situés à l'ouest du bourg sur une assiette de 6 ha. En dehors du bourg et de ses abords, le maître mot est de favoriser le maintien de l'activité agricole et de n'accepter aucune urbanisation supplémentaire.

1.3.4.2 Le Plan local d'Urbanisme de Saint-Trivier-sur-Moignans

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU de Saint-Trivier-sur-Moignans fixe le projet de développement de la commune pour toute la période d'application du PLU. Il se compose de 2 grands objectifs divisés en plusieurs sous-objectifs

- Un territoire attractif et accueillant
 - o S'appuyer sur le bourg pour organiser le développement urbain
 - o Renforcer la complémentarité des secteurs d'équipement
 - o Apaiser les circulations
 - o Soutenir une économie locale de proximité
- Assurer la conservation et la mise en valeur des paysages, support de la biodiversité
 - o Un projet soucieux de respecter son environnement
 - o Maintenir le cadre rural du territoire :

Situation des sites concernés par les modifications dans le zonage du PLU actuel (avant modification) :

- Domaine ANOMIA : Avant modification, le domaine d'ANOMIA est entièrement situé en zone Agricole.
- Domaine Alexander : Avant modification, le domaine ALEXANDER est entièrement situé en zone A Agricole.
- Bâtiments voués à changer de destination : L'ensemble des bâtiments voués à changer de destination sont situés en zone A, à l'exception du bâtiment B, situé en zone Ap : Zone agricole dont les constructions à usage agricole sont encadrées.
- Emplacements réservés : ER1 et ER3 : Zone UE, ER2, ER8 et ER10 : Zone Ap, ER4, ER11 et ER16 : Zone UB, ER5 : Zone 1AU et 2AU, ER 6, ER9, ER13 et ER14 : Zone UA, ER7 : Zone UX, ER12 : Zone 1AU et Ap, ER15 : Zone Ap et UAa,

Au regard des zones concernées par le projet, l'enjeu lié à l'urbanisme et à la réglementation applicable est considéré fort.

1.3.5 Gestion des déchets

La compétence de gestion des déchets est confiée à la Communauté de communes de la Dombes. La Communauté de Communes de la Dombes possède quatre déchèteries. Les habitants du territoire peuvent se rendre indifféremment sur l'une des quatre déchèteries mises à leur disposition.

L'ensemble des communes est collecté toutes les deux semaines, sauf pour les centre-bourgs des communes de plus de 1000 habitants.

La gestion des déchets est réalisée à l'échelle de la communauté de communes, l'enjeu lié à celle-ci est considéré faible.

1.3.6 Usages de l'eau

1.3.6.1 Captage et alimentation en eau potable

Aucune aire d'alimentation de captage n'est située sur la commune de St-Trivier-de-Moignans.

Le site d'étude est situé en dehors de tous les périmètres de captages présents sur le territoire communal. Aussi l'enjeu lié à la présence de captage est considéré très faible.

1.3.6.2 Alimentation en eau potable

La gestion de l'eau potable sur la commune de Saint-Trivier-sur-Moignans est menée par le Syndicat d'eau potable Bresse Dombes Saône, créé le 1^{er} janvier 2019 des anciens syndicats intercommunaux Dombes Saône, Renom Chalaronne, Renom Veyle et Veyle Chalaronne. Le périmètre a été élargi à l'ancien syndicat de Montmerle et Environs au 1^{er} janvier 2020.

Le syndicat dessert 90 400 habitants (Insee 2018) sur 67 communes avec 9 sites de pompage, 2 usines de traitement et 22 réservoirs alimentant plus de 1700 km de réseau de distribution.

Le syndicat assure la gestion de la ressource en eau potable, et réalise l'ensemble des travaux d'extension, renouvellement et renforcement du réseau et des installations (réservoirs, pompes), au service des communes et des habitants.

En avril 2023, le syndicat des eaux desservait 67 communes et 93 000 habitants. Le volume de production est estimé à 6 400 000m³/an.

Saint-Trivier-sur-Moignans appartient au service de Dombes Saône. Sur ce service, en 2023, 23 497 habitants sont abonnés (au 31/12/2023) pour un volume pompé de 4 180 450m³, et un volume produit de 3 990 259 m³. Le volume d'eau consommé sur ce secteur, en 2023, est estimé à 2 549 796m³, pour une population desservie de 51 326 et un volume autorisé de 2 669 135m³.

Les sources d'eau potable et les prélèvements pour l'année 2023 sont:

Source	Volume prélevé en 2023
Puits des Bonnes - Monthieux	387 275
Source de Civrieux	527 728
Puits de Massieux	3 265 447
Total	4 180 450

Figure 15: Prélèvement sur les différentes ressources (Syndicat)

Le traitement des eaux a lieu à la station de Port Masson.

Bilans des volumes prélevés et distribués sur le territoire de Dombes Saône

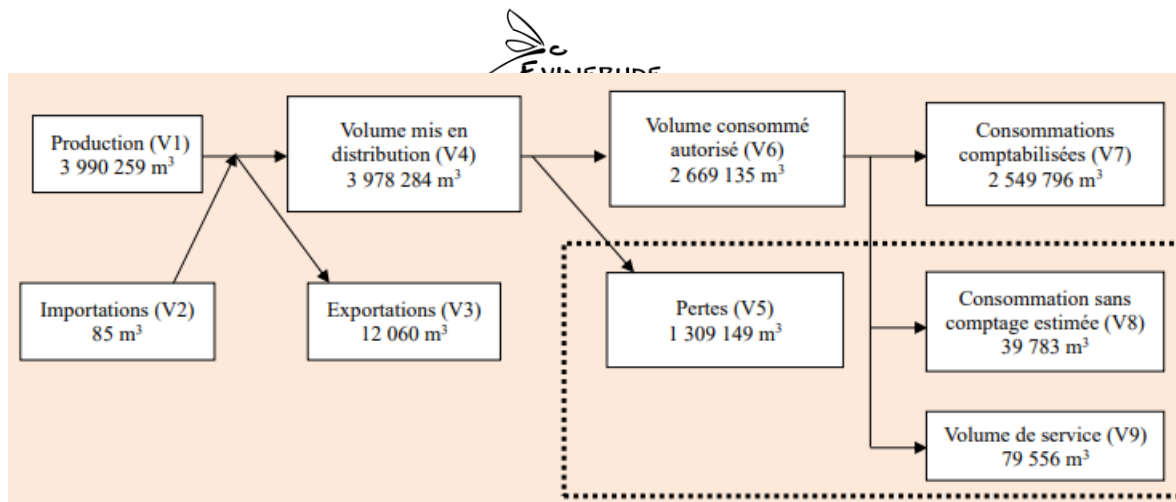


Figure 16: Répartition des prélèvements de la ressource en eau à l'échelle de l'EPCI

Depuis 2023, le syndicat a entamé une démarche pour créer un Projet de Territoire pour la Gestion de l'Eau (PTGE) afin de mieux encadrer la gestion de l'eau sur le territoire et faire face aux situations hydrologiques tendues, de plus en plus fréquentes ces dernières années et notamment dans la Dombes. Pour l'ensemble de la Dombes, le niveau de la nappe des cailloutis diminue depuis 2018.

Au regard des crises hydrologiques sur le plateau des Dombes ; l'enjeu lié à l'eau sur la commune est considéré modéré.

1.3.6.3 Assainissement

Compétence :

La commune de Saint Trivier sur Moignans dispose d'un réseau d'assainissement de type séparatif et pour partie unitaire. Il s'étend sur 7 584 mètres linéaires de réseau. La station d'épuration est d'une capacité nominale de 2275 Eq/hab. 509 clients bénéficiaient du service d'assainissement en 2013.

Description des ouvrages d'assainissement

Les ouvrages d'assainissements formant le système global sont constitués de :

- Postes de relevage et de refoulement
- Déversoirs d'orage
- Bassin d'orage :
- Déversoir d'orage de tête :
- By-pass de sécurité vers le milieu naturel :
- Ouvrages de traitement

Performances :

La station de traitement des eaux usées, d'une capacité nominale de 2 275 Équivalents Habitants (sur la base d'un EH = 60 g de DBO5/j), est dimensionnée pour traiter le débit et charges nominales suivantes :



Paramètre	Unité	Valeur
Débit	m ³ /j	620
	m ³ /h	55
DBO ₅	kg/j	137
DCO	kg/j	370
MES	kg/j	200
NTK	kg/j	34
Pt	kg/j	5

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)	Rendement minimum (%)	Valeur réductrice (mg/l)	
DBO ₅	15	96	30	en moyenne journalière
DCO	60	95	120	en moyenne journalière
MES	15	98	37	en moyenne journalière
NTK (*)	5	95	10	en moyenne journalière
NGL	15	86	–	en moyenne annuelle
Pt	0,8	95	–	en moyenne annuelle

L'assainissement non collectif

La compétence assainissement non collectif sur la commune de Saint-Trivier-sur-Moignans a été confiée à la Communauté de Communes Chalaronne Centre. D'après le rapport de synthèse sur l'état des lieux des systèmes d'assainissements autonomes sur le territoire de Saint-Trivier-sur-Moignans, réalisé en 2009 par SDEI, 114 logements ne sont pas raccordés au système d'assainissement collectif sur la commune de Saint-Trivier-sur-Moignans. Ces 114 logements, représentant une population équivalente de 308 EH environ (sur la base de 2,7 habitants/logements), sont donc équipés d'un système d'assainissement non collectif.

Zonage et schéma d'assainissement

La commune est dotée d'un plan d'assainissement et d'un schéma directeur d'assainissement.

1.3.6.4 Gestion des eaux pluviales

La commune de Saint-Trivier-sur-Moignans est couverte par un schéma directeur de Gestion des eaux pluviales et par un schéma Directeur de Gestion des eaux pluviales.

Les valeurs de perméabilités mesurées dans le cadre du Schéma Directeur d'Assainissement de 1999 classent les sols au droit de la commune comme très peu perméables (perméabilité < 6 mm/h excepté pour le sondage S8 situé à Montagneux Sud pour lequel une perméabilité de 25 mm/h a été mesurée).

Le schéma des eaux pluviales identifie les différentes zones d'assainissement des eaux pluviales.

1.3.6.5 Autre

Zones vulnérables nitrates

Sur le bassin Rhône-Méditerranée, la dernière désignation des zones vulnérables résulte de l'arrêté du 21 février 2017, complété par un arrêté de délimitation infra-communale du 24 mai 2017, lui-même modifié par l'arrêté du 27 juillet 2017.

Le projet de classement a fait l'objet d'une concertation approfondie au niveau du bassin, des régions et des départements concernés entre novembre 2020 et janvier 2021 auprès des parties prenantes prévues par la réglementation (article R211-77 du code de l'environnement). Suite aux concertations et conformément à l'article R211-77 du code de l'environnement, le projet de classement révisé a été mis en consultation du 10 mai 2021 au 10 juillet 2021 auprès des conseils régionaux, des chambres régionales de l'agriculture, de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse et des commissions régionales de l'économie agricole et du monde rural.

Après prise en compte de l'ensemble des avis reçus et l'avis du comité de bassin, le préfet coordonnateur de bassin a désigné les communes classées en zones vulnérables via l'arrêté n°21-325 du 23 juillet 2021. Par ailleurs, l'arrêté de délimitation des zones vulnérables n°21-329 du 23 juillet 2021 liste les sections cadastrales classées pour les communes classées partiellement par le premier arrêté.

La commune est classée en zone vulnérable aux nitrates. L'enjeu lié est donc considéré fort.

1.3.6.6 Gestion de l'eau sur les sites concernés par la modification

Site portant modification	Eaux potables	Zonage d'assainissement	Zonage de gestion des eaux de pluie
Domaine ANOMIA	Raccordé	ANC	Gestion des eaux de pluie
Domaine ALEXANDER	Raccordé	ANC	Gestion des eaux de pluie
Bâtiments voués à changer de destination	A raccorder	ANC	Gestion des eaux de pluie
	B Raccordé	ANC	Gestion des eaux de pluie
	C Raccordé	ANC	Gestion des eaux de pluie
	D Raccordé	ANC	Gestion des eaux de pluie
	F Raccordé	ANC	Gestion des eaux de pluie
	G Raccordé	ANC	Gestion des eaux de pluie
	H Raccordé	ANC	Gestion des eaux de pluie
	I Raccordé	ANC	Gestion des eaux de pluie
Emplacements réservés	Raccordés	Zones d'assainissement collectif	Gestion spécifique

Figure 17: Système d'assainissement sur les différents sites concernés par la modification du PLU

1.3.7 Energie, qualité de l'air et changement climatique

1.3.7.1 Energie – Commune de Saint-Trivier-sur-Moignans

Sur la commune, la consommation énergétique en 2023 est estimée à 39 633 MWh, soit à 21 342 kWh/habitant.

La consommation est principalement liée au transport routier, qui en représente 36,5% (14 466MWh), au secteur résidentiel qui en représente 31,3% (12 417 MWh), au secteur agricole pour 11,9%, Industriel pour 10,8% et Tertiaire pour 9,5%.

L'énergie est principalement issue des produits pétroliers et de l'électricité.

Sur la commune, 5,14 GWh d'énergie renouvelables sont produits, et représentent 12,97% de la consommation globale communale.

Au regard des objectifs fixés sur le territoire, l'enjeu lié aux énergies est considéré modéré.

1.3.7.2 Gaz à effet de serre

Sur la commune, les émissions de GES en 2023 sont estimées à 15,84 kteqCO₂, soit 8,54 teqCO₂ par habitant et par an. Les GES sont principalement issus du secteur agricole (pour 65%), du transport routier(22,6%) et le secteur résidentiel représente 7,1% des émissions.

Depuis 2007, les émissions de GES sont globalement en baisse

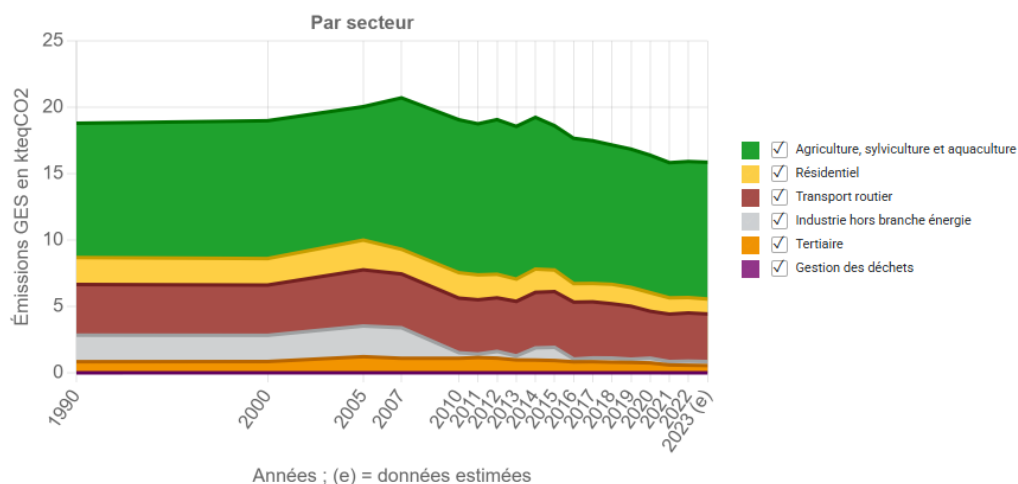


Figure 18: Emissions de GES sur la commune (Source: Terristory AURA)

1.3.7.3 Qualité de l'air

Sur la commune, la qualité de l'air globale en 2023 est située entre la classe B et la classe C, soit au-delà des seuils fixés par l'OMS et en deçà des valeurs limites fixées à l'horizon 2030.

Seule la rue principale du bourg (rue Montpensier) présente une qualité de l'air plus dégradée (classe D et E).

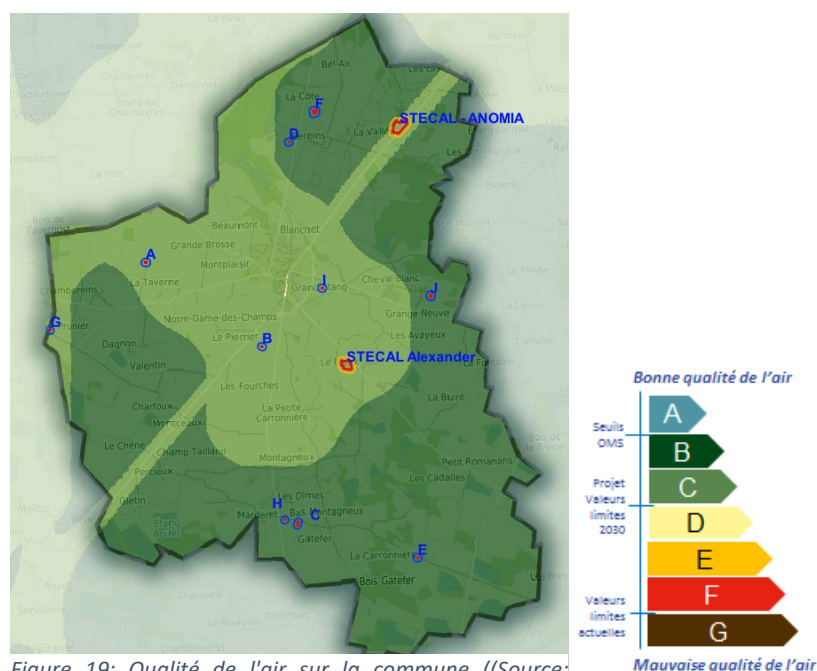


Figure 19: Qualité de l'air sur la commune ((Source: Terristory AURA)

Sur la commune :

- 90,1% de la population n'est pas exposée au dioxyde d'azote (NO₂), et 9,9% de la population est exposée à des seuils compris entre le seuil OMS et les valeurs limites fixées. Les concentrations les plus fortes sont retrouvées à proximité des grands axes de déplacements (RD936)
- Les concentrations en PM₁₀ sont inférieures au seuil fixé par l'OMS
- Les concentrations en PM_{2.5} sont comprises entre le seuil fixé par l'OMS et les valeurs limites
- La population communale n'est pas exposée à un seuil cible santé concernant l'ozone.
- La commune est particulièrement exposée au risque allergique ambroisie.

La qualité de l'air sur la commune est encore préservée, et les efforts doivent se poursuivre pour ne pas entraîner de dégradation supplémentaire de celle-ci. Aussi l'enjeu est considéré modéré.

1.3.8 Transports

1.3.8.1 Axes routiers

Pourvue d'un maillage routier en « étoile », Saint-Trivier-sur-Moignans bénéficie d'une bonne accessibilité aux pôles urbains voisins.

- La RD 936 traverse le village du Nord au Sud et permet de rejoindre Châtillon-sur Chalaronne au Nord et Villeneuve au Sud. Elle mène directement à l'autoroute A6 qui permet de relier Lyon (échangeur à Villefranche-sur-Saône, 17km)
- Le réseau constitué de routes départementales permet de desservir facilement les différentes communes qui entourent Saint-Trivier-sur-Moignans. La RD 66 relie Baneins au Nord, la RD 27 rejoint Sandrans à l'Est et Francheleins à l'Ouest, la RD 27b rejoint Villars-les-Dombes au Sud-Est, la RD 66 relie Ambérieux-en-Dombes au Sud, la RD 66b relie Chaneins au Nord-Ouest.

Les accès à la commune sont uniformes sur l'ensemble du territoire qui dispose ainsi d'une multitude de « portes » et d'une meilleure visibilité. Un réseau d'axes moins importants maille le territoire et permet de desservir les différentes exploitations agricoles ou les micro-hameaux formés au fil des ans. Originalité : ce réseau est marqué de croix et stèles.

Quelques passages ou sentiers sont aménagés au cœur du village ou au sein des quartiers d'habitats, et facilitent le parcours du piéton. Ces cheminements sont toutefois peu nombreux, rapidement interrompus et ne forment pas un réseau.

1.3.8.2 Réseau de transport en commun

Il n'y a pas de gare SNCF à Saint-Trivier-sur-Moignans, toutefois la ligne TGV Lyon-Paris passe en limite Ouest du territoire communal.

Deux lignes de bus régulières desservent le bourg de Saint-Trivier-sur-Moignans. Elles font partie du réseau de Transports de l'Ain du Conseil Général de l'Ain. Le réseau fonctionne 7 jours sur 7 à une fréquence de six passages par jour (sauf le dimanche, 3 passages).

- La ligne 119 Bourg-en-Bresse >> Villefranche-sur-Saône : 2 arrêts à Saint-Trivier-sur Moignans : place « route de Châtillon » et place de la mairie (devant le bureau de tabac).
- Une navette express circule également sur une ligne Châtillon-sur-Chalaronne >> Villefranche-sur-Saône et dessert Saint-Trivier-sur-Moignans 4 fois par jour du lundi au vendredi.

- La ligne 191 Belleville >> Saint-Trivier-sur-Moignans >> Villars : les arrêts sont les mêmes que pour la ligne précédente.

1.3.8.3 Trafic

Le conseil départemental de l'Ain a établi une carte des trafics moyens journaliers sur les routes du département.

La commune connaît un trafic journalier moyen. Les trafics les plus importants sont retrouvés :

- sur la D936 avec une moyenne journalière de 6573 véhicules enregistrés au nord-est du bourg
- Sur la D936 au sud-ouest du bourg avec 4182 véhicules journaliers enregistrés
- Sur la D66 avec une moyenne journalière de 3040 véhicules par jour

Le domaine ANOMIA possède un accès direct sur la D936, la route départementale la plus empruntée sur la commune.

Le domaine Alexander est situé le long de la D27-B, un axe faiblement emprunté, avec 838 véhicules par jours comptabilisés en moyenne.

Les bâtiments voués à changer de destinations ont des accès via des routes secondaires.

Au regard du trafic retrouvé sur la D936 et de l'accès direct au domaine ANOMIA via cet axe, l'enjeu lié au trafic est considéré modéré. Le long des autres sites d'étude, le trafic est moins important et l'enjeu est donc considéré faible.

1.3.9 Environnement acoustique

1.3.9.1 Rappel acoustique

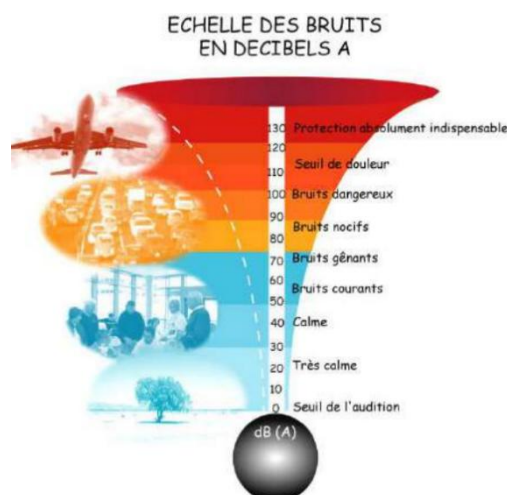
Généralités

Le décibel (dB) constitue l'unité de mesure retenue pour exprimer les niveaux sonores. Cette unité est étalonnée sur la sensibilité de perception de l'oreille humaine : un écart de 1 décibel entre 2 niveaux de bruit correspondant sensiblement à la plus petite différence de niveau sonore décelable.

Toutefois, notre oreille n'étant pas sensible de la même manière à tous les niveaux sonores, une pondération a été introduite dans cette unité de mesure : le décibel A (dB (A)) de manière à représenter les sensibilités en intensité et en fréquence de l'oreille humaine. Cela permet de traduire la sensibilité de l'oreille plus forte aux sons aigus qu'aux sons graves.

Pour traduire l'intensité moyenne du bruit sur de longues périodes marquées par une alternance de phases de bruit et de phases de silence, on utilise le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré : le LAeq.

Cet indice est mesuré en décibel A et est calculé sur deux périodes réglementaires :



- de jour : LAeq (6 heures - 22 heures)
- de nuit : LAeq (22 heures - 6 heures).

Les principales caractéristiques des nuisances sonores dans l'environnement

La perception de la gêne reste variable selon les individus. Elle est liée à la personne (âge, niveau d'étude, actif, présence au domicile, propriétaire ou locataire, opinion personnelle quant à l'opportunité de la présence d'une source de bruit donnée) et à son environnement (région, type d'habitation, situation et antériorité par rapport à l'existence de l'infrastructure ou de l'activité, isolation de façade).

Dans les milieux urbains, les principales sources de nuisance sonore sont :

- **Les routes** : Le bruit de la route est un bruit permanent. Il est perçu plus perturbant pour les activités à l'extérieur, pour l'ouverture des fenêtres, et la nuit.
- **Les voies ferrées** : Le bruit ferroviaire présente des caractéristiques spécifiques sensiblement différentes de celles de la circulation routière :
 - Le bruit est de nature intermittente ;
 - Le spectre (tonalité), bien que comparable, comporte davantage de fréquences aiguës
 - La signature temporelle (évolution) est régulière (croissance, palier, décroissance du niveau sonore avec des durées stables, par type de train en fonction de leur longueur et de leur vitesse) ;
 - Le bruit ferroviaire apparaît donc gênant à cause de sa soudaineté ; les niveaux peuvent être très élevés au moment du passage des trains.

Pourtant, il est généralement perçu comme moins gênant que le bruit routier du fait de sa régularité tant au niveau de l'intensité que des horaires. Il perturbe spécifiquement la communication à l'extérieur ou les conversations téléphoniques à l'intérieur. Si les gênes ferroviaire et routière augmentent avec le niveau sonore, la gêne ferroviaire reste toujours perçue comme inférieure à la gêne routière, quel que soit le niveau sonore. La comparaison des relations « niveau d'exposition - niveau de gêne » établies pour chacune des sources de bruit confirme la pertinence d'un « bonus ferroviaire » (à savoir l'existence d'une gêne moins élevée pour le bruit ferroviaire à niveau moyen d'exposition identique), en regard de la gêne due au bruit routier. Ce bonus dépend toutefois de la période considérée (jour, soirée, nuit, 24 h) : autour de 2 dB(A) en soirée, de 3 dB(A) le jour, et 5 dB(A) sur une période de 24h.

- **Les activités** : L'audition trie les informations contenues dans les ambiances sonores qui nous environnent. Si ces informations (changement de niveau sonore ou émergence d'une tonalité) ne sont pas subjectivement justifiées, elles provoquent chez l'individu une attention particulière qui peut se transformer en réaction de gêne.
 - Les bruits continus, générés par des machines fonctionnant sans interruption, toujours sur le même mode (ventilateurs, pompes, machines tournantes) ;
 - Les bruits intermittents selon un cycle, le bruit croît puis décroît rapidement les bruits à caractères impulsifs répétitifs d'impacts ou d'explosions (pilonnage, estampage) ;
 - Les tonalités marquées, vibrations dues aux balourds ou aux impacts répétés dans les machines tournantes (moteurs, engrenages, pompes ou ventilateurs) qui peuvent générer des sons purs particulièrement gênants ;
 - Les bruits de basse fréquence, ils sont généralement le fait de gros moteurs et de centrales énergétiques
- **L'exposition multiple** : L'exposition combinée aux bruits provenant de plusieurs infrastructures routières et ferroviaires voire aériennes (situation de multi-exposition) a conduit à s'interroger sur l'évaluation de la gêne ressentie par les populations riveraines concernées.
La gêne due à la multi-exposition au bruit des transports touche environ 6% des français soit 3,5 millions de personnes.

La multi-exposition est un enjeu de santé publique, si on considère l'addition voire la multiplication des effets possibles de bruits cumulés sur l'homme: gêne de jour, interférences avec la communication en soirée et perturbations du sommeil la nuit, par exemple.

Le niveau d'exposition, mais aussi la contribution relative des 2 sources de bruit (situation de dominance d'une source sur l'autre source ou de non-dominance) ont un impact direct sur les jugements et la gêne ressentie.

Bien que délicates à évaluer, des interactions entre la gêne due au bruit routier et la gêne due au bruit ferroviaire ont été mises en évidence :

- Lorsque le bruit reste modéré, la gêne due à une source de bruit spécifique semble liée au niveau sonore de la source elle-même plus qu'à la situation d'exposition (dominance – non-dominance) ou qu'à la combinaison des deux bruits ;
- En revanche, dans des situations de forte exposition, des phénomènes tels que le masquage du bruit routier par le bruit ferroviaire ou la « contamination » du bruit ferroviaire par le bruit routier apparaissent.

Il n'y a pas actuellement de consensus sur un modèle permettant d'évaluer la gêne totale due à la combinaison de plusieurs sources de bruit.

Ces modèles ne s'appuient pas ou de façon insuffisante sur la connaissance des processus psychologiques (perceptuel et cognitif) participant à la formation de la gêne, mais sont plutôt des constructions mathématiques de la gêne totale. De ce fait, ces modèles ne sont pas en accord avec les réactions subjectives mesurées dans des environnements sonores multisources.

Les effets sur la santé

Les nuisances sonores sont connues pour avoir plusieurs effets notables sur la santé, notamment :

- Perturbation du sommeil à partir de 30 dB(A)
- Interférence avec la transmission de la parole à partir de 45 dB(A)
- Effets psycho-physiologiques à partir de 65 à 70 dB(A)
- Effets sur les performances
- Effet avec le comportement avec le voisinage et gêne
- Effet biologique extra-auditif : le stress
- Déficit auditif à partir de 80 dB(A)

Cadre réglementaire :

La directive 2002/49/CE sur l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement a pour objectifs :

- une évaluation harmonisée de l'exposition au bruit dans l'environnement ;
- de prévenir et réduire les bruits excessifs au moyen de plans d'action ;
- de protéger les zones calmes ;
- de faire en sorte que l'information et la participation du public soient au cœur du processus.

Cette approche est basée sur l'évaluation de l'exposition au bruit des populations, une cartographie dite « stratégique », l'information des populations sur le niveau d'exposition et les effets du bruit sur la santé, et la mise en œuvre au niveau local de politiques visant à réduire le niveau d'exposition et à préserver des zones de calme.

Les articles L572-1 à L572-11 et R572-1 à R572-11 du code de l'environnement définissent les autorités compétentes pour arrêter les cartes de bruit et les plans de prévention du bruit dans l'environnement.

Le décret n°2006-361 du 24 mars 2006 définit les agglomérations et les infrastructures concernées, le contenu des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement ;

L'arrêté du 4 avril 2006 fixe les modes de mesure et de calcul, les indicateurs de bruit ainsi que le contenu technique des cartes de bruit

Les sources de bruit concernées sont :

- pour les grandes infrastructures Les infrastructures routières dont le trafic annuel est supérieur à 3 millions de véhicules, soit 8 200 véhicules/jour ;
- les infrastructures ferroviaires dont le trafic annuel est supérieur à 30 000 passages de trains, soit 82 trains/jour ;
- les aéroports listés par l'arrêté du 3 avril 2006 .
- pour les agglomérations toutes les infrastructures ferroviaires, routières et aéroportuaires ;
- les industries (installations classées pour la protection de l'environnement -ICPE) soumises à autorisation.

Valeurs seuil :

Source	Niveau de bruit en dB(A)					
	L _{den}			L _{night}		
Route ou LGV	68			62		
Voie ferrée conventionnelle	73			65		
Activité industrielle	71			60		
Aéroports	55			50		
Codes RVB	255	106	0	255	0	220
Couleur						

Figure 20: Valeurs seuil en dB(A) des différentes sources de bruits

1.3.9.2 Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) et cartographie des nuisances sonores

Le département de l'Ain émet des cartes d'exposition au niveaux sonores des infrastructures routières et ferroviaires.

Les cartes de bruit sont établies, avec les indicateurs harmonisés à l'échelle de l'Union Européenne :

- L_{den} (pour les 24 heures)
- L_n (pour la nuit).

Les niveaux de bruit sont évalués au moyen de modèles numériques intégrant les principaux paramètres qui influencent sa génération et sa propagation. Les cartes de bruit ainsi réalisées sont ensuite croisées avec les données démographiques afin d'estimer la population exposée.

Les secteurs affectés par le bruit sont ceux arrêtés par le Préfet en application de l'article R571-37 du code de l'environnement. Sur le département de l'Isère, le classement sonore des routes a fait l'objet de plusieurs arrêtés préfectoraux en 2009.

Seule la ligne TGV Lyon-Paris est classée par le PPBE parmi les infrastructures non concédées exposant la population à des niveaux sonores élevés.

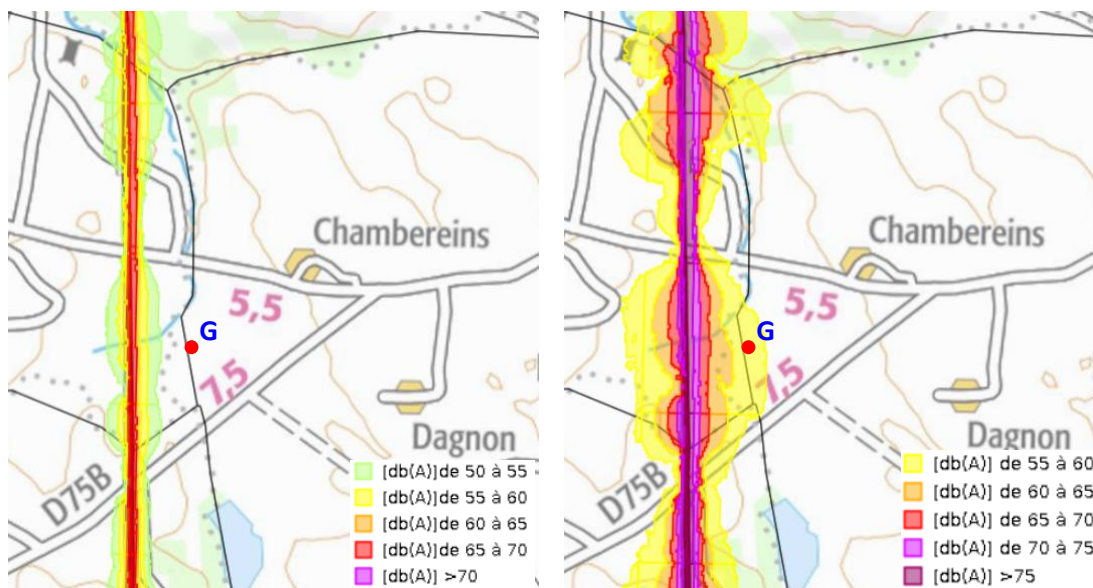


Figure 21: Exposition au bruit (Type A): A droite: Niveau sonore selon Ln, A gauche, niveau sonore selon Lden - Source: DDT de l'Ain

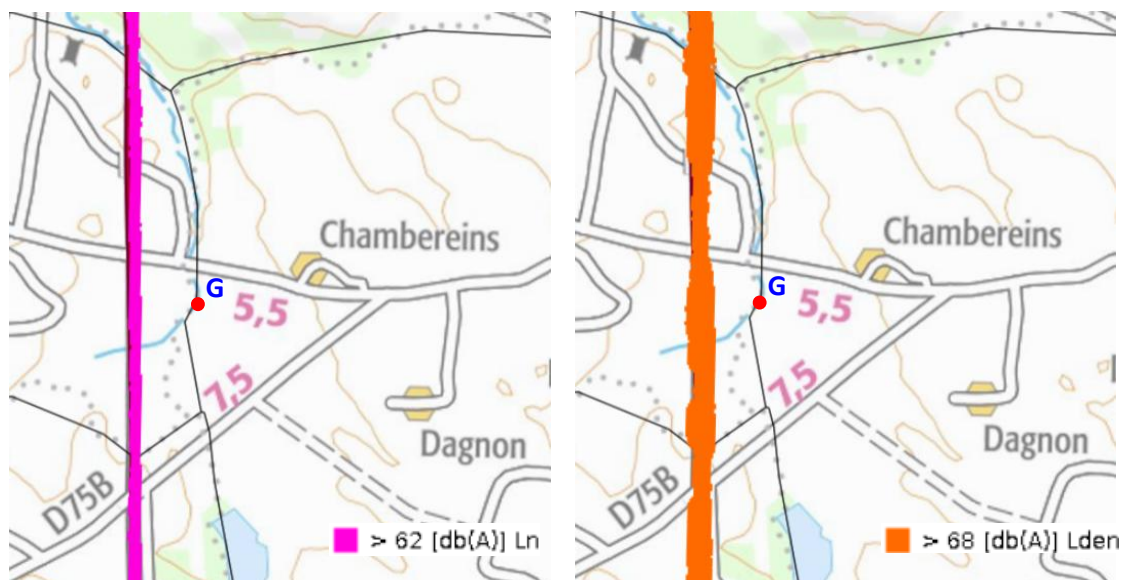


Figure 22: Dépassement des valeurs limites (Type C), A gauche valeurs > 68 db(A) Lden, à droite valeurs > 68 db(A) Lden - Source: DDT de l'Ain

Parmi les secteurs concernés par les modifications du PLU, seul el bâtiment voué à changer de destination G est situé dans le périmètre du PPBE, dans une zone exposée à des bruits allant de 55 à 60 db(A) Lden. Ces valeurs sont inférieures aux valeurs limites.

Sur ce bâtiment en particulier, l'enjeu est considéré faible et sur les autres secteurs concernés par la modification, l'enjeu est considéré très faible.

1.4 Risques naturels et technologiques

D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs édité par la préfecture du département de l'Ain en 2021, la commune de St-Trivier-sur-Moignans est exposée :

- A l'aléa inondation lente, crue torrentielle, remontée de nappe
- A l'aléa sismique de niveau 2
- A l'aléa faible de retrait et gonflement des argiles
- A l'aléa de transport de matière dangereuse : Gazoduc et Oleoduc

1.4.1 Risques naturels

1.4.1.1 Arrêtés de catastrophes naturelles

Tableau 4: Arrêtés de catastrophe naturelle sur la commune

Type de péril	Début reconnaissance	Fin de reconnaissance	Date arrêté
Inondations et/ou coulée de boue	01/07/2020	01/07/2020	14/09/2020
Sécheresse	01/01/2019	31/03/2019	07/07/2020
Inondations et/ou coulée de boue	21/06/2012	21/06/2012	18/10/2012
Inondations et/ou coulée de boue	02/11/2008	02/11/2008	24/12/2008
Inondations et/ou coulée de boue	30/05/1992	01/06/1992	21/09/1992
Inondations et/ou coulée de boue	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983

1.4.1.2 Risque d'inondation

Définition

Une inondation est une submersion plus ou moins rapide d'une zone, avec des hauteurs d'eau variables. Elle est due à une augmentation du débit d'un cours d'eau provoquée par des pluies importantes et durables. Elle peut se traduire par différents phénomènes :

- une montée lente des eaux en plaine (inondation de plaine, remontée de la nappe phréatique et crues des fleuves et des rivières) ;
- une formation rapide de crues consécutives à des averses violentes (crues rapides des rivières) ;
- une stagnation des eaux dans des zones humides (zones marécageuses) ;
- une accumulation et une stagnation d'eau dans des zones fermées par un obstacle (inondations en pied de versant) ;
- une augmentation brutale du débit des cours d'eau des versants avec transport de matériaux solides (crues des torrents et ruisseaux torrentiels) ;
- une divagation des eaux météoriques en dehors du réseau hydrographique (ruissellement sur versant).

Données Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM)

Dans le DDRM, la commune de Saint-Trivier-sur-Moignans est identifiée commune une commune exposée au risque de crue de plaine (écoulements lents).

Atlas des zones inondables

La commune dispose d'un AZI (Atlas des zones Inondables) publié en 1996. L'enjeu inondation est considéré faible sur l'AZI de la Chalaronne et donc sur la commune.

Le risque de remontée de nappe

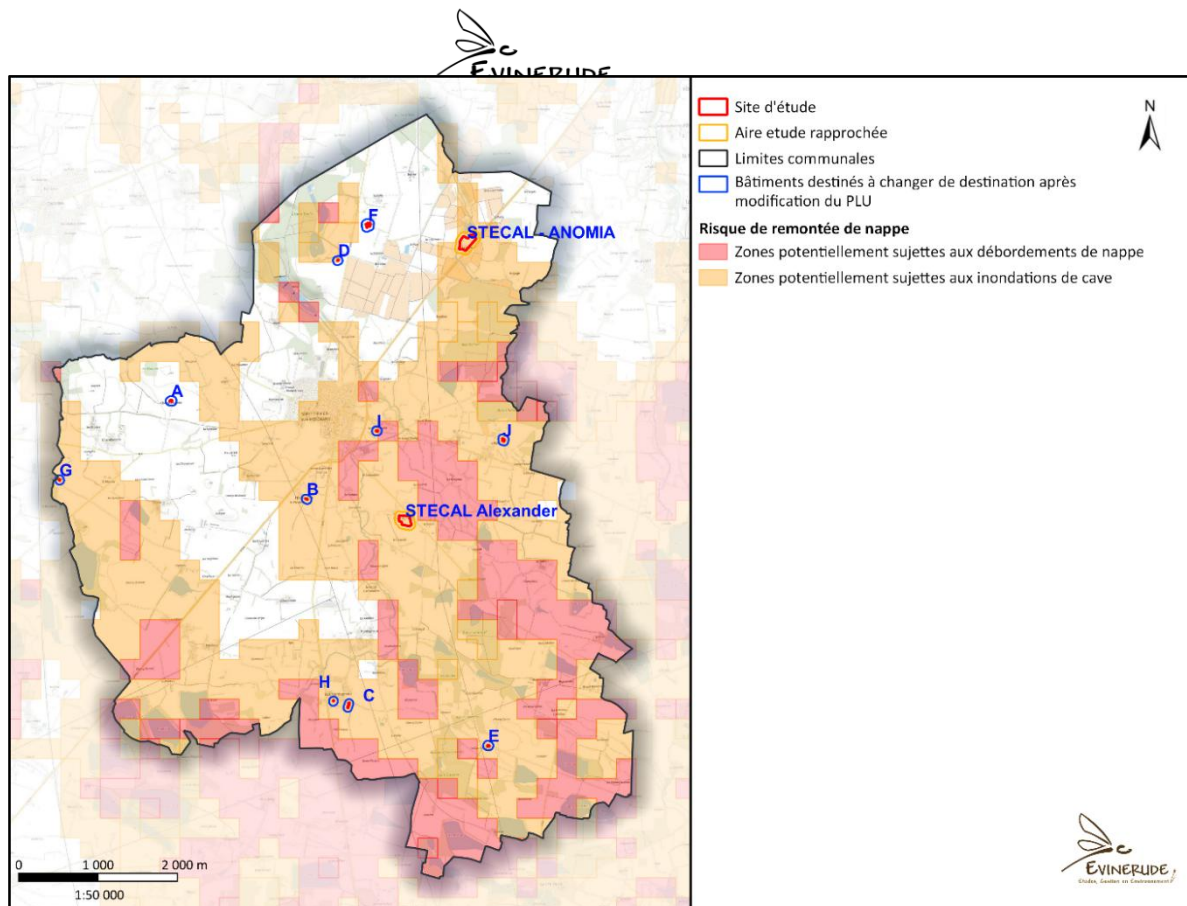


Figure 23: Risque de remontée de nappe sur la commune (Source: georisques)

Lorsqu'une nappe souterraine est à un niveau haut (recharge naturelle de la nappe par les pluies supérieure à la moyenne), et que des éléments pluvieux exceptionnels surviennent, le niveau de la nappe peut alors atteindre la surface du sol. La zone non saturée habituellement est alors totalement envahie par l'eau lors de la montée du niveau de la nappe : c'est l'inondation par remontée de nappe. Plus la zone non saturée est mince, plus l'apparition d'un tel phénomène est probable.

Le BRGM a ainsi établi des cartes de sensibilité aux remontées de nappes à l'échelle départementale, elle est présentée ci-dessous.

La majorité du territoire de la commune est concernée par des zones potentiellement sujettes aux inondations de cave, notamment les deux tiers sud-est.

L'enjeu global lié au risque d'inondation est jugé modéré au regard du risque faible à modéré d'inondation dans la ZIP.

1.4.1.3 Risque de mouvement de terrain

Un mouvement de terrain est un déplacement plus ou moins brutal du sol ou du sous-sol, qu'il soit d'origine naturelle (nature et disposition des couches géologiques) ou anthropique (occasionné par l'homme).

Ainsi, il existe, d'une part, des processus lents et continus (affaissements, tassements...) et, d'autre part, des événements plus rapides et discontinus, comme les effondrements, les éboulements, les chutes de pierres,...

Ces aléas portent sur des secteurs potentiellement exposés du fait de leur pente, de la nature géologique des sols (moraines, niveaux argilo-limoneux de molasse ou dans les franges d'altération de la molasse), de la présence de sources et du rôle érosif des ruissellements.

Les retraits et gonflements d'argiles :

Le matériau argileux présente la particularité de voir sa consistance se modifier en fonction de sa teneur en eau. Ces modifications de consistance peuvent s'accompagner, en fonction de la structure particulière de certains minéraux constitutifs, de variations de volume plus ou moins conséquentes : forte augmentation de volume (phénomène de gonflement) lorsque la teneur en eau augmente, et inversement, rétractation (phénomène de retrait) en période de déficit pluviométrique marqué.

Les phénomènes de capillarité, et surtout de succion, sont à l'origine de ce comportement. Les variations de volume des sols argileux répondent donc à des variations de teneur en eau.

Toutes les familles de minéraux argileux ne présentent pas la même prédisposition au phénomène de retrait-gonflement. L'analyse de leur structure minéralogique permet d'identifier les plus sensibles. Le groupe des smectites et, dans une moindre mesure, le groupe des interstratifiées (alternance plus ou moins régulière de feuillets de nature différente) font partie des sols les plus sujets au phénomène.

Les données issues de Georisques montrent que l'ensemble de la commune est situé en zone d'exposition au retrait et gonflement des argiles à risque faible.

Les glissements de terrain

Le glissement est un déplacement généralement lent (quelques millimètres par an à quelques mètres par jour) sur une pente, le long d'une surface de rupture (surface de cisaillement) identifiable, d'une masse de terrain cohérente, de volume et d'épaisseur variables. Cette surface est généralement courbe (glissement circulaire ou rotationnel), mais elle peut aussi se développer à la faveur d'une discontinuité préexistante telle qu'un joint de stratification (glissement plan). Des indices caractéristiques peuvent être observés dans les glissements de terrain actifs, niches d'arrachement, fissures, bourrelets, arbres basculés « en tuyau de pipe », zones de rétention d'eau.

D'après les données issues du Dossier départemental des Risques Majeurs (DDRM) de l'Ain, la commune de Saint-Trivier-sur-Moignans a une sensibilité étendue à forts enjeux concernant le risque de glissement de terrain.

Les données issues de Géorisques ne révèlent aucun mouvement de terrain localisé ou diffus sur la commune.

Les éboulements et chutes de blocs

Mouvements rapides, discontinus, et brutaux, les chutes de blocs et de pierres résultent de l'action de la pesanteur et affectent le plus souvent des matériaux rigides tels que les calcaires, les grès et les roches cristallines.

Les trajectoires de chutes observées lors de ce type de phénomène, suivent généralement la ligne de plus grande pente, mais peuvent être modifiées selon la forme de la masse rocheuse en chute et les irrégularités du versant.

Il existe plusieurs facteurs naturels déclencheurs : les pressions hydrostatiques, l'alternance gel/dégel, la croissance de la végétation, les secousses sismiques, l'affouillement ou le sapement de la falaise. Même de faibles volumes de masse rocheuse en chute peuvent constituer un danger important pour les personnes.

Les données issues de Géorisques n'inventorient pas de chutes de bloc sur le territoire communal.

Les coulées de boue

Les coulées de boue sont des phénomènes très rapides affectant des masses de matériaux remaniés soumis à de forte concentration en eau, sur de faibles épaisseurs généralement (0-5 m).

Ce type de phénomène est caractérisé par un fort remaniement des masses déplacées, une cinématique rapide et une propagation importante. La coulée de boue est le plus rapide (jusqu'à 90 km/h) et le plus fluide des différents types de mouvements de terrain. Son comportement est intermédiaire entre celui d'un solide et d'un liquide. Les matériaux mobilisés sont généralement très hétérogènes (argile, sable, rochers

L'avalanche

Aucun risque avalanche n'est présent sur la commune

Sur la commune de Saint-Trivier-sur-Moignans, l'enjeu lié aux mouvements de terrain est lié au retrait et gonflement des argiles et aux coulées de boues. L'enjeu y est faible.

1.4.1.4 Risque sismique

Un séisme ou tremblement de terre se traduit en surface par des vibrations du sol.

Il provient de la fracturation des roches en profondeur ; celle-ci est due à l'accumulation d'une grande énergie qui se libère, créant des failles, au moment où le seuil de rupture mécanique des roches est atteint.

Les règles particulières de construction parasismique pouvant être imposées aux équipements, bâtiments et installations dans les zones particulièrement exposées à un risque sismique sont définies par les articles R.563-1 à R.563-8 du Code de l'Environnement.

Le zonage sismique et les règles de construction édictées par le décret n°2010-1254 relatif à la prévention du risque sismique, le décret n°2010-1255 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français et l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite "à risque normal" viennent renforcer la prévention du risque sismique en France et sont entrées en vigueur à compter du 1er mai 2011.

La commune de Saint-Trivier-sur-Moignans est située dans une zone de sismicité faible (niveau 2). L'enjeu relatif à cet aléa est considéré faible.

1.4.2 Risques technologiques et industriels

1.4.2.1 Risques industriel et technologique

À l'échelle bibliographique :

À l'échelle bibliographique, les Installations industrielles suivantes sont retrouvées :

Tableau 5: ICPE sur la commune de St-Trivier-sur-Moignans

Etablissement	commune	Activité	Régime	ICPE
BON JEROME	Sainte-Olive		Autres régimes	Autre
GAEC DE LA GRANDE FONTAINE	Relevant		Autres régimes	Autre
GAEC MESSIDOR	Saint-Trivier-sur-Moignans		Autres régimes	Autre

OF KIEU TEMPLE	Saint-Trivier-sur-Moignans		Autres régimes	Autre
EARL DE LA VALLEE	Valeins		Autres régimes	Autre
ADFE	BANEINS		Autres régimes	Autre
BETON VICAT	Châtillon-sur-Chalaronne	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	Autres régimes	Autre
EARL PIGASE	Chaleins		Enregistrement	Elevage bovin et porcin
GAEC DE LA GRANDE BORNE	Saint-Trivier-sur-Moignans	Culture et production animale, chasse et services annexes	Enregistrement	Elevage bovin et porcin
GAEC LA BROUSSE	Saint-Trivier-sur-Moignans		Enregistrement	Elevage bovin et porcin
GAEC DE MAISON NEUVE	Baneins	Culture et production animale, chasse et services annexes	Enregistrement	Elevage porcin
GAEC JACQUEMET arrêt	Chaleins		Enregistrement	Elevage porcin
FLUTET SERGE	Relevant	Culture et production animale, chasse et services annexes	Enregistrement	Elevage porcin
DEJARDIN JEAN-ERIC	Saint-Trivier-sur-Moignans		Enregistrement	Elevage porcin
PERRADIN ALAIN	Saint-Trivier-sur-Moignans		Enregistrement	Elevage porcin
EARL ELEVAGE ALLABOUVETTE	Villeneuve		Enregistrement	Elevage porcin
EARL DES MAISONS NEUVES	Baneins	Culture et production animale, chasse et services annexes	Enregistrement	Elevage porcin
BFM RECUPERATION	Chaneins		Autorisation	Industrie non Seveso
DECHARGE SITRAYVAL AMBERIEUX EN DOMBES	Ambérieux-en-Dombes		Autorisation	Industrie non Seveso
MYLAN Laboratories	Châtillon-sur-Chalaronne	Industrie pharmaceutique	Autorisation	Industrie non Seveso
MSA PRODUCTION FRANCE SASU	Châtillon-sur-Chalaronne		Enregistrement	Industrie non Seveso
AST	Châtillon-sur-Chalaronne	Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	Autorisation	Industrie non Seveso
GAEC DU PRUNIER	Saint-Trivier-sur-Moignans	Culture et production animale, chasse et services annexes	Autorisation	Industrie non SEVESO
GAEC GRANGE BLANCHE	Ambérieux-en-Dombes	Culture et production animale, chasse et services annexes	Non ICPE	Non ICPE
RSE	Ambérieux-en-Dombes		Non ICPE	Non ICPE
MONSIEUR ROMARIC SAINT CYR	Saint-Trivier-sur-Moignans	Culture et production animale, chasse et services annexes	Non ICPE	Non ICPE
PROVENT SDPR (ex EARL DE LA BEYVIERE)	Châtillon-sur-Chalaronne	Culture et production animale, chasse et services annexes	Non ICPE	Non ICPE
BESSARD DIDIER	Sandrans	Culture et production animale, chasse et services annexes	Non ICPE	Non ICPE
SA GERARD BERROD	Baneins		Non ICPE	Non ICPE
ADELI	SAINT-TRIVIER-SUR-MOIGNANS	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	Non ICPE	Non ICPE
TRANSPORTS PERROCHEAU ET FILS	CHATILLON-SUR-CHALARONNE	Transports terrestres et transport par conduites	Non ICPE	Non ICPE

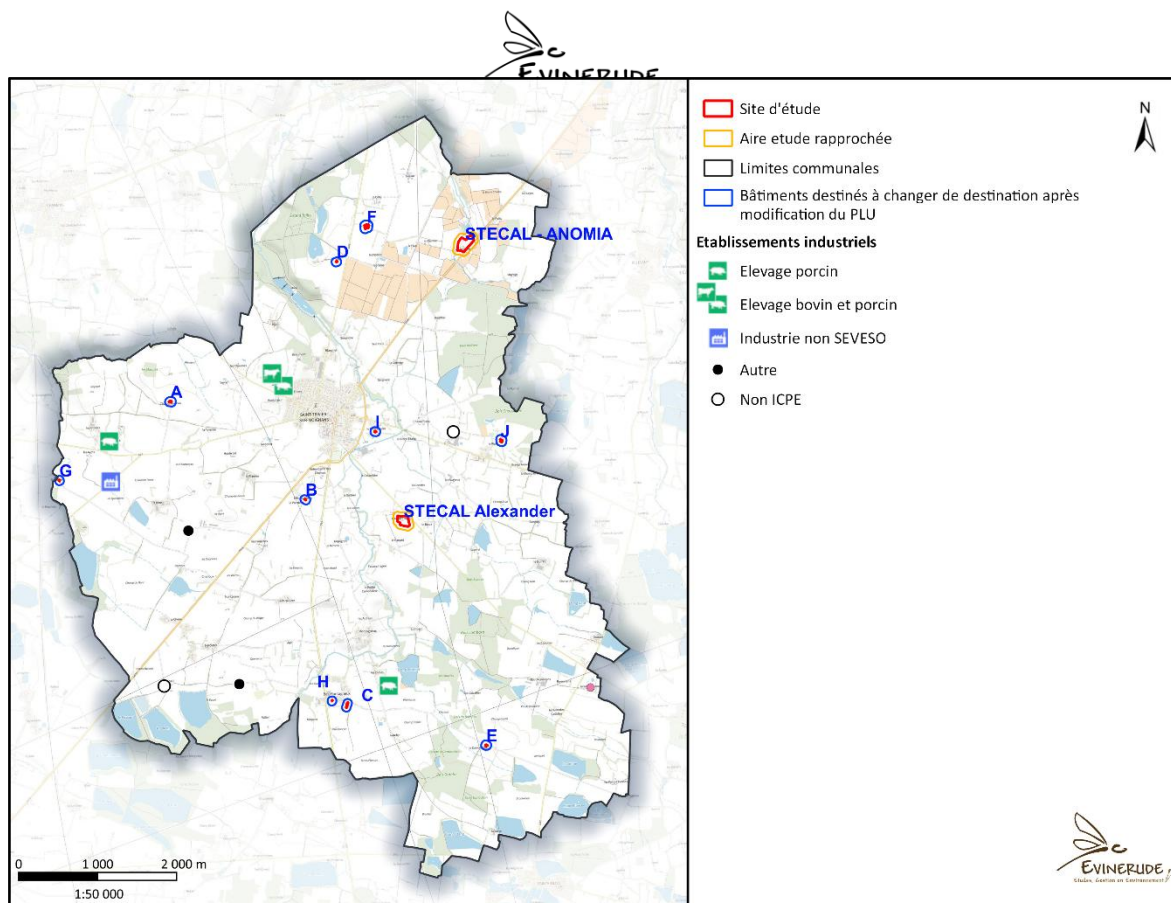


Figure 24: Cartes des installations dans l'aire d'étude bibliographique (Géorisques)

Parmi les sites concernés par les modifications du PLU, les liens topographiques ou hydrologiques pouvant être utilisés comme vecteur de diffusion de pollution accidentelle sont cités ci-dessous :

- Le domaine ANOMIA est situé à 1,8km au nord-ouest d'un élevage porcin (FLUTET Serge). La topographie ne permet pas la réception de rejets provenant de l'élevage sur le site du domaine ANOMIA, en revanche, le Masanand forme un lien hydrologique entre les deux sites, et l'élevage est situé en amont du domaine ANOMIA. L'enjeu est considéré faible au regard de la distance qui les sépare.
- Le bâtiment G est situé à 646m à l'ouest de la GAEC du Prunier. La topographie est faiblement favorable aux transferts de rejets entre la GAEC et le site d'étude. L'enjeu est considéré très faible sur ce bâtiment.

Globalement, l'enjeu lié aux établissements industriels et activités est considéré faible à très faible.

1.4.2.2 Sites et sols pollués

Les données sur les sites pollués sont issues des bases BASIAS et BASOL.

Sur la commune, les anciens sites industriels sont principalement concentrés dans le centre-bourg

Parmi les sites concernés par la modification du PLU, le bâtiment G se situe à 400M d'un ancien site industriel, mais la topographie n'est pas favorable au transfert de pollution entre les deux sites. Aussi l'enjeu sites et sols pollués est considéré très faible sur l'ensemble des sites concernés.

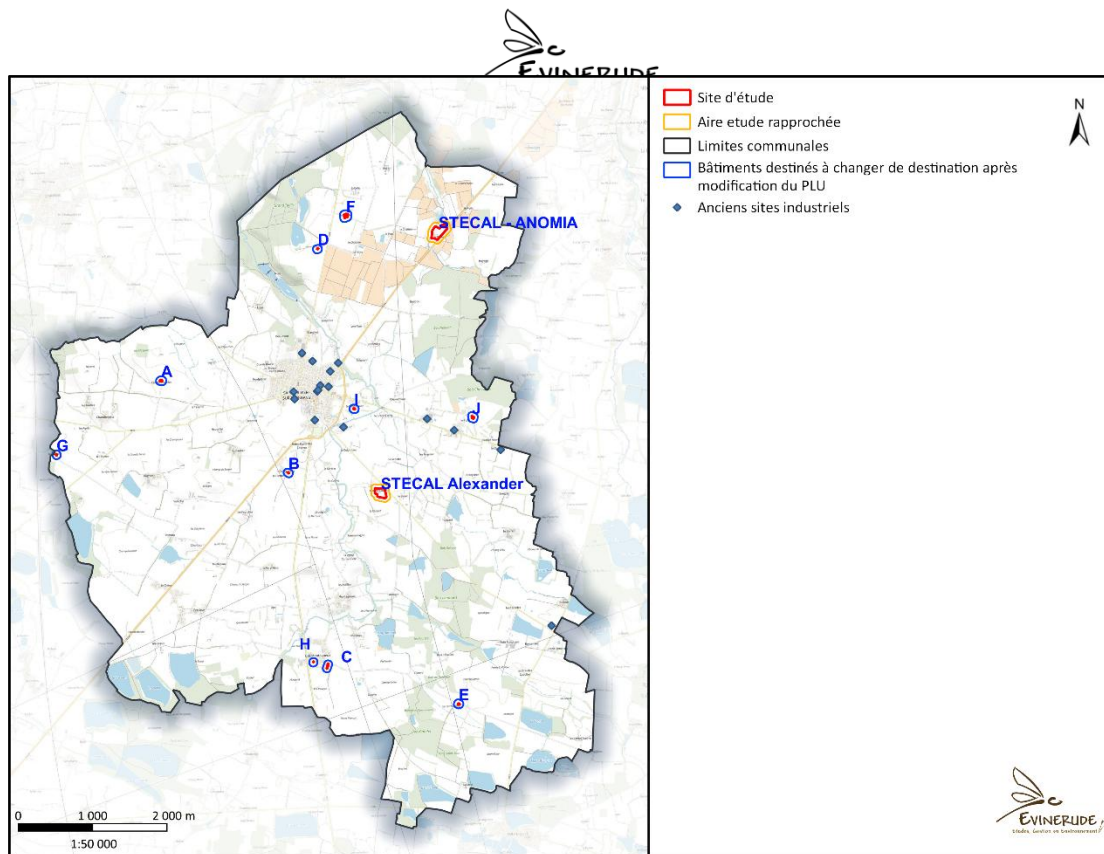


Figure 25: Sites et sols pollués sur la commune

Zoom sur la pollution au plomb :

L'ensemble du département de l'Ain est classé zone à risque d'exposition au plomb, selon l'arrêté du 2 mai 2001. Les risques d'exposition au plomb sont retrouvés principalement dans les bâtiments construits avant 1948.

L'enjeu pour les bâtiments pouvant changer de destination est donc considéré fort.

1.4.2.3 Risque nucléaire et radiologique

Le risque nucléaire est un événement accidentel, avec des risques d'irradiation ou de contamination pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et/ou l'environnement. Le risque nucléaire majeur est la fusion du cœur du réacteur d'une centrale nucléaire.

La commune de St-Trivier-sur-Moignans est située en dehors du Plan Particulier d'Intervention (PPI) de la centrale du Bugey. Elle n'est pas concernée par un risque nucléaire ou radiologique.

L'enjeu lié à ce risque est donc nul.

1.4.2.4 Risque lié au transport de matière dangereuse

Le risque de transport de matières dangereuses (TMD) est consécutif à un accident se produisant lors du transport, par voie routière, ferroviaire, aérienne, d'eau ou par canalisation, de matières dangereuses. Il peut entraîner des conséquences graves pour la population, les biens et l'environnement.

Deux canalisations de gaz, et une canalisation d'hydrocarbure associée à des servitudes SUPI1 traversent la commune.

Ces servitudes sont légiférées par l'arrêté n°18-058 du 18 janvier 2018 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de Saint-Trivier-sur-Moignans.

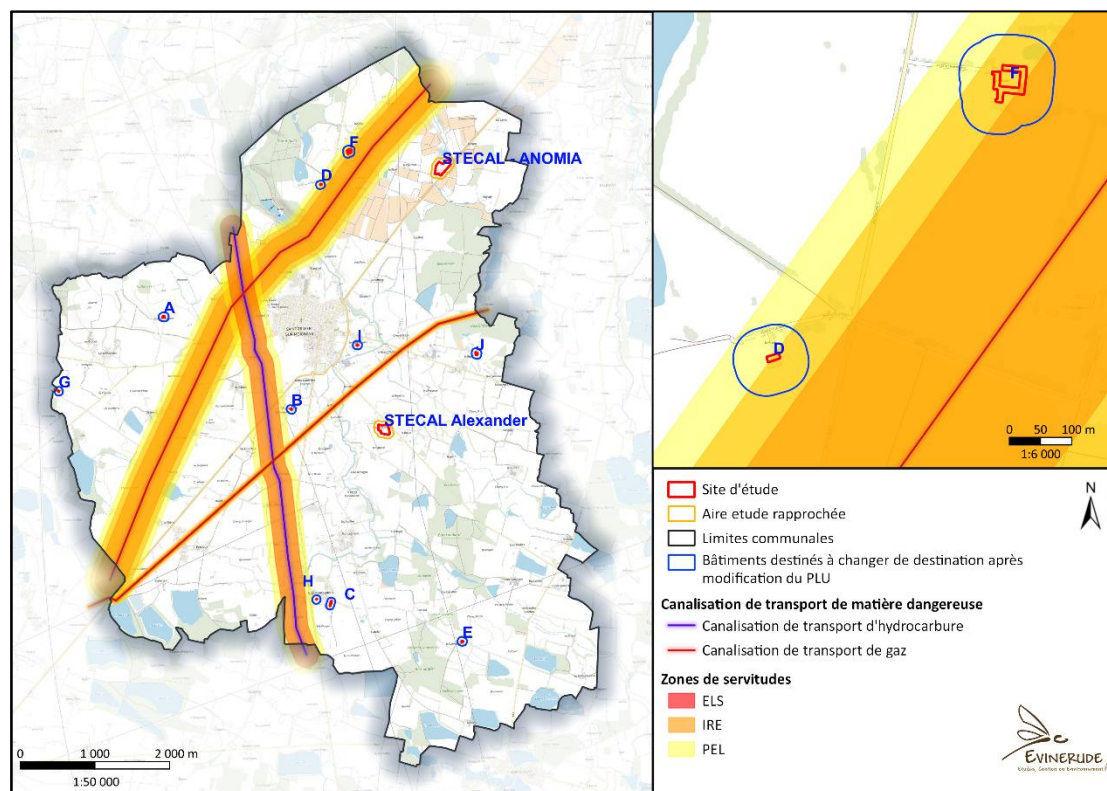


Figure 26: Servitudes associées aux transports de matières dangereuses sur la commune

Sur les canalisations et annexes présentées ci-dessous, les servitudes correspondent à :

- Servitude SUP1 : Correspond à la zone des dangers très graves pour la vie humaine délimitée par les seuils des effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement. Sur cette servitude, l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.
- Servitude SUP2 : Correspond à la zone des dangers graves pour la vie humaine délimitée par les seuils des premiers effets létaux (PEL), du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article L.155-10-1 du Code de l'environnement. Sur cette servitude, l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.
- Servitude SUP3 : Correspond à la zone des dangers significatifs pour la vie humaine délimitée par les seuils des effets irréversibles (IRE).du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article L.555-10-1 du code de l'environnement. Sur cette servitude, la délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur et son ouverture est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorables du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement.

-

Canalisation de transport de gaz :

Trois canalisations de transport de gaz sont situées sur la commune de Saint-Trivier-sur-Moignans :

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Longueur dans la commune (en mètres)	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
ARS -BOURG	67,7	150	1977	enterré	45	5	5
ARS -BOURG	67,7	150	4305	enterré	45	5	5
RHONE 1	80	600	7710	enterré	270	5	5

*PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation, DN : Diamètre Nominal de la canalisation, Distances SUP : Distances en m de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les SUP

Canalisation ARS BOURG

Le PLU identifie les servitudes dans son règlement et élargi les différentes zones concernées :

- L'ELS (délimitée par les seuils des effets létaux significatifs) est la zone de dangers très graves pour la vie humaine. Elle correspond à une zone de 45m de part et d'autre de la canalisation
- La zone des dangers graves pour la vie humaine délimitée par les seuils des premiers effets létaux (PEL) est élargie à une zone de 50m de part et d'autre de la canalisation
- La zone des dangers significatifs pour la vie humaine délimitée par les seuils des effets irréversibles (IRE) est fixée par l'arrêté à une zone de 55m de part et d'autre de la canalisation

Canalisation Rhône 1 :

Le PLU identifie les servitudes dans son règlement et élargi les différentes zones concernées :

- L'ELS (la zone de dangers très graves pour la vie humaine) (correspondant dans l'arrêté à SUP3) est élargie à une zone de 200m de part et d'autre de la canalisation
- Le PEL (zones des dangers graves pour la vie humaine) (correspondant à la SUP 2 de l'arrêté) est élargie à une zone de 270m de part et d'autre de la canalisation
- L'IRE (zone de dangers significatifs) (correspondant à SUP1 dans l'arrêté) est élargie) est élargie à une zone de 335m de part et d'autre de la canalisation

Canalisation de transport d'hydrocarbures

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Longueur dans la commune (en mètres)	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
Oytier - Saint-Trivier	71	308	4251	enterré	145	15	10
Saint-Trivier - Saint-Christophe	71	308	1344	enterré	145	15	10

Installations annexes sur la commune

Une station de pompage et une chambre à Vanne sont également retrouvées sur la commune et associées à la SUP11.



	(à partir de l'installation)		
	SUP1	SUP2	SUP3
Station de pompage Saint Trivier	65	15	10
Chambre à vannes Saint Trivier	55	15	10

Canalisation Oytier-Saint Trivier

Le PLU identifie les servitudes dans son règlement et élargi les différentes zones concernées :

- L'ELS (la zone de dangers très graves pour la vie humaine) (correspondant dans l'arrêté à SUP3) est élargie à une zone de 165m de part et d'autre de la canalisation
- Le PEL (zones des dangers graves pour la vie humaine) (correspondant à la SUP 2 de l'arrêté) est élargie à une zone de 200m de part et d'autre de la canalisation
- L'IRE (zone de dangers significatifs) (correspondant à SUP1 dans l'arrêté) correspond à la zone définie par l'arrêté soit à une zone de 250m de part et d'autre de la canalisation

Canalisation Saint-Trivier – Saint-Christophe

Le PLU identifie les servitudes dans son règlement et élargi les différentes zones concernées :

- L'ELS (la zone de dangers très graves pour la vie humaine) (correspondant dans l'arrêté à SUP3) est élargie à une zone de 165m de part et d'autre de la canalisation
- Le PEL (zones des dangers graves pour la vie humaine) (correspondant à la SUP 2 de l'arrêté) est élargie à une zone de 200m de part et d'autre de la canalisation
- L'IRE (zone de dangers significatifs) (correspondant à SUP1 dans l'arrêté) est élargie) est élargie à une zone de 250m de part et d'autre de la canalisation

Le domaine ANOMIA est situé en dehors des zones de servitudes associées aux canalisations.
Le domaine Alexander est situé en dehors des zones de servitudes associées aux canalisations.
Les bâtiments A, B, C, E, G et H sont situés en dehors des zones de servitudes associées aux canalisations.
Sur l'ensemble de ces secteurs, l'enjeu lié au risque de transport de matière dangereuse est considéré nul.

Le bâtiment D est situé en zone de SUP 1 identifiée dans l'arrêté et en zone PEL identifiées dans le PLU.
Aucun enjeu réglementaire n'est lié, mais l'enjeu est considéré modéré pour ce bâtiment.
Le bâtiment F est situé en zone SUP1 identifiée dans l'arrêté et en zone de PEL et d'ELS dans le PLU. Bien que l'enjeu réglementaire ne concerne pas le type de projet, l'enjeu est considéré fort.

1.4.2.5 Risque lié à la rupture de barrage

À la suite d'une rupture de barrage, on observe en aval du barrage une inondation catastrophique, comparable à un raz de marée, précédée par le déferlement d'une onde de submersion plus ou moins importante selon le type de barrage et la nature de la rupture.

La commune de Saint-Trivier-sur-Moignans n'est pas soumise à un risque de rupture de barrage, aussi l'enjeu est considéré nul.

1.4.2.6 Autres réseaux et servitudes

Sur la commune, plusieurs lignes du réseau électrique aérien de hauts voltages sont liées à une servitude d'utilité publique (I4).

- Liaison Henri-Paul – St-Vulbas-ouest : liaison de 400 kV ;
- Liaison Grosne – St-Vulbas-ouest : Liaison de 400 kV

- Liaison LA BOISSE – JOUX – MACON : Liaison 225 kV
- Liaison Chapelle-du-Chatelard – Joux : Liaison de 63 kV

Aucun des sites concernés par la modification du PLU n'est présent dans les zones de servitude associées au réseau électrique aérien, l'enjeu est donc considéré nul.

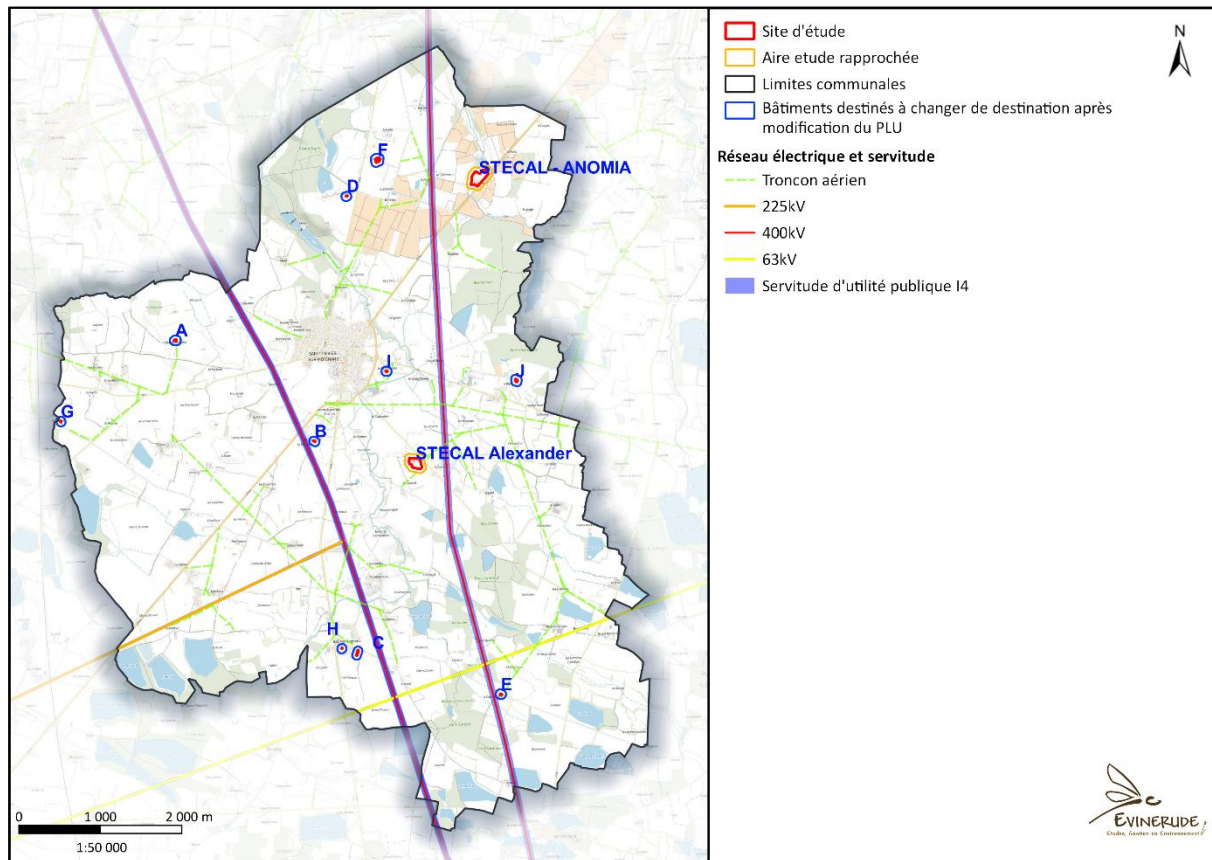


Figure 27: Réseau électrique et servitudes associées sur la commune

1.5 Environnement naturel

1.5.1 Méthodologie

1.5.1.1 Consultation

Afin de recueillir des informations pour orienter par la suite les prospections de terrain, un ensemble de ressources bibliographiques disponibles a été consulté.

Tableau 6 : Ressources bibliographiques consultées

Structure	Type contact	Informations recueillies
Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN)	Site internet	Consultation des données disponibles sur les différents périmètres d'inventaires et de protections des périmètres d'étude : Sites Natura 2000, ZNIEFF, etc.
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes	Site internet	Consultation de données sur les zones humides et leur recensement et localisation sur le territoire.
LPO Rhône-Alpes	Site internet	Consultation des espèces de faune à l'échelle communale

Conservatoire Botanique National Alpin	Site internet	Consultation des espèces de flore à l'échelle communale
----------------------------------------	---------------	---------------------------------------------------------

1.5.1.2 Equipe de travail

Plusieurs membres de l'équipe et spécialistes ont participé à ce projet :

- Cheffe de projet : Leïla MARGUERON/ Evinerude
- Inventaires habitats naturels - flore, cartographie, rédaction : Louise DEKEYSER / Evinerude
- Expertise pédologique : Louise DEKEYSER / Evinerude
- Inventaires faune, rédaction : Simon PONCET
- Contrôle qualité : Sylvain ALLARD / Evinerude

1.5.1.3 Calendrier :

Tableau 7: Calendrier de passage

Date	Intervenants	Conditions climatiques	Groupes expertisés
17/06/2025	Louise DEKEYSER	Ensoleillé, vent nul, 30°C	Habitats naturels – Flore
10/07/2025	Simon Poncet	Ensoleillé, vent nul, 19°C	Faune
28/05/2025	Simon Poncet	Ensoleillé, couverture nuageuse (10%), pas de vent, 13°	Faune
24/10/2023	Corentin THOMMEREL	Ensoleillé, vent nul, 30°C	Habitats naturels – Flore
	Leïla MARGUERON		Pédologie et Chiroptères

1.5.1.4 Méthodologie

Habitats naturels :

Photo-interprétation

Les habitats naturels, semi-naturels et anthropiques situés au sein de la zone d'étude ont dans un premier temps été délimités à partir des photos aériennes. Ces dernières permettent, grâce aux caractères de la végétation, d'identifier divers milieux ouverts ou fermés, les bâtiments ainsi que les entités homogènes. Un pré-repérage a été effectué sous Système d'Information Géographique (SIG) à l'aide de la BD Ortho de l'IGN disponible sur Géoportail. En outre, cette photo-interprétation associée à la bibliographie a permis de cibler les secteurs et les dates de prospection en fonction des espèces potentiellement présentes.

Phases de terrain

Basée sur cette photo-interprétation, et en parallèle au travail de terrain sur la flore, une caractérisation des habitats a été réalisée.

Pour chaque type d'habitat naturel, sont indiquées les espèces caractéristiques et/ou remarquables par strate (arborescente, arbustive et herbacée) ainsi que ses principaux caractères écologiques et son état de conservation.

Les différents habitats sont aussi définis à l'aide de relevés phytosociologiques sur des secteurs homogènes. Chaque relevé phytosociologique effectué est localisé à l'aide d'un GPS de précision.

Typologie des habitats



Les communautés végétales ont été analysées selon la méthode phytosociologique sigmatiste (Braun-Blanquet, 1964 ; Guinochet, 1973) et identifiées par référence aux connaissances phytosociologiques actuelles. Les différents milieux (« habitats » au sens de « CORINE Biotopes ») sont répertoriés selon leur typologie phytosociologique simplifiée, typologie internationale en vigueur utilisée dans le cadre de CORINE Biotopes (Bissardon et al., 2002), EUNIS (Louvel et al., 2013) et du Manuel d'interprétation des habitats de l'Union Européenne (Version EUR 28), document de référence de l'Union Européenne dans le cadre du programme Natura 2000.

Cartographie des habitats

Après identification et délimitation sur le terrain, les individus des différentes communautés végétales (« habitats ») ont été représentés cartographiquement par report sur le fond topographique de la zone d'étude à l'aide du logiciel ArcGIS, dans le système de projection RGF Lambert 93, à l'échelle 1/2 000. Les couleurs correspondant à chaque type d'habitat ont été choisies, dans la mesure du possible, en fonction de leur connotation écologique.

Les habitats ont été décrits sous forme de fiches de présentation comprenant une description des habitats, de leurs compositions, des surfaces qu'ils représentent ainsi qu'une analyse de leur état de conservation.

Flore

Bibliographie

Les espèces végétales patrimoniales potentiellement présentes sur le site d'étude ont été identifiées par une analyse bibliographique préalable : consultation de la base de données communale de l'INPN (Inventaire National du patrimoine Naturel) et du CBNA (Conservatoire Botanique National Alpin). Cette base de données comprend la grande majorité des références bibliographiques historiques et contemporaines traitant de la flore vasculaire dans la région et des observations inédites réalisées par des professionnels et un important réseau de botanistes amateurs. Les espèces des zonages alentour, dans un rayon de 5 km autour du site, ont également été recherchées (espèces déterminantes ZNIEFF, etc.).

Phase de terrain

Les visites de terrain visent ensuite en priorité à vérifier la présence des espèces à enjeu identifiées pour aboutir à un inventaire le plus complet possible. Chaque observation fait l'objet d'un commentaire sur l'intérêt écologique et la sensibilité de l'espèce recensée et du nombre de pieds ou de la surface concernée par son habitat.

Les inventaires floristiques ont aussi pour objectif d'identifier les espèces végétales exotiques envahissantes en présence. Ces espèces, dites « invasives », dégradent l'état de conservation des formations végétales et contribuent à l'érosion de la biodiversité. Elles sont ainsi identifiées sur le site d'étude en vue d'inclure leur traitement ultérieur.

Chaque station de flore, patrimoniale ou invasive, est systématiquement pointée au GPS (hors stations denses sur une grande surface qui feront l'objet d'une délimitation sous la forme d'un zonage), avec estimation de l'effectif de l'espèce.

Zones humides

Suite à la loi du 24 juillet 2019, portant création de l'Office français de la biodiversité, les zones humides sont de nouveau définies par le caractère alternatif des deux critères de sols et de végétation. Il rend caduque l'arrêt du Conseil d'État du 22 février 2017 : « [...] on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou



dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année. » Les critères ne sont donc pas cumulatifs, mais bien alternatifs. Trois critères principaux sont ainsi utilisés pour identifier une zone humide :

- Les habitats naturels,
- La végétation hygrophile,
- La pédologie avec la présence de sols hydromorphes.

L'arrêté du 24 juin 2008, modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009 précise les critères de définition et de délimitation des zones humides : la préservation des zones humides devient une obligation légale.

Le tableau suivant synthétise les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L.214-7-1 et R.2111-108 du code de l'environnement. Ainsi un espace peut être considéré comme une zone humide dès qu'il présente l'un des critères suivants :

- Le sol correspond à un ou plusieurs types pédologiques parmi ceux mentionnés dans la liste figurant à l'annexe 1.1 et identifiés selon la méthode figurant à l'annexe 1.2 de l'arrêté du 24 juin 2008, et annexe IV de la circulaire du 18 janvier 2010. Ce critère se traduit par la présence d'histosols (sols tourbeux), de réductisols marqués par des traits réductiques à moins de 50 cm de la surface (gley), d'autres sols marqués par des traits rédoxiques débutant à moins de 50 cm et se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur (sols hydromorphes ou pseudo-gley).
- La végétation, si elle existe, est caractérisée par la présence d'espèces indicatrices de zones humides, identifiées selon la méthode et la liste des espèces figurant à l'Annexe 2.1 de l'arrêté du 24 juin 2008 (Liste complétée par le Conservatoire Botanique National Alpin, Annexe 2) ou bien par la présence de communautés d'espèces végétales dénommées « habitats », caractéristiques des zones humides, identifiées selon la méthode et la liste correspondante à l'annexe 2.2 de l'arrêté du 24 juin 2008.

Les conclusions sont établies selon les indications de l'annexe I de l'arrêté du 24 juin 2008 et illustrées par la figure suivante. Les sols des zones humides correspondent :

- À tous les histosols : sols qui connaissent un engorgement permanent en eau qui provoque l'accumulation de matières organiques peu ou pas décomposées. Ces sols correspondent aux classes d'hydromorphie H du GEPPA modifié ;
- À tous les réductisols : sols qui connaissent un engorgement permanent en eau à faible profondeur se marquant par des traits réductiques débutants à moins de 50 centimètres de profondeur dans le sol. Ces sols correspondent aux classes VI c et d du GEPPA ;
- À des sols ayant des traits rédoxiques débutant à moins de 25 centimètres de profondeur dans le sol et se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur. Ces sols correspondent aux classes V a, b, c et d du GEPPA ;
- À des sols ayant des traits rédoxiques débutant à moins de 50 centimètres de profondeur dans le sol, se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur, et des traits réductiques apparaissant entre 80 et 120 centimètres de profondeur. Ces sols correspondent à la classe IV d du GEPPA.

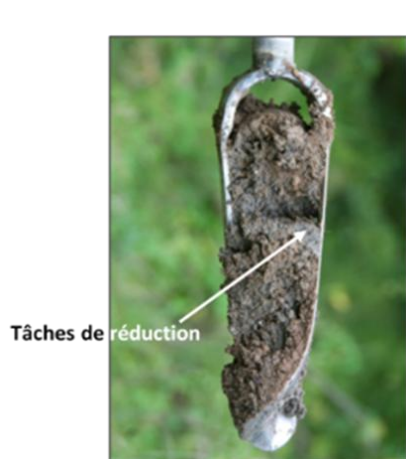
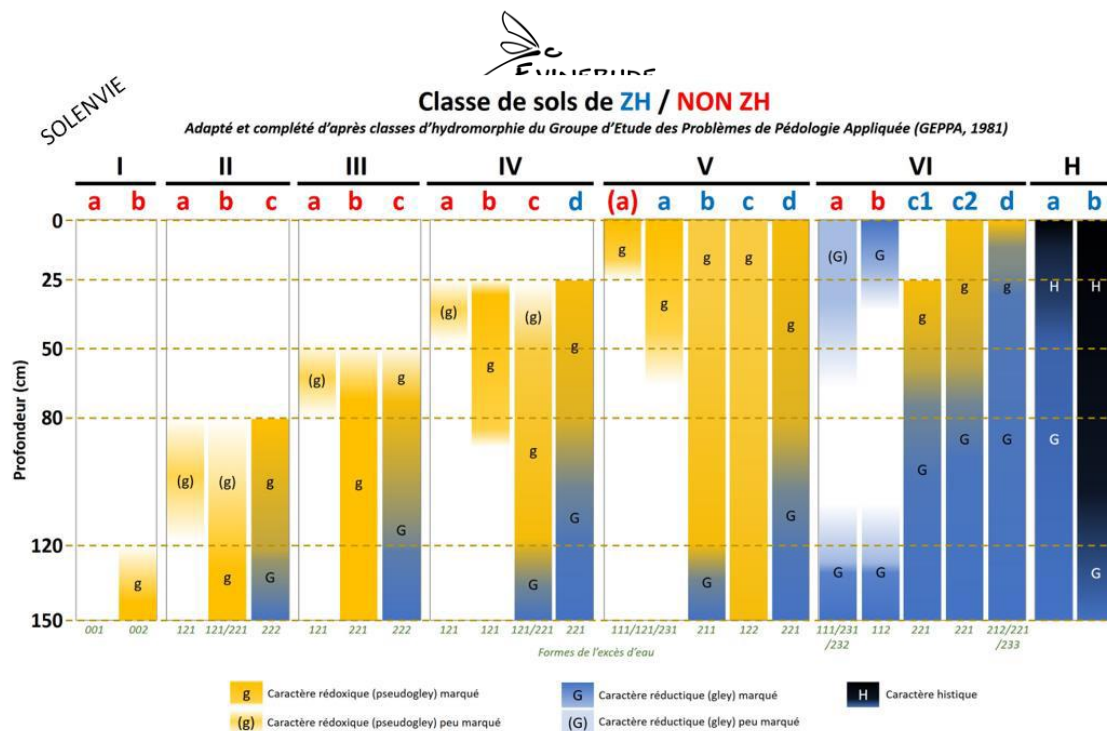


Figure 28: Classement GEPPA des zones humides et des résultats de sondages

La méthodologie employée des sondages pédologiques consiste à extraire une carotte de terre à l'aide d'une tarière. Si des tâches rouge/rouille apparaissent, c'est que le fer naturellement présent est oxydé. Ce phénomène est dû à la présence d'oxygène dans le sol. Si des tâches d'un gris bleuté (cf. photo ci-contre), sont observées alors le fer est en phase réduite, état dans lequel il se trouve lorsque les conditions du milieu sont anoxiques, c'est-à-dire sans oxygène à cause de la présence d'eau.

Conformément à la réglementation, la profondeur à laquelle ces tâches apparaissent définit (ou non) le caractère humide d'un sol (cf. tableau ci-dessous).

Figure 29 : Observation de tâches dans un sondage

Dans le cadre de l'étude, des sondages réguliers sont effectués et localisés au GPS à précision submétrique. Chacun a fait l'objet de fiches de terrain saisies sous informatique en format tableur (cf. partie résultats). Les sondages sont faits à minima jusqu'à 50 cm de profondeur et peuvent aller jusqu'à 1 m 20 suivant l'observation de la carotte.



Figure 30 : Exemple d'une carotte de terre réalisée suite à un sondage

Dans l'exemple présenté en figure 6 ci-dessus, le changement de couleur avec la profondeur (de gauche à droite) montre entre autres une influence de la présence d'eau avec une réduction du fer et l'apparition de tâches grisâtres-bleuâtres. L'observation des carottes permet ensuite de rattacher le sol à l'une des catégories de sol de l'arrêté selon son état rédoxique.

Le choix des sondages pour la délimitation s'appuiera sur les indices observés :

- présence/absence de drains ou fossés drainants ;
- état des parcelles adjacentes (si les parcelles attenantes, situées sur un même niveau topographique ont été classées en zones humides, on peut gager que la parcelle d'intérêt doit également l'être) ;
- présence de rupture de pente, etc.

Des points de sondages seront donc réalisés en complément du travail de prédiagnostic si besoin et en même temps que la réalisation des inventaires du cortège végétal et des habitats naturels notamment en vue de vérifier l'absence d'habitats humides.

Les espèces hygrophiles ainsi que leur recouvrement sont également analysés et localisés.

Deux cas de figure pourront se présenter :

- en présence d'une ou plusieurs espèces indicatrices de zones humides listées dans l'annexe 2.1 de l'arrêté du 24 juin 2008 avec un recouvrement fort (>50 % du secteur homogène étudié),
- en présence d'un habitat naturel/unité de végétation correspondant selon la typologie Corine Biotopes à un habitat mentionné dans l'annexe 2.2 du même arrêté.

Dans chaque cas, la typologie SDAGE sera notée et complétée par la classification Corine Biotopes.

À l'issue de l'analyse de sol et de la végétation, nous serons en mesure de relier les points de sondages considérés, délimitant ainsi précisément le contour de la zone humide. La limite de la zone humide est ensuite tracée sur un support cartographique à l'échelle 1/2 000e à l'aide de l'orthophotographie (IGN), des sondages pédologiques positifs et des habitats humides identifiés.

Figure 31: Typologie SDAGE

	Typologie SDAGE	Typologie SAGE (sous type)
Eaux marines		
1	Grands estuaires	Herbier Récif
2	Baies et estuaires moyens et plats	Vasière Prés-salé
3	Marais et lagunes côtiers	Arrière dune Lagune
4	Marais saumâtres aménagés	Marais salant Bassin aquacole
Eaux courantes		
5	Zones humides des cours d'eau et bordures boisées	Ripisylve Forêt alluviale
6	Plaines humides mixtes liées aux cours d'eau	Herbacée (prairie inondable) Palustre (roselière, cariçaie) à végétation submergée
Eaux stagnantes		
7	Zones humides de montagnes, collines et plateaux	Marais d'altitude (source, combe à neige) Tourbière Zone humide de bas-fond en tête de bassin Zone humide boisée
8	Régions d'étangs	Herbacée (roselière, prairie inondable) Palustre (roselière, cariçaie)
9	Petits plans d'eau et bordures de plans d'eau	Végétation submergée
10	Marais et landes humides de plaines et plateaux	Lande humide Plaine tourbeuse
11	Marais et landes humides de plaines et plateaux	Petit lac Mare Tourbière Prés-salé continental
12	Marais aménagés dans un but agricole	Rizière Prairie amendée Peupleraie
13	Zones humides artificielles	Réservoir-barrage Carrière en eau Lagunage

Les sondages pédologiques ont uniquement été réalisés sur les sites ANOMIA et ALEXANDER, pour lesquels des aménagements plus lourds sont permis par la modification du PLU.

Faune

Bibliographie

Comme pour la flore, les espèces animales patrimoniales potentiellement présentes sur le site d'étude sont identifiées par une analyse bibliographique préalable : consultation de la base de données communale de l'INPN (Inventaire National du patrimoine Naturel) et de la base de données (quand elle existe) de la LPO locale. Ces bases de données rassemblent la grande majorité des références bibliographiques historiques et contemporaines, réalisées par des professionnels et un important réseau de naturalistes amateurs. Les espèces des zonages alentour, dans un rayon de 5 km autour du site, ont également été recherchées (espèces

déterminantes ZNIEFF, etc.). Seules les données de moins de 20 ans sont prises en compte dans l'analyse bibliographique.

Phase de terrain :

Mammifères terrestres hors chiroptères

Les mammifères terrestres n'ont pas fait l'objet de passages spécifiques. En effet, ce groupe faunistique est très farouche et difficilement observable. C'est la multiplication des passages qui permet d'augmenter les chances d'observation. Ainsi, un seul passage ne permet pas de retirer les potentialités mises en lumière par la bibliographie. Les indices de présences (empreintes, poils, fèces, cadavres...), ont également été activement recherchés.

Chiroptères

Des visites à proximité des bâtiments voués à changer de destination ont été réalisées afin d'évaluer la potentialité de présence de chiroptère dans les bâtiments.

La recherche d'arbres gîtes a également été effectuée sur les sites ANOMIA et ALEXANDER.

Avifaune

L'étude de l'avifaune a consisté en un passage sur l'ensemble des habitats aux premières heures de la journée. L'ensemble des comportements sont notés.

Pour les oiseaux ne se détectant pas au chant, comme les rapaces, une prospection visuelle a été réalisée tout au long de la journée, notamment pour les rapaces utilisant les ascendances thermiques. Quelques points d'observation se sont concentrés sur les rapaces du secteur.

En fonction du comportement des individus et de la date d'observation, l'espèce est classée en nicheuse possible (oiseau vu dans un milieu favorable en période de reproduction), en nicheuse probable (individus en chant observés deux fois en période favorable à sa reproduction et sur le même secteur, couple territorial, parades), ou en nicheuse certaine (nids vides ou occupés, juvéniles non volants, transport de nourriture ou de matériaux de construction du nid).

Les alentours des bâtiments ont été prospectés afin de déterminer la présence potentielle d'oiseaux en nidification.

Invertébrés

Les insectes principalement étudiés lors de cette étude sont les orthoptères (criquets, grillon, sauterelles), les lépidoptères (papillons diurnes et nocturnes), les odonates (libellules et demoiselles) ainsi que les coléoptères patrimoniaux. Les prospections sont réalisées pendant les périodes de l'année où les chances d'observer les individus sont les plus élevées.

Comme pour tous les autres groupes, les observations effectuées lors d'autres investigations ont également été retenues.

Reptiles

Dans le cadre de la présente étude, un seul protocole a été appliqué pour l'observation des reptiles :

- Observation visuelle



Cette méthode consiste à effectuer une fouille active sur l'ensemble du site d'étude, en notant toutes les espèces contactées. Lors de cette prospection, les « solariums » et abris naturels sont particulièrement contrôlés. Tout débris déplacé est remis en place afin de modifier le moins possible le micro-habitat.

La prospection visuelle est réalisée dans les zones bien exposées à l'Est en tout début de journée. En effet c'est le moment où ces espèces très héliophiles ont le plus besoin de s'exposer au soleil et se retrouvent donc à la vue de l'observateur.

Amphibiens

Les amphibiens utilisent pour la plupart trois types de milieux au cours de l'année : zone d'hivernage (très souvent des boisements), zone de reproduction (pièces d'eau de toutes sortes) et zone d'estive (secteurs plus ou moins humides).

Ce type de milieux sera recherché et prospecté sur l'ensemble de l'aire d'étude, de même que l'ensemble des habitats favorables à ces espèces. Lors des prospections pour les autres groupes, les éventuelles observations d'amphibiens ont été enregistrées.

Documents réglementaires de référence :

Habitats naturels

Pour l'évaluation de l'intérêt écologique des habitats naturels, l'évaluation de l'enjeu de conservation des habitats naturels s'appuie sur :

la Directive Habitats Faune Flore n°92/43/CEE (DH) qui concerne la préservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvage. Elle donne pour objectif aux Etats membres la constitution d'un « réseau écologique européen cohérent de zones spéciales de conservation (ZSC), dénommé Natura 2000 ». Les habitats inscrits dans cette directive répondent au moins à l'un des critères suivants :

Ils sont en danger de disparition dans leur aire de répartition naturelle,

Ils ont une aire de répartition réduite, par suite de leur régression ou de causes intrinsèques

Ils constituent des exemples remarquables ou représentatifs des différentes régions biogéographiques en Europe.

Parmi les habitats reconnus d'intérêt communautaire, les habitats prioritaires sont considérés par la Directive Habitats comme étant en danger important de disparition. La responsabilité particulière des Etats membres de l'Union Européenne est engagée pour leur conservation.

A l'aide de l'ensemble de ces éléments, nous avons considéré que plus un habitat est rare, en régression ou fragilisé par un ensemble de menaces d'importance locales ou régionales, plus l'enjeu local de conservation est important.

Remarque : le cas échéant, l'évaluation peut être également nuancée par l'importance des stations d'espèces patrimoniales : de quelques pieds à une population importante.

Flore

L'analyse des espèces recensées est basée sur plusieurs documents :

L'arrêté du 20 janvier 1982 fixant la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain (PN) ;



- L'annexe II (AII) de la Directive Habitats qui regroupe des espèces animales et végétales d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation de zones spéciales de conservation ;
- L'annexe IV (AIV) de la Directive Habitats qui liste les espèces animales et végétales d'intérêt communautaire nécessitant une protection stricte : elle concerne les espèces devant être strictement protégées ;
- L'annexe V (AV) concerne les espèces animales et végétales d'intérêt communautaire dont les prélèvements dans la nature et l'exploitation sont susceptibles de faire l'objet de mesures de gestion.
- La liste rouge de la flore vasculaire de France métropolitaine (MNHN, 2012)
- La liste rouge régionale de la flore Rhône-Alpes (CBNA, 2013).

A partir de ces différentes listes à statut réglementaire et qualitatif, nous avons considéré :

- Qu'une station d'espèce(s) protégée(s) doit être sauvegardée comme l'impose la loi ;
- Qu'une station d'espèce(s) rare(s) à très rare(s) ou inscrite(s) dans les Listes Rouges mérite que tout soit fait pour qu'elle(s) soit(en)t sauvegardée(s) (même si la loi n'y oblige pas comme pour une espèce protégée) ;
- Qu'une espèce peu commune ne justifie pas de mesure de protection stricte, mais est indicatrice de potentialités écologiques qui peuvent faire l'objet de compensations lors d'un projet d'aménagement ;
- Que les espèces communes à très communes ou non spontanées sur le territoire considéré ne présentent pas de valeur patrimoniale particulière.

Remarque : lorsque des espèces patrimoniales (peu communes à très rares) observées ne sont pas indigènes, c'est-à-dire qui ne forment pas une population présente à l'état naturel et viable dans le temps (origine horticole par exemple), les résultats sont pondérés par exclusion de ces espèces dans l'analyse. L'analyse est également nuancée par l'importance des stations d'espèces patrimoniales identifiées.

Faune :

L'analyse des espèces recensées est basée sur plusieurs documents :

Les arrêtés fixant les listes des espèces protégées sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (PN) :

- L'arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- L'arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- L'arrêté du 08 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- L'arrêté du 15 septembre 2012 fixant la liste des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.

La Directive Oiseaux n°2009/147/CE (DO), qui a pour but la protection des espèces d'oiseaux sauvages ainsi que de leurs habitats, de leurs nids et de leurs œufs.

- L'annexe I (AI) liste les espèces d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation de Zones de Protection Spéciale (ZPS).
- L'annexe II (AII) liste les espèces dont la chasse est autorisée.
- L'annexe III (AIII) liste les espèces dont le commerce est autorisé.

La Directive Habitats/Faune/Flore n°92/43/CEE (DH) :



- L'annexe II (AII) regroupe des espèces animales et végétales d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation de zones spéciales de conservation (ZSC).
- L'annexe III (AIII) donne les critères de sélection des sites susceptibles d'être identifiés comme d'importance communautaire et désignés comme ZSC.
- L'annexe IV (AIV) liste les espèces animales et végétales d'intérêt communautaire qui nécessitent une protection stricte : elle concerne les espèces devant être strictement protégées.
- L'annexe V (AV) concerne les espèces animales et végétales d'intérêt communautaire dont les prélèvements dans la nature et l'exploitation sont susceptibles de faire l'objet de mesures de gestion.

La liste des espèces déterminantes pour les ZNIEFF en Auvergne-Rhône-Alpes de 2020 (ZnAuRA).

Trois catégories sont définies :

- Les espèces déterminantes (D) dont la présence justifie à elle seule la création d'une ZNIEFF.
- Les espèces déterminantes soumises à critères (DC), qui justifient la création d'une ZNIEFF si elles répondent à certains critères (d'effectif ou de densité par exemple).
- Les espèces complémentaires (c) comprenant d'autres espèces remarquables, mais dont l'intérêt patrimonial est moindre pour la région. Elles contribuent à la richesse du milieu, mais leur seule présence ne justifie pas la création d'une ZNIEFF.
- Les listes rouges nationales (LRN), régionales (LRR) en vigueur :
 - La liste rouge des espèces menacées en France de 2016 ;
 - La liste rouge des oiseaux de France de 2016 ;
 - La liste rouge des amphibiens et reptiles de France de 2015 ;
 - La liste rouge des papillons de jour de France de 2012 ;
 - La liste rouge des odonates de France de 2016 ;
 - La liste rouge des orthoptères de France de 2004 ;
 - La liste rouge des végétations Auvergne Rhône-Alpes de 2023 ;
 - La liste rouge de la flore vasculaire de Rhône-Alpes de 2017 ;
 - La liste rouge des mammifères chiroptères de Rhône-Alpes de 2015 ;
 - La liste rouge des mammifères hors chiroptères de Rhône-Alpes de 2008 ;
 - La liste rouge des oiseaux de Rhône-Alpes de 2008 ;
 - La liste rouge des reptiles de Rhône-Alpes de 2015 ;
 - La liste rouge des amphibiens de Rhône-Alpes de 2015 ;
 - La liste rouge des rhopalocères & zygènes de Rhône-Alpes de 2018 ;
 - La liste rouge des odonates de Rhône-Alpes de 2014 ;
 - La liste rouge des orthoptères de Rhône-Alpes de 2018

Signification des sigles utilisés dans les listes rouges nationales, régionales et départementales :

LC : Préoccupation mineure ; NT : quasi menacé ; VU : Vulnérable ; EN : En danger ; CR : En danger critique d'extinction ; DD : manque de données ; RE : éteint ; NA : Non applicable

1.5.2 Périmètres d'inventaire, de protection et de gestion des milieux naturels

1.5.2.1 Zone Naturelle d'Intérêt écologique Faunistique et Floristique

L'inventaire ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Floristique et Faunistique) est un inventaire national établi à l'initiative et sous le contrôle du Ministère de l'Environnement. Il constitue un outil de connaissance du patrimoine national de la France.

La DREAL Auvergne-Rhône-Alpes a la responsabilité technique et administrative de l'inventaire continu des ZNIEFF. Elle a engagé des révisions des listes d'espèces déterminantes sur la période 2016-2019, par zones biogéographiques (massif central, plaine rhodanienne, zone alpine et zone sous influence méditerranéenne).

Cet inventaire différencie deux types de zone :

- Les **ZNIEFF de type 1** sont des sites, de superficie en général limitée, identifiés et délimités parce qu'ils contiennent des espèces ou au moins un type d'habitat de grande valeur écologique, locale, régionale, nationale ou européenne.
- Les **ZNIEFF de type 2**, concernent les grands ensembles naturels, riches et peu modifiés avec des potentialités biologiques importantes qui peuvent inclure plusieurs zones de type 1 ponctuelles et des milieux intermédiaires de valeur moindre, mais possédant un rôle fonctionnel et une cohérence écologique et paysagère.

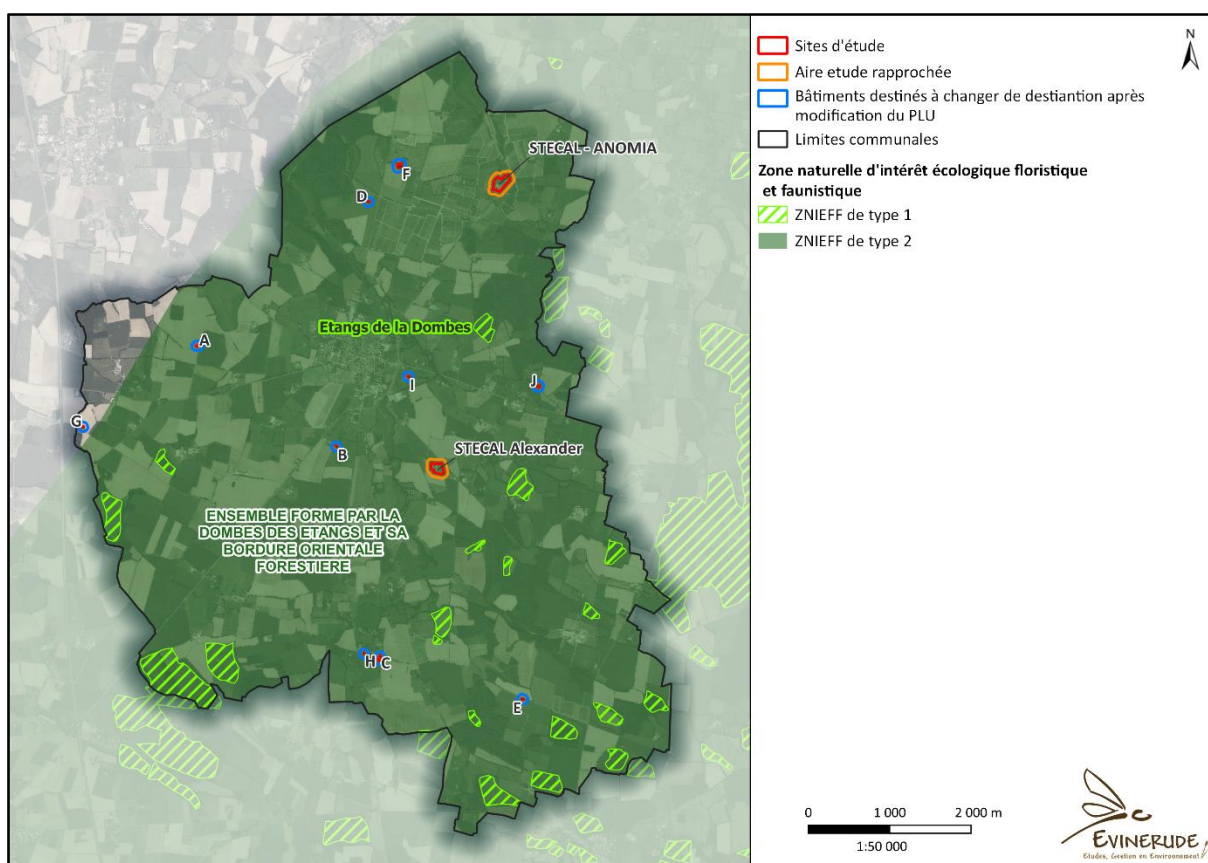
L'inventaire ZNIEFF ne constitue pas une mesure de protection juridique directe. Toutefois l'objectif principal de cet inventaire réside dans l'aide à la décision en matière d'aménagement du territoire vis à vis du principe de la préservation du patrimoine naturel.

Une ZNIEFF de type 1 et une ZNIEFF de type 2 sont présentes au sein du périmètre d'étude bibliographique. Ces ZNIEFF sont superposées. Elles sont décrites dans le tableau suivant.

Tableau 8: Tableau des ZNIEFF de type 1 et 2 dans l'aire bibliographique de 5km

Type et numéro	Intitulé Distance au projet	Description	Lien écologique
ZNIEFF Type 1 820030608	Etangs de la Dombes - Plusieurs aires autour des zones d'études	<p>Fiche descriptive de la ZNIEFF</p> <p>Habitats déterminants potentiels sur site :</p> <p><i>Non renseigné</i></p> <p>Espèces déterminantes potentielles sur site :</p> <p>Amphibiens : <u>Sonneur à ventre jaune, Crapaud calamite, Rainette verte, Triton ponctué, Grenouille commune, Grenouille de Lessona, Grenouille rousse, Triton crêté</u></p> <p>Mammifères : 15 espèces déterminantes dont Chat forestier, Putois d'Europe, <u>Murin de Bechstein, Noctule commune, Grand rhinolophe.</u></p> <p>Oiseaux : 107 espèces déterminantes.</p> <p>Odonates : 20 espèces déterminantes dont <u>Aesche printanière, Agrion délicat, Agrion joli, Agrion mignon, Orthétrum à stylets blancs, Orthétrum bleuissant, Sympétrum de Fonscolombe.</u></p> <p>Reptiles : <u>Coronelle lisse, Couleuvre d'Esculape, Cistude d'Europe, Lézard des souches</u></p> <p>Orthoptère : <u>Conocéphale des Roseaux, Courtilière commune, Criquet tricolore</u></p> <p>Coléoptère : Grand Capricorne, Lepture bossue, Gnorime vert</p> <p>Lépidoptère : <u>Damier de la Succise, Cuivré des marais</u></p>	<p>Cette ZNIEFF regroupe une mosaïque de milieux humides et forestiers présents sur la commune de st-Trivier-sur-Moignans. Dans la commune, les corridors écologiques sont en bon état et permettent donc le déplacement des espèces.</p> <p>Le lien écologique entre la ZNIEFF et les zones d'études est donc fort.</p>
ZNIEFF Type 2 820003786	ENSEMBLE FORME PAR LA DOMBES DES ETANGS ET SA BORDURE	<p>Fiche descriptive de la ZNIEFF</p> <p>Habitats déterminants potentiels sur site :</p> <p><i>Non renseigné</i></p>	<p>La zone d'étude est incluse à la ZNIEFF. Toutes les espèces déterminantes peuvent être retrouvées, en alimentation, transit ou reproduction pour certaines sur le site d'étude.</p>

	<p>ORIENTALE FORESTIERE</p> <p>- Les zones d'études sont comprises dedans</p>	<p>Espèces déterminantes potentielles sur site :</p> <p>Amphibien : <u>Sonneur à ventre jaune, Crapaud calamite, Rainette verte, Triton ponctué, Pélodyte ponctué, Grenouille commune, Grenouille de Lessona, Grenouille rousse, Triton crêté.</u></p> <p>Mammifères : 22 espèces déterminantes dont <u>Campagnol amphibie, Crocidure leucode, Chat forestier, Lynx boréal, Rat des moissons, Minioptère de Schreibers, Murin d'Alcathoe, Pipistrelle de Nathusius, Pipistrelle pygmée, Rat noir, Molosse de Cestoni.</u></p> <p>Reptiles : <u>Coronelle lisse, Couleuvre d'Esculape, Cistude d'Europe, Lézard des souches</u></p> <p>Odonates : 24 espèces déterminantes ZNIEFF dont <u>Agrion de mercure, Leste sauvage, Grande Aeschna</u></p> <p>Orthoptères : <u>Conocéphale des Roseaux, Courtilière commune, Criquet tricolore.</u></p> <p>Oiseaux : 110 espèces déterminantes ZNIEFF.</p> <p>Plantes : 63 espèces déterminantes ZNIEFF.</p>	<p>Le lien écologique entre la ZNIEFF et les zones d'études est très fort.</p>
--	--------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------



L'enjeu lié aux ZNIEFF est jugé très fort

1.5.2.2 Site Natura 2000



Les sites NATURA 2000 sont un réseau d'espaces naturels situés sur le territoire de l'Union Européenne. Chaque Etat membre propose des zones où se trouvent des habitats naturels et des espèces animales et végétales d'intérêt communautaire. L'objectif est de préserver la diversité biologique et de valoriser le patrimoine naturel du territoire européen.

Le réseau Natura 2000 comprend 2 types de zones réglementaires : les Zones de Protection Spéciale (ZPS) et les Zones Spéciales de Conservation (ZSC).

- Les ZPS sont désignées à partir de l'inventaire des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) définies par la directive européenne du 25/4/1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages (appelée couramment « Directive Oiseaux »).
- Les ZSC sont définies par la directive européenne du 21/05/1992 sur la conservation des habitats naturels (appelée couramment « Directive Habitats »). Une ZSC est d'abord « pSIC » ("proposé Site d'Importance Communautaire ») puis " SIC " après désignation par la commission européenne et enfin "ZSC" pour " Zone Spéciale de Conservation" après arrêté du ministre chargé de l'Environnement.

Deux ZPS et trois ZSC sont présentes au sein de l'aire d'étude bibliographique (15km). Ces périmètres sont décrits dans le tableau ci-après.

Tableau 9 : Synthèse des sites Natura 2000 présents dans l'aire d'étude bibliographique (15km)

Type et numéro	Intitulé Distance au projet	Description	Lien écologique
ZPS FR8212016	La Dombes - Tout autour des sites	<p>Fiche descriptive de la zone Natura 2000</p> <p>Habitats inscrits à l'annexe I de la Directive « Habitats-Faune-Flore » potentiels : <i>Non renseigné</i></p> <p>Espèces visées à l'article 4 de la Directive 2009/147/CE Les espèces qui sont soulignées dans la liste ci-dessous sont celles qui sont ainsi jugées potentielles sur la zone d'étude :</p> <p><u>Grèbe castagneux, Grèbe huppé, Grèbe à cou noir, Grand Cormoran, Butor étoilé, Blongios nain, Bihoreau gris, Crabier chevelu, Héron garde-bœufs, Aigrette garzette, Héron cendré, Héron pourpré, Cigogne blanche, Ibis falcinelle, Spatule blanche, Cygne tuberculé, Cygne de Bewick, Cygne chanteur, Oie rieuse, Oie cendrée, Bernache nonnette, Tadorne de Belon, Sarcelle d'hiver, Canard colvert, Canard pilet, Nette rousse, Fuligule milouin, Fuligule nyroca, Fuligule morillon, Fuligule milouinan, Macreuse brune, Garrot à œil d'or, Harle huppé, Harle bièvre, Bondrée apivore, Milan noir, Circaète Jean-le-Blanc, Busard des roseaux, Busard Saint-Martin, Râle d'eau, Gallinule poule-d'eau, Foulque macroule, Échasse blanche, Vanneau huppé, Bécasseau variable, Bécassine des marais, Barge à queue noire, Courlis cendré, Chevalier arlequin, Chevalier culblanc, Chevalier guignette, Mouette rieuse, Mouette rieuse (espèce répétée), Goéland cendré, Grand-duc d'Europe, Martin-pêcheur d'Europe, Pic noir, Pie-grièche écorcheur, Guifette moustac, Harle piette, Grande Aigrette, Canard siffleur, Sarcelle d'été, Canard souchet, Combattant varié, Mouette pygmée, Canard chipecau, Marouette poussin, Goéland leucopnée</u></p>	Cette ZPS jouxte la zone d'étude. Les espèces des milieux semi-ouverts, boisés et aquatiques/humides y sont considérées comme potentielles. Le lien écologique entre la ZPS et la zone d'étude est fort.
ZSC FR8201635	La Dombes - Tout autour des sites	<p>Fiche descriptive de la Zone Natura 2000</p> <p>Habitats inscrits à l'annexe I de la Directive « Habitats-Faune-Flore » potentiels : 3130 – <i>Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des Littorelletea uniflorae et/ou des Isoeto-Nanojuncetea</i> 3140 – <i>Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à Chara spp.</i> 3150 – <i>Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition</i></p> <p>Espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE Les espèces qui sont soulignées dans la liste ci-dessous sont celles qui sont ainsi jugées potentielles sur la zone d'étude :</p> <p><u>Leucorrhine à gros thorax, Cuivré des marais, Triton crêté, Murin à oreilles échanquée, Marsilée à quatre feuilles, Flûteau nageant</u></p>	Cette ZSC jouxte la zone d'étude. Les espèces des milieux semi-ouverts, boisés et aquatiques/humides y sont considérées comme potentielles. Le lien écologique entre la ZSC et la zone d'étude est fort.
ZSC FR8202006	Prairies humides et forêts alluviales du Val de Saône aval - 10km à l'ouest	<p>Fiche descriptive de la Zone Natura 2000</p> <p>Habitats inscrits à l'annexe I de la Directive « Habitats-Faune-Flore » potentiels : 2330 – <i>Dunes intérieures avec pelouses ouvertes à Corynephorus et Agrostis</i> 3140 – <i>Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à Chara spp.</i></p>	Cette ZSC est située à 10 km de la zone d'étude. Elle vise principalement des espèces liées aux milieux aquatiques qui sont considéré potentiellement

		<p>3150 – Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition</p> <p>3260 – Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculon fluitantis et du Callitricho-Batrachion</p> <p>3270 – Rivières avec berges vaseuses avec végétation du Chenopodion rubri p.p. et du Bidention p.p.</p> <p>6410 – Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae)</p> <p>6430 – Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaux et montagnards</p> <p>6510 – Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)</p> <p>91E0 – Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior</p> <p>91F0 – Forêts mixtes riveraines à Quercus robur, Ulmus spp., Fraxinus spp.</p> <p>Espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE</p> <p>Les espèces qui sont soulignées dans la liste ci-dessous sont celles qui sont ainsi jugées potentielles sur la zone d'étude :</p> <p><u>Leucorrhine à gros thorax, Agrion de Mercure, Cuivré des marais, Lucane cerf-volant, Grand capricorne, Triton crêté, Petit rhinolophe, Grand rhinolophe, Barbastelle d'Europe, Murin à oreilles échancrées, Murin de Bechstein, Grand murin, Castor d'Europe, Loutre d'Europe, Bouvière</u></p>	<p>présents sur les sites d'études. Vu la distance, seulement les espèces à grandes dispersions se retrouveront sur les sites. Au regard des espèces visées, le lien écologique entre la ZPS et l'aire d'étude est considéré modéré.</p>
<p>ZSC</p> <p>FR8212017</p>	<p>Val de Saône</p> <p>-</p> <p>13,7 km</p>	<p>Fiche descriptive de la Zone Natura 2000</p> <p>Habitats inscrits à l'annexe I de la Directive « Habitats-Faune-Flore » potentiels :</p> <p><i>Non renseigné</i></p> <p>Espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE</p> <p>Les espèces qui sont soulignées dans la liste ci-dessous sont celles qui sont ainsi jugées potentielles sur la zone d'étude :</p> <p><u>Bihoreau gris, Héron Garde-Bœufs, Aigrette gazette, Cigogne blanche, Cygne tuberculé, Milan noir, Buzard des roseaux, Marouette ponctuée, Râle des genêts, Vanneau huppé, Barge à queue noire, Courlis cendré, Martin-pêcheur d'Europe, Pic noir, Pie grièche écorcheur</u></p>	<p>Cette ZSC est située à 13,7 km de la zone d'étude. Elle vise principalement des espèces liées aux milieux aquatiques qui sont considéré potentiellement présents sur les sites d'études. Vu la distance, seulement les espèces à grandes dispersions se retrouveront sur les sites. Au regard des espèces visées, le lien écologique entre la ZPS et l'aire d'étude est considéré modéré.</p>
	<p>ZPS Prairies humides et forêts alluviales du Val de Saône</p> <p>-</p> <p>13,7km</p>	<p>Habitats inscrits à l'annexe I de la Directive « Habitats-Faune-Flore » potentiels :</p> <p>6440 – Prairie alluviales inondables du Cridion dubii</p> <p>6510 – Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)</p> <p>91E0 – Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior</p> <p>91F0 – Forêts mixtes riveraines à Quercus robur, Ulmus spp., Fraxinus spp.</p> <p>Espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE</p> <p>Les espèces qui sont soulignées dans la liste ci-dessous sont celles qui sont ainsi jugées potentielles sur la zone d'étude :</p> <p>Cuivré des marais, Triton crêté, Barbastelle d'Europe</p>	<p>Cette ZPS est située à 13,7 km de la zone d'étude. Elle vise principalement des espèces liées aux milieux aquatiques qui sont considéré potentiellement présents sur les sites d'études. Vu la distance, seulement les espèces à grandes dispersions se retrouveront sur les sites. Au regard des espèces visées, le lien écologique entre la ZPS et l'aire d'étude est considéré faible</p>

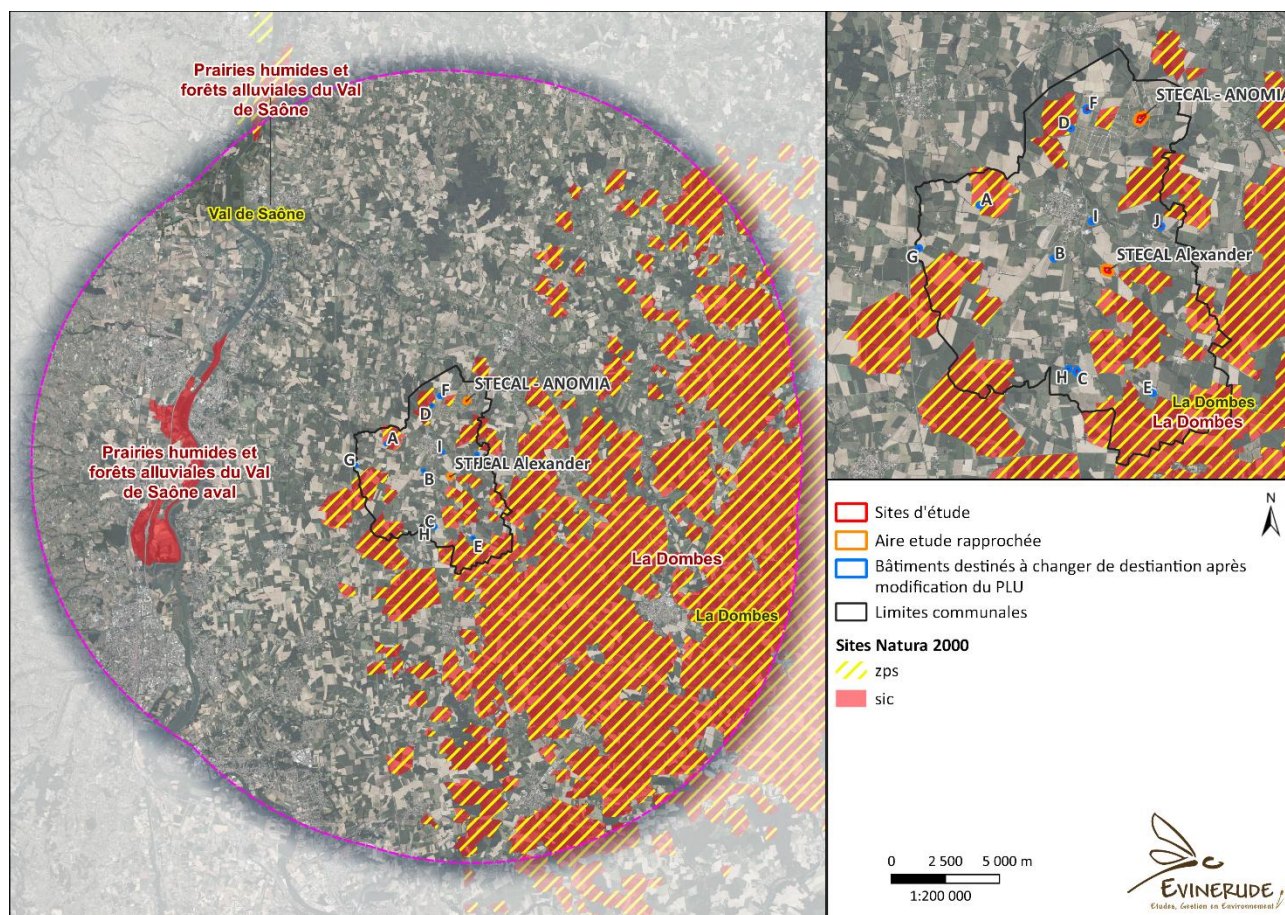


Figure 33: Carte des sites Natura 2000 dans l'aire d'étude bibliographique de 15 km

Sur la commune, plusieurs sites Natura 2000 sont retrouvés à proximité des sites d'étude. L'enjeu lié à la présence des sites N2000 est considéré fort.

1.5.2.3 Arrêté Préfectoral de Protection du Biotope (APPB)

Les arrêtés préfectoraux de protection de biotope ont pour objectif de prévenir, par des mesures réglementaires spécifiques de préservation de leurs biotopes, la disparition d'espèces protégées et couvrent une grande diversité de milieux.

La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite « loi Grenelle 2 » ; étend le champ d'application des arrêtés de protection de biotopes aux habitats naturels remarquables des sites Natura 2000.

L'APPB le plus proche est situé à 9 km du site d'étude et concerne le site « Tourbière du Marais de Crucillieux » - FR3801046.

L'enjeu lié aux APPB est nul.

1.5.2.4 Espaces Naturels Sensibles (ENS)

Un espace naturel sensible est un site remarquable en termes de patrimoine naturel (faune, flore et paysage), tant pour la richesse que pour la rareté des espèces qu'il abrite. Ce site peut en outre être

soumis à une menace particulière (pression urbaine, évolution du paysage, déprise agricole, intensification des cultures...).

Les ENS sont le cœur des politiques environnementales des conseils départementaux, avec des financements issus de la taxe d'aménagement. Ils contribuent à la Trame verte et bleue nationale et sont également des sites à vocation pédagogique.

Aucun ENS n'est présent dans l'aire bibliographique

1.5.2.5 Parc Naturel (PN) et Parc Naturel Régional (PNR)

Les parcs naturels français sont des espaces naturels classés du fait de leur richesse naturelle et culturelle et paysagère exceptionnelle.

Les Parcs Naturels Nationaux (PNN) contribuent, dans le cœur, à la bonne gestion et à la conservation des patrimoines, en aire d'adhésion, à la valorisation d'activités compatibles avec le respect de la nature.

Les Parcs Naturels Régionaux (PNR) sont créés pour protéger et mettre en valeur de grands espaces ruraux habités. Sont classés "Parc naturel régional" les territoires à dominante rurale dont les paysages, les milieux naturels et le patrimoine culturel sont de grande qualité, mais dont l'équilibre est fragile. Un Parc naturel régional s'organise autour d'un projet concerté de développement durable, fondé sur la protection et la valorisation de son patrimoine naturel et culturel.

Le site d'étude n'est inclus dans aucun Parc Naturel.

1.5.2.6 Autres périmètres

Les Conservatoires d'espaces naturels ont des actions fondées sur la maîtrise foncière et d'usage. Une large diversité de milieux naturels et semi naturels est ainsi préservée et gérée en partenariat avec les acteurs locaux.

Les sites d'études sont à une distance de 13,5 km d'un terrain géré par un Conservatoire d'Espace Naturel, il s'agit du Marais de Boistray.

1.5.3 Fonctionnement écologique du territoire : les Trames Verte et Bleue

1.5.3.1 Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET)

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET), nouveau schéma transversal et intégrateur dont l'élaboration a été confiée au Conseil régional, a été créé par la loi du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République dite loi NOTRe. En Auvergne-Rhône-Alpes, l'élaboration a été officiellement engagée en 2017 et la démarche s'intitule « Ambitions Territoires 2030 ».

Le SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes a été adopté par le Conseil régional les 19 et 20 décembre 2019 et a été approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.

Le SRADDET fixe des objectifs de moyen et long terme sur le territoire de la région pour 11 thématiques :

- Équilibre et égalité des territoires,
- Implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional,
- Désenclavement des territoires ruraux,

- Habitat,
- Gestion économe de l'espace,
- Intermodalité et développement des transports,
- Maîtrise et valorisation de l'énergie,
- Lutte contre le changement climatique,
- Pollution de l'air,
- Protection et restauration de la biodiversité,
- Prévention et gestion des déchets.

Le SRADDET vient se substituer, à compter de son approbation aux schémas préexistants suivants : Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE), schéma régional de l'intermodalité, Plan de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD), Schéma Régional de Cohérence Écologique.

Les zones d'études comprennent des zones artificialisées. On retrouve cependant des espaces perméables liés aux milieux terrestres et aquatiques. Les sites sont situés en dehors des réservoirs de biodiversité mais à proximité directe, aussi

Ainsi, les enjeux en termes de trame verte sont jugés modérés.

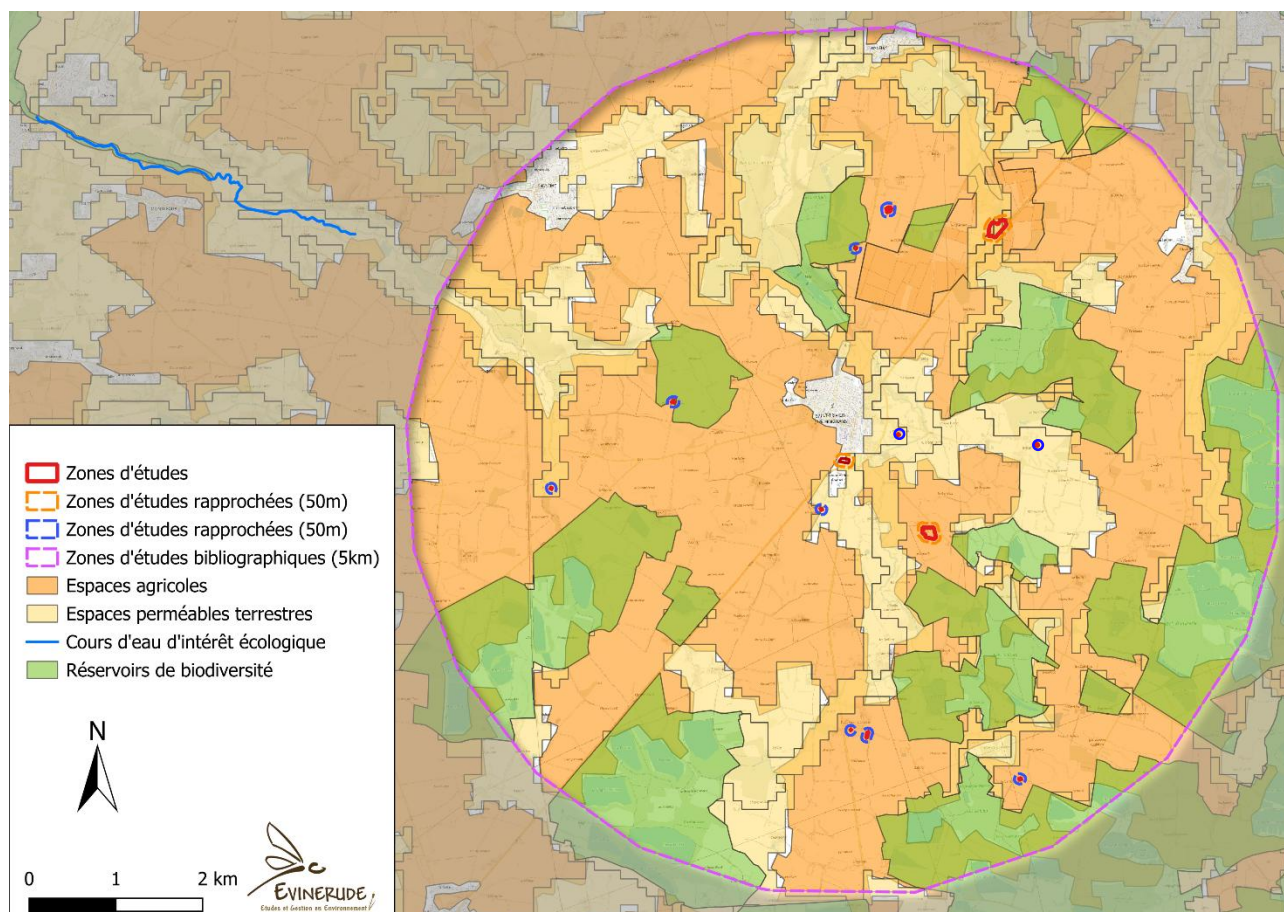


Figure 34: Carte des corridors écologiques issus du SRADDET

1.5.3.2 Schéma Régional de Cohérence Ecologique Rhône-Alpes

Les corridors écologiques sont des axes de déplacement de la faune permettant la pérennisation des espèces et le maintien de liens entre différents foyers de biodiversité. Le développement de

1.5.3.3 Le SCoT Nord-Isère

Les corridors écologiques identifiés par le SCoT Nord-Isère sont présentés sur la carte ci-dessous :

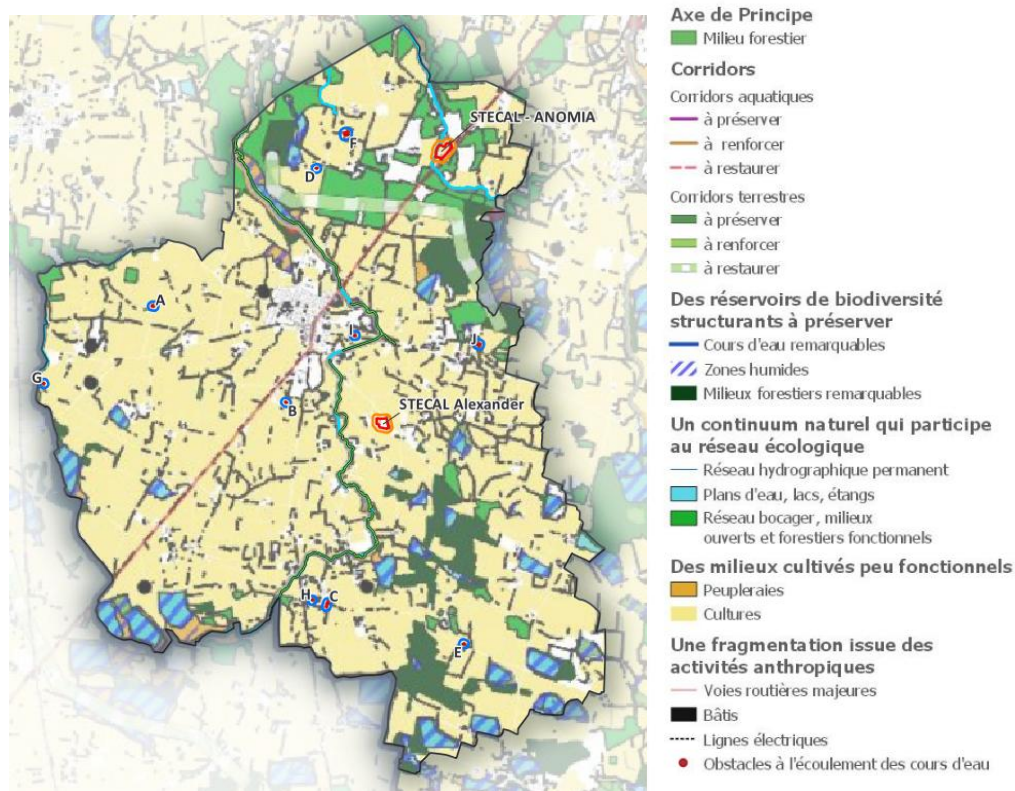


Figure 36: Trame verte et bleue identifiées dans le SCoT (Source: SCoT)

De nombreux réservoirs de biodiversité sont identifiés sur le territoire communal. Ces réservoirs sont à préserver ou à remettre en bon état. Ces réservoirs correspondent aux espaces classés en zone Natura 2000. On retrouve également ponctuellement des espaces agricoles dont la perméabilité terrestre est forte et moyenne entre certains sites Natura 2000. La majeure partie des espaces agricoles de la commune participe à la fonctionnalité écologique du territoire.

Les sites d'études sont situés dans des milieux ouverts peu fonctionnels (Cultures), à l'exception du site ANOMIA qui est situé en bordure directe de milieu de réseau bocager et de trame aquatique.

L'enjeu lié à la trame verte et bleue est considéré modéré.

1.5.3.4 Corridors écologiques de la commune

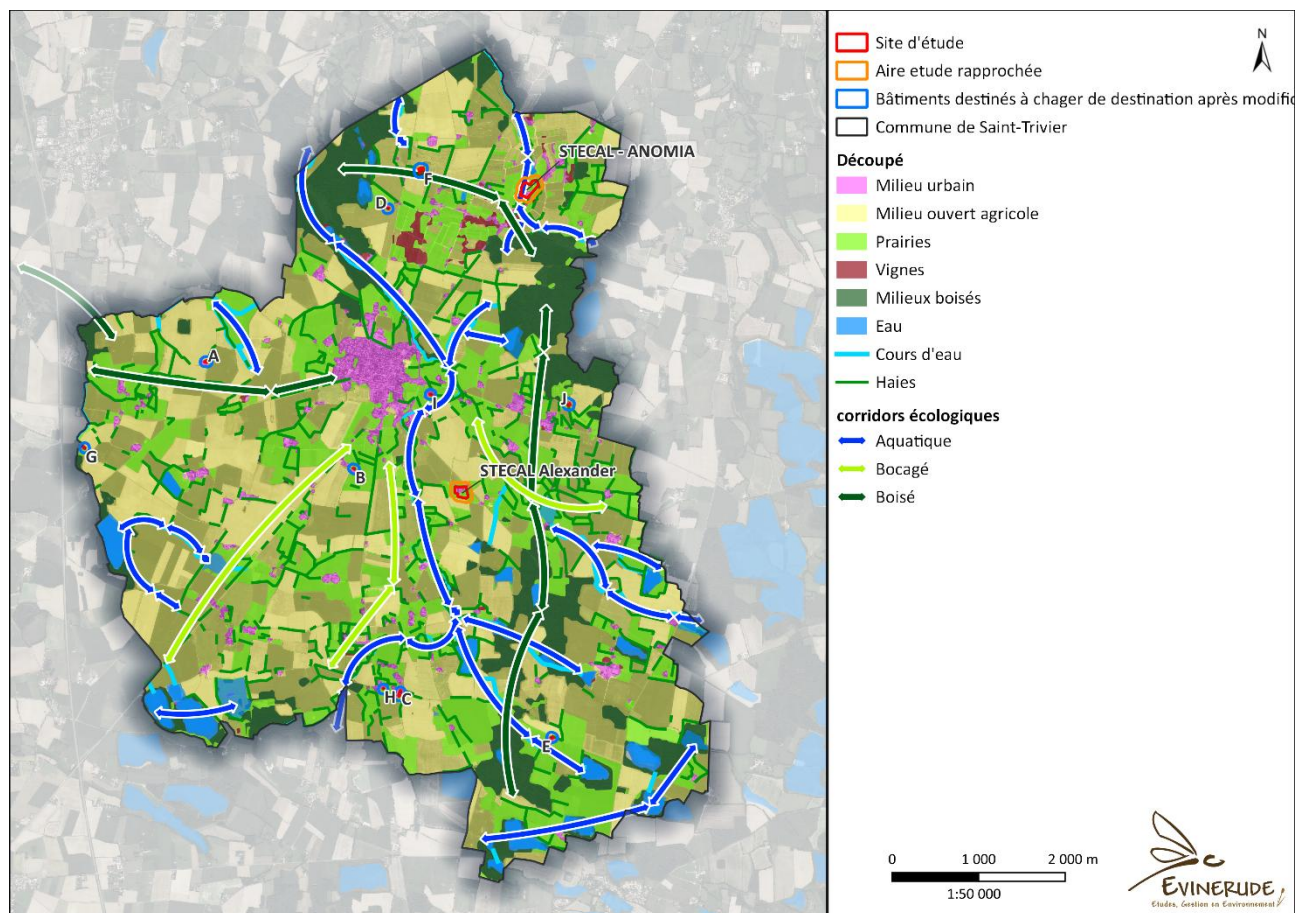


Figure 37: Corridors écologiques sur la commune

A l'exception du Site ANOMIA, l'ensemble des sites est situé en milieu ouvert à bocager, présentant des corridors fonctionnels de faible fonctionnalité.

Le site ANOMIA est situé à proximité d'une trame bleue à préserver.

1.5.3.5 Zones humides

Les zones humides ont un rôle important dans la préservation de la ressource en eau. Elles constituent un patrimoine naturel caractérisé par une grande diversité biologique qui contribue à une gestion équilibrée de la ressource en eau.

Code zone humide	Nom du site
011ZH1764	Ruisseau de moignans (tronçon 1)
011ZH0545	Etangs de la Dombes
011ZH0531	Etangs de Bel-aire
011ZH0551	Etangs de prêle
011ZH1209	Peupleraie de Malivert
011ZH1344	Plantation de relevant
011ZH1316	Plan d'eau les reveretes

Code zone humide	Nom du site
011ZH1306	Plan d'eau la louvette
011ZH1345	Plantation de Saint-Trivier de Moignans
011ZH1295	Plan d'eau de vermillere
011ZH0686	La rivière de la callone
011ZH0593	Forêt de chamberains
011ZH1271	Plan d'eau chambert

Tableau 10: Liste des zones humides de l'Aire bibliographique

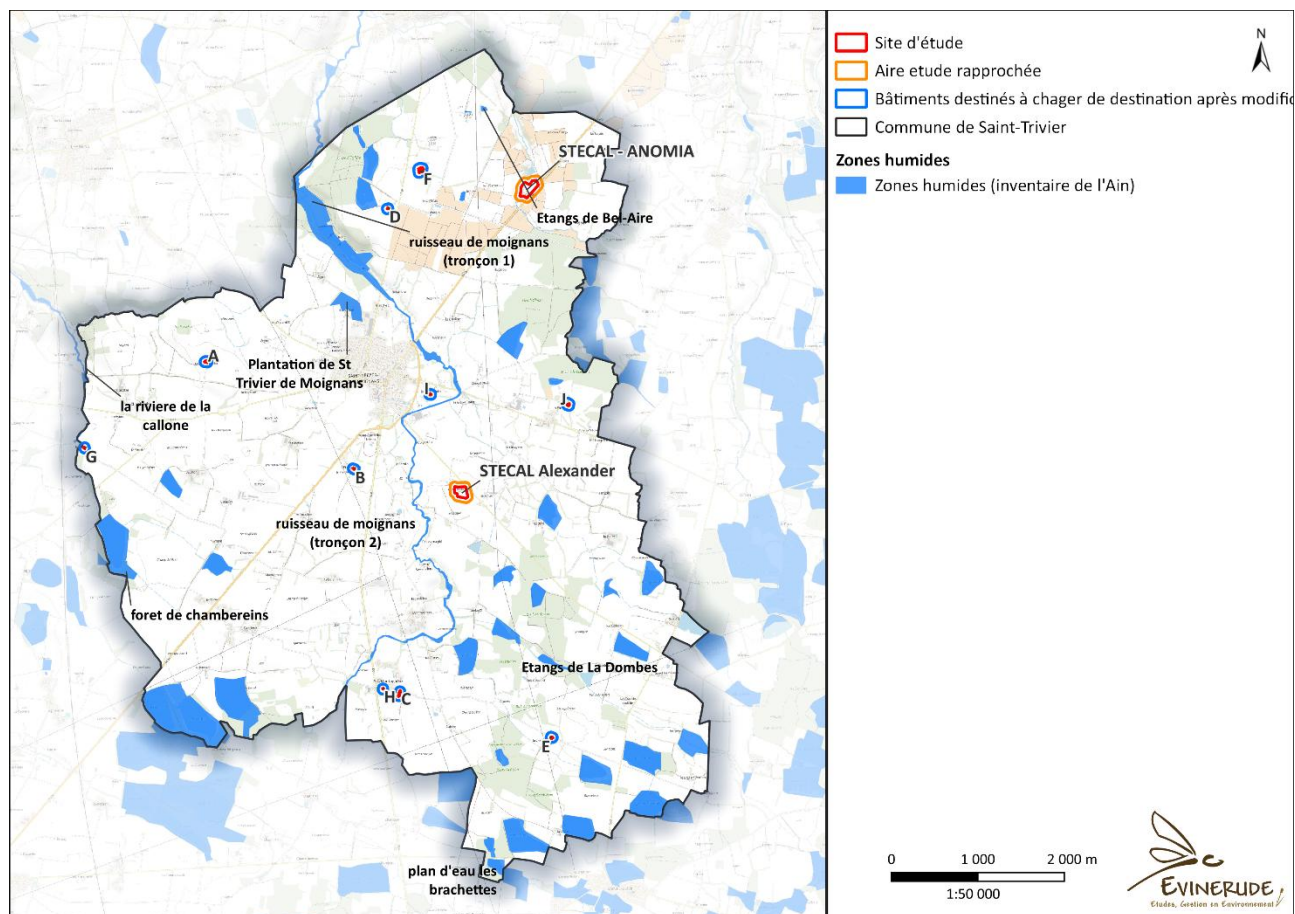


Figure 38: Zones humides inventoriées sur la commune (Source: Inventaire départemental des zones humides)

Aucune zone humide inventoriée n'est présente sur les sites d'étude. Le bâtiment destiné à changer de destination D est situé à proximité d'une zone humide, mais celle-ci est située en amont hydrographique par rapport au bâtiment.

L'enjeu lié aux zones humides est considéré faible et modéré sur le site D.

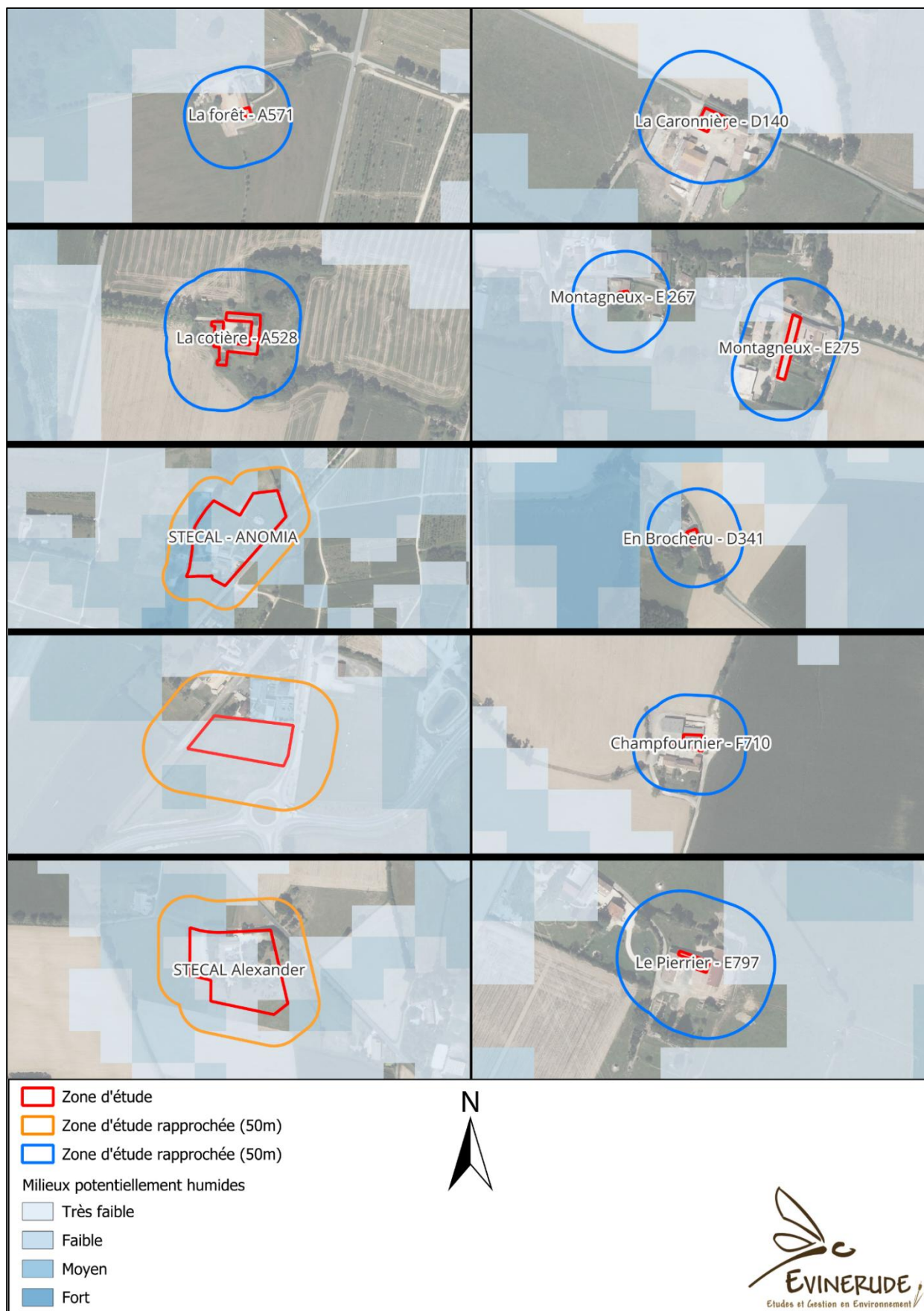
A l'échelle des sites d'études :

L'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et Agrocampus Ouest ont publié, suite à une volonté émise de la part de la Direction de l'eau et de la biodiversité du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie, une carte des milieux potentiellement humides en France. Cette carte propose une modélisation des enveloppes qui, selon les critères géomorphologiques et climatiques, sont susceptibles de contenir des zones humides au sens de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié.

Au niveau national et des grands bassins hydrographiques des "prélocalisations" de zones humides ont été réalisées à partir de l'exploitation d'images satellites ou aériennes pouvant renfermer des milieux humides. Cette méthode par photo-interprétation permet une prélocalisation des zones humides probables. Elle doit donc rester un pré-repérage devant impérativement donner lieu à un travail de terrain, et en aucun cas être assimilé à un inventaire des zones humides. La prélocalisation n'a donc pas vocation à se substituer aux démarches d'inventaires déjà réalisées ou en cours.

Concernant les zones d'études, la prélocalisation des zones humides a été effectuée à partir des données disponibles sur <http://sig.reseau-zones-humides.org/>.

La carte des zones humides issue de Sig-réseau-zones humides. org est présentée ci-après.



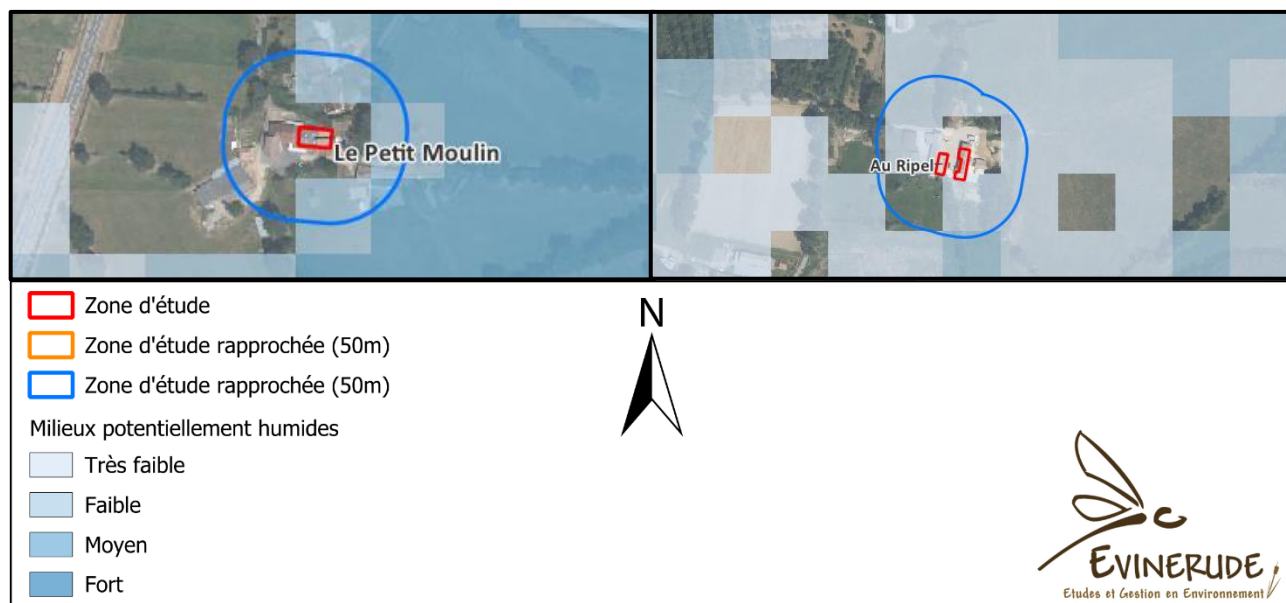


Figure 39: Potentialité de zone humides autour des bâtiments pouvant changer de destination

1.5.4 Habitats naturels

Le présent diagnostic est établi grâce à une analyse croisée de la bibliographie, des orthophotographies et d'une campagne de terrain réalisée le 17/06/2025.

Les zones d'études concernées par une cartographie des habitats naturels sont les sites STECAL – Anomia, STECAL – Alexander et les alentours des bâtiments pouvant changer de destination. Ils s'inscrivent dans un contexte rural au sein de domaines particuliers et de grandes cultures.

1.5.4.1 Description des habitats retrouvés sur les sites ANOMIA et ALEXANDER

19 habitats regroupés en 5 unités de végétation ont été identifiés au sein des différentes zones d'études.

Trois de ces habitats sont humides. Un de ces habitats se retrouve en mosaïque.

- **Milieux herbacés** : Enclos pâturés, Ourlet hygro-mésophile, Pelouse tondue mésophile, Prairie de fauche mésophile, Prairie pâturée mésophile ;
- **Milieux arbustifs** : Haie anthropique, Haie arborée, Haie arbustive, Haie de Thuya ;
- **Milieux boisés** : Alignement d'arbres ;
- **Milieux humides** : Mare et communauté de lentilles d'eau, Phragmitaie, Aulnaie rivulaire ;
- **Milieux anthropiques** : Bâti, Bâtiments circassiens, Culture agricole, Jardin anthropique, Monoculture intensive, Culture agricole, Parking, Route.

Les habitats humides sont décrits dans le tableau suivant :

Tableau 11 : Description des habitats humides présents sur les sites d'études

Intitulé (CCB)	Habitat élémentaire EUNIS - Description générale	Surface dans la zone d'étude rapprochée	Description in situ	Enjeu de conservation
Mare et communauté de lentilles d'eau (22.411)	C1.221 - Couvertures de lentilles d'eau Communautés flottant librement à la surface des eaux du Paléarctique, constituées de Lentilles d'eau (<i>Lemna</i> , <i>Spirodela</i> , <i>Wolffia</i>), de petites fougères (<i>Azolla</i>) ou d'hépatiques (<i>Riccia</i> , <i>Ricciocarpus</i>).	391 m²	Cette formation se développe au sud-est du site STECAL – Alexander, dans l'aire d'étude rapprochée. Cortège floristique : Petite lentille d'eau (<i>Lemna minor</i>)	Modéré
Phragmitaie (53.11)	C3.21 - Phragmitaies à <i>Phragmites australis</i> Communautés des bords des lacs, des mers intérieures, des anses marines, des cours d'eau et des ruisseaux, des marais et marécages de la région paléarctique, dominées par <i>Phragmites australis</i> .	374 m²	Cette formation se développe également sur le site STECAL – Alexander, au nord-ouest entre les cultures agricoles et le parking. Cortège floristique : Roseau commun (<i>Phragmites australis</i>), Saule marsault (<i>Salix caprea</i>), Ronces (<i>Rubus</i>), Gaillet blanc (<i>Galium album</i>), Potentille rampante (<i>Potentilla reptans</i>), Dactyle aggloméré (<i>Dactylis glomerata</i>), Prunelier (<i>Prunus spinosa</i>).	Modéré
Aulnaie rivulaire (44.31)	G1.211 - Bois des ruisseaux et sources à <i>Fraxinus</i> et <i>Alnus</i> Formations de <i>Fraxinus excelsior</i> et d' <i>Alnus glutinosa</i> des sources et des petits ruisseaux d'Europe moyenne atlantique, subatlantique et subcontinentale, généralement dominées par le Frêne.	1137 m²	Cet habitat se trouve dans l'aire d'étude rapprochée du site STECAL – Anomia, le long du cours d'eau à l'ouest de la zone d'étude. Cet habitat dégradé n'est pas rattaché à l'habitat d'intérêt communautaire 91E0 – Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (<i>Alno-Padion</i> , <i>Alnion incanae</i> , <i>Salicion albae</i>) Cortège floristique : Aulne glutineux (<i>Alnus glutinosa</i>), Cornouiller sanguin (<i>Cornus sanguinea</i>), Fusain d'Europe (<i>Euonymus europaeus</i>), Sureau noir (<i>Sambucus nigra</i>), Peuplier noir (<i>Populus nigra</i>), Aubépine à un style (<i>Crataegus monogyna</i>), Noisetier (<i>Corylus avellana</i>), Roncier (<i>Rubus</i>), Liseron des haies (<i>Convolvulus sepium</i>).	Modéré

1 : selon l'arrêté du 1er octobre 2009 (modifiant l'arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides)

2 : En bleu = espèces caractéristiques des zones humides selon l'arrêté du 24 juin 200

Synthèse des habitats et enjeux de conservation

Tableau 12 : Synthèse des habitats naturels observés dans les zones d'études

Habitats naturels	Code Corine Biotope	EUNIS	EUR28	Zone humide floristique ¹	ELC	STECAL – Alexander	STECAL – Anomia
Mare et communauté de lentilles d'eau	22.411	C1.211	-	Oui	Modéré	X	
Phragmitaie	53.11	C3.21	-	Oui	Modéré	X	
Aulnaie rivulaire	44.31	G1.211	-	Oui	Modéré		X
Ourlet hygromésophile	34.42	E5.22	-	/	Faible	X	
Pelouse tondue mésophile	81	E2.6	-	/	Faible		X
Prairie pâturée mésophile	38.111	E2.111	-	/	Faible		X
Prairie de fauche mésophile	38.21	E2.211	-	/	Faible		X
Haie arbustive	84	FA.4	-	/	Faible	X	
Haie arborée	84	FA.4	-	/	Faible	X	X
Fossé	38.22	E2.22	-	/	Faible		
Cours d'eau	24.1	C2.3	-	/	Faible		X
Jardin anthropique	81	E2.6	-	/	Très faible	X	X
Enclos pâturés	38.111	E2.111	-	/	Très faible		X
Culture agricole	82.11	I1.1	-	/	Très faible	X	X
Monoculture intensive	82.11	I1.1	-	/	Très faible		
Haie de Thuya	84	FA.1	-	/	Très faible	X	
Haie anthropique	84	FA.1	-	/	Très faible	X	
Bâti	86	J1.2	-	/	Nul	X	X
Bâtiments circassiens	86	J1.2	-	/	Nul		X
Route	86.4	J3	-	/	Nul	X	X
Parking	86	J4.1	-	/	Nul	X	

1 : selon le critère floristique au titre de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement

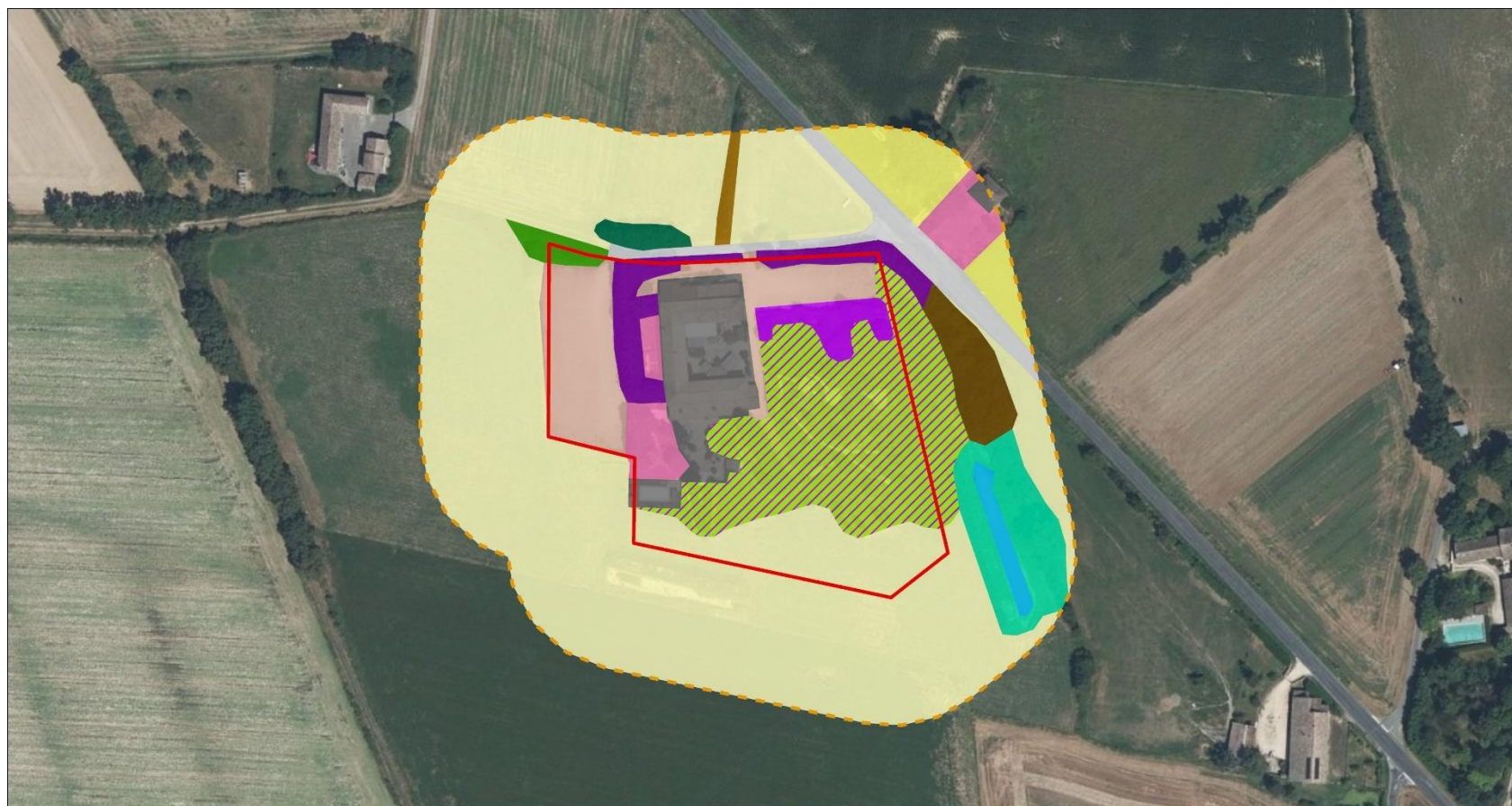
H : Habitat caractéristique des zones humides selon l'annexe II de l'Arrêté du 24 juin 2008

ELC : Enjeu Local de Conservation

Code Corine Biotopes : Coordination et Recherche de l'Information en Environnement

EUNIS : European Nature Information System

EUR28 : Cahier d'habitats Natura 2000



- | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Zone d'étude | Aire d'étude rapprochée (50m) | Haie anthropique x Pelouse tondue mésophile FA.1 x E2.6 | Mare et communauté de lentilles d'eau C1.221 / |
| Habitats naturels | | Haie anthropique FA.1 / | Ourlet hygro-mésophile E5.22 / |
| <i>Intitulé EUNIS EUR28</i> | | Haie arborée FA / | Parking J4.1 / |
| Alignement d'arbres G5.1 / | | Haie arbustive FA.4 / | Phragmitaie C3.21 / |
| Bâti J1.2 / | | Haie de Thuya FA.1 / | Prairie de fauche mésophile E2.211 / |
| Culture agricole I1.1 / | | Jardin anthropique E2.6 / | Route J3 / |

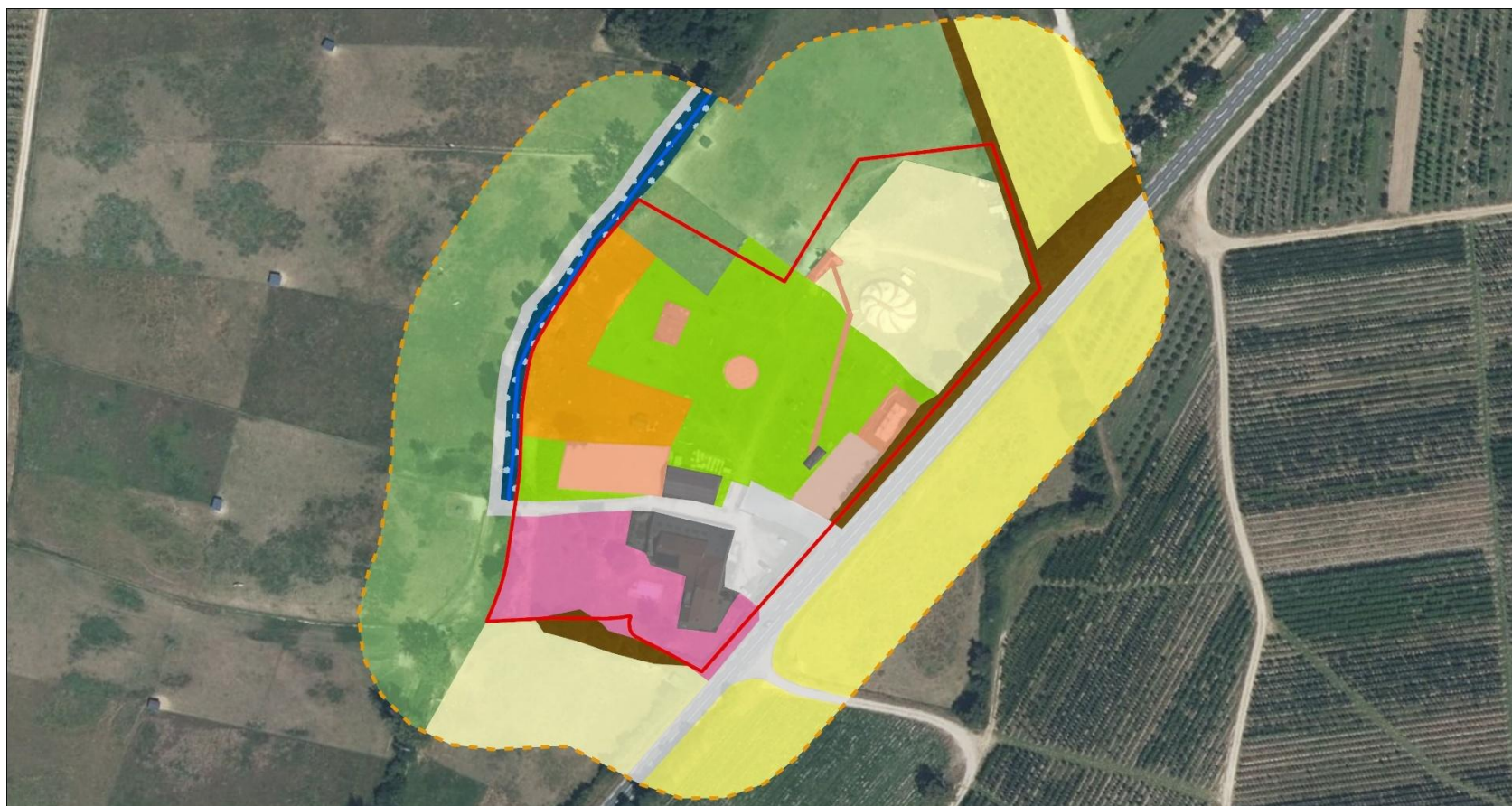
0 20 40
m
1 : 2 000



Figure 40 : Cartographie des habitats naturels du site STECAL – Alexander



Figure 41 : Cartographie des enjeux des habitats naturels sur le site STECAL - Alexander



- | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Zone d'étude | Bâtiments circassiens J1.2 / | Pelouse tondue mésophile E2.6 / |
| Aire d'étude rapprochée (50m) | Culture agricole I1.1 / | Prairie de fauche mésophile E2.211 / |
| Habitats naturels | Enclos pâturés E2.111 / | Prairie pâturée mésophile E2.111 / |
| <i>Intitulé EUNIS EUR28</i> | Haie arborée FA / | Route J3 / |
| Aulnaie rivulaire G1.211 / | Jardin anthropique E2.6 / | — Cours d'eau C2.3 / |
| Bâti J1.2 / | Parking J4.1 / | |

0 20 40
m
1 : 2 000



Figure 42 : Cartographie des habitats naturels du site STECAL – Anomia



Figure 43 : Cartographie des enjeux des habitats naturels sur le site STECAL - Anomia

Synthèse des habitats naturels et anthropiques

Les sites d'études comportent essentiellement des habitats à enjeux **faibles** à **nuls**. A noter toutefois la présence de trois habitats humides d'enjeu **modéré** car soumis à la réglementation sur les zones humides floristiques.

1.5.4.2 Description des habitats retrouvés aux abords des bâtiments voués à changer de destination

Description des habitats dans les abords des bâtiments voués à changer de destination

19 habitats regroupés en 5 unités de végétation ont été identifiés au sein des différentes zones d'études.

Trois de ces habitats sont humides. Un de ces habitats se retrouve en mosaïque.

- **Milieux herbacés** : Prairies mésophiles, prairie de fauche, pelouses tondues mésophiles, terrain en friche
- **Milieux arbustifs** : Haie anthropique, haie arborée
- **Milieux boisés** : Haie anthropique, haie arborée, petits bois anthropiques de conifères, petits bois anthropiques de feuillus caducifoliés, petits bois anthropiques mixtes de feuillus et conifères
- **Milieux humides** : Mare et roselière ; mare et végétation aquatique associée, roselière
- **Milieux anthropiques** : Bâti, zone rudérale, grande culture, potager, voirie et cheminements, zone anthropique, jardin anthropique

Synthèse des habitats et enjeux de conservation

Habitats naturels	CCB	EUNIS	EUR28	ZH Floristique ¹	ELC	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J-K
Mare et végétation aquatique associée	22.4x53.1	C1.2xC3.2	-	oui	Modéré				X		X	X		X	X
Roselière	53.1	C3.2	-	oui	Modéré				X	X		X			
Fourrés mixtes	31.8	G5.62	-	p	Faible									X	
Haie arborée	84.1	G5.1	-	/	Faible	X	X	X		X	X	X	X	X	X
Haie arbustive	84	FA.3	-	/	Faible	X	X	X				X	X	X	
Pelouse tonduée mésophile	81	E2.6	-	p	Faible	X	X	X	X		X	X	X		X
Petits bois anthropiques de conifères	84.3	G5.4	-	p	Faible							X		X	
Petits bois anthropiques de feuillus caducifoliés	84.3	G5.2	-	p	Faible										X
Petits bois anthropiques mixtes de feuillus et conifères	84.3	G5.5	-	p	Faible							X	X	X	
Prairie de fauche mésophile	38.21	E2.211	-	p	Faible		X	X		X				X	X
Prairie mésophile	38.11	E2.11	-	p	Faible						X		X		
Culture agricole	82.11	I1.1	-	/	Très faible	X	X	X	X		X	X			X
Haie anthropique	84	FA.1	-	/	Très faible	X	X	X	X	X			X	X	
Jardin anthropique	85.3	I2.2	-	p	Très faible			X	X		X		X	X	X
Potager	85.32	I2.22	-	/	Très faible		X			X			X	X	
Terrain en friche	87.1	I1.52	-	p	Très faible								X		X
Zone rudérale	87.2	E5.12	-	p	Très faible		X	X	X				X	X	X
Bâti	86.2	J1.2	-	/	Nul	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Voiries et cheminements	86.4	J4.2	-	/	Nul		X	X	X	X	X	X	X	X	X
Zone anthropique	86	J4.6	-	/	Nul		X	X		X		X	X	X	

¹ : selon le critère floristique au titre de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement

H : Habitat caractéristique des zones humides selon l'annexe II de l'Arrêté du 24 juin 2008

ELC : Enjeu Local de Conservation

Code Corine Biotores : COordination et Recherche de l'INformation en Environnement

EUNIS : European Nature Information System

EUR28 : Cahier d'habitats Natura 2000

Cartes des habitats sur les différents sites entourant les bâtiments voués à changer de destination



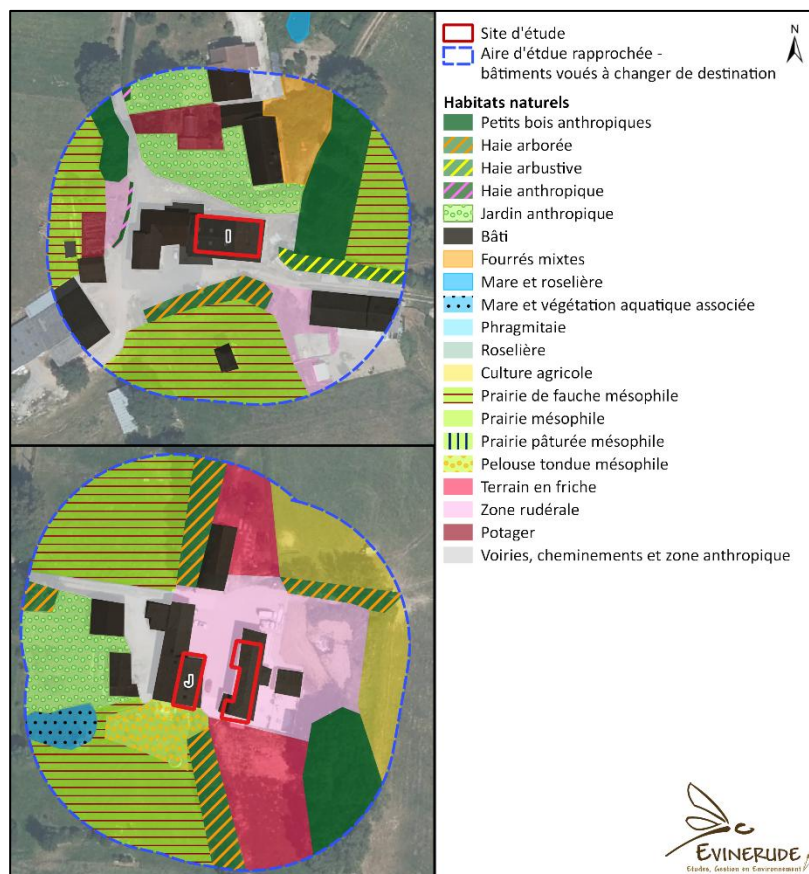


Figure 44: Habitats naturels dans l'aire d'étude rapprochée des bâtiments voués à changer de destination

Synthèse des habitats naturels et anthropiques

Les bâtiments concernés par le changement de destination ne portent pas d'enjeu particulier lié aux habitats. En revanche les abords de ces bâtiments peuvent porter de enjeux, notamment les habitats de zone humide floristiques.

1.5.5 Flore patrimoniale

Bibliographie

Une synthèse bibliographique a été réalisée afin de visualiser les espèces patrimoniales présentes ou potentiellement présentes sur la zone d'étude. Selon l'Inventaire National du Patrimoine Naturel et le Conservatoire Botanique National Auvergne-Rhône-Alpes, 62 espèces végétales jugées patrimoniales sont recensées à l'échelle du territoire de Saint-Trivier-sur-Moignans et des zonages environnementaux à proximité.

Les espèces retenues comme patrimoniales sont celles bénéficiant d'un statut de protection (national, régional ou départemental) et/ou celles mentionnées dans la liste rouge des espèces végétales à un rang supérieur à « quasi-menacé » (inclus). Ces espèces sont présentées ci-dessous :

Tableau 13: Bibliographie de la flore patrimoniale communale

Nom scientifique	LRR	LRN	Statut de protection	ZH det	Habitat	Phénologie
<i>Alisma gramineum</i> Lej., 1811	EN	NT	NV2	Oui	Parvogéophytas amphibies oligotrophes, centro-européennes, planitiales-collinéennes	5-9
<i>Anacamptis laxiflora</i> (Lam.) R.M.Bateman, Pridgeon & M.W.Chase, 1997	VU	LC	RV82	Oui	Prairies hygrophiles fauchées, méditerranéo-atlantiques, glycophiles à subhalophiles	4-6
<i>Calamagrostis canescens</i> (Weber) Roth, 1789	EN	LC	RV82	Oui	Magnocariçales et roselières tourbeuses mésotrophes, des eaux stagnantes ou à battement vertical	6-8
<i>Calamagrostis canescens</i> (Weber) Roth, 1789	EN	LC	RV82	Oui	Magnocariçales et roselières tourbeuses mésotrophes, des eaux stagnantes ou à battement vertical	6-8
<i>Carex appropinquata</i> Schumacher, 1801	EN	LC	RV82	Oui	Magnocariçales et roselières tourbeuses mésotrophes, des eaux stagnantes ou à battement vertical	4-7
<i>Carex bohemica</i> Schreb., 1772	EN	LC	RV82	Oui	Annuelles des toundres hydrophiles centro-européennes	6-9
<i>Carex bohemica</i> Schreb., 1772	EN	LC	RV82	Oui	Annuelles des toundres hydrophiles centro-européennes	6-9
<i>Carex elongata</i> L., 1753	EN	LC		Oui	Magnocariçales et roselières tourbeuses mésotrophes, des eaux stagnantes ou à battement vertical	4-6
<i>Cyperus michelianus</i> (L.) Delile, 1813	EN	LC	RV82	Oui	Annuelles des toundres hydrophiles (longuement inondables)	7-9
<i>Damasonium alisma</i> Mill., 1768	EN	EN	NV1	Oui	Annuelles des toundres hydrophiles (longuement inondables)	7-9
<i>Elatine alsinastrum</i> L., 1753	EN	NT	RV82		Annuelles des toundres hydrophiles (longuement inondables)	6-9
<i>Elatine hexandra</i> (Lapierre) DC., 1808	EN	LC		Oui	Annuelles des toundres hydrophiles centro-européennes	6-9
<i>Elatine hydropiper</i> L., 1753	EN	EN		Oui	Annuelles des toundres hydrophiles (longuement inondables)	5-9
<i>Elatine triandra</i> Schkuhr, 1791	EN	EN		Oui	Annuelles des toundres hydrophiles (longuement inondables), centro-européennes à méridionales	6-11
<i>Eleocharis ovata</i> (Roth) Roem. & Schult., 1817	EN	LC	RV82	Oui	Annuelles des toundres hydrophiles centro-européennes	6-9
<i>Exaculum pusillum</i> (Lam.) Caruel, 1886	CR	LC	RV82	Oui	Annuelles des toundres hygrophiles, acidophiles, thermo-atlantiques à méditerranéennes	6-9
<i>Exaculum pusillum</i> (Lam.) Caruel, 1886	CR	LC	RV82	Oui	Annuelles des toundres hygrophiles, acidophiles, thermo-atlantiques à méditerranéennes	6-9
<i>Gratiola officinalis</i> L., 1753	EN	LC	NV2	Oui	Prairies hydrophiles européennes	6-9
<i>Hippuris vulgaris</i> L., 1753	EN	NT			Parvoselières circumboréales pionnières	5-8
<i>Hottonia palustris</i> L., 1753	EN	LC	RV82		Herbiers aquatiques, vivaces, enracinés, européens, des eaux douces stagnantes, peu profondes, méso à eutrophes	5-6
<i>Hydrocotyle bonariensis</i> Lam., 1789	EN	LC	RV82	Oui	Lieux humides, surtout tourbeux	6-9
<i>Hypericum androsaemum</i> L., 1753	LC	LC	RV82	Oui	Ourllets internes et clairières vivaces médio-européennes, eutrophes, mésohygrophiles	6-8
<i>Hypericum androsaemum</i> L., 1753	LC	LC	RV82	Oui	Ourllets internes et clairières vivaces médio-européennes, eutrophes, mésohygrophiles	6-8
<i>Jacobaea paludosa</i> (L.) G.Gaertn., B.Mey. & Scherb., 1801	EN	LC	RV82	Oui	Mégaphorbiaies planitiales-collinéennes, mésotrophes, neutrophes	7

<i>Juncus alpinoarticulatus</i> subsp. <i>fuscoater</i> (Schreb.) O.Schwarz, 1949	NT	LC			Hémicrypto-géophytes des tourbières basses médio-européennes à boréo-subalpines, basophiles	6-9
<i>Juncus tenageia</i> Ehrh. ex L.f., 1782	NT	LC		Oui	Annuelles des toundres hygrophiles à hydrophiles, européennes	5-9
<i>Lophangium luteoalbum</i> (L.) Tzvelev, 1994	EN	LC		Oui	Annuelles des toundres hygrophiles à hydrophiles, européennes	7-9
<i>Limosella aquatica</i> L., 1753	EN	LC	RV82	Oui	Annuelles des toundres hydrophiles (longuement inondables)	6-9
<i>Lindernia procumbens</i> (Krock.) Philcox, 1965	EN	EN	RV82 NV1	Oui	Annuelles des toundres hydrophiles méridionales	7-9
<i>Littorella uniflora</i> (L.) Asch., 1864	EN	LC	RV82 NV1	Oui	Parvogéophytes amphibies exondables, oligotrophiles, laurasiennes	5-8
<i>Ludwigia palustris</i> (L.) Elliott, 1817	NT	LC	RV82	Oui	Parvogéophytes amphibies exondables, oligotrophiles, atlantiques, planitiales-collinéennes, acidophiles, des grèves sablonneuses ou tourbeuses	6-9
<i>Luronium natans</i> (L.) Raf., 1840	EN	LC	NV1		Herbiers aquatiques, vivaces, enracinés, européens, des eaux douces stagnantes, peu profondes, dystrophiles organiques	5-9
<i>Luronium natans</i> (L.) Raf., 1840	EN	LC	NV1		Herbiers aquatiques, vivaces, enracinés, européens, des eaux douces stagnantes, peu profondes, dystrophiles organiques	5-9
<i>Luronium natans</i> (L.) Raf., 1840	EN	LC	NV1		Herbiers aquatiques, vivaces, enracinés, européens, des eaux douces stagnantes, peu profondes, dystrophiles organiques	5-9
<i>Lythrum hyssopifolia</i> L., 1753	EN	LC	RV82	Oui	Annuelles des toundres hygrophiles à hydrophiles, européennes	5-9
<i>Marsilea quadrifolia</i> L., 1753	EN	NT	NV1	Oui	Parvogéophytes amphibies oligotrophiles, centro-européennes, planitiales-collinéennes	7-10
<i>Najas marina</i> L., 1753	LC	LC	RV82		Herbiers dulcaquicoles, annuels, enracinés, européens, pionniers d'eaux profondes	0
<i>Najas minor</i> All., 1773	NT	LC	RV82		Herbiers dulcaquicoles, annuels, enracinés, européens, pionniers d'eaux profondes	7-9
<i>Nymphoides peltata</i> (S.G.Gmel.) Kuntze, 1891	EN	NT			Herbiers aquatiques, vivaces, enracinés, européens, des eaux douces profondes, eutrophiles à mésotrophiles, planitiaire à collinéenne	6-9
<i>Nymphoides peltata</i> (S.G.Gmel.) Kuntze, 1891	EN	NT			Herbiers aquatiques, vivaces, enracinés, européens, des eaux douces profondes, eutrophiles à mésotrophiles, planitiaire à collinéenne	6-9
<i>Oenanthe fistulosa</i> L., 1753	EN	LC	RV82	Oui	Prairies hydrophiles européennes	6-9
<i>Pilularia globulifera</i> L., 1753	EN	LC	NV1	Oui	Parvogéophytes amphibies exondables, oligotrophiles, atlantiques, planitiales-collinéennes, acidophiles, des grèves sablonneuses ou tourbeuses	6-9
<i>Poa palustris</i> L., 1759	NT	LC	RV82	Oui	Mégaphorbiaies eutrophisées, planitiales, médio-européennes plutôt occidentales	6-8
<i>Potamogeton acutifolius</i> Link, 1818	EN	NT	RV82		Herbiers dulcaquicoles, annuels, enracinés, européens, pionniers d'eaux peu profondes	6-9
<i>Potamogeton trichoides</i> Cham. & Schldl., 1827	NT	LC			Herbiers dulcaquicoles, annuels, enracinés, européens, pionniers d'eaux peu profondes	6-9
<i>Pulicaria vulgaris</i> Gaertn., 1791	EN	LC	NV1	Oui	Friches annuelles hygrophiles à hydrophiles, eutrophiles pionnières, vasicoles	8-9
<i>Ranunculus ophioglossifolius</i> Vill., 1789	VU	LC	NV1	Oui	Annuelles hygrophiles des prairies	5-7
<i>Ranunculus sceleratus</i> L., 1753	LC	LC	RV82	Oui	Friches annuelles hygrophiles à hydrophiles, eutrophiles pionnières, vasicoles	4-9
<i>Rumex britannica</i> L., 1753	NT	LC		Oui	Marais et bords de rivières	5-9
<i>Rumex maritimus</i> L., 1753	EN	LC	RV82	Oui	Friches annuelles hygrophiles à hydrophiles, eutrophiles pionnières, vasicoles	7-10
<i>Schoenoplectiella supina</i> (L.) Lye, 2003	EN	NT	RV82		Annuelles des toundres hydrophiles (longuement inondables)	7-9
<i>Schoenoplectiella supina</i> (L.) Lye, 2003	EN	NT	RV82		Annuelles des toundres hydrophiles (longuement inondables)	7-9
<i>Scutellaria minor</i> Huds., 1762	NT	LC	RV82	Oui	Jonçaises des prés paratourbeux acidophiles, atlantiques, planitiales, thermophiles à mésothermophiles	6-9
<i>Sparganium emersum</i> Rehmann, 1871	LC	LC	RV82	Oui	Parvoroselières circumboréales pionnières	6-8
<i>Sparganium emersum</i> Rehmann, 1871	LC	LC	RV82	Oui	Parvoroselières circumboréales pionnières	6-8
<i>Thelypteris palustris</i> Schott, 1834	NT	LC	RV82	Oui	Magnocariçaises et roselières tourbeuses mésotrophiles, des eaux stagnantes ou à battement vertical	6-9

<i>Thysselinum palustre</i> (L.) Hoffm., 1814	EN	LC	RV82	Oui	Magnocariçaies et roselières tourbeuses mésotrophiles, des eaux stagnantes ou à battement vertical	7-9
<i>Thysselinum palustre</i> (L.) Hoffm., 1814	EN	LC	RV82	Oui	Magnocariçaies et roselières tourbeuses mésotrophiles, des eaux stagnantes ou à battement vertical	7-9
<i>Trapa natans</i> L., 1753	EN	LC			Associations de plantes aquatiques annuelles, méso-eutrophiles	6-7
<i>Utricularia neglecta</i> Lehm., 1828	DD	DD	RV82		Etangs et marais, tourbières	5-9
<i>Veronica catenata</i> Pennell, 1921	NT	LC		Oui	Cressonnières flottantes amphibies, holarctiques	5-9

* Déterminante ZNIEFF ; LRR : Liste Rouge Régionale ; LRN : Liste Rouge France ; LC : Préoccupation mineure, NT : Quasi-menacé, VU : Vulnérable ; EN : En danger, CR : En danger critique ; PN : « Protection nationale », PR : « Protection régionale »

Aucune espèce de flore patrimoniale n'a été identifiée sur aucun des sites d'étude.

Cependant, le passage de prospection n'a pas pu couvrir toutes les phénologies de la flore patrimoniale de la bibliographie, aussi restent potentielles les espèces présentées dans le tableau suivant :

Tableau 14: Liste des espèces patrimoniales potentielles sur les STECAL

Nom scientifique	LRR	LRN	Statut de protection	ZH det	Habitat	Phénologie	STECAL	
							Alexander	Anomia
<i>Cyperus michelianus</i> (L.) Delile, 1813	EN	LC	RV82	Oui	Annuelles des tondreuses hydrophiles (longuement inondables)	7-9	x	x
<i>Damasonium alisma</i> Mill., 1768	EN	EN	NV1	Oui	Annuelles des tondreuses hydrophiles (longuement inondables)	7-9	x	x
<i>Jacobaea paludosa</i> (L.) G. Gaertn., B. Mey. & Scherb., 1801	EN	LC	RV82	Oui	Mégaphorbiaies planitiaies-collinéennes, mésotrophiles, neutrophiles	7	x	
<i>Laphangium luteoalbum</i> (L.) Tzvelev, 1994	EN	LC		Oui	Annuelles des tondreuses hydrophiles à hydrophiles, européennes	7-9	x	x
<i>Lindernia procumbens</i> (Krock.) Philcox, 1965	EN	EN	RV82 NV1	Oui	Annuelles des tondreuses hydrophiles méridionales	7-9	x	x
<i>Marsilea quadrifolia</i> L., 1753	EN	NT	NV1	Oui	Parvogéophytes amphibies oligotrophiles, centro-européennes, planitiaies-collinéennes	7-10	x	
<i>Najas marina</i> L., 1753	LC	LC	RV82		Herbiers dulcaquicoles, annuels, enracinés, européens, pionniers d'eaux profondes	-	x	
<i>Najas minor</i> All., 1773	NT	LC	RV82		Herbiers dulcaquicoles, annuels, enracinés, européens, pionniers d'eaux profondes	7-9	x	
<i>Pulicaria vulgaris</i> Gaertn., 1791	EN	LC	NV1	Oui	Friches annuelles hydrophiles à hydrophiles, eutrophiles pionnières, vasicoles	8-9	x	
<i>Rumex maritimus</i> L., 1753	EN	LC	RV82	Oui	Friches annuelles hydrophiles à hydrophiles, eutrophiles pionnières, vasicoles	7-10		x
<i>Schoenoplectiella supina</i> (L.) Lye, 2003	EN	NT	RV82		Annuelles des tondreuses hydrophiles (longuement inondables)	7-9	x	
<i>Schoenoplectiella supina</i> (L.) Lye, 2003	EN	NT	RV82		Annuelles des tondreuses hydrophiles (longuement inondables)	7-9		x
<i>Thysselinum palustre</i> (L.) Hoffm., 1814	EN	LC	RV82	Oui	Magnocariçaies et roselières tourbeuses mésotrophiles, des eaux stagnantes ou à battement vertical	7-9	x	
<i>Thysselinum palustre</i> (L.) Hoffm., 1814	EN	LC	RV82	Oui	Magnocariçaies et roselières tourbeuses mésotrophiles, des eaux stagnantes ou à battement vertical	7-9	x	

* Déterminante ZNIEFF ; LRR : Liste Rouge Régionale ; LRN : Liste Rouge France ; LC : Préoccupation mineure, NT : Quasi-menacé, VU : Vulnérable ; EN : En danger, CR : En danger critique ; PN : « Protection nationale », PR : « Protection régionale »

Synthèse de la flore patrimoniale

L'enjeu relatif à la flore patrimoniale est jugé « **modéré** » car le passage de terrain n'a pas pu couvrir la phénologie de 15 espèces patrimoniales de la bibliographie, ainsi elles restent potentielles.

1.5.5.1 Flore invasive

D'après la liste de référence des plantes exotiques envahissantes de la région Rhône-Alpes, une espèce exotique envahissante a été contactée au sein des sites d'études STECAL – Anomia lors des prospections naturalistes. Elles sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 15 : Liste des espèces invasives recensées au sein de l'aire d'étude

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Catégorisation PEE	Habitat colonisé	Répartition sur le site
<i>Erigeron annuus</i>	Vergerette annuelle	Avérée	Prairie de fauche mésophile, Prairie pâturée mésophile, Pelouse tondue mésophile	Etendue Site STECAL – Anomia

1 : d'après la liste de référence des plantes exotiques envahissantes de la région Rhône-Alpes

Synthèse de la flore invasive

La problématique liée à la flore invasive est jugée « modérée » du fait de la présence de deux espèces et de la présence en très grande quantité de la Vergerette annuelle.

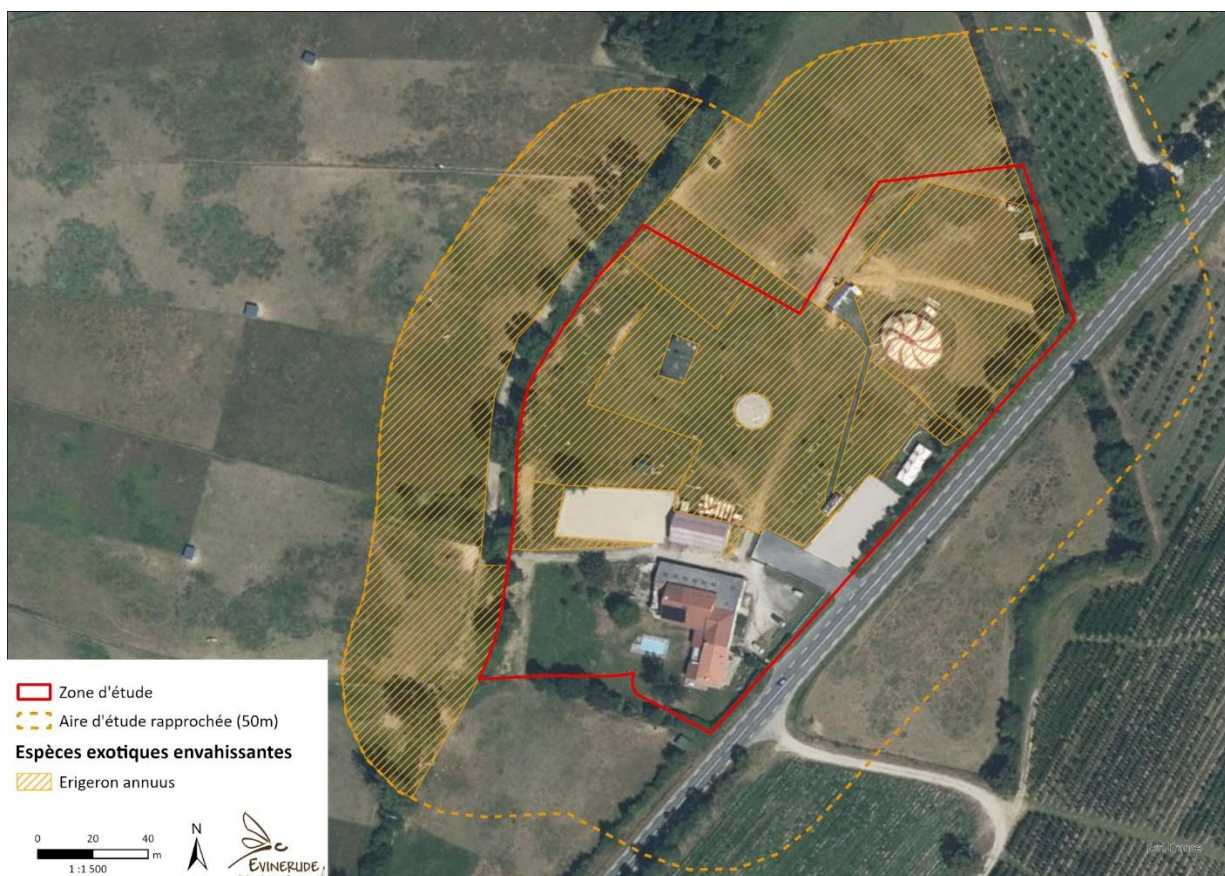


Figure 45 : Localisation des espèces exotiques envahissantes sur le site STECAL - Anomia

1.5.6 Zones humides

1.5.6.1 Zones humides floristiques

Dans les sites ANOMIA et ALEXANDER

Pour ce qui est du critère floristique, trois habitats naturels caractéristiques des zones humides floristiques au sens de l'annexe IIb de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009 ont été identifiés sur deux sites d'études : le site STECAL – Anomia et le site STECAL - Alexander.

Les habitats humides sont au nombre de trois :

- L'Aulnaie rivulaire
- La Phragmitaie
- La mare et sa communauté de lentilles d'eau

Au total, ces habitats humides occupent 1 903 m² au sein de toutes les zones d'études confondues. Ils ne sont présents que sur les sites STECAL – Anomia et STECAL – Alexander. Et sont localisés sur les cartes ci-dessous :

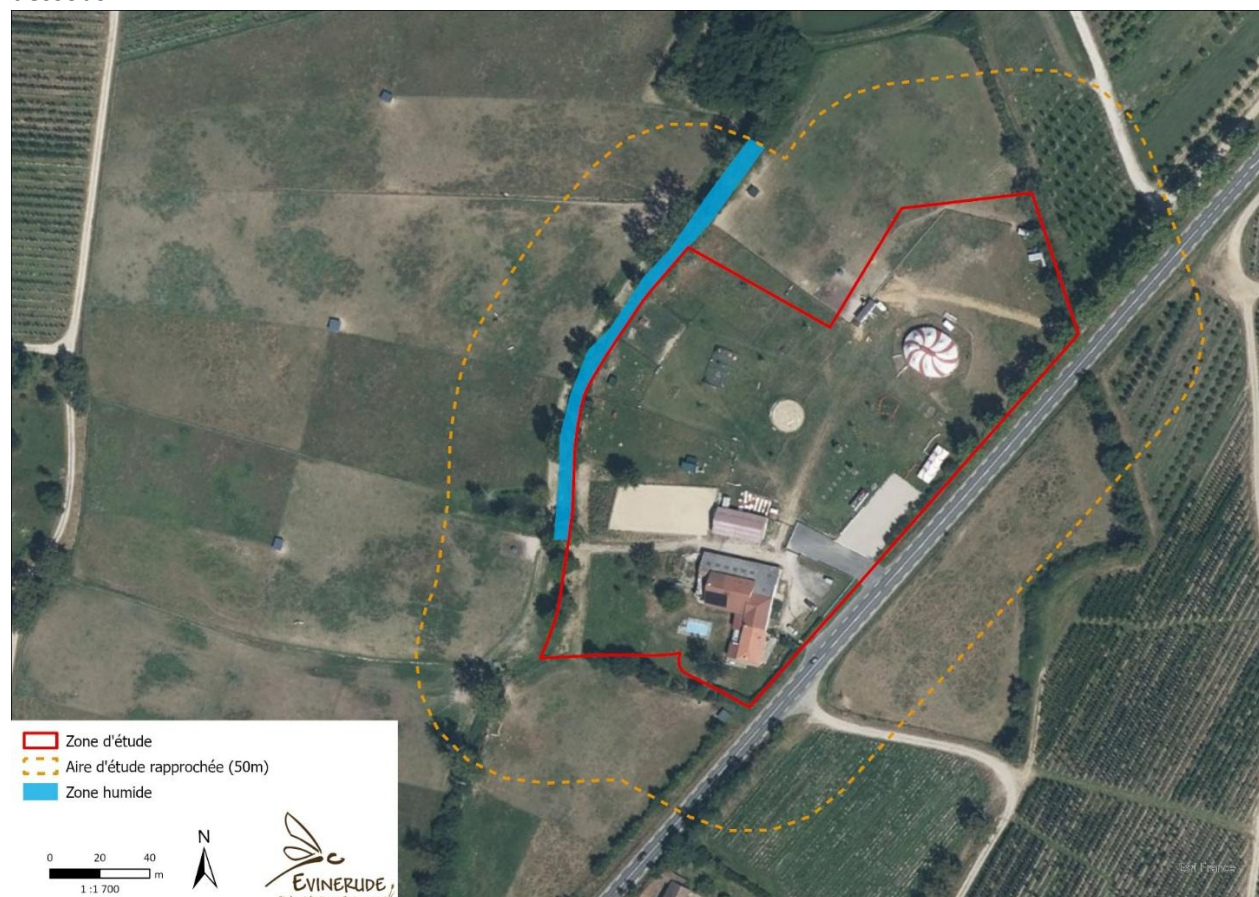


Figure 46 : Cartographie des zones humides floristiques sur le site STECAL - Anomia

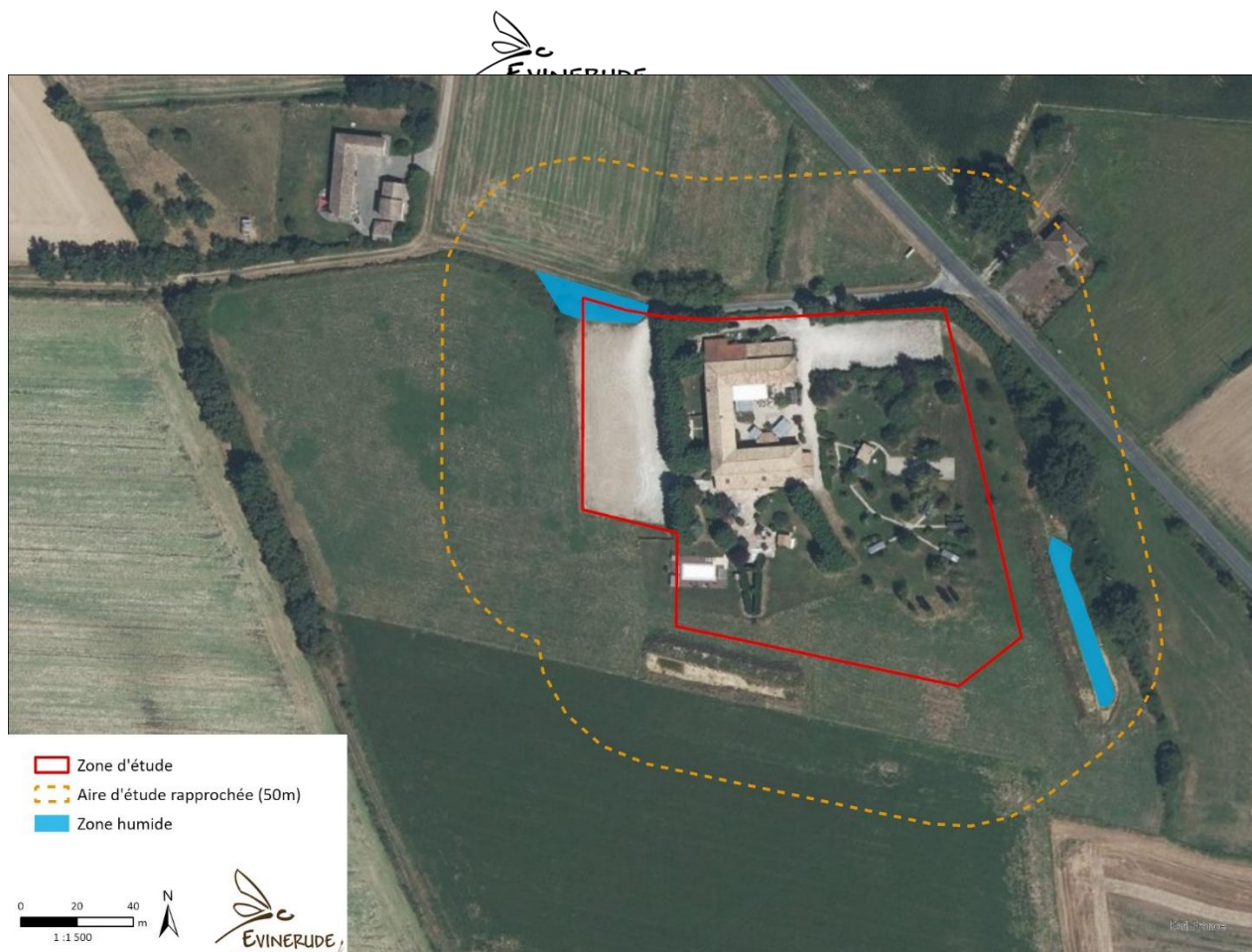


Figure 47 : Cartographie des zones humides floristiques sur le site STECAL – Alexander


1.5.6.2 Zones humides pédologiques

Les zones humides pédologiques ont été recherchées uniquement sur les sites ALEXANDER et ANOMIA.

Six sondages pédologiques ont été réalisés sur l'ensemble des sites STECAL – Alexander, STECAL – Anomia. Aucun des sondages n'a révélé un sol humide sur critère pédologique. Ils sont décrits dans le tableau suivant :

Tableau 16: Tableau de synthèse des caractéristiques des sondages réalisés

N° Sondage	Contexte	Profondeur	Sols et granulométrie	Trace hydromorphique	Classe GEPPA	Conclusion sur la caractéristique humide ou non du sol	Site
S2	Prairie de fauche	120	0-20 : Horizon organique 20-120 : Horizon clair limoneux	Oxydation légère à 30 cm Traces d'oxydation marquées s'accroissant en profondeur à partir de 40 cm.	IV-c	Non humide	STECAL – Alexander
S3	Haie anthropique – pelouse tondue	120	0-10 : Horizon organique 10-120 : Horizon clair limoneux	Légères traces d'oxydation à 30 cm Accentuation des traces d'oxydation à partir de 50 cm avec nodules de manganèse.	IV-c	Non humide	STECAL – Alexander
S4	Prairie de fauche	110 – refus	0-60 : Horizon argilo-limoneux marron foncé 60-110 : Horizon argilo-	Légères traces d'oxydation à 40 cm et	IV-c	Non humide	STECAL – Anomia

			 limoneux marron plus clair	intensification à partir de 60 cm Nodules de manganèse à 100 cm			
S5	Prairie pâturée	100 – refus	0-100 : Horizon argilo-limoneux marron foncé	Légères traces d'oxydation à 50 cm qui s'intensifient ensuite en profondeur.	III-b ²	Non humide	STECAL – Anomia
S6	Pelouse tondue	120	0-60 : Horizon argilo-limoneux marron foncé 60-120 : Horizon argileux marron plus clair	Traces d'oxydation à partir de 60 cm qui s'intensifient en profondeur	III-b	Non humide	STECAL – Anomia

1.5.7 Faune

1.5.7.1 Mammifères

Bibliographie

La bibliographie identifie la présence de 11 espèces de mammifère au niveau communal. Parmi celles-ci, 3 sont jugées patrimoniales dont 2 sont protégées à l'échelle nationale : l'écureuil roux et le hérisson d'Europe. Ces 3 espèces sont jugées potentielles sur le site.

- Le **Hérisson d'Europe** est assez ubiquiste et se rencontre surtout dans les prairies, cultures, petit bois, haies et jardins. Habituee des milieux suburbains, les densités de l'espèce peuvent être de deux à trois fois supérieures qu'en milieu rural. Compte tenu des habitats présents sur la zone d'étude, l'espèce est jugée potentielle. **Protégée** à l'échelle nationale, cette espèce ubiquiste reste commune aux différentes échelles et **relève d'un enjeu faible**.
- L'**Ecureuil roux** est une espèce de rongeur arboricole présentant une forte plasticité écologique et est susceptible de fréquenter une grande diversité de boisements. L'espèce peut donc fréquenter les haies, les alignements d'arbres et les boisements du site pour le repos et l'alimentation. Cette espèce **protégée** reste commune aux différentes échelles et présente un **enjeu faible**.
- Le **Lapin de garenne** affectionne les milieux semi-ouverts où il trouve des zones de refuges et d'alimentation. Il utilise régulièrement les terrains meubles où il creuse ses garennes. Bien que cette espèce ne soit pas **protégée**, elle est cependant « quasi-menacée » aux échelles nationales et régionales et présente un **enjeu modéré**.

Résultats des inventaires

Les prospections ont permis de mettre en avant la présence du Lièvre d'Europe sur le site ANOMIA.

Aucun terrier de Lapin de Garenne n'a été observé sur les différents sites d'étude, aussi il est considéré non présent en reproduction. Certaines espèces patrimoniales inventoriées dans la bibliographie sont particulièrement discrètes pour la plupart, parfois nocturnes, qu'il est possible de ne pas voir durant les prospections naturalistes réalisées. Elles restent ainsi potentielles sur la zone d'étude.

L'enjeu lié à ces espèces est présenté dans le tableau ci-après.

Tableau 17: Espèces de mammifères inventoriés dans l'analyse bibliographique et enjeux de conservation

Nom latin	Nom français	Statut de protection		Listes rouges		EI	Statut	ELC
		PN	DH	LRN	LRR			
Espèces avérées								
Lepus europaeus	Lièvre d'Europe	-	-	LC	-	Très faible	T - A	Très faible
Espèces potentielles								
Erinaceus europaeus	Hérisson d'Europe	Art.2	-	LC	LC	Faible	R - T - A	Faible
Sciurus vulgaris	Écureuil roux	Art.2	-	LC	LC	Faible	R - T - A	Faible
Oryctolagus cuniculus	Lapin de garenne	-	-	NT	NT	Modéré	T - A	Très faible
Myocastor coypus	Ragondin	-	-	NA	NAa	Très faible	T - A	Très faible
Capreolus capreolus	Chevreuril européen	-	-	LC	LC	Très faible	T - A	Très faible
Meles meles	Blaireau européen	-	-	LC	LC	Très faible	T - A	Très faible
Vulpes vulpes	Renard roux	-	-	LC	LC	Très faible	R - T - A	Très faible
Martes martes	Martre des pins	-	-	LC	LC	Très faible	T - A	Très faible
Sus scrofa	Sanglier	-	-	LC	LC	Très faible	T - A	Très faible
Apodemus sylvaticus	Mulot sylvestre	-	-	LC	LC	Très faible	R - T - A	Très faible

En gras : espèce ayant fait ou faisant l'objet d'un PNA ; PN : Protection nationale, DH : Directive habitat ; LRN : Liste rouge nationale ; LRR : Liste rouge régionale ; LC : Préoccupation mineure, R : Reproduction ; T : Transit ; A : Alimentation ; EI : Enjeu intrinsèque ; ELC : Enjeu local de conservation.

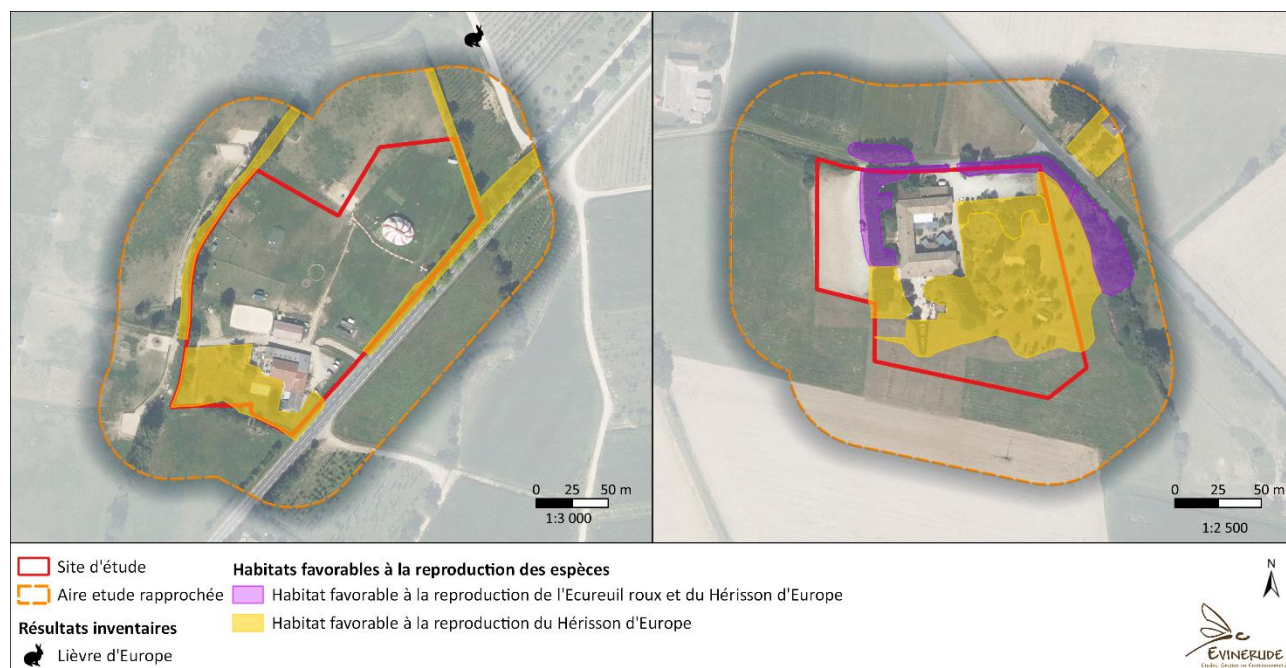


Figure 48: Habitats favorables aux mammifères patrimoniaux en reproduction

Sur les sites d'étude entourant les bâtiments voués à changer de destination, les enjeux relevés, liés aux mammifères, sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 18: Espèces de mammifères potentielles sur les sites d'étude et utilisation des sites

Nom latin	Nom français	ELC	Utilisation des sites par les mammifères patrimoniaux									
			A	B	C	D	E	F	G	H	I	J-K
<i>Erinaceus europaeus</i>	Hérisson d'Europe	Faible	A	R-A-T	R-A-T	A	R-A-T	A-T	R-A-T	R-A-T	R-A-T	R-A-T
<i>Sciurus vulgaris</i>	Écureuil roux	Faible	-	T	A-T	-	A-T	R-A-T	A-T	A-T	A-T	R-A-T
ELC du site			Très faible	Faible	Faible	Très faible	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible

Synthèse des enjeux mammifères :

Sur les sites ANOMIA et ALEXANDER, mais aussi sur l'ensemble des sites d'études liés aux bâtiments voués à changer de destination, des habitats favorables à la reproduction du Hérisson d'Europe (haies, jardins anthropique) et de l'Ecureuil roux (Boisements, alignement d'arbres et haies arborées) sont retrouvés.

Sur l'ensemble des sites, l'enjeu lié aux mammifères est considéré faible.

1.5.7.2 Chiroptères

En France, toutes les espèces de chauves-souris et leurs habitats de vie sont protégés par la loi. Dans les faits, le Code de l'environnement protège :

- Les individus : il est interdit de les détruire, de les transporter ou de les commercialiser.
- Les habitats : il est interdit de détruire ou détériorer les habitats de reproduction ou de repos des chauves-souris.

Plusieurs espèces de chauves-souris ont besoin des bâtiments pour leur reproduction, l'hibernation ou le transit intersaison. Ainsi, si le bâtiment est utilisé par les chauves-souris, il est interdit de le détruire ou de le rénover sans prendre en compte les chauves-souris.

Bibliographie

Les bases de données communales de Saint-Trivier-sur-Moignans mentionne la présence de sept espèces de chiroptères sur la commune et 7 autres espèces sont recensées dans les périmètres d'inventaires liés à la commune.

Inventaires terrain et potentialités sur site

Ce groupe n'a pas fait l'objet d'inventaire terrain spécifique. Seuls les arbres gîtes potentiels et les potentialités de gîte en bâtiments ont été relevés.

Sur ANOMIA et ALEXANDER, aucun arbre gîte potentiel n'a été mis en évidence par les inventaires terrain.

En revanche, les bâtiments suivants sont possiblement utilisés en gîte pour les chiroptères :

- Bâtiment A : Champfournier
- Bâtiment B : Le Pierrier
- Bâtiment C : Montagneux
- Bâtiment D : La Forêt
- Bâtiment E : La Caronnière
- Bâtiment F : La Côtère
- Bâtiment H : Montagneux
- Bâtiment I : Le petit Moulin
- Bâtiments J et K : Au Ripel – probabilité faible

Les inventaires n'ont pas mis en évidence d'arbres gîtes potentiels sur les sites d'étude, aussi, seules les espèces pouvant nicher dans les bâtiments sont considérées potentielles en gîte sur les différents sites d'étude.

Les espèces sont présentées ci-après :

Tableau 19: Espèces de chiroptère potentielles sur la commune

Nom français	Nom latin	Statut de protection		Statut de conservation		EI	Utilisation possible des sites	ELC
		PN	DH	LRN	LRR			
Guilde des milieux semi-ouverts								
Minioptère de Schreibers*	Miniopterus schreibersii*	Art.2	Ann.II Ann.IV	VU	EN	Fort	C/T	Modéré
Pipistrelle de Nathusius*	Pipistrellus nathusii*	Art.2	Ann.IV	NT	DD	Modéré	C/T	Faible
Pipistrelle commune	Pipistrellus pipistrellus↘	Art.2	Ann.IV	NT	NT	Modéré	G/C/T	Modéré
Vespère de Savi*	Hypsugo savii*	Art.2	Ann.IV	LC	LC	Faible	C/T	Faible
Pipistrelle pygmée*	Pipistrellus pygmaeus*	Art.2	Ann.IV	LC	LC	Faible	G/C/T	Faible
Pipistrelle de Kuhl	Pipistrellus kuhlii	Art.2	Ann.IV	LC	LC	Faible	G/C/T	Faible
Guilde des milieux boisés								
Murin de Bechstein*	Myotis bechsteinii*	Art.2	Ann.II Ann.IV	NT	VU	Modéré	C/T	Faible
Murin à oreilles échancrées*	Myotis emarginatus*	Art.2	Ann.II Ann.IV	LC	NT	Modéré	G/C/T	Modéré
Grand rhinolophe*	Rhinolophus ferrumequinum*	Art.2	Ann.II Ann.IV	LC	NT	Modéré	C/T	Faible
Murin de Daubenton	Myotis daubentonii	Art.2	Ann.IV	LC	LC	Faible	T	Très faible
Murin d'Alcathoe*	Myotis alcathoe*	Art.2	Ann.IV	LC	DD	Faible	T	Très faible
Murin de Brandt*	Myotis brandtii*	Art.2	Ann.IV	LC	DD	Faible	C/T	Faible
Guilde des espèces de haut vol								
Noctule commune*	Nyctalus noctula*	Art.2	Ann.IV	VU	VU	Fort	C/T	Modéré
Molosse de Cestoni*	Tadarida teniotis*	Art.2	Ann.IV	NT	NT	Modéré	C/T	Faible
Noctule de Leisler*	Nyctalus leisleri*	Art.2	Ann.IV	NT	LC	Faible	G/C/T	Faible

En gras : espèce prioritaire au plan national d'action, *Espèce ZNIEFF déterminante, PN : Protection nationale, DH : Directive habitats, LRN : Liste rouge nationale, LRR : Liste rouge régionale, EI : Enjeu intrinsèque, LC : Préoccupation mineure, NT : Quasi menacée, VU : Vulnérable, EN : En danger, ↘ : Baisse avérée des populations.

Les espèces à plus fort enjeu, potentielles sur les sites en chasse sont présentées ci-après.

- La **Pipistrelle commune** (*Pipistrellus pipistrellus*) est ubiquiste, elle vit dans tout type de bâtiment qui puisse lui offrir des interstices où s'y réfugier. Pendant l'hiver, la majorité d'entre elles se réfugient dans les grottes et falaises, tandis que d'autres parviennent à hiberner dans des cavités de murs en pierre, d'arbres de massifs forestiers ou des bâtiments. Elle peut chasser dans tout type de milieu, mais préfère les milieux humides. Elle chasse à moyenne altitude (autour de 20m) à proximité des lisières, des huppiers. Son rayon de dispersion s'étend à 5km autour du gîte. Elle est inscrite sur le Plan National d'action en faveur des chiroptères. C'est une espèce crépusculaire.
- Le **Murin à oreilles échancrées** (*Myotis emarginatus*) est une espèce spécialiste. Les colonies de femelles vont mettre bas dans les charpentes des bâtiments, mais les mâles peuvent utiliser tout type de gîtes de fortune même faiblement exposés à la lumière/pénombre (des cavités arboricoles, sous les rebords de fenêtres, sous les parasols...). C'est une espèce aux mœurs nocturnes tardives. L'hiver est passé en souterrain. L'espèce recherche pour la chasse les milieux boisés, les forêts, les arbres isolés, les haies bocagères et les ripisylves. Les populations en France sont en hausse. L'espèce est inscrite à l'Annexe II de la directive Habitats Faune Flore et n'est pas menacée en France.



Sur l'ensemble des sites d'étude, tant les deux STECAL Anomia et Alexander que les bâtiments voués à changer de destination, l'enjeu lié aux chiroptères est considéré modérés pour les bâtiments.

1.5.7.3 Avifaune

Bibliographie

Sur la commune, 176 espèces sont identifiées en bibliographie. Parmi elles, 133 sont protégées au niveau national au titre de l'Art. 3 et/ou 4 et 43 espèces sont annexées au titre de la directive habitats.

Résultats des inventaires et potentialité sur site

Deux passages ont été réalisés sur les différents sites d'étude. De nombreuses espèces de la bibliographie ont été recensées sur les différents sites d'étude.

La description des espèces à plus forts enjeux est présentée ci-après :

- Le **Moineau friquet** est lié aux espaces ruraux à l'ancienne, aux bocages ponctués de fermes, hameaux et vieux villages avec leur cortège de jardins, de vieux vergers, d'un important linéaire de haies, de rangées de vieux arbres, d'arbres têtards, d'arbres isolés, de zones incultes envahies par les herbes. Ce Moineau est en danger d'extinction (EN) à toutes les échelles. L'enjeu associé à l'espèce est considéré **très fort**.
- Le **Verdier d'Europe** est une espèce des milieux semi-ouverts qui se retrouve partout où l'on trouve quelques arbres. Pour la nidification, il doit disposer de ligneux denses capables de dissimuler son nid assez volumineux. « Vulnérable » à l'échelle nationale et régionale, il est considéré potentiel en reproduction dans les haies et milieux arbustifs des sites d'étude. L'enjeu associé est donc considéré **fort**.

- La **Pie-grièche écorcheur** est une espèce typique des milieux semi-ouverts. Les mots-clés qui résument ses besoins fondamentaux sont : buissons bas épineux, perchoirs d'une hauteur comprise entre un et trois mètres, zones herbeuses et gros insectes. Actuellement, les milieux les mieux pourvus en Pies-grièches écorcheurs se caractérisent par la présence de prairies de fauche et/ou de pâtures extensives, parfois traversées par des haies, mais toujours plus ou moins ponctuées de buissons bas, d'arbres isolés et d'arbustes épineux. Espèce d'intérêt communautaire (inscrit à l'Annexe I de la Directive Oiseaux), elle n'est pas considérée comme menacée à l'échelle régionale et nationale. Cependant elle vient d'acquiescer un Plan National d'Action en sa faveur. Les fourrés arbustifs et les haies présents sur le site sont favorables à sa reproduction. L'enjeu est donc qualifié de **fort**.

Tableau 20: Espèces d'oiseaux potentiels et utilisation des sites

Nom français	Nom latin	Statut de protection		Listes rouges		EI	Anomia		Alexander	
		PN	DO	LRN	LRR		Utilisation du site	ELC	Utilisation du site	ELC
Cortège des milieux boisés										
Milan royal*	Milvus milvus*	Art.3	Ann.I	VU	NT	Modéré	T-A	Faible	T-A	Faible
Milan noir	Milvus migrans	Art.3	Ann.I	LC	LC	Modéré	T-A	Faible	T-A	Faible
Accenteur mouchet	Prunella modularis	Art.3	-	LC	VU	Modéré	-	Nul	-	Nul
Bruant jaune	Emberiza citrinella	Art.3	-	VU	NT	Modéré	Npo	Modéré	Npo	Modéré
Chardonneret élégant	Carduelis carduelis	Art.3	-	VU	LC	Modéré	Npro	Modéré	Npro	Modéré
Choucas des tours	Corvus monedula	Art.3	-	LC	LC	Faible	T-A	Faible	T-A	Faible
Mésange huppée	Lophophanes cristatus	Art.3	-	LC	LC	Faible	Npo	Faible	Npo	Faible
Mésange bleue	Cyanistes caeruleus	Art.3	-	LC	LC	Faible	Npo	Faible	Npro	Faible
Orite à longue queue	Aegithalos caudatus	Art.3	-	LC	LC	Faible	Npo	Faible	Npo	Faible
Mésange charbonnière	Parus major	Art.3	-	LC	LC	Faible	Npo	Faible	Npro	Faible
Pic épeiche	Dendrocopos major	Art.3	-	LC	LC	Faible	T-A	Faible	T-A	Faible
Pic vert	Picus viridis	Art.3	-	LC	LC	Faible	T-A	Faible	T-A	Faible
Pinson des arbres	Fringilla coelebs	Art.3	-	LC	LC	Faible	Npro	Faible	Npro	Faible
Rougegorge familier	Erithacus rubecula	Art.3	-	LC	LC	Faible	Npo	Faible	Npo	Faible
Rougequeue noir	Phoenicurus ochruros	Art.3	-	LC	LC	Faible	Npo	Faible	Npro	Faible
Buse variable	Buteo buteo	Art.3	-	LC	LC	Faible	T-A	Faible	T-A	Faible
Grimpereau des jardins	Certhia brachydactyla	Art.3	-	LC	LC	Faible	Npro	Faible	Npo	Faible
Pie bavarde	Pica pica	-	-	LC	LC	Très faible	T-A	Très faible	T-A	Très faible
Pigeon ramier	Columba palumbus	-	-	LC	LC	Très faible	T-A	Très faible	T-A	Très faible
Cortège des milieux ouverts et agricoles										
Cochevis huppé	Galerida cristata	Art.3	-	LC	CR	Très fort	T-A	Faible	T-A	Faible
Busard cendré*	Circus pygargus*	Art.3	Ann.I	NT	EN	Fort	T-A	Faible	T-A	Faible
Busard Saint-Martin*	Circus cyaneus*	Art.3	Ann.I	LC	EN	Fort	T-A	Faible	T-A	Faible
Courlis cendré*	Numenius arquata*		-	VU	VU	Fort	T-A	Faible	-	Nul
Alouette des champs	Alauda arvensis		-	NT	NT	Modéré	Npo	Modéré	Npro	Modéré
Alouette lulu*	Lullula arborea*	Art.3	Ann.I	LC	LC	Modéré	Npo	Modéré	Npo	Modéré
Oedicnème criard*	Burhinus oedicnemus*	Art.3	Ann.I	LC	LC	Modéré	Npo	Modéré	T-A	Faible
Traquet motteux	Oenanthe oenanthe	Art.3	-	NT	NT	Modéré	Npo	Modéré	Npo	Modéré
Bergeronnette grise	Motacilla alba	Art.3	-	LC	LC	Faible	Npro	Faible	Npo	Faible
Moineau domestique	Passer domesticus	Art.3	-	LC	LC	Faible	Npo	Faible	Npo	Faible
Étourneau sansonnet	Sturnus vulgaris		-	LC	LC	Très faible	Npo	Très faible	Npo	Très faible
Cortège des milieux semi-ouverts et bocagers										
Moineau friquet	Passer montanus	Art.3	-	EN	EN	Très fort	Npo	Très fort	Npo	Très fort
Pie-grièche grise*	Lanius excubitor*	Art.3	-	EN	EN	Très fort	T-A	Faible	T-A	Faible
Pipit farlouse*	Anthus pratensis*	Art.3	-	VU	VU	Fort	T-A	Faible	T-A	Faible
Tourterelle des bois	Streptopelia turtur	-	-	VU	VU	Fort	-	Nul	-	Nul
Verdier d'Europe	Chloris chloris	Art.3	-	VU	VU	Fort	Npo	Fort	Npo	Fort
Pie-grièche écorcheur*	Lanius collurio*	Art.3	Ann.I	NT	NT	Fort	Npo	Fort	Npo	Fort
Faucon crécerelle	Falco tinnunculus	Art.3	-	NT	NT	Modéré	T-A	Faible	T-A	Faible
Serin cini	Serinus serinus	Art.3	-	VU	NT	Modéré	Npo	Modéré	Npo	Modéré
Fauvette des jardins	Sylvia borin	Art.3	-	NT	NT	Modéré	Npo	Modéré	Npo	Modéré
Linotte mélodieuse	Linaria cannabina	Art.3	-	VU	LC	Modéré	Npo	Modéré	Npo	Modéré
Locustelle tachetée	Locustella naevia	Art.3	-	NT	VU	Modéré	Npo	Modéré	Npo	Modéré
Pouillot fitis	Phylloscopus trochilus	Art.3	-	NT	NT	Modéré	Npo	Modéré	Npo	Modéré

Tarin des aulnes	<i>Spinus spinus</i>	Art.3	-	LC	VU	Modéré	T-A	Faible	T-A	Faible
Fauvette à tête noire	<i>Sylvia atricapilla</i>	Art.3	-	LC	LC	Faible	Npro	Faible	Npo	Faible
Fauvette grisette	<i>Sylvia communis</i>	Art.3	-	LC	LC	Faible	Npo	Faible	Npro	Faible
Hypolaïs polyglotte	<i>Hippolaïs polyglotta</i>	Art.3	-	LC	LC	Faible	Npo	Faible	Npro	Faible
Rossignol philomèle	<i>Luscinia megarhynchos</i>	Art.3	-	LC	LC	Faible	Npo	Faible	Npro	Faible
Troglodyte mignon	<i>Troglodytes Troglodytes</i>	Art.3	-	LC	LC	Faible	Npo	Faible	Npo	Faible
Mésange bleue	<i>Cyanistes caeruleus</i>	Art.3	-	LC	LC	Faible	Npo	Faible	Npro	Faible
Bruant zizi	<i>Emberiza cirius</i>	Art.3	-	LC	LC	Faible	Npo	Faible	Npo	Faible
Corneille noire	<i>Corvus corone</i>	-	-	LC	LC	Très faible	Npo	Très faible	Npo	Très faible
Merle noir	<i>Turdus merula</i>	-	-	LC	LC	Très faible	Npo	Très faible	Npo	Très faible
Tourterelle turque	<i>Streptopelia decaocto</i>	-	-	LC	LC	Très faible	Npo	Très faible	Npo	Très faible
Cortège des milieux aquatiques et humides										
Grande Aigrette	<i>Ardea alba</i>	Art.3	Ann.I	NT	CR	Très fort	T-A	Faible	-	Nul
Grand Cormoran	<i>Phalacrocorax carbo</i>	Art.3	-	LC	VU	Modéré	T-A	Faible	-	Nul
Canard colvert	<i>Anas platyrhynchos</i>	-	-	LC	LC	Très faible	T-A	Faible	-	Nul
Cortège des milieux rupestres										
Martinet noir	<i>Apus apus</i>	Art.3	-	NT	NT	Modéré	R-T-A	Modéré	R-T-A	Modéré
Hirondelle rustique	<i>Hirundo rustica</i>	Art.3	-	NT	NT	Modéré	R-T-A	Modéré	R-T-A	Modéré
Faucon pèlerin*	<i>Falco peregrinus*</i>	Art.3	Ann.I	LC	LC	Modéré	T-A	Faible	T-A	Faible
Hirondelle de fenêtre	<i>Delichon urbicum</i>	Art.3	-	NT	LC	Faible	T-A	Faible	T-A	Faible

En gras : espèce ayant fait ou faisant l'objet d'un PNA, * : Espèce déterminante ZNIEFF, PN : Protection nationale, DO : Directive oiseaux, LRN : Liste rouge nationale, LRR : Liste rouge régionale, EI : Enjeu intrinsèque, ELC : Enjeu local de conservation, LC : Préoccupation mineure, NT : Quasi-menacé, VU : Vulnérable, EN : En danger, CR : en danger critique, T : Transit, A : Alimentation, Npo : Nicheur possible, Npro : Nicheur probable, XXXX : Espèces inventoriées

Synthèse des enjeux liés à l'avifaune

Pour les sites ANOMIA et ALEXANDER, l'enjeu lié à l'avifaune est considéré **très fort** en raison de la présence potentielle du Moineau friquet, de la Pie-grièche écorcheur et du Verdier d'Europe en reproduction dans les milieux arbustifs et les haies.

Les cartes ci-dessous présentent l'enjeu lié aux différents habitats sur ces deux sites et les espèces patrimoniales inventoriées sur les sites ANOMIA et ALEXANDER.

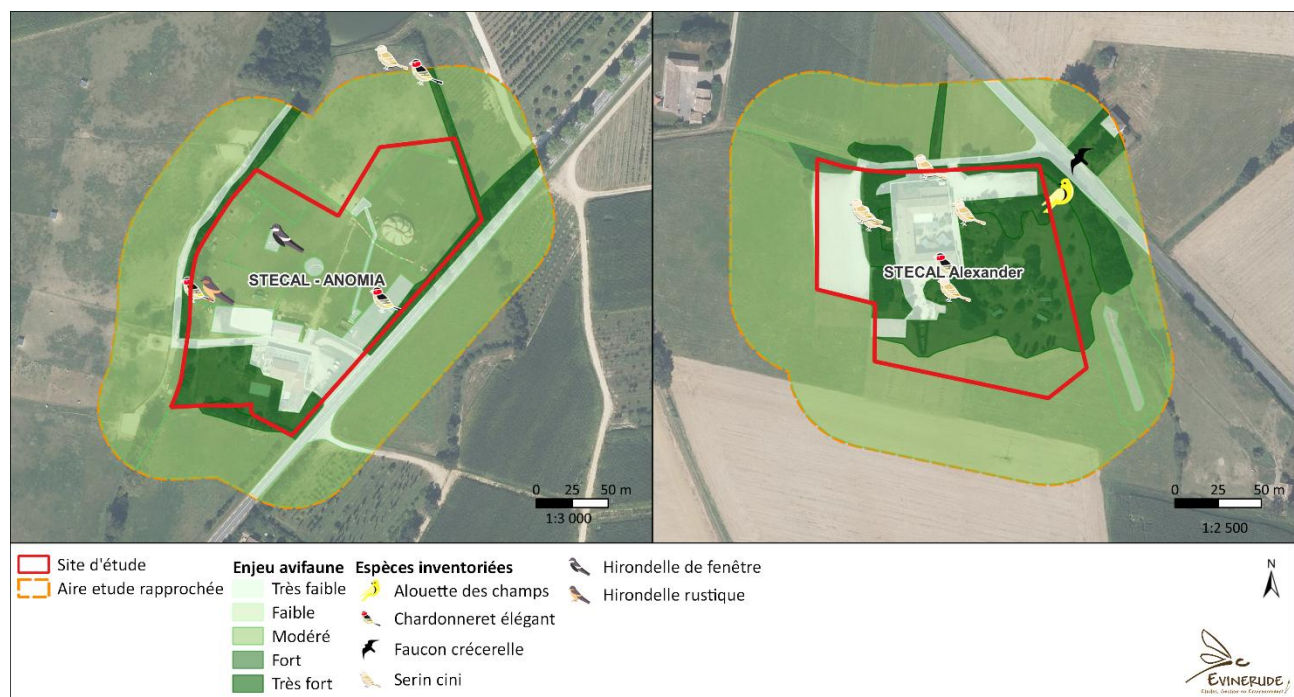


Figure 50: Cartographie des enjeux d'habitats favorables à la nidification de l'avifaune

En ce qui concerne les bâtiments voués à changer de destination, seules les espèces des milieux rupestres sont susceptibles de nicher dans les bâtiments, à l'exception du site G, pour lequel, la nidification n'est pas considérée possible dans les bâtiments. L'enjeu lié est donc **modéré**.

Les cartes ci-dessous montrent les espèces patrimoniales recensées sur les aires d'étude rapprochées des bâtiments voués à changer de destination.

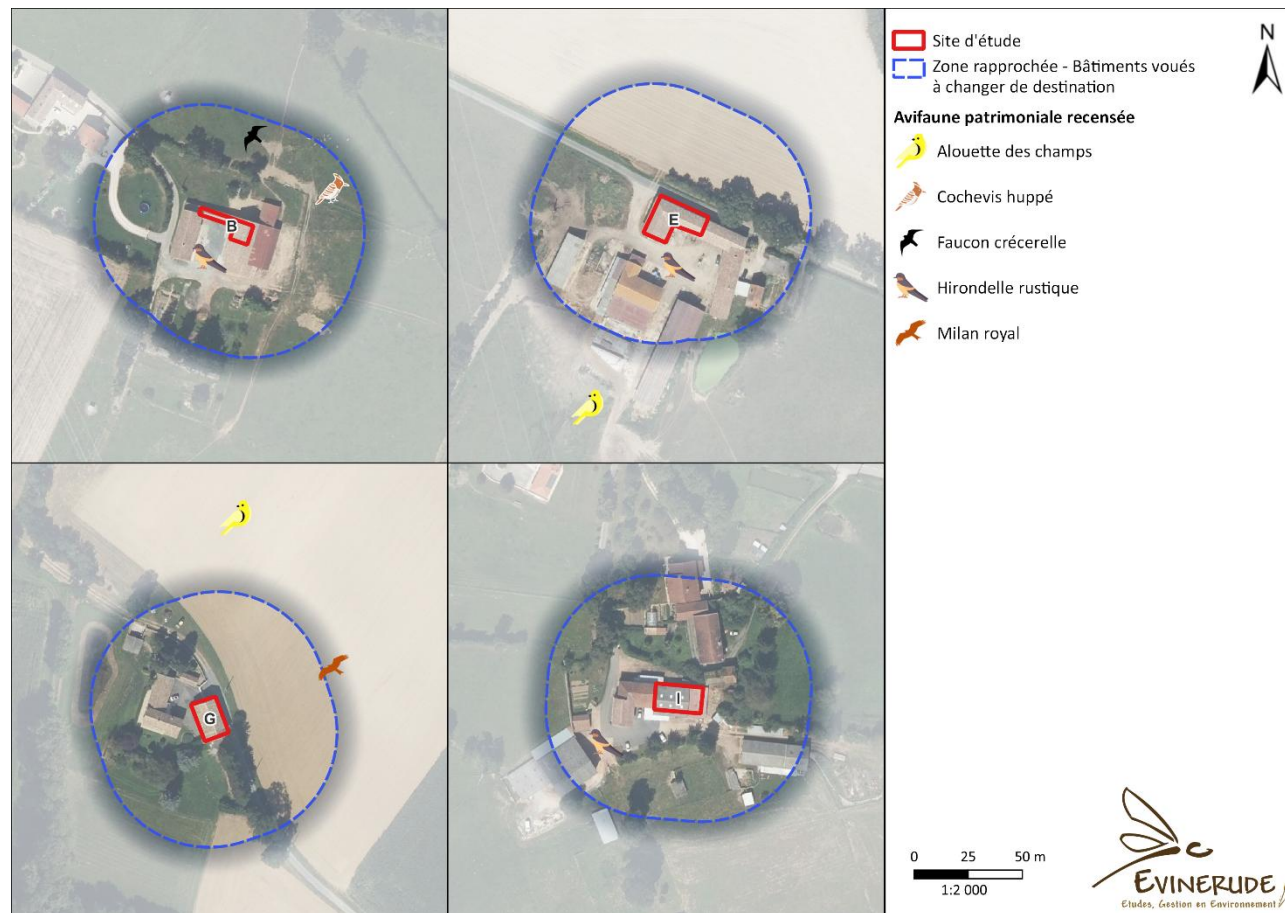


Figure 51: Localisation des espèces inventoriées

1.5.7.4 Reptiles

Bibliographie

La bibliographie communale met en évidence la présence de quatre espèces de reptiles sur la commune, auxquelles s'ajoutent 3 espèces de la ZNIEFF.

Résultats des inventaires et potentielité sur site

Seul le lézard des murailles a pu être identifié lors des inventaires sur les différents sites.

Tableau 21: Espèces de reptile identifié dans la bibliographie et potentielité sur site

Nom français	Nom latin	Statut de protection		Listes rouges		EI	Anomia		Alexander	
		PN	DH	LRN	LRR		Utilisation du site	ELC	Utilisation du site	ELC
Coronelle lisse*	<i>Coronella austriaca</i> *	Art. 2	Ann. IV	LC	LC	Modéré	R-A-T	Modéré	R-A-T	Modéré
Couleuvre d'Esculape	<i>Zamenis longissimus</i>	Art. 2	Ann. IV	LC	LC	Modéré	R-A-T	Modéré	A-T	Faible
Cistude d'Europe*	<i>Emys orbicularis</i> *	Art. 2	Ann. II/IV				-	Nul	-	Nul
Lézard des souches*	<i>Lacerta agilis</i> *	Art. 2	Ann. IV	NT	VU	Modéré	R-A-T	Modéré	R-A-T	Modéré



Lézard des murailles	<i>Podarcis muralis</i>	Art. 2	Ann. IV	LC	LC	Modéré	R-A-T	Faible	R-A-T	Faible
Couleuvre helvétique	<i>Natrix helvetica</i>	Art. 2		LC	LC	Faible	R-A-T	Faible	-	Nul
Lézard à deux raies	<i>Lacerta bilineata</i>	Art. 2	Ann. IV	LC	LC	Modéré	R-A-T	Faible	R-A-T	Faible

En gras : espèce ayant fait ou faisant l'objet d'un PNA, * : Espèce déterminante ZNIEFF, PN : Protection nationale, DH : Directive habitats, LRN : Liste rouge nationale, LRR : Liste rouge régionale, EI : Enjeu intrinsèque, ELS : Enjeu local de conservation, LC : Préoccupation mineure, NT : Quasi-menacé, VU : Vulnérable, R : Reproduction, A : Alimentation, T : Transit

- Le **Lézard des murailles** se reproduit et vit dans tous les endroits ensoleillés, secs (murs de pierres sèches, rochers, lisières de bois, béton, etc.) ou humides, pourvu qu'il existe quelques supports plus secs. Il est fréquent en milieu urbain, sur les murs des maisons, s'il arrive à trouver suffisamment de proies. L'espèce est jugée potentielle sur la zone d'étude. Protégée et inscrite sur Directive Habitat, elle est cependant très commune aux différentes échelles, l'enjeu associé est considéré comme faible.
- La **Coronelle lisse** est un petit serpent qui se nourrit principalement de lézards. De par son alimentation elle va donc fréquenter les milieux thermophiles comme les coteaux orientés Sud, les ruines, les éboulis, les voies ferrées ou encore les talus. L'espèce est jugée potentielle sur le site, elle est protégée et inscrite sur Directive Habitat, l'enjeu associé à cette espèce est jugé **modéré**.
- Le **Lézard des souches** vit dans une grande variété de milieux qui peuvent être de plus ou moins humides à secs. Il affectionne les landes, friches, bords de chemins, clairières, lisières forestières ou encore tourbières. L'espèce est susceptible de fréquenter le site d'étude. « Quasi-menacée » à l'échelle nationale, « Vulnérable » à l'échelle régionale et inscrite à l'annexe IV de la Directive habitat Européenne, l'enjeu associé est considéré comme modéré.
- La **Couleuvre d'Esculape** est une espèce qui apprécie les contextes forestiers, plutôt frais et peu ensoleillés comme les clairières. On peut également la retrouver en milieux plus secs et mieux exposés. Espèce partiellement arboricole, on peut la retrouver dans des arbustes ou arbres en hauteur, comme au sol. Les femelles pondent leurs œufs dans tout ce qui est déchets organiques, comme le compost et le fumier. Protégée à l'échelle nationale et inscrite sur Directive Habitat, l'enjeu associé à cette espèce est jugé modéré.

Les habitats retrouvés sur le site ANOMIA sont favorables à la présence de 6 espèces, à savoir deux espèces communes (Lézard des murailles et Lézard à deux raies), au lézard des souches, à la Couleuvre Helvétique, qui pourra fréquenter les Bords de cours d'eau et notamment l'Aulnaie au nord-est du site, à la Coronelle lisse, qui fréquentera les mêmes zones que le lézard des murailles et à la couleuvre d'Esculape qui peut venir pondre dans le fumier. Pour ce site, l'enjeu lié aux reptiles est **modéré**.

Sur le site ALEXANDER, les deux espèces communes de lézard, le lézard des souches, la coronelle lisse et la couleuvre d'Esculape en alimentation sont considérées comme potentielles. L'enjeu lié est donc **modéré**.

Sur l'ensemble des bâtiments voués à changer de destinations, les deux espèces de lézard commun ainsi que le lézard des souches sont considérées comme potentielle sur le bâtiment ou à proximité directe. La couleuvre helvétique est également jugée potentielle sur les 6 sites présentant des mares (D,E,F,G, I, et J-K). La Couleuvre d'Esculape est également jugée potentielle sur les 5 sites présentant un nombre assez important d'arbres (F, G, I, et J-K). L'enjeu y est considéré **modéré**.

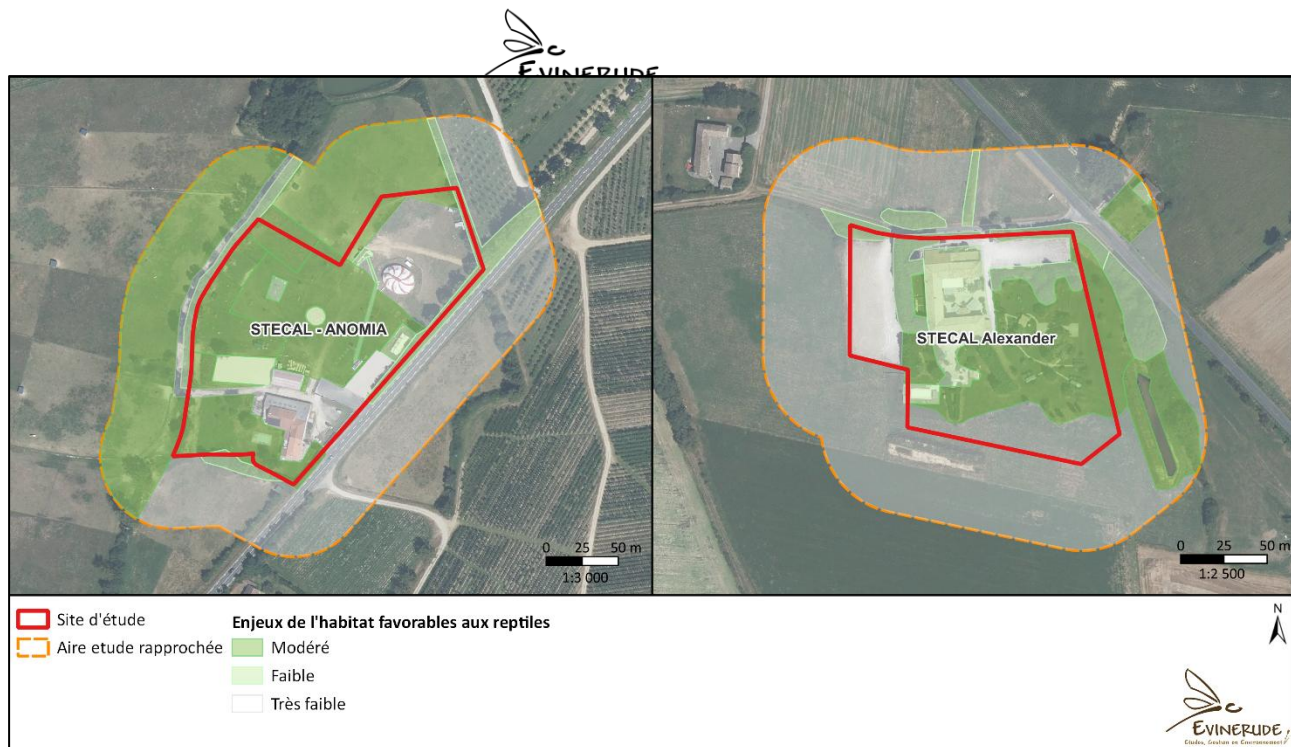


Figure 52: Habitats favorables aux espèces de reptiles potentielles sur sites

1.5.7.5 Amphibiens

Bibliographie

La recherche bibliographique a permis d'identifier quatre espèces potentielles dans la commune de Saint-Trivier-sur-Moignans et sept espèces fréquentant la ZNIEFF des Dombes.

Inventaires et potentialité

Les inventaires ont permis de recenser deux individus de Grenouilles vertes indéterminées sur l'aire rapprochée du bâtiment D – En Brocheru.

Aucune autre espèce n'a été identifiée sur les sites.

En revanche plusieurs sites sont situés à proximité directe de cours d'eau et petites mares, zones favorables à la reproduction des espèces d'amphibiens aquatiques.

Synthèse des enjeux amphibiens

- Le site ANOMIA longe une rivière favorable à la reproduction d'Amphibien. Les espèces aquatiques sont donc considérées potentielles en reproduction en limite nord du site, dans le cours d'eau et sur les berges avoisinantes et notamment dans l'Aunaie rivulaire.
En dehors de cette zone, elles pourront être retrouvées sur site en alimentation et transit, notamment lié à la période de reproduction durant laquelle les espèces migrent vers les milieux aquatiques.
Sur le site même, aucune espèce aquatique n'est considérée présente en reproduction, en revanche elles sont considérées présentes lors de la période de migration et en alimentation.
Le Crapaud commun et la Grenouille rousse, sont considérés potentiels en reproduction sur le site d'étude.
L'enjeu global du site est considéré **faible**.

- Le site ALEXANDER est situé également en proximité de mare, aussi en suivant la réflexion menée ci-dessus, les espèces aquatiques pourront être présentes en alimentation et transit de reproduction.
 - Sur ce site, des milieux plus végétalisés seront également favorables à leur hibernation.
 - L'enjeu global du site est considéré **faible**.

Tableau 22: Espèces d'amphibien identifiées par la bibliographie communale et utilisation des sites

Nom français	Nom latin	Statut de protection		Listes rouges		EI	Anomia		Alexander	
		PN	DH	LRN	LRR		Utilisation du site	ELC	Utilisation du site	ELC
Rainette verte*	<i>Hyla arborea</i> *	Art.2	Ann.IV	NT	VU	Modéré	A-T	Faible	-	Nul
Crapaud commun	<i>Bufo bufo</i>	Art.3		LC	LC	Faible	R-A-T	Faible	R-A-T	Faible
Salamandre tachetée	<i>Salamandra salamandra</i>	Art.3		LC	LC	Faible	A-T	Faible	-	Nul
Sonneur à ventre jaune*	<i>Bombina variegata</i> *	Art.2	Ann.IV/IV	VU	VU	Fort	-	Nul	-	Nul
Crapaud Calamite*	<i>Epidalea calamita</i> *	Art.2	Ann.IV	LC	NT	Modéré	-	Nul	-	Nul
Triton ponctué*	<i>Lissotriton vulgaris</i> *	Art.3		NT	EN	Fort	-	Nul	-	Nul
Pélodyte ponctué*	<i>Pelodytes punctatus</i> *	Art.2		LC	VU	Modéré	A-T	Faible	A-T	Faible
Grenouille verte	<i>Pelophylax kl. esculentus</i>	Art.4		NT	LC	Faible	A-T	Faible	A-T	Faible
Grenouille de Lessona*	<i>Pelophylax lessonae</i> *	Art.2	Ann.IV	NT	LC	Modéré	A-T	Faible	A-T	Faible
Grenouille rousse*	<i>Rana temporaria</i> *	Art.4		LC	NT	Faible	R-A-T	Faible	R-A-T	Faible
Triton crêté*	<i>Triturus cristatus</i> *	Art.2	Ann.IV/IV	NT	VU	Modéré	-	Nul	-	Nul

* : Espèce déterminante ZNIEFF, PN : Protection nationale, DH : Directive habitats, LRN : Liste rouge nationale, LRR : Liste rouge régionale, EI : Enjeu intrinsèque, ELS : Enjeu local de conservation, LC : Préoccupation mineure, NT : Quasi-menacé, VU : Vulnérable, EN : En danger, R : Reproduction, A : Alimentation, T : Transit

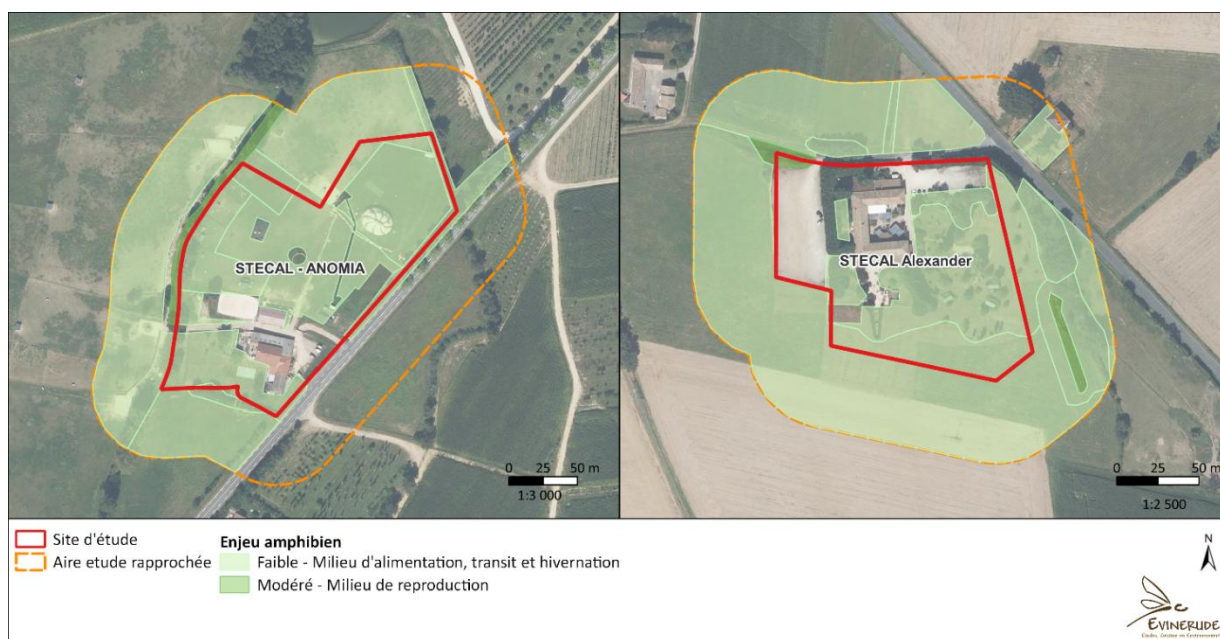


Figure 53: Habitats favorables aux amphibiens et utilisation

- Les bâtiments voués à changer de destination D, E, F, G, I et J-K sont situés à proximité de mares, favorables à la reproduction de ces différentes espèces. Les différentes espèces seront donc présentes dans les aires rapprochées de ces quatre sites en reproduction, alimentation, transit et migration. Les bâtiments même ne portent **pas d'enjeu** lié aux amphibiens, en revanche l'aire rapprochée autour de ces bâtiments porte un enjeu **modéré**.

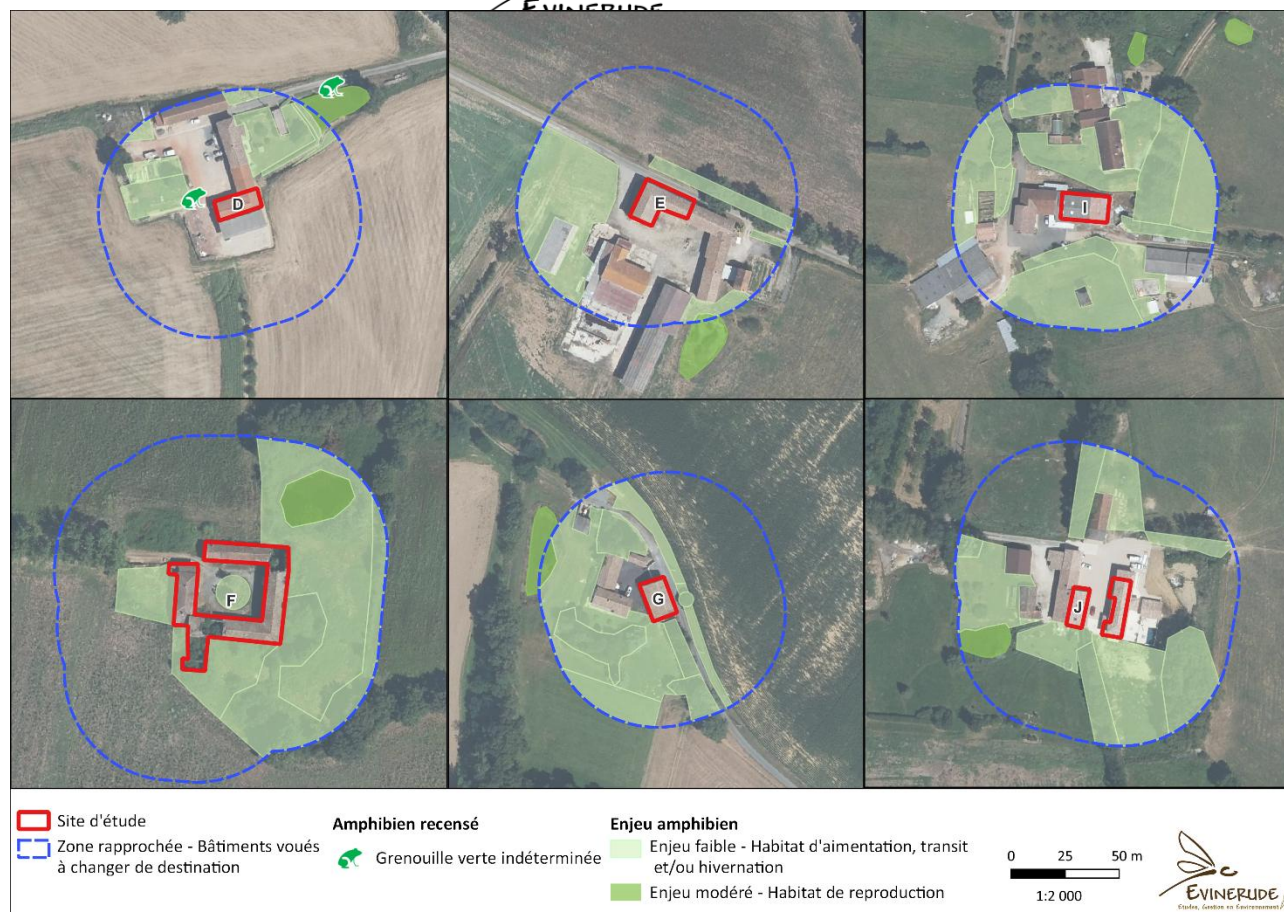


Figure 54: Habitats favorables aux amphibiens et utilisation

1.5.7.6 Invertébrés

Bibliographie

La recherche bibliographique a identifié la présence de 112 espèces dans le périmètre communal et dans les ZNIEFF liées.

- 11 coléoptères dont, une espèce patrimoniale, le lucane Cerf-volant.
 - Le **Lucane cerf-volant** est une espèce qui est inféodée aux arbres sénescents. Cette espèce est plutôt forestière mais elle s'est également établie dans les bocages et parcs urbains. La femelle, après fécondation, recherche une souche dans laquelle elle s'enfonce et pond. La larve vit et se nourrit des vieilles souches en décomposition, majoritairement d'arbres à feuilles caduques. Cette espèce est protégée et inscrite à l'Annexe II de la Directive Habitats. Son enjeu intrinsèque est modéré.
- 54 papillons, dont une espèce patrimoniale, la Bacchante.
 - La **Bacchante** est une espèce de papillon qu'on retrouve en lisière de bois, dans les clairières et dans les zones buissonneuses. L'adulte pond ses œufs sur les Brachypodes où les chenilles vont s'y développer. Cette espèce est protégée nationalement et est inscrite sur l'Annexe IV de la Directive Habitat. Elle est quasi-menacée à l'échelle nationale et régionale, elle fait également l'objet dans Plan National d'Action. L'enjeu qui lui est associé est donc jugé **fort**.

- 38 odonates, dont 9 espèces patrimoniales : Agrion de Mercure, Agrion joli, Leste des bois, Leucorrhine à gros thorax, Epithèque bimaculé, Naiade aux yeux rouges, Grande Aeschna, Cordulie métallique et Sympetrum vulgaire. Les espèces à plus forts enjeux sont présentées ci-dessous.
 - **L'Agrion joli** fréquente les milieux stagnants ensoleillés à végétation aquatique abondante comme les mares, les étangs ou les marais. Cette espèce est vulnérable (VU) en France et en danger (EN) région. Son enjeu intrinsèque est considéré comme fort.
 - **L'Agrion de Mercure** est une espèce inféodée aux sources, ruisseaux et fossés non pollués avec une végétation hygrophile abondante. Sa larve est très sensible à la charge organique des cours d'eau ce qui implique qu'elle est un bon indicateur de la qualité des habitats. Cette espèce est nationalement protégée, est inscrite sur l'Annexe II de la Directive Habitats et fait l'objet d'un plan national d'action (PNA). Son enjeu intrinsèque est considéré fort.
 - Le **Leste dryade** se rencontre dans les eaux stagnantes plutôt mésotrophes et riches en hélophytes. Ces plans d'eaux peuvent s'assécher tout ou une partie l'été sans que les larves ne périssent. Cette espèce est en danger (EN) en région. Son enjeu intrinsèque est considéré comme fort.
 - La **Leucorrhine à gros thorax** recherche les milieux lenticules, oligotrophes ou mésotrophes plus ou moins végétalisés situés dans un environnement assez ouvert. Elle fréquente les mares, étangs, marais et pièces d'eau en marge des tourbières. Souvent, les biotopes sont situés à proximité de milieux forestiers. La présence de bois morts émergés est favorable. Espèce protégée et inscrite sur les annexes II et IV de la Directive Habitats, elle est quasi-menacée aux niveaux national et régional et fait l'objet d'un PNA. Son enjeu intrinsèque est donc considéré comme fort.
 - La **Cordulie à deux tâches (Epithèque bimaculé)** fréquente les eaux stagnantes ou à courant très lent. Elle affectionne les grands plans d'eau, les petits lacs ou grands étangs mais elle occupe également les eaux stagnantes des petites mares, les marais, les bras morts des rivières et les anciennes gravières et les lacs. Ils doivent être bien ensoleillés et présenter une végétation aquatique riche en hélophytes et en végétaux flottants. La proximité de zones forestières lui est favorable (zones de maturation et de chasse). Cette espèce est vulnérable en région. Son enjeu intrinsèque est modéré.
 - Les larves de la **Naiade aux yeux rouges** se développent dans les végétaux immergés des milieux stagnants présentant des végétaux flottants tels que des nénuphars. On retrouve l'espèce sur des étangs, des gravières, ou les zones calmes des rivières. Les adultes ne s'éloignent pas de l'eau et se posent souvent longuement sur les feuilles de végétaux flottants exposés au soleil. Elle possède un statut vulnérable en région. Son enjeu intrinsèque est donc modéré.
- 4 orthoptères, dont deux espèces patrimoniales : le Conocéphale des Roseaux et la Courtilière commune.
 - Le **Conocéphale des roseaux** affectionne particulièrement les zones humides où l'eau est présente toute l'année, comme des marais, des prairies humides ou des fossés. La présence de végétation aquatique comme des joncs ou des roseaux lui est indispensable. Il possède un statut 'VU' vulnérable en région. Son enjeu intrinsèque **est modéré**.
- 5 espèces d'hyménoptères, mais aucune patrimoniale.

Résultats des inventaires

Les inventaires terrain ont permis de recenser 3 espèces d'insectes sur les zones d'étude : la Belle Dame, le Grillon champêtre et la Libellule déprimée.

Aucune de ces espèces n'est patrimoniale et leur enjeu est donc très faible.

Le tableau ci-dessous présente les potentialités des espèces patrimoniales de la bibliographie sur les sites d'étude ANOMIA et ALEXANDER.

Nom français	Nom latin	Statut de protection		Statut de conservation		EI	Anomia		Alexander	
		PN	DH	LRN	LRR		Utilisation du site	ELC	Utilisation du site	ELC
Coléoptère										
Lucane cerf-volant	Lucanus cervus		Ann.II		NT	Modéré	-	Nul	-	Nul
Lépidoptère										
Bacchante*	Lopinga achine*	Art.2	Ann.IV	NT	NT	Fort	-	Nul	-	Nul
Odonate										
Agrion de Mercure*	Coenagrion mercuriale*	Art.3	Ann.II	LC	LC	Fort	T-A	Faible	-	Nul
Agrion joli*	Coenagrion pulchellum*			VU	EN	Fort	T-A	Faible	T-A	Faible
Leste des bois, Leste dryade*	Lestes dryas*			LC	EN	Fort	-	Nul	-	Nul
Leucorrhine à gros thorax*	Leucorrhinia pectoralis*	Art.2	Ann.II+IV	NT	NT	Fort	-	Nul	T-A	Faible
Épithèque bimaculée*	Epithea bimaculata*			LC	VU	Modéré	T-A	Faible	-	Nul
Naïade aux yeux rouges*	Erythronma najas*			LC	VU	Modéré	T-A	Faible	T-A	Faible
Cordulie métallique*	Somatochlora metallica*			LC	NT	Faible	-	Nul	-	Nul
Sympétrum vulgaire*	Sympetrum vulgatum*			NT		Faible	T-A	Faible	T-A	Faible
Grande Aesche*	Aeshna grandis*			LC	NT*	Faible	-	Nul	-	Nul
Orthoptère										
Conocéphale des Roseaux*	Conocephalus dorsalis*				VU	Modéré	T-A	Faible	-	Nul
Courtilière commune*	Gryllotalpa gryllotalpa*				NT	Faible	-	Nul	-	Nul

Figure 55: Synthèse des enjeux invertébrés sur les sites d'étude

En gras : espèce ayant fait ou faisant l'objet d'un PNA, * : Espèce déterminante ZNIEFF, PN : Protection nationale, DH : Directive habitats, LRN : Liste rouge nationale, LRR : Liste rouge régionale, EI : Enjeu intrinsèque, ELS : Enjeu local de conservation, LC : Préoccupation mineure, NT : Quasi-menacé, VU : Vulnérable, EN : En danger, R : Reproduction, A : Alimentation, T : Transit

- Sur le site ANOMIA, la végétation présente n'est pas favorable à la présence d'espèce des milieux boisés comme le Lucane Cerf-volant, la Bacchante et la Leste des bois.
Parmi les odonates, seules les espèces des milieux aquatiques courants et ouverts pourront être présentes à proximité en reproduction. Le site en lui-même pourra servir de zone de maturation et d'alimentation pour ces différentes espèces.
Le Conocéphale des roseaux pourra être retrouvé dans la végétation avoisinant le cours d'eau et donc pourra être en alimentation et transit sur site.
L'enjeu global pour ce site est faible.
- Sur le site ALEXANDER, la végétation est principalement composée de haies de Thuyas non favorables à la présence des espèces des milieux boisés (Lucane cerf-volant, Bacchante,...)
Sa proximité avec une mare et des roselières le rend favorable à l'alimentation, le transit et la maturation des espèces d'odonate des milieux stagnant de faible superficie.
L'enjeu global pour ce site est faible.

Sur les aires rapprochées des bâtiments voués à changer de destination D, E, F, G, I et J-K les espèces potentielles sont les suivantes :

Nom français	Nom latin	EI	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J-K
Coléoptère												
Lucane cerf-volant	Lucanus cervus	Modéré	-	-	-	-	-	R-A-T	R-A-T	R-A-T	R-A-T	R-A-T
Lépidoptère												
Bacchante	Lopinga achine	Fort	-	-	-	-	-	R-A-T	R-A-T	-	R-A-T	R-A-T
Odonate												
Agrion de Mercure	Coenagrion mercuriale	Fort	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Agrion joli	Coenagrion pulchellum	Fort	-	T-A	-	T-A	T-A	T-A	T-A	-	T-A	T-A

Leste des bois, Leste dryade	Lestes dryas	Fort	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Leucorrhinie à gros thorax	Leucorrhinia pectoralis	Fort	-	T-A	-	T-A	T-A	T-A	T-A	T-A	-	T-A	T-A
Épithèque bimaculée	Epithea bimaculata	Modéré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Naïade aux yeux rouges	Erythromma najas	Modéré	-	T-A	-	T-A	T-A	T-A	T-A	T-A	-	T-A	T-A
Cordulie métallique	Somatochlora metallica	Faible	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sympétrum vulgaire	Sympetrum vulgatum	Faible	-	T-A	-	T-A	T-A	T-A	T-A	T-A	-	T-A	T-A
Grande Aeshne	Aeshna grandis	Faible	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Orthoptère													
Conocéphale des Roseaux	Conocephalus dorsalis	Modéré	-	-	-	T-A	T-A	T-A	T-A	T-A	-	T-A	T-A
Courtillière commune	Gryllotalpa gryllotalpa	Faible	-	-	-	T-A	T-A	T-A	T-A	T-A	-	T-A	T-A

El : Enjeu intrinsèque, A : Alimentation, T : Transit, R : Reproduction

L'enjeu lié aux bâtiments voués à changer de destination est **nul** pour l'ensemble des espèces d'invertébrés. En revanche, les abords des sites portent des enjeux écologiques.

Les sites F, G, I et J-K présentent des habitats boisés favorables aux espèces des milieux boisées comme le Lucane cerf-volant et la Bacchante. Pour ces sites, l'enjeu est considéré **fort**.

Sur les sites à proximité de mares, les odonates des milieux stagnants de petite surface et de petite taille pourront être présents. Les espèces d'orthoptères pourront également y être retrouvées en transit ou alimentation.

Pour les autres abords de bâtiments, l'enjeu est qualifié de **faible**.

1.5.7.7 Synthèse de la faune

Les enjeux sur le site d'ANOMIA peuvent être synthétisés comme il suit :

- **Habitat naturel** : Des enjeux **nuls à modérés** sont constatés pour cette thématique. L'Aulnaie rivulaire porte un enjeu modéré tandis que le reste du site présente des habitats à enjeux faibles à nuls.
- **Flore** : Aucune espèce patrimoniale n'a été détectée mais reste potentielle. L'enjeu est jugé **modéré**.
- **Zones humides** : Seule l'Aulnaie rivulaire en limite ouest du site a été identifiée comme zone humide.
- **Mammifères terrestres** : L'enjeu est jugé **faible**. Le Hérisson d'Europe est potentiel sur la zone d'étude.
- **Chiroptères** : L'enjeu est jugé **fort**. Aucun gîte n'est présent sur la zone d'étude mais les habitats sont favorables à la chasse de plusieurs espèces patrimoniales.
- **Oiseaux** : L'enjeu est jugé **très fort**. Le Moineau friquet peut être présent en reproduction.
- **Reptiles** : L'enjeu est jugé **modéré**. Des habitats favorables pour la coronelle girondine et la Couleuvre d'Esculape sont présents sur site.
- **Amphibiens** : L'enjeu est jugé **faible**. Le Crapaud commun et la Grenouille rousse sont considérés comme potentiels.
- **Insectes** : L'enjeu concernant les insectes est jugé **faible**. Aucune espèce patrimoniale n'est présente en reproduction sur site.
- **Déclinaisons locales de la TVB** : Enjeu **modéré** lié à la trame verte locale.

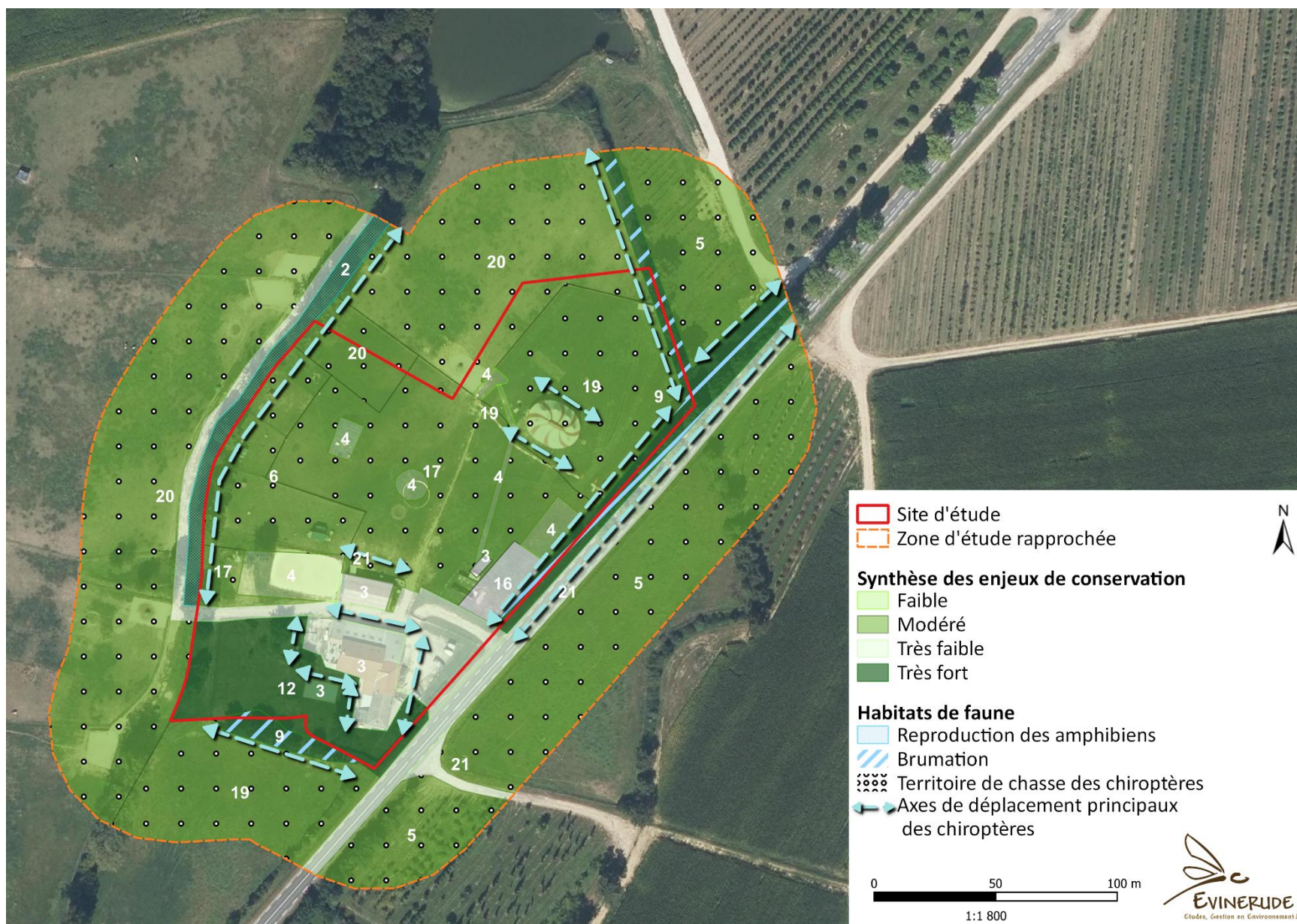


Figure 56: Synthèse des enjeux de conservation sur le site ANOMIA

Tableau 23 : synthèse des enjeux en lien avec les habitats

N°	Habitats	Intérêt faune/flore/habitats	Enjeu réglementaire	Enjeu de conservation
2	Aulnaie rivulaire	Territoire de chasse pour les chiroptères (espèces de milieux ouverts) Habitat favorable à la reproduction/transit des amphibiens (Grenouille rousse et Crapaud commun) Habitat d'alimentation/transit aux reptiles Trame verte – boisement Habitat humide – ZH floristique	Modéré	Modéré
3	Bâti	Habitat de reproduction, alimentation, repos pour les reptiles (Lézard des murailles)	Faible	Faible
4	Bâtiments circassiens	Habitat de reproduction, alimentation, repos pour les reptiles (Lézard des murailles)	Faible	Faible
5	Culture agricole	Habitat de reproduction potentiel pour l'avifaune (Alouette lulu) Zone d'alimentation pour l'avifaune, les mammifères Zone de transit pour les amphibiens et reptiles. Territoire de chasse pour les chiroptères (espèces de milieux ouverts)	Modéré	Modéré
6	Enclos pâturés	Habitat de reproduction potentiel pour l'avifaune (Alouette lulu) Zone d'alimentation pour l'avifaune, les mammifères Zone de transit pour les amphibiens et reptiles. Zone de reproduction pour les reptiles (Couleuvre d'Esculape) Territoire de chasse pour les chiroptères (espèces de milieux ouverts)	Modéré	Modéré
9	Haie arborée	Habitat de reproduction pour l'avifaune (Moineau friquet, Chardonneret élégant, Pie-grièche écorcheur, Verdier d'Europe) Habitat favorable à l'Ecureuil roux et au Hérisson d'Europe Habitat favorable aux reptiles Territoire de chasse pour les chiroptères (espèces de milieux semi-ouverts) Habitat favorable à l'hivernage des amphibiens Axe de vol principal pour les chiroptères Trame verte – boisement anthropique	Très fort	Très fort
12	Jardin anthropique	Habitat de reproduction pour l'avifaune (Moineau friquet, Chardonneret élégant, Verdier d'Europe) Habitat favorable à l'Ecureuil roux et au Hérisson d'Europe Habitat favorable aux reptiles. Territoire de chasse pour les chiroptères (espèces de milieux semi-ouverts)	Très fort	Très fort
16	Parking	-	Nul	Nul
17	Pelouse tondue mésophile	Habitat de reproduction potentiel pour l'avifaune (Alouette lulu) Zone d'alimentation pour l'avifaune, les mammifères Zone de transit pour les amphibiens et reptiles. Territoire de chasse pour les chiroptères (espèces de milieux ouverts)	Modéré	Modéré
19	Prairie de fauche mésophile	Habitat de reproduction potentiel pour l'avifaune (Alouette lulu) Zone d'alimentation pour l'avifaune, les mammifères Zone de alimentation/transit pour les amphibiens et reptiles. Territoire de chasse pour les chiroptères (espèces de milieux ouverts)	Modéré	Modéré
20	Prairie pâturée mésophile	Habitat de reproduction potentiel pour l'avifaune (Alouette lulu) Zone d'alimentation pour l'avifaune, les mammifères Zone de alimentation/transit pour les amphibiens et reptiles. Territoire de chasse pour les chiroptères (espèces de milieux ouverts)	Modéré	Modéré
21	Route	-	Nul	Nul

Les enjeux sur le site d'ALEXANDER peuvent être synthétisés comme il suit :

- **Habitat naturel** : Des enjeux **nuls à modérés** sont constatés pour cette thématique. La phragmitaie sur site et la mare et communauté de lentille d'eau portent un enjeu modéré tandis que le reste du site présente des habitats à enjeux faibles à nuls.
- **Flore** : Aucune espèce patrimoniale n'a été détectée mais reste potentielle. L'enjeu est jugé **modéré**.
- **Zones humides** : La phragmitaie en limite nord-ouest du site et la mare et sa communauté de lentille d'eau dans la zone rapprochée ont été identifiées comme zone humide.
- **Mammifères terrestres** : L'enjeu est jugé **faible**. Le Hérisson d'Europe et l'Ecureuil roux sont potentiels sur la zone d'étude.
- **Chiroptères** : L'enjeu est jugé **fort**. Aucun gîte n'est présent sur la zone d'étude mais les habitats sont favorables à la chasse de plusieurs espèces patrimoniales.
- **Oiseaux** : L'enjeu est jugé **très fort**. Le Moineau friquet peut être présent en reproduction.
- **Reptiles** : L'enjeu est jugé **modéré**. Des habitats favorables pour la coronelle girondine et le lézard des souches sont présents sur site.
- **Amphibiens** : L'enjeu est jugé **faible**. Le Crapaud commun et la Grenouille rousse sont considérés comme potentiels.
- **Insectes** : L'enjeu concernant les insectes est jugé **faible**. Aucune espèce patrimoniale n'est présente en reproduction sur site.
- **Déclinaisons locales de la TVB** : Enjeu **modéré** lié à la trame verte locale.

Tableau 24 : synthèse des enjeux en lien avec les habitats

N°	Habitats	Intérêt faune/flore/habitats	Enjeu réglementaire	Enjeu de conservation
1	Alignement d'arbres	Habitat de transit et de chasse de la faune au sens large	Très fort	Très fort
3	Bâti	Habitat de reproduction pour l'avifaune (Moineau friquet, Martinet noir, Hirondelle rustique) Habitat de reproduction pour les chiroptères Habitat de reproduction, alimentation, repos pour les reptiles (Lézard des murailles, Coronelle girondine)	Très fort	Très fort
5	Culture agricole	Habitat de reproduction potentiel pour l'avifaune (Alouette lulu) Zone d'alimentation pour l'avifaune, les mammifères Zone de transit pour les amphibiens et reptiles. Territoire de chasse pour les chiroptères (espèces de milieux ouverts)	Modéré	Modéré
7	Haie anthropique	Habitat de reproduction pour l'avifaune (Chardonneret élégant, Pie-grièche écorcheur, Verdier d'Europe) Habitat favorable au Hérisson d'Europe Habitat favorable aux reptiles Territoire de chasse pour les chiroptères (espèces de milieux semi-ouverts) Habitat favorable à l'hivernage des amphibiens Axe de vol principal pour les chiroptères Trame verte – haie	Fort	Fort
8	Haie anthropique x Pelouse tondue mésophile	Habitat de reproduction pour l'avifaune (Chardonneret élégant, Pie-grièche écorcheur, Verdier d'Europe) Habitat favorable au Hérisson d'Europe Habitat favorable aux reptiles Territoire de chasse pour les chiroptères (espèces de milieux semi-ouverts) Habitat favorable à l'hivernage des amphibiens	Fort	Fort



N°	Habitats	Intérêt faune/flore/habitats	Enjeu réglementaire	Enjeu de conservation
		Axe de vol principal pour les chiroptères Trame verte – haie		
9	Haie arborée	Habitat de reproduction pour l'avifaune (Moineau friquet, Chardonneret élégant, Pie-grièche écorcheur, Verdier d'Europe) Habitat favorable à l'Écureuil roux et au Hérisson d'Europe Habitat favorable aux reptiles Territoire de chasse pour les chiroptères (espèces de milieux semi-ouverts) Habitat favorable à l'hivernage des amphibiens Axe de vol principal pour les chiroptères Trame verte – boisement	Très fort	Très fort
10	Haie arbustive	Habitat de reproduction pour l'avifaune (Moineau friquet, Chardonneret élégant, Pie-grièche écorcheur, Verdier d'Europe) Habitat favorable à l'Écureuil roux et au Hérisson d'Europe Habitat favorable aux reptiles Territoire de chasse pour les chiroptères (espèces de milieux semi-ouverts) Habitat favorable à l'hivernage des amphibiens Axe de vol principal pour les chiroptères Trame verte – boisement	Très fort	Très fort
11	Haie de Thuya	Habitat de reproduction pour l'avifaune (Chardonneret élégant, Pie-grièche écorcheur, Verdier d'Europe) Habitat favorable au Hérisson d'Europe Habitat favorable aux reptiles Territoire de chasse pour les chiroptères (espèces de milieux semi-ouverts) Habitat favorable à l'hivernage des amphibiens Axe de vol principal pour les chiroptères Trame verte – haie	Fort	Fort
12	Jardin anthropique	Habitat de reproduction pour l'avifaune (Moineau friquet, Chardonneret élégant, Verdier d'Europe) Habitat favorable à l'Écureuil roux et au Hérisson d'Europe Habitat favorable aux reptiles. Territoire de chasse pour les chiroptères (espèces de milieux semi-ouverts)	Très fort	Très fort
13	Mare et communauté de lentilles d'eau	Territoire de chasse pour les chiroptères (espèces de milieux ouverts) Habitat favorable aux amphibiens (Grenouille rousse et Crapaud commun) Habitat d'alimentation/transit aux reptiles Trame bleu - mare	Modéré	Modéré
15	Ourlet hygromésophile	Habitat de reproduction potentiel pour les reptiles Habitat de reproduction potentiel pour les mammifères (Hérisson) Zone d'alimentation pour l'avifaune, les mammifères Zone de transit pour les amphibiens Territoire de chasse pour les chiroptères (espèces de milieux ouverts)	Modéré	Modéré
16	Parking	-	Nul	Nul
18	Phragmitaie	Habitat de reproduction potentiel pour l'avifaune (Alouette lulu) Zone d'alimentation pour l'avifaune, les mammifères Zone de alimentation/transit pour les amphibiens. Habitats favorables aux reptiles. Territoire de chasse pour les chiroptères (espèces de milieux ouverts)	Modéré	Modéré
19	Prairie de fauche mésophile	Habitat de reproduction potentiel pour l'avifaune (Alouette lulu) Zone d'alimentation pour l'avifaune, les mammifères Zone de alimentation/transit pour les amphibiens. Habitats favorables aux reptiles. Territoire de chasse pour les chiroptères (espèces de milieux ouverts)	Modéré	Modéré
21	Route	-	Nul	Nul

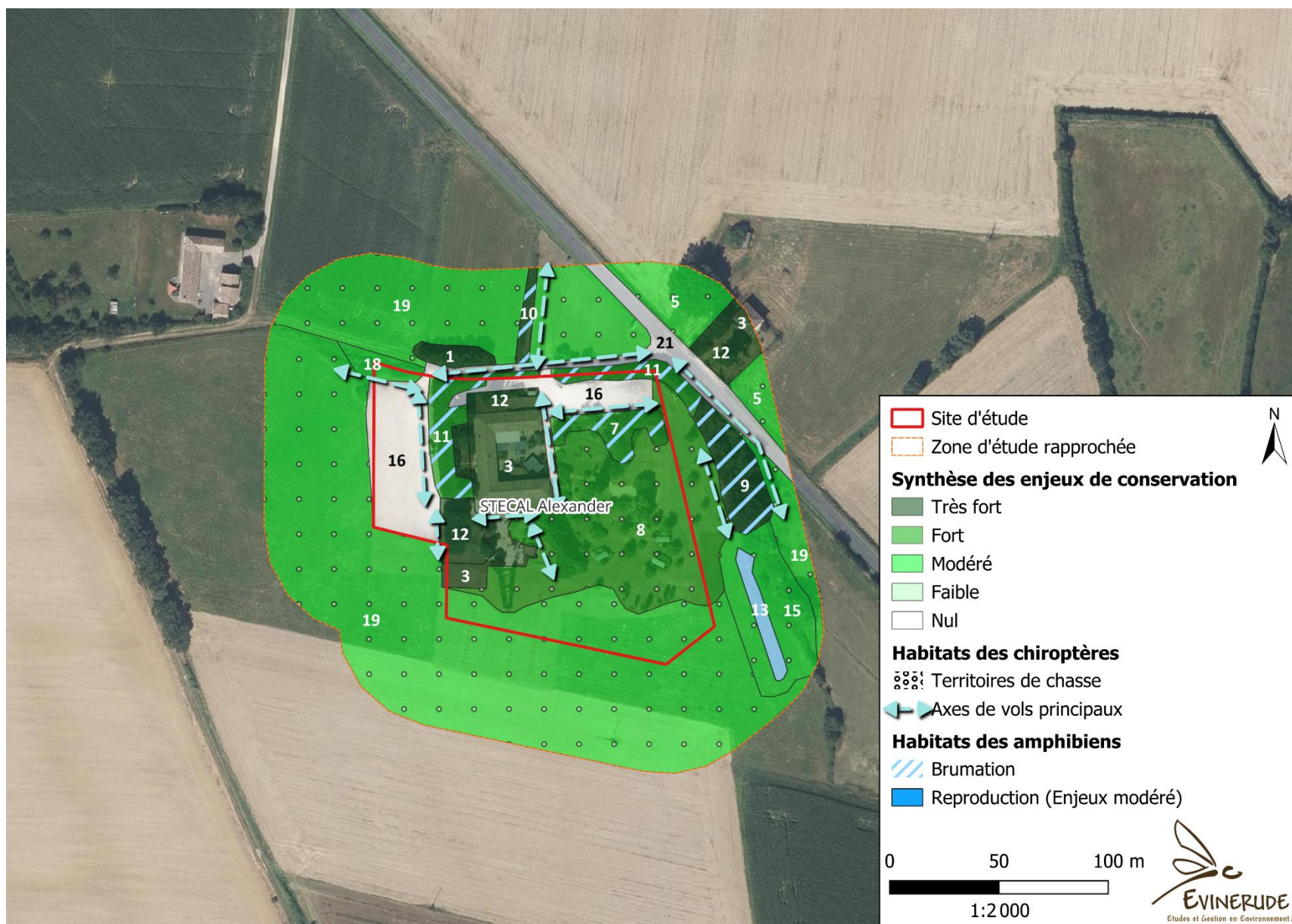


Figure 57: Synthèse des enjeux de conservation - Site ALEXANDER

1.6 Patrimoine culturel et paysages

1.6.1 Méthodologie d'analyse

Ce diagnostic permet de connaître le contexte paysager du site afin que le projet s'insère au mieux dans ce secteur en prenant en compte les différentes composantes topographiques, humaines et patrimoniales.

Une phase préalable consiste en l'inventaire bibliographique des données réglementaires et conventionnelles aux niveaux régional, départemental et communal.

1.6.2 Contexte paysager

Les données présentées ci-après sont issues de l'Atlas des paysages de l'Ain.

1.6.2.1 Pays du plateau des Dombes

Le plateau de la Dombes

Au sud des plaines de Bresse, s'élève doucement le plateau argileux de la Dombes. Au sud, à l'est comme à l'ouest il revêt des flancs abrupts appelés "côtières". Ces pentes sculptées par les rivières d'Ain, le Rhône et la Saône accueillait hier de la vigne. Aujourd'hui l'urbanisation et les bois de robiniers l'ont remplacée. Le vaste plateau est quant à lui occupé par des bois généreux, des terres cultivées et de nombreux étangs. Un paysage singulier peuplé d'oiseaux où jouent les reflets et les brumes à travers les roseaux. Le sentiment de paix qui s'en dégage ne laisse pas imaginer la dépense d'énergie nécessaire à son existence. En effet, une culture unique qui fait alterner pisciculture et céréaliculture a façonné ce paysage. Si, sur le plateau, l'habitat est plutôt isolé et dispersé, les côtières et le val de Saône subissent une forte pression urbaine due à l'agglomération Lyonnaise toute proche.

Composantes du grand paysage

La topographie et l'eau

Le plateau de la Dombes de 40 kilomètres carrés environ se relève progressivement vers le sud est l'est pour former des "côtières". La géologie explique, le réseau hydrographique de la Dombes : La couche superficielle du plateau (3 à 4 m de profondeur) est une couche saturée en eau surnommée localement « béton » du paysan. Au XIIIème siècle, le clergé a fait de cette caractéristique un atout: les étangs de Dombes apparaissent. Le plateau accueille aujourd'hui le pays aux mille étangs. Il est aussi parcouru par des rivières, affluents de la Saône qui bordent l'ouest de ce pays.

Les parcelles cultivées et les boisements

Les étangs couvrent plus de dix mille hectares d'un patchwork d'eau, de maïs, de pâturages et de forêt. Un étang est aussi un espace cultivé et alterne entre deux périodes : l'évolage et l'assec. L'évolage est la période pendant laquelle l'étang est en eau et le poisson élevé. L'assec est la période pendant laquelle l'étang est asséché et peut être cultivé.

L'urbanisation et les voies

Le plateau est ponctué de fermes isolées et de villages jalonnant les anciennes routes nationales. Le val de Saône est quant à lui sous pression de l'aire métropolitaine lyonnaise.

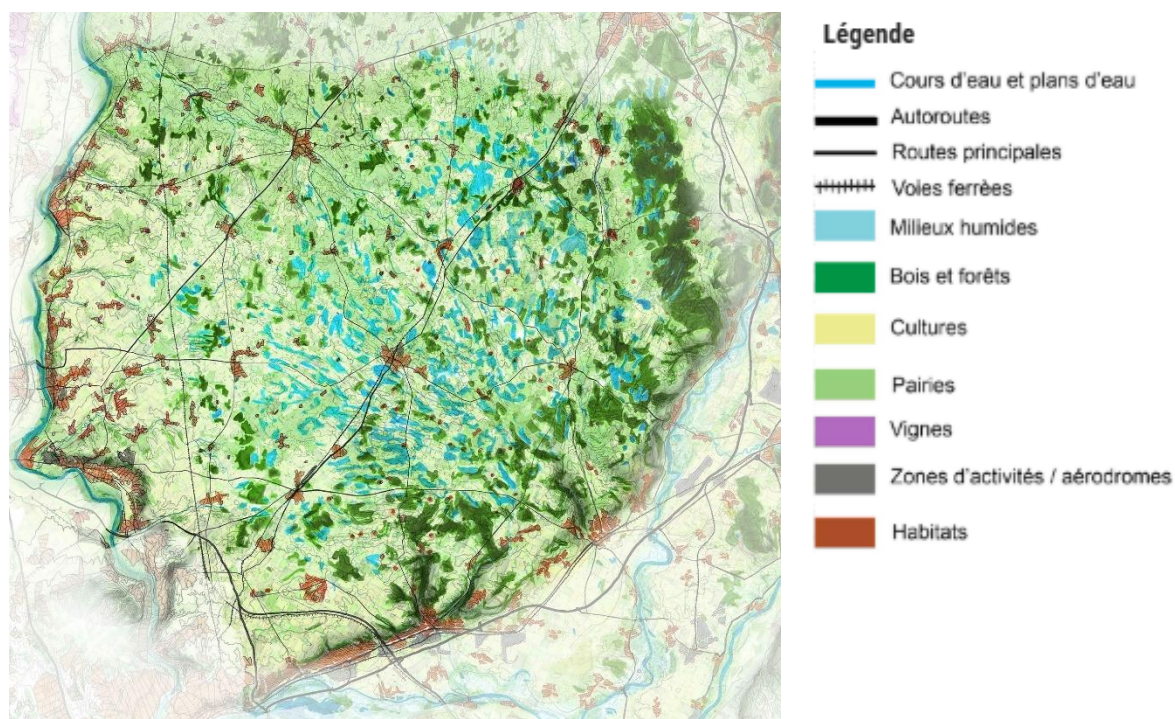


Figure 58: Eléments du paysage du Plateau des Dombes (Source : Atlas des paysages de l'Ain)

1.6.2.2 Unité paysagère de la Dombes bocagère

Description de l'unité paysagère

La Dombes bocagère se situe à la rencontre de 4 unités.

- au nord : les limites entre la Bresse et la Dombes sont difficilement discernable avec la continuité du bocage typique bressan sur cette unité,
- à l'est et au sud : les étangs forment une transition progressive avec la Dombes des étangs,
- à l'ouest : le plateau dombiste se prolonge avec la Dombes ouverte, tandis qu'il se termine au nord-ouest avec l'amorce de la plaine de la Saône amenée par la Chalaronne.

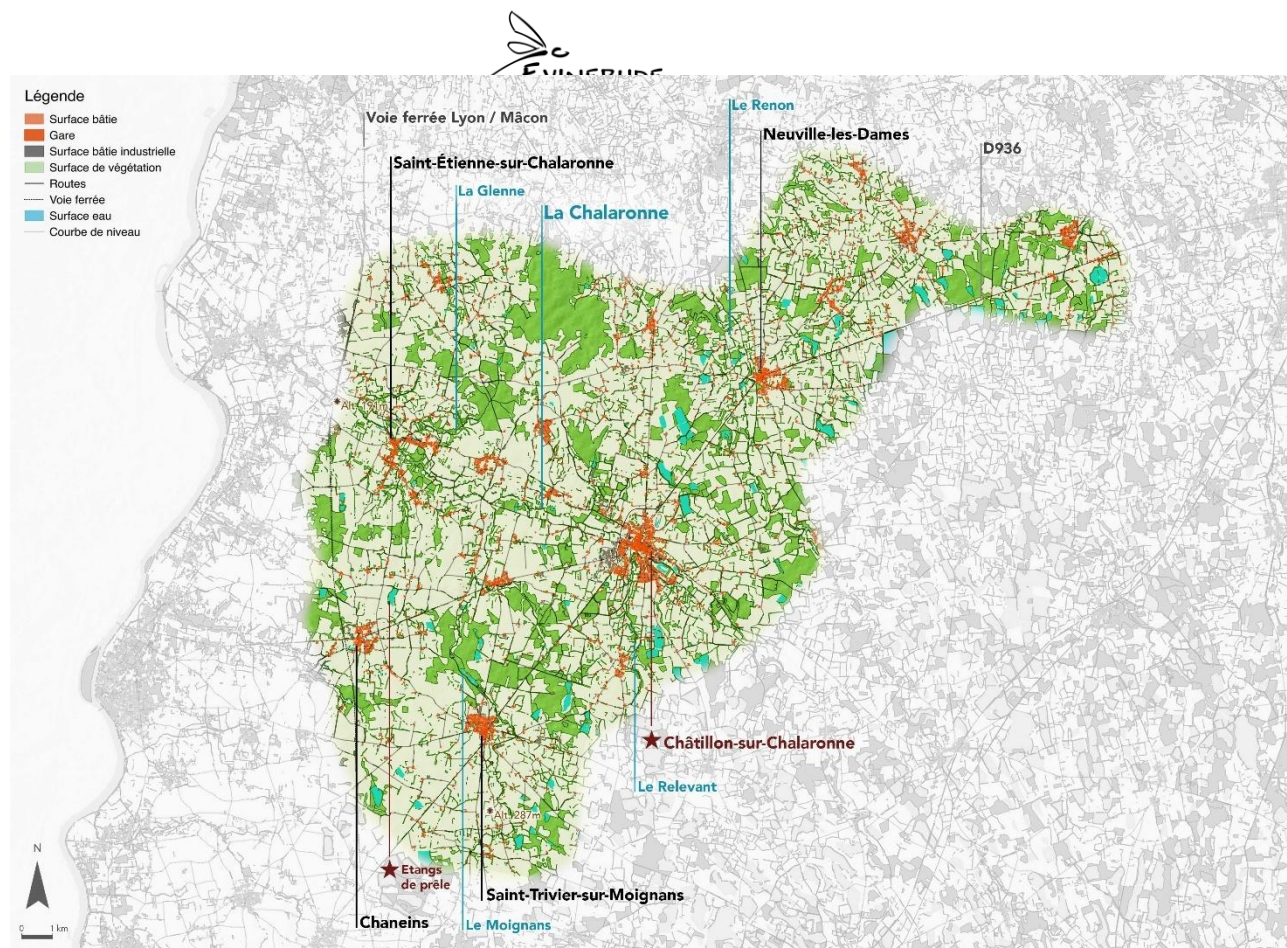


Figure 59: Eléments du paysage de la Dombes bocagère (Source : Atlas des paysages de l'Ain)

Cette unité possède la particularité d'être à l'interface entre deux Pays à la géomorphologie et aux caractéristiques sensiblement différentes.

Ici, le plateau dombiste se creuse et laisse apparaître un relief plus marqué. Les chapelets d'étangs diminuent et un maillage bocager dense apparaît continuant jusque dans la Plaine de la Veyle au Nord. La présence de ce bocage bressan lui vaut ainsi son nom de « Dombes bressanne ». Ils lui confèrent des paysages fermés composés de pâtures et de cultures céréalières contenant le développement des boisements.

Cependant, cette unité appartient bien au Pays de la Dombes au travers des éléments caractéristiques de cet ensemble qui sont présent : fermes dombistes en carrons, alignements de platanes le long des axes routiers, habitat et étangs isolés, etc. -

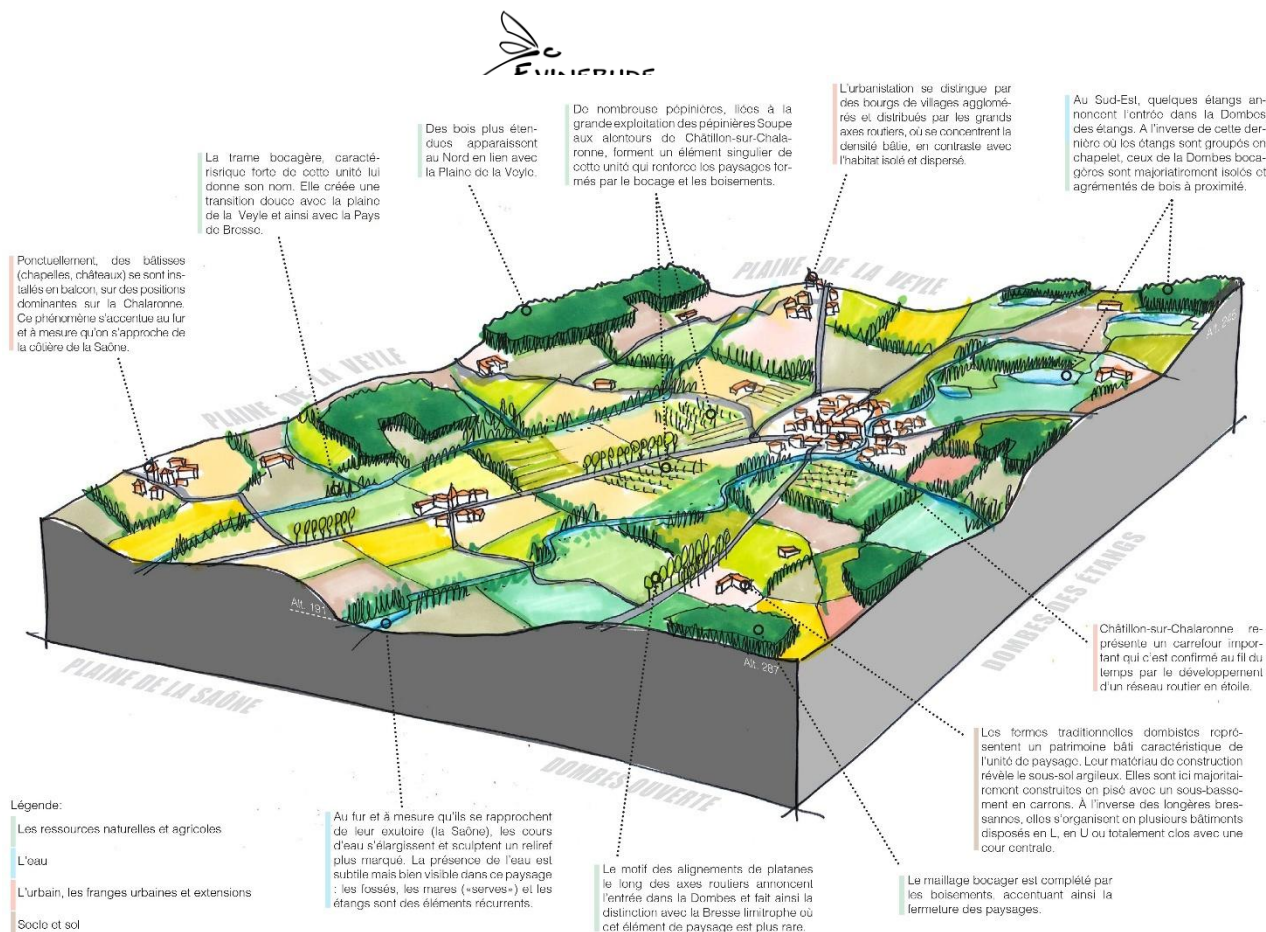


Figure 60: Enjeux paysagers de la Dombes paysagère (Source : Atlas des paysages de l'Ain)

Evolution de l'urbanisation

Entre 1850 et 1950, Saint-Trivier-sur-Moignans a vu disparaître ses étangs et ses petits bois associés. Depuis 1950, le bocage se maintient mais l'urbanisation du centre bourg a davantage progressé.

Aujourd'hui, l'avenir des étangs est en question parce-que ces plans d'eau peu profonds subissent le réchauffement climatique

1.6.2.3 Paysages de la commune de Saint-Trivier-sur-Moignans

La commune de St-Trivier sur-Moignans est localisée à la transition paysages entre les ruraux patrimoniaux de la Dombes, aux structures paysagères singulières héritées de l'histoire et la culture locale et leur conférant une identité forte; et les paysages émergents. Ces derniers ont évolué à partir du XXème siècle vers des formes d'urbanisation diffuses, mitées, en quête de sens. Sa localisation fait d'elle une commune porte de la Dombes. Elle fait partie des communes par lesquelles on entre sur le territoire de la Dombes, et dont on commence à percevoir les caractéristiques de ce territoire au travers de la présence des premiers étangs. Il s'agit donc à la fois de paysages de transition et d'introduction au territoire si particulier de la Dombes.

Le territoire communal est majoritairement occupé par des cultures annuelles (blé, colza, maïs), sur des parcelles de taille petite à moyenne. Les abords des ruisseaux sont marqués par des espaces de prairies, certains humides. On trouve en partie Sud de la commune quelques systèmes culturels et parcellaires complexes. Au Nord, une importante partie du territoire est dédiée à l'arboriculture. Les forêts sont peu présentes sur le territoire. On recense espaces boisés de taille réduite :

- les Bois Communaux et le Grand Tailly au Nord de la commune
- Le Bois Malivert et Bois Chassagne à l'Est
- Le Bois Lombard au Sud Il s'agit de forêts de feuillus.

Quelques peupleraies sont présentes aux abords des étangs, en limite Sud de la commune, et dans la vallée du Moignans en aval du village.

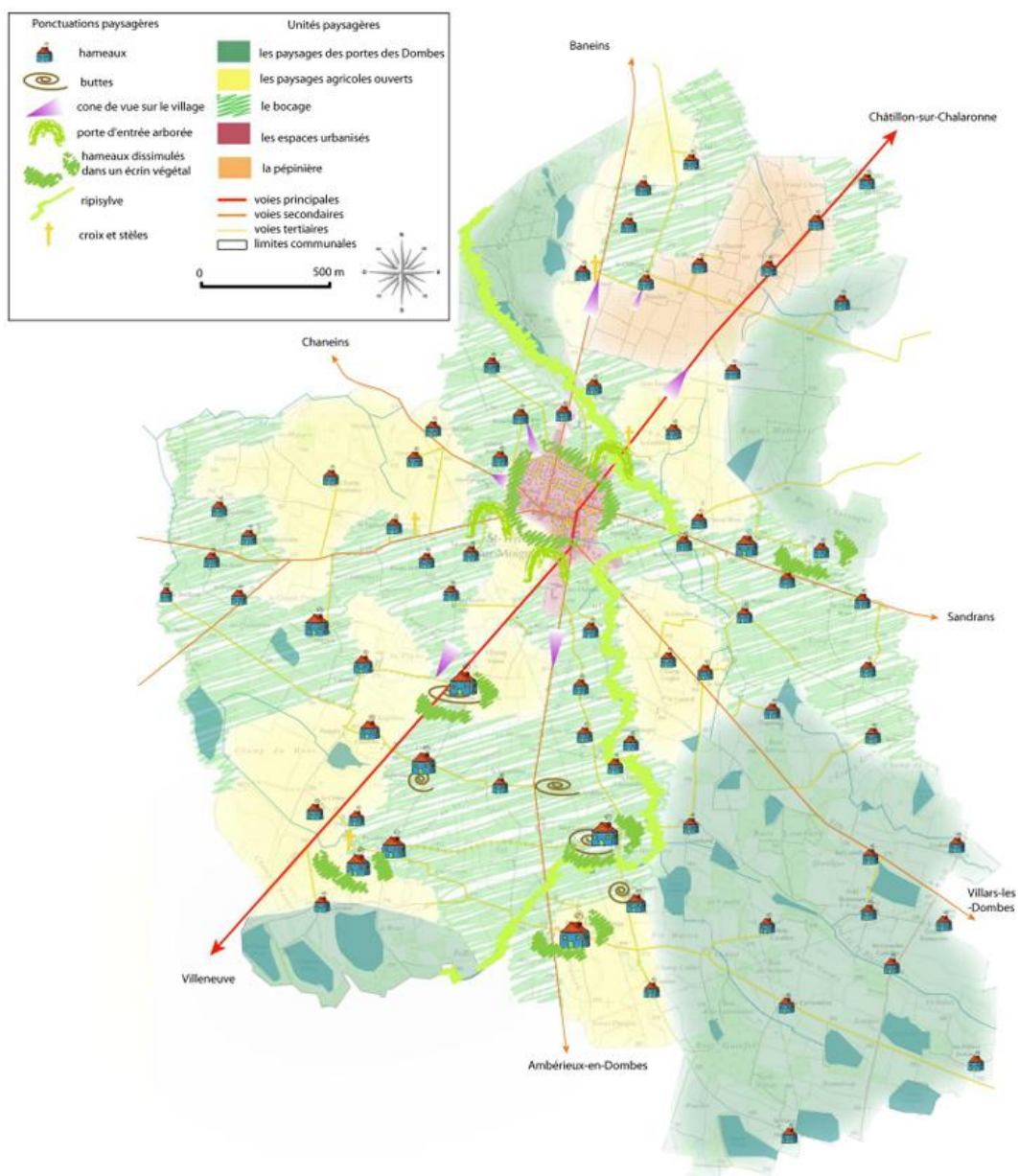


Figure 61: Eléments du paysage sur la commune de Saint-Trivier-sur-Moignans (Source: PLU de St-Trivier-sur-Moignans)

Le territoire communal, à la charnière entre paysages « patrimoniaux » et « émergents », présente des paysages variés dont on peut identifier 4 grands types :

- les **paysages agricoles ouverts** : Ces paysages sont caractéristiques de la moitié Ouest du territoire communal. Ils constituent des espaces ouverts de monocultures intensives (colza, céréales..), de vastes étendues que le regard embrasse et qui offrent des vues sur le bourg. L'habitat constitue alors des points d'appel du regard. Les haies y sont présentes le long des routes. Accompagnées de quelques arbres isolés, elles apportent des limites à ces paysages. Enfin, les Monts du Beaujolais

constituent l'arrière plan, ils forment un décor qui donne du relief au territoire. La simplicité et la lisibilité de ces paysages forment un cadre agréable et apaisant. Au Nord du territoire, cette unité paysagère diffère par la présence d'une vaste étendue dédiée à une activité de pépinière arboricole. Elle est à l'origine de paysages atypiques beaucoup moins ouverts, marqués par les alignements.

- les **portes de la Dombes** : Il s'agit de paysages marqués par la présence d'étangs souvent en réseau. Datant de l'époque médiévale et associés à un usage atypique du sol, ils constituent aujourd'hui une structure paysagère identitaire de la Dombes. Ils constituent en effet un agro système original : les étangs mis en eau sont empoissonnés et deviennent le lieu d'activités de pêche ; vidangeable, le système d'exploitation traditionnel supposait une mise en assec régulière (un an sur trois) aux fins de mise en culture, les limons fertilisant les sols.

Ces paysages, essentiellement localisés dans la partie Sud-Est du territoire, présentent une densité importante d'étangs, bien qu'elle soit plus faible qu'au cœur du territoire dombiste. Néanmoins, l'eau n'apparaît pas omniprésente, car ces étangs sont souvent « cachés », et on ne les découvre qu'au dernier moment. On pourrait qualifier ces paysages « d'intimes ». En effet, ceux-ci sont aussi marqués par la dominance de boisements et ripisylves de feuillus, à l'origine d'espaces plus fermés, et accentuant leur changement au fil des saisons. Des peupleraies sont présentes aux abords des étangs. Elles amènent une image de paysage culturel. Bénéficiant souvent d'une image de fermeture et dégradation écologique des vallées et ripisylves, leur présence reste ici ponctuelle et limitée, ne banalisant pas ces paysages fermés. Enfin, ces paysages sont parcourus de chemins. Ils constituent des sites de loisirs (ballades, pêche..) mais sont aussi des espaces privilégiés pour l'accueil de nombreuses espèces d'oiseaux.

- le **bocage** : Les paysages de bocage constituent des espaces de transition entre les unités ouvertes de grandes cultures et les espaces fermés et semi-fermés des portes des Dombes. La présence d'alignements d'arbres isolés, éléments relictuels d'anciennes haies arborées, marque cependant une tendance à l'ouverture de ce bocage par la disparition progressive de certaines haies. Ils sont caractérisés par un maillage peu dense de haies vives de feuillus dominées par les chênes, parfois accompagnés d'autres essences et d'arbustes. Légèrement à fortement transparentes (selon les saisons), elles donnent au paysage un caractère suscitant la curiosité, l'envie de découvrir. Ces espaces permettent des vues présentant plusieurs plans, alternant les effets d'ouverture et fermeture favorisant une découverte pas à pas, des effets de surprise, des paysages non monotones. Elles permettent d'atténuer la perception du réseau de lignes électriques. Les hameaux ponctuant ce bocage sont très peu visibles. Ces motifs de haies arborent très souvent le long des routes. Parfois présents des deux côtés, ils ombragent la route, forment des figures en arches donnant un effet bucolique. Dans les hameaux, les haies sont plus souvent taillées, tout en restant hautes, et forment en été des écrans opaques. Ce réseau de haies maille des espaces de cultures, de prairies d'élevage. Dans ce paysage, le ruisseau du Moignans se fait très discret. Bordé d'une ripisylve, il n'est perçu qu'à sa traversée par une route.
- les **espaces urbanisés** : Les espaces construits sont constitués du village centre auquel s'ajoutent les hameaux et fermes isolées essemés sur l'ensemble du territoire. L'analyse paysagère porte en premier lieu sur la perception de ces espaces depuis l'extérieur de leurs limites, afin d'analyser leur intégration dans le territoire communal.
La localisation, dans une zone ouverte et en dépression permet de nombreuses vues sur le village depuis les points les plus hauts situés aux alentours.
Les franges bâties sont bien intégrées : elles constituent des transitions nettes entre village et campagne, mais sans toutefois former de rupture visuelle. Les formes basses du bâti, la présence de

jardins, la végétalisation du village et de son cadre proche sont les éléments à l'origine de cette bonne intégration.

Cependant, certaines franges du village sont aujourd'hui localisées à proximité de fermes qui étaient auparavant isolées du centre bourg. Cette proximité, en certains endroits, et notamment le long d'axes routiers, a tendance à perturber cette lisibilité de l'unité « centre bourg », en particulier lorsque ces corps de bâti isolé ne sont pas intégrés dans un écrin végétal.

Les entrées routières sur le village sont mises en valeur par des alignements et arches boisées.

Autour du village, de nombreux hameaux ou fermes isolées parsèment le territoire agricole. Ils sont dissimulés au sein d'un écrin de verdure les rendant peu visibles et qui favorise l'intégration de l'habitat récent.

1.6.2.4 Paysages des sites d'étude

Site STECAL ANOMIA

Le site ANOMIA est situé dans une entité de paysage dite « La pépinière ». Dans cette zone, cette unité paysagère diffère par la présence d'une vaste étendue dédiée à une activité de pépinière arboricole. Elle est à l'origine de paysages atypiques beaucoup moins ouverts, marqués par les alignements.

Au nord du site ANOMIA, des cultures boisées couvrent des parcelles légèrement vallonnées s'étendant de part et d'autre de la D936.

Le site est entouré de haies arbustives et arborées peu denses, formant un paysage de bocage. Au nord du site, un étang rappelle l'important du réseau hydrographique dans les paysages communaux.

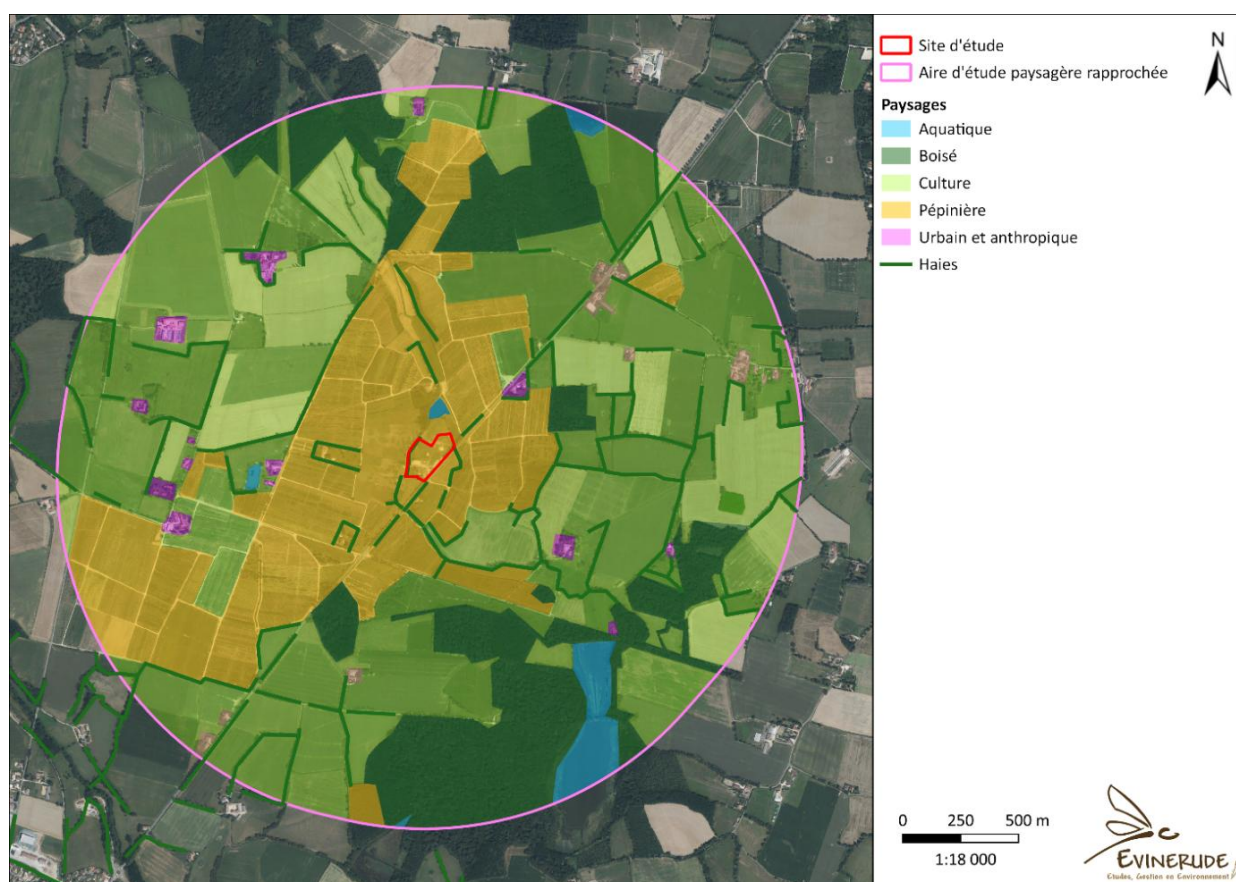


Figure 62: Elément du paysage de l'aire d'étude rapprochée - Site ANOMIA

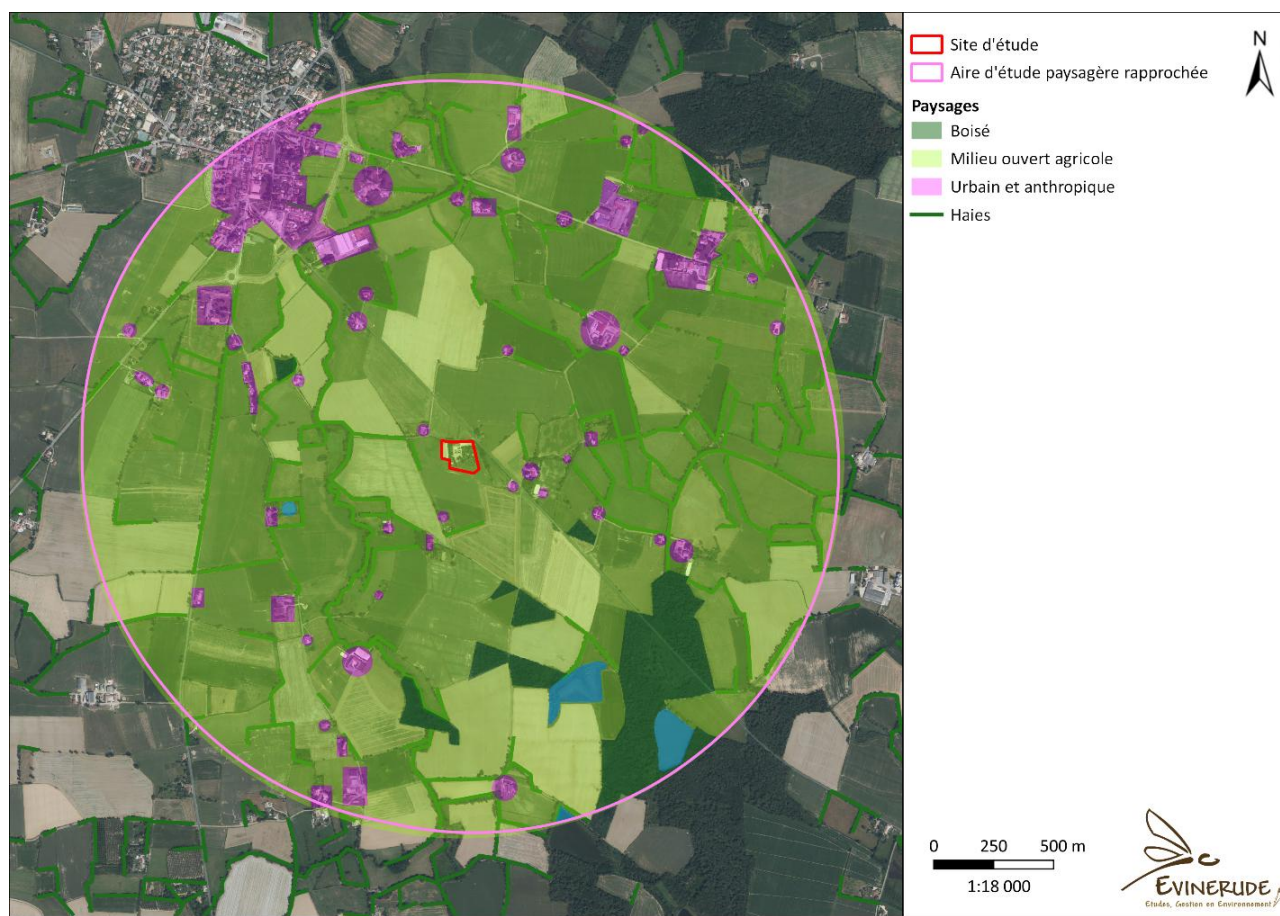


Figure 63: Elément du paysage de l'aire d'étude rapprochée - Site ALEXANDER

Le site d'étude est situé dans une entité paysagère des portes des Dombes, marqué des milieux ouverts agricoles bordés d'un bocage important.

Dans l'aire d'étude paysagère rapprochée, l'urbanisation est portée par un bourg principal au nord-ouest du site et par une urbanisation très dispatchée, avec de nombreuses habitations et nombreux bâtiments agricoles isolés.

Le site d'étude forme un point arboré dans le paysage ouvert et agricole.

1.6.3 Le paysage réglementaire

1.6.3.1 Article L.123 1.5.7 du Code de l'urbanisme

L'article 123 peut en matière de caractéristiques architecturale, urbaine et écologique : identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural ou écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, ces prescriptions sont celles prévues.

Les différents zonages des PLU inclus dans la zone d'étude rapprochée et dans la zone éloignée font ressortir plusieurs éléments du patrimoine et du paysage inscrits à leur règlement, avec notamment l'inscription des monuments historiques de la ville et du centre bourg dans son règlement graphique et écrit.

Aucun autre élément du patrimoine n'est identifié par le règlement.

En revanche, le PADD fixe comme objectif de :

- préserver le maillage bocager enserrant les constructions
- mettre en valeur les entrées de villes
- renforcer la présence de la Nature dans les aménagements urbains.
- Privilégier le renouvellement du centre et développer en priorité les abords du bourg
- Maîtriser le bâti diffus

Aucun enjeu réglementaire lié au PLU n'est identifié sur les différents sites d'études.

1.6.3.2 Les édifices protégés au titre des Monuments Historiques, code du patrimoine

Un monument historique (MH) est un immeuble bâti ou non (par exemple un jardin) ou un objet mobilier recevant un statut juridique particulier destiné à le protéger pour son intérêt historique, artistique, architectural afin qu'il soit conservé, restauré et mis en valeur. Ce statut est une reconnaissance par la Nation de l'intérêt patrimonial d'un bien. Cette protection implique une responsabilité partagée entre les propriétaires et la collectivité nationale au regard de sa conservation.

Cette protection est régie par le titre II du livre VI du code du patrimoine, plus précisément aux articles L. 621 et suivants, elle comprend 2 niveaux :

- L'inscription se fait dans le cadre régional. Elle est concrétisée par un arrêté du préfet de région après avis de la Commission régionale du patrimoine et de sites (CRPS). Tous les travaux sont soumis à une autorisation d'urbanisme, le maître d'ouvrage doit informer la conservation régionale des monuments historiques (CRMH) à la DRAC.
- Le classement est une mesure de reconnaissance nationale, proposé par arrêté du ministre chargé de la Culture et de la Communication après avis de la Commission nationale des monuments historiques. Comme pour l'inscription, les travaux doivent faire l'objet d'une autorisation administrative particulière accordée par le préfet de région.

En l'absence d'un périmètre délimité aux abords, la protection au titre des abords s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, visible du monument historique ou visible en même temps que lui et situé à moins de 500 m de celui-ci. L'Architecte des Bâtiments de France est consulté pour tous les travaux dans ce périmètre « automatique » autour du monument.

Sur la commune de Saint-Trivier-sur-Moignans, des remparts sont classés monuments historiques par arrêté préfectoral du 24/06/2022. Ces remparts font également l'objet d'une inscription en 2005.



Figure 64: Remparts de la commune de Saint-Trivier-sur-Moignans

Il s'agit d'anciens remparts de la ville datant du 15ème siècle. La protection s'applique sur le corps de bâtiment Sud et ses deux tours d'angle, ainsi que le rempart Est avec le pigeonnier à l'angle Nord-Est. C'est une propriété de la commune.

Les remparts existaient déjà au 15ème siècle. Au 17ème siècle, ils étaient équipés de quatorze tours, trois portes et entourés de fossés. En 1793, les portes furent détruites ainsi que les remparts. Une partie fut sauvée grâce à son utilisation pour le stockage du grain par la commune. Les autres parties disparues ont laissé leur empreinte sur le plan de la ville.

Le périmètre de protection du monument historique s'étend jusqu'aux limites du centre bourg. Il est partiellement inclus dans l'aire d'étude paysagère rapprochée du STECAL ALEXANDER.

Aucun des sites d'étude, bâtiments voués à changer de destination compris, n'est situé dans un périmètre réglementaire lié à ce monument historique. **L'enjeu réglementaire lié aux monuments historiques est donc nul.**

1.6.3.3 Les sites inscrits et classés

La politique des sites a pour objectif de préserver les espaces de qualité et remarquables au plan paysager. Tous les travaux susceptibles de modifier l'état ou l'aspect des lieux d'un site sont soumis au contrôle du Ministre chargé des sites ou du Préfet du département. À l'instar des Monuments Historiques, les sites sont catégorisés selon deux niveaux de protection : l'inscription et le classement.

Un site inscrit ou classé est un espace naturel ou bâti de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque qui nécessite d'être conservé.

Les remparts ont été protégés par inscription le 19/10/2005.

Aucun enjeu réglementaire lié aux sites inscrits ou classés n'est identifié sur les différents sites d'étude. **L'enjeu est nul.**

1.6.3.4 Les sites patrimoniaux remarquables, code du patrimoine

L'article L. 631-1 du Code du patrimoine prévoit que : « Sont classés au titre des sites patrimoniaux remarquables les villes, villages ou quartiers dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise

en valeur présente, au point de vue historique, architectural, archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public ».

Les anciens secteurs sauvegardés, les Anciennes Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) et les Anciennes Aires de mise en Valeur d'Architecture et du Patrimoine (AVAP) constituent désormais des sites patrimoniaux remarquables (loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine).

Un site patrimonial remarquable est classé par décision du ministre chargé de la culture après avis de la Commission nationale du patrimoine et enquête publique, sur proposition, ou après accord de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme.

Un site patrimonial remarquable peut être doté, soit d'un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV), soit d'un Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP). L'article L. 313-1 du Code de l'urbanisme précise en effet que « un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) peut être établi sur tout ou partie du site patrimonial remarquable créé en application du titre III du livre VI du Code du patrimoine. Sur le périmètre qu'il recouvre, il tient lieu de plan local d'urbanisme ». Sur les parties non couvertes par un PSMV, un plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (PVAP) doit être établi. Le PVAP a le caractère de servitude d'utilité publique, annexée aux documents d'urbanisme. Le contenu du PVAP est défini aux articles L.631-3 et L.631-4 du Code du patrimoine. L'accord de l'Architecte des Bâtiments de France est nécessaire pour les travaux situés dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable.

Aucun SPR n'est inclus dans l'aire d'étude, l'enjeu réglementaire est donc nul.

1.6.3.5 Les sites archéologiques

Créés par la loi du 1er août 2003 relative à l'archéologie préventive, les zones de présomption de prescription archéologique (ZPPA) se substituent aux zones de saisine instituées par la loi de 2001 qui elles-mêmes succédaient aux périmètres de protection archéologique pris dans le cadre du décret 86-192.

Les zones de présomption de prescription archéologique (ZPPA), sont des zones dans lesquelles les travaux d'aménagement soumis à autorisation d'urbanisme (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir) et les zones d'aménagement concerté (ZAC) de moins de trois hectares sont présumés faire l'objet de prescriptions d'archéologie préventive avant leur réalisation.

Les ZPPA ne sont pas une servitude d'urbanisme, mais elles figurent dans le porter à connaissance réalisé par les services de l'État pour la conception des documents de planification du territoire (PLU, SCOT).

Sur la commune de Saint-Trivier-sur-Moignans, plusieurs ZPPA sont identifiées et couvrent l'ensemble du territoire communal. Elles sont divisées en quatre zones :

- Zone 1 : Le bourg de Saint-Trivier et sa périphérie
- Zone 2 : Le Hameau de Béreins
- Zone 3 : Notre-Dame des champs
- Zone 4 : L'ensemble de la commune

De nombreux chantiers archéologiques ont été réalisés sur la commune, laissant apparaître différentes phases de la commune.

Les différents sites d'étude sont situés au sein même de la ZPPA (Zone 4). Un avis de la DRAC devra permettre de statuer sur la nécessité de réaliser des études supplémentaires pour réaliser les travaux. L'enjeu relatif aux ZPPA est très fort sur l'ensemble des sites d'étude.

Aucun de sites d'étude ne possède d'enjeu réglementaire lié aux sites classés ou inscrits ou aux monuments historiques.

EN revanche l'enjeu concernant l'archéologie préventive est très fort e, raison du classement de l'ensemble de la commune en zone de présomption de prescription archéologique.

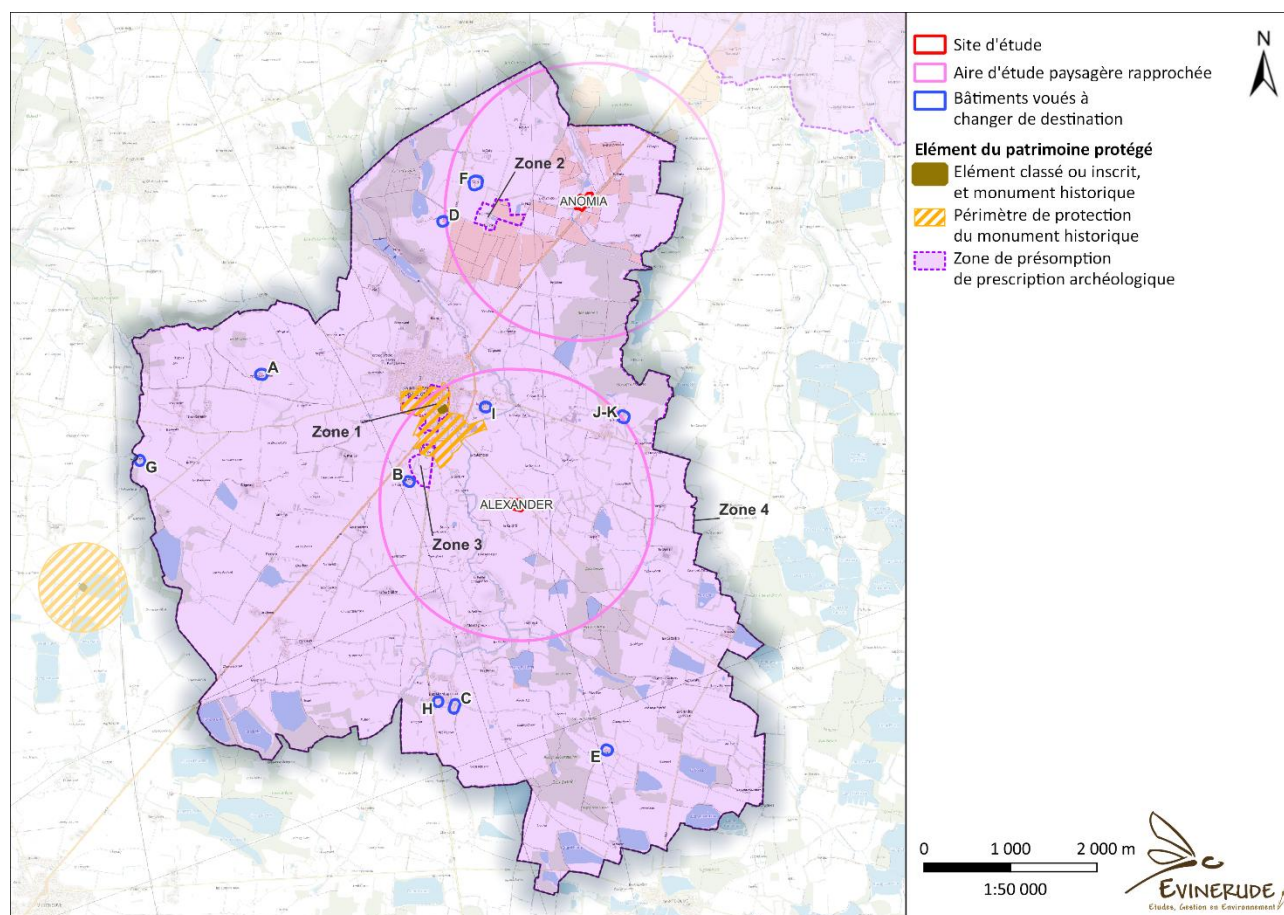


Figure 65: Synthèse des éléments du patrimoine réglementé

1.6.4 Les éléments du patrimoine bâti non réglementé

Le périmètre étendu compte également plusieurs monuments patrimoniaux et édifices religieux ne bénéficiant pas de statut de protection. Sur la commune, plusieurs éléments du patrimoine remarquables sont retrouvés :

- Maison à Colombage du XVeme siècle
- Hôtel de ville,
- Puits,
- Eglises : Saint Trivier et Saint Denis, Saint Martin,
- Vestige de la Poype de Béreins,
- Monument aux morts

- Calvaires...



Figure 66: De gauche à droite: Maison à Colombage, Hôtel de ville, Ancienne gare, Chapelle de Montagneux

Aucun patrimoine non réglementé spécifique n'est présent dans le périmètre du site d'étude ou à proximité directe. L'enjeu est donc nul.

1.6.5 Paysages perçus et covisibilités

1.6.5.1 Covisibilités théoriques

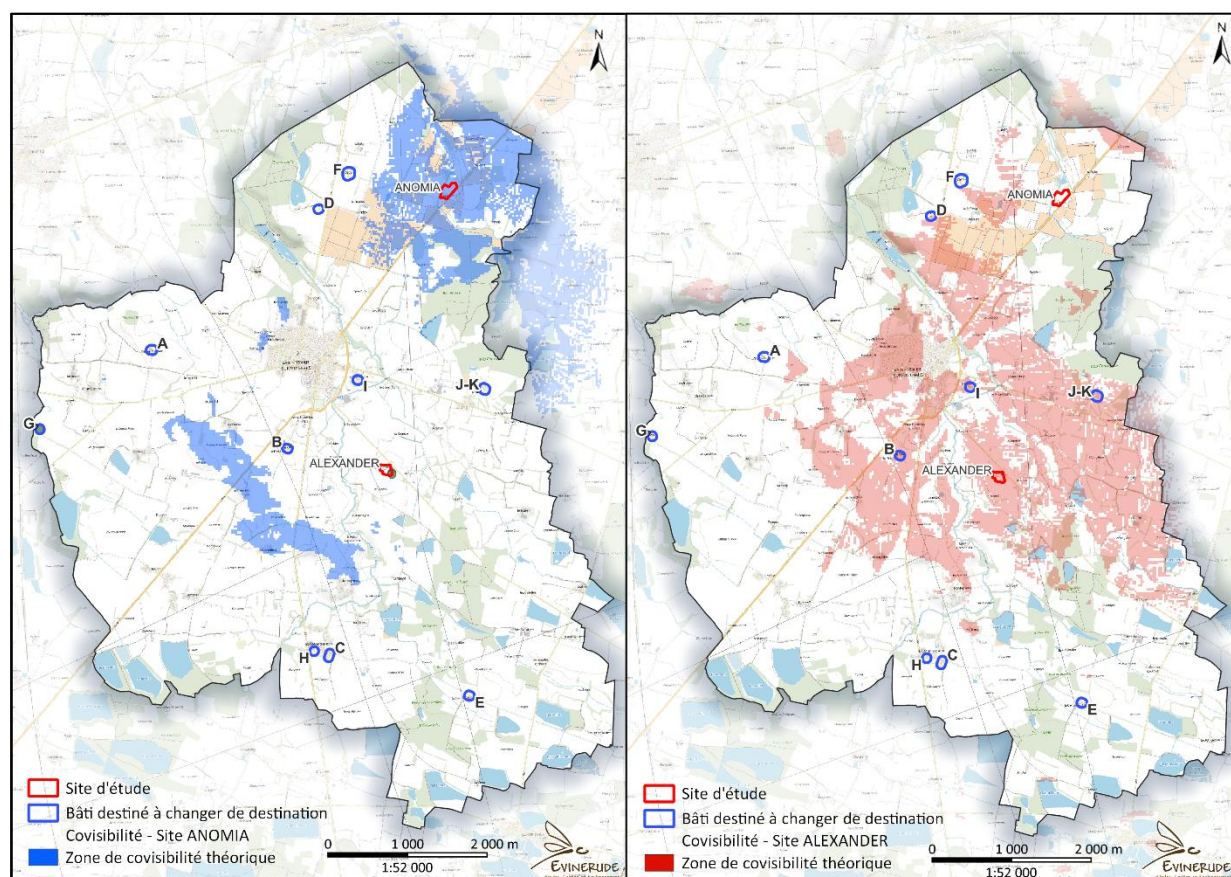


Figure 67: Carte des covisibilités potentielles

Le relief entourant le site ANOMIA permet des covisibilités sur les parcelles agricoles entourant le site d'étude, sur un rayon approximatif de 1,2 km.

Le site est situé dans une plaine agricole au relief plat. Les visibilités théoriques sont donc lointaines autour du site Alexander, en ne considérant que le relief.

1.6.5.2 STECAL ANOMIA

Le site est entouré de haies arborées et arbustives qui permettent de masquer les covisibilités les plus lointaines. Les cultures arboricoles réduisent d'autant les visibilités sur le site.

Globalement le site possède des covisibilités directes avec l'axe routier principal à l'est (D936).

Aucune covisibilité n'est retrouvée avec des chemins de randonnée, des zones urbaines ou habitations isolées, ou éléments du patrimoine réglementé ou non.

L'enjeu lié aux covisibilités, pour le site ANOMIA, est considéré faible.



Figure 68: Vues sur le domaine ANOMIA depuis la D936

1.6.5.3 STECAL ALEXANDER

Le domaine ALEXANDER est assez densément végétalisé ce qui réduit les covisibilités directes avec les bâtiments et le terrain lié à ceux-ci.



Figure 69: Vues sur le domaine Alexander depuis la D27B

Le site d'étude n'est visible que partiellement depuis les différents axes routiers.

Aucune covisibilité n'est relevée avec les habitations ou bâtiments agricoles environnants en raison des barrières visuelles végétales.

Aucune covisibilité n'est relevée avec les éléments du patrimoine bâti protégé ou non.

L'enjeu lié aux covisibilités pour ce site est considéré très faible.

1.6.5.4 Bâtiments voués à changer de destination

- Bâtiment A – Champfournier

Le bâtiment est entouré de milieux agricoles ouverts. Les masques végétaux y sont très peu nombreux, aussi, le bâtiment est visible des axes routiers situés à proximité (D27). Le bâtiment est isolé et ne possède pas de covisibilités avec d'autres bâtiments ou des éléments du patrimoine non réglementé à l'exception des bâtiments appartenant au même complexe bâti.

L'enjeu lié aux co-visibilité est très faible.

- Bâtiment B – Le Pierrier

Le bâtiment est entouré de milieux agricoles ouverts, complétés par des haies bocagères réduisant les covisibilités vers l'est du site. Le site est situé à proximité directe de bâtiment d'habitation, mais des barrières végétales en réduisent les covisibilités. Des barrières végétales réduisent les covisibilités depuis els axes de déplacement.

L'enjeu est considéré faible.

- Bâtiment C – Montagneux

Ce bâtiment est entouré par des haies végétales denses, masquant en grande partie les co-visibilités avec les bâtiments des alentours et le réseau routier. Depuis la route, seule la face nord est visible. L'enjeu est considéré très faible.

- Bâtiment D – La Forêt

Le bâtiment est entouré de milieux agricoles ouverts. Des haies arbustives et arborées masquent les covisibilités avec les bâtiments d'habitation ou agricoles. Le site est visible depuis la D66.

L'enjeu est faible.

- Bâtiment E – La Caronnière

Ce bâtiment est entouré par des haies végétales, masquant en grande partie les co-visibilités avec les bâtiments des alentours. Le bâtiment est visible depuis le réseau routier de proximité (route de la Caronnière). L'enjeu est considéré faible.

- Bâtiment F – La Côtère

Le bâtiment est entouré de barrières végétales denses masquant les covisibilités avec le réseau routier et les bâtiments de la commune. L'enjeu lié aux covisibilités est très faible.

- Bâtiment G – En Brocheru

Le bâtiment est situé dans un contexte agricole ouvert. Quelques haies masquent en partie les covisibilités. L'enjeu lié aux covisibilités est faible.

- Bâtiment H – Montagneux

Ce bâtiment est entouré par des haies végétales denses, masquant en grande partie les co-visibilités avec les bâtiments des alentours et le réseau routier. L'enjeu est considéré très faible.

- Bâtiment I – Le petit moulin

Le bâtiment est masqué par des haies et des arbres isolés. Il n'est visible que depuis les bâtiments situés dans le complexe de bâtiment auquel il appartient. L'enjeu est considéré très faible.

- Bâtiments J et K – Au Ripel

Les deux bâtiments sont entourés de haies et petits boisements masquant les covisibilités avec le réseau routier et les bâtiments alentour. L'enjeu est considéré très faible.

1.7 Synthèse des enjeux identifiés dans l'état initial

Thématique		Descriptif	ANOMIA	Alexander	Bâti
Milieu physique	Relief et topographie	Sur les différents sites, le relief est plat et peu marqué.	Faible	Faible	-
	Géologie et nature des sols	Les sols retrouvés sur le site sont des alluvions fluvio-glaciaires. Ces sols sont perméables et donc sensibles aux pollutions accidentelles.	Modéré		
	Occupation des sols	ANOMIA: Sur cette zone, l'activité agricole est encore en place ALEXANDER: Le domaine ALEXANDER est principalement composé de bâtiments et zones artificialisées (cours, zones de circulation, piscine). Bâtiments: Les bâtiments destinés à changer de destination sont des bâtiments agricoles. Ils sont donc situés en zone de prairie ou de grande culture.	Modéré	Très faible	Modéré
	Hydrologie	ANOMIA : Un cours d'eau important longe le nord du site d'étude ALEXANDER : Aucun cours d'eau n'est retrouvé sur le site d'étude Bâtiments : Aucun cours d'est n'est situé proximité des bâtiments	Modéré	Faible	Faible
	Hydrogéologie	Au regard de la piézométrie de la masse d'eau souterraine des formations plioquaternaires et morainiques de la Dombes, de son état chimique médiocre par la présence d'herbicides et pesticides, et la perméabilité des sols, l'enjeu lié à l'hydrogéologie est considéré modéré.	Modéré		
	Météorologie	Au regard des vitesses de vent considérées, des précipitations et températures moyennes et du risque d'orage sur la commune, l'enjeu lié à la météorologie est considéré faible	Faible		
Milieu anthropique	Démographie	Au regard de l'augmentation constante de la population et donc de l'augmentation des besoins en logements sur la commune, l'enjeu relatif à la démographie est considéré modéré	Modéré		
	Economie	Le développement d'activité et le maintien d'une économie locale sont associés à un enjeu modéré sur la commune.	Modéré		
	Habitat et urbanisme	Au regard des zones concernées par le projet, l'enjeu lié à l'urbanisme et à la réglementation applicable	Fort		
	Artificialisation des sols	Selon la Loi ZAN, l'artificialisation des sols pour la période 2021-2030, pour la commune de Saint-Trivier-sur-Moignans devra s'orienter vers l'utilisation de 7,45ha.	Modéré		
	Déchets	La gestion des déchets est réalisée à l'échelle de la communauté de communes.	Faible		
	Usages de l'eau	Aucune aire d'alimentation de captage n'est situé sur la commune de St-Trivier-de-Moignans.	Nul		
		La gestion de l'eau potable sur la commune de Saint-Trivier-sur-Moignans est menée par le Syndicat d'eau potable Bresse Dombes Saône. Au regard des crises hydrologiques sur le plateau des Dombes ; l'enjeu lié à l'eau sur la commune est considéré modéré.	Modéré		
		La commune de Saint Trivier sur Moignans dispose d'un réseau d'assainissement de type séparatif et pour partie unitaire. Le schéma des eaux pluviales identifie les différentes zones d'assainissement des eaux pluviales.	-		
	Energie, qualité de l'air et changement climatique	La qualité de l'air sur la commune est encore préservée, et les efforts doivent se poursuivre pour ne pas entraîner de dégradation supplémentaire de celle-ci. Aussi l'enjeu est considéré modéré.	Modéré		
		Sur la commune, 5,14 GWh d'énergie renouvelables sont produits, et représentent 12,97% de la consommation globale communale.	Modéré		
	Transport	Au regard du dimensionnement du projet, des objectifs fixés par le plan de mobilité, le Scot, le PLU, l'enjeu lié aux modes de transport en commun ou modes de déplacements doux est considéré modéré.	Modéré	Faible	Faible
	Environnement acoustique	Le bâtiment G est situé dans une zone de 55 à 60 db(A). Les autres sites ne sont pas inclus dans le PPBE.	Très faible	Très faible	Faible
	Risque inondation	Les sites d'études ANOMIA, ALEXANDER, et les bâtiments C, C, D, E, G, H, I, Jet K sont situés dans des zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe.	Modéré		
	Risque de mouvement de terrain	Sur la commune de Saint-Trivier-sur-Moignans, l'enjeu lié aux mouvements de terrain est lié au retrait et gonflement des argiles et aux coulées de boues.	Faible		
	Risque sismique	La commune de Saint-Trivier-sur-Moignans est située dans une zone de sismicité faible (niveau 2).	Faible		
	Risque industriel	Le domaine ANOMIA est situé à 1,8km au nord-ouest d'un élevage porcin (FLUTET Serge). La topographie ne permet pas la réception de rejets provenant de l'élevage sur le site du domaine ANOMIA, en revanche, le Masanand forme	Faible	Très faible	Très faible

	un lien hydrologique entre les deux sites, et l'élevage est situé en amont du domaine ANOMIA. L'enjeu est considéré faible au regard de la distance qui les sépare.			
	Le bâtiment G est situé à 646m à l'ouest de la GAEC du Prunier. La topographie est faiblement favorable aux transferts de rejets entre la GAEC et le site d'étude. L'enjeu est considéré faible sur ce bâtiment.			
Site et sols pollués	Parmi les sites concernés par la modification du PLU, le bâtiment G se situe à 400M d'un ancien site industriel, mais la topographie n'est pas favorable au transfert de pollution entre les deux sites. L'ensemble du département de l'Ain est classé zone à risque d'exposition au plomb, selon l'arrêté du 2 mai 2001.	Très faible	Très faible	Très faible
Risque nucléaire et radiologique	La commune de St-Trivier-sur-Moignans est située en dehors du Plan Particulier d'Intervention (PPI) de la centrale du Bugey. Elle n'est pas concernée par un risque nucléaire ou radiologique.	Nul		
Transport de matière dangereuse	Deux canalisations de gaz, et une canalisation d'hydrocarbure associée à des servitudes SUP1 traversent la commune. Le domaine ANOMIA est situé en dehors des zones de servitudes associées aux canalisations. Le domaine Alexander est situé en dehors des zones de servitudes associées aux canalisations. Les bâtiments A, B, C, E, G et H sont situés en dehors des zones de servitudes associées aux canalisations. Sur l'ensemble de ces secteurs, l'enjeu lié au risque de transport de matière dangereuse est considéré nul. Le bâtiment D est situé en zone de SUP 1 identifiée dans l'arrêté et en zone PEL identifiées dans le PLU. Aucun enjeu réglementaire n'est lié, mais l'enjeu est considéré modéré pour ce bâtiment. Le bâtiment F est situé en zone SUP1 identifiée dans l'arrêté et en zone de PEL et d'ELS dans le PLU. Bien que l'enjeu réglementaire ne concerne pas le type de projet, l'enjeu est considéré fort.	Nul	Nul	Fort
Servitudes électriques	Aucun des sites concernés par la modification du PLU n'est présent dans les zones de servitude associées au réseau électrique aérien, l'enjeu est donc considéré nul.	Nul		
Rupture de barrage	La commune de Saint-Trivier-sur-Moignans n'est pas soumise à un risque de rupture de barrage, aussi l'enjeu est considéré nul.	Nul		
Milieu naturel	Périmètres d'inventaires, de protection et de gestion des milieux naturels	Fort		
	Trame verte et bleue	Modéré		
	Zone humide	Très faible	Très faible	Modéré
	Habitats naturels	Modéré	Modéré	Modéré
	Flore patrimoniale	Modéré	Modéré	Faible
	Flore invasive	Modéré	Très faible	Très faible
	zone humide	Modéré	Modéré	Faible
	Mammifères	Faible	Faible	Faible
	Chiroptères	Modéré	Modéré	Modéré

	Avifaune	Le Moineau friquet, le Verdier d'Europe et la Pie-grièche écorcheur sont potentiellement nicheurs sur les sites ANOMIA et ALEXANDER. Les bâtiments voués à changer de destination sont considérés comme accueillant potentiellement des espèces des milieux rupestres en reproduction (à l'exception du site G).	Très fort	Très fort	Modéré
	Reptile	Sur ANOMIA, la Coronelle lisse, la Couleuvre d'Esculape et le Lézard des souches sont potentiels en reproduction. Sur ALEXANDER, la Coronelle lisse et le Lézard des souches sont potentiels en reproduction. Sur les bâtiments voués à changer de destination, le Lézard des murailles et le Lézard à deux raies sont considérés potentiels en reproduction. La Couleuvre d'Esculape est également jugée potentielle sur 5 sites.	Modéré	Modéré	Modéré
	Amphibien	Sur ANOMIA et ALEXANDER, le Crapaud commun et la Grenouille rousse sont considérés potentiels en reproduction. Autour des sites d'étude liés aux bâtiments et présentant des plans d'eau à proximité, les amphibiens sont potentiels en reproduction.	Faible	Faible	Modéré
	Invertébrés	Aucune espèce patrimoniale n'est potentielle en reproduction sur les différents sites d'étude. Autour des bâtiments, F, G, I, J-K, la Bacchante est potentielle en reproduction.	Faible	Faible	Fort
Patrimoine culturel et paysages	Patrimoine réglementé du PLU	Aucun enjeu réglementaire lié au PLU n'est identifié sur les différents sites d'études.	Nul		
	Monuments historiques	Aucun des sites d'étude, bâtiments voués à changer de destination compris, n'est situé dans un périmètre réglementaire lié à ce monument historique. L'enjeu réglementaire lié aux monuments historiques est donc nul.	Nul		
	Sites inscrits et classés	Aucun enjeu réglementaire lié aux sites inscrits ou classés n'est identifié sur les différents sites d'étude.	Nul		
	Sites patrimoniaux remarquables	Aucun SPR n'est inclus dans l'aire d'étude, l'enjeu réglementaire est donc nul.	Nul		
	Sites archéologiques	Les différents sites d'étude sont situés au sein même de la ZPPA (Zone 4). Un avis de la DRAC devra permettre de statuer sur la nécessité de réaliser des études supplémentaires pour réaliser les travaux.	Très fort		
	Patrimoine non réglementé	Aucun patrimoine non réglementé spécifique n'est présent dans le périmètre du site d'étude ou à proximité directe.	Nul		
	Covisibilités	ANOMIA: Globalement le site possède des covisibilités directes avec l'axe routier principal à l'est (D936). Aucune covisibilité n'est retrouvée avec des chemins de randonnée, des zones urbaines ou habitations isolées, ou éléments du patrimoine réglementé ou non. ALEXANDER: Le site d'étude n'est visible que partiellement depuis les différents axes routiers. Aucune covisibilité n'est relevée avec les habitations ou bâtiments agricoles environnants en raison des barrières visuelles végétales.	Faible	Très faible	Faible à très faible

2 Evolution tendancielle de l'environnement

L'évolution probable de l'environnement du périmètre du projet dans la perspective d'un scénario "au fil de l'eau" suppose que l'on étudie, à partir de l'état initial de l'environnement décrit au paragraphe précédent, l'évolution de l'environnement en l'absence du projet, c'est-à-dire tel que le PLU en vigueur le prévoit.

2.1 Evolutions tendancielle en l'absence de la réalisation de la modification N°2

2.1.1 Rappel de la modification N°2

La modification N°2 regroupe :

- La modification du règlement associé aux zones N et A
- Modification de la liste des emplacements réservés
- Modification de la liste des bâtiments pouvant changer de destination
- Correction d'erreurs matérielles

2.1.2 Evolution tendancielle en l'absence de la modification n°2

Sans cette modification, l'évolution tendancielle de l'environnement est similaire à celle décrite dans l'état initial de l'environnement.

Les modifications portent sur des modifications mineures concernant principalement les constructions et non l'environnement naturel.

Sur les zones N et A, seules les extensions des bâtiments existants sont possibles. Les modifications peuvent entraîner une très légère augmentation de la surface construite dans le cadre des extensions des bâtiments existants, mais dans une limite similaire à celle déjà retrouvée au PLU.

La liste des bâtiments pouvant changer de destination est réduite, mais n'est pas liée à des unités foncières.

Globalement, les modifications n'auront pas d'impact sur l'évolution tendancielle de l'environnement sur la commune.

2.2 Evolution tendancielle en l'absence de la modification n°3

2.2.1 Rappel de la modification

La modification concerne la création d'un STECAL permettant la réalisation d'aménagement liés à l'activité circassienne déjà présente sur le site d'étude.

Cette modification permettra à l'activité une implantation en adéquation avec le règlement de la nouvelle zone associée.

Le STECAL sera lié à la zone Acl pour laquelle le règlement est modifié afin de permettre l'utilisation du site à des fins d'activités circassiennes et d'accueil du public. Les modifications concernent notamment :

- L'autorisation des constructions et aménagements nécessaires
 - à l'activité agricole et pédagogique (exploitation agricole, pension équine),
 - aux activités de type cirque, spectacles vivants et animations pédagogiques (chapiteau, barnum, dôme de voltige, structure d'accueil du public),
 - aux aménagements liés au fonctionnement du site (stationnement, voie desserte, assainissement autonome, sécurité et accessibilité) et sous condition d'être constitués de matériaux perméables

2.2.2 Evolution tendancielle en l'absence de la modification N°3

Sur les parcelles concernées par le STECAL ANOMIA, l'activité circassienne et la ferme pédagogique sont déjà en place.

La surface de constructions liées au cirque et à la ferme pédagogique déjà retrouvée sur place portent sur une surface de 1650 m², dont :

- 750m² pour le cirque – WC et accueil du public
- 600m² de stationnement
- 300m² de giration pour les bus et accès

En l'absence de modification du PLU, et en considérant que les aménagements liés à l'activité circassienne et de la ferme pédagogique sont déjà en place, l'évolution tendancielle de l'environnement sur le STECAL peut être résumée comme suit :

Les constructions ne sont pas étendues, préservant ainsi les milieux retrouvés sur le site d'étude. Sans nouvelles constructions, l'accueil du public ne peut pas se faire dans de bonnes conditions, et les activités circassiennes et liées à la ferme pédagogique ne peuvent pas se développer.

2.3 Modification N°4 – STECAL Alexander

2.3.1 Objet de la modification

Le site, qui a perdu toute vocation agricole depuis longtemps, a été aménagé en espace de convivialité comprenant un espace de restauration, des salles des réceptions pour des séminaires ou des mariages depuis le milieu des années 1980. Il comprend également une trentaine de couchages.

Le classement du site en zone A n'est plus compatible avec l'activité du site et les évolutions visées. La création d'un STECAL est donc nécessaire, sous la forme d'un nouveau zonage Adl permettant le maintien de l'activité du site.

2.3.2 Evolution tendancielle en l'absence de modification

L'activité de réception du site est développée depuis 1980 aussi la modification du PLU permet une mise à jour su PLU vis-à-vis d'une activité déjà bien implantée.

Sans modification du PLU, l'activité serait maintenue mais ne pourrait pas être améliorée par des aménagements mineurs.

Phase C. Evaluation des incidences de la mise en œuvre des modifications du PLU sur l'environnement

S'agissant d'une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme et non d'élaboration ou de révision du document d'urbanisme, l'analyse des incidences ne porte que sur les modifications apportées (incidences directes, indirectes et cumulées), à savoir :

- Modification N°2
- Modification N°3 – STECAL ANOMIA
- Modification N°4 – STECAL ALEXANDER

Ainsi, cette analyse doit être réalisée à partir d'une comparaison avec un scénario de référence qui n'est autre celui du PLU en vigueur. Cette comparaison doit permettre d'identifier si les modifications apportées ont d'éventuelles incidences positives, neutres et négatives.

L'évaluation des incidences est réalisée par thématique environnementale regroupant les impacts potentiels de l'ensemble des modifications.

1 Evolution des sites d'étude pour les modifications N°3 – Domaine ANOMIA et N°4 – Domaine ALEXANDER

L'état initial de l'environnement a été réalisé à partir des premiers périmètres proposés dans le cadre de la révision du PLU.

Au fur et à mesure de la réalisation de l'état initial et de la définition des enjeux, les emprises projet de modification n°3 et N°4 portant sur les créations de STECAL ont été modifiés afin de tenir compte des différents enjeux environnementaux identifiés.

Les principales différences entre les versions sont présentées ci-après :

1.1 Evolution concernant la modification N°3 – STECAL ANOMIA

1.1.1 Présentation globale de première version de modification

Lors de la rédaction de l'état initial de l'environnement, le projet de création de STECAL portait sur une emprise différente que celle présentée dans la partie impact et mesure. Le règlement associé était également différent et aucune OAP n'était alors définie.

La première version du STECAL portait sur une surface de 2,50 ha et la version finale, sur une surface de 0,68ha, soit une diminution de 1,82ha.



Figure 70: Evolution de l'emprise du STECAL (première version à gauche et version finale à droite)

Enjeux prédominants et impacts potentiels ayant poussé à la modification

Sur le STECAL ANOMIA, les principaux enjeux identifiés par l'état initial soulignent :

- Un enjeu vis-à-vis du Masanand, et des habitats humides (à enjeu modéré) qui l'accompagnent. Des constructions à proximité pourraient entraîner des impacts sur la qualité des eaux et sur les habitats humides (pollution, artificialisation, augmentation des matières en suspension...)
- Le maintien de l'activité agricole sur les sites encore non aménagés est nécessaire pour répondre aux différents objectifs des plans et programmes et notamment celui de la loi ZAN.
- Sur le secteur, le Masanand forme une trame bleue secondaire à préserver et les structures végétales linéaires retrouvées la trame verte sur le site. Ces éléments doivent être préservés.
- Un enjeu lié à la flore patrimoniale pouvant être retrouvée dans les milieux humides, et notamment à proximité du Masanand. L'évitement des milieux pouvant accueillir la flore patrimoniale potentielle est bénéfique.
- Evitement des habitats à plus forts enjeux, et préservation des fonctionnalités associées.

1.1.2 Comparaison des deux scénarii

	Version initiale - Etat initial		Version modifiée tenant compte des enjeux relevés dans l'état initial		différence
Surface du STECAL		2,5 ha		0,68h	-1,82ha
Aménagements existants pris en compte	Habitation	1245	-		-
	Ferme pédagogique	250	Cirque - WC et accueil du public	750	-356m ²
	Cirque - WC et accueil du public	100			
	Cirque chapiteau	400			
	Cirque barnum	200			
	Cirque voltige	156			
	Stationnement	600	Stationnement	600	0
	-		Giration bus et accès	300	+300m ²
Aménagements prévus	Giration bus et accès	600	-		-600m ²
	Voie pompier	450	Voie pompier	300	-150m ²
	Système d'épuration	30	Système d'épuration	30	0

Surfaces de construction autorisées (incluant les aménagements déjà réalisés)	constructions démontables liées au cirque et à la ferme pédagogique	1000	constructions destinées aux activités culturelles et de loisirs liés au cirque	750	-1850m ²
	Constructions non démontables liées au cirque et à la ferme pédagogique	1600			
	Voirie, stationnement et giration	1700			
Surface aménageables suite à la validation du PLU	Constructions liées à la ferme pédagogique et à l'activité de cirque	249	Constructions liées à la ferme pédagogique et à l'activité de cirque	0	-249m ²
	Voirie, stationnement et giration	1100	Voirie, stationnement et giration	350	-750m ²

1.1.3 Effets sur les impacts potentiels sur l'environnement

La seconde version permet

- de mieux délimiter les aménagements possibles et éviter ainsi une interprétation du règlement du PLU.
- De définir précisément les aménagements autorisés par le règlement du PLU, qui se limitent aux constructions existantes (hors système d'assainissement et voirie).
- La seconde version permet de réduire les surfaces « artificialisables », autorisées par le règlement écrit. Elle prend également en compte les nouveaux aménagements réalisés en 2025 concernant les voiries et giration.
- Elle permet d'éloigner les constructions possibles des zones à enjeu écologiques plus importantes (Cours d'eau et berges)
- Elle schématise les aménagements possibles par le biais de l'OAP

Le projet de révision de PLU s'inscrit dans une démarche itérative ayant permis d'intégrer les mesures d'évitement et de réduction dès la phase de conception du projet, suite à l'identification des différents enjeux (dimensionnement du projet d'implantation, choix de la localisation des postes techniques et accès..., etc.).

1.2 Evolution concernant la modification N°4 – STECAL Alexander

1.2.1 Présentation globale de la première version de modification

Lors de la rédaction de l'état initial de l'environnement, le projet de création de STECAL portait sur une emprise différente que celle présentée dans la partie impact et mesure.

La première version du STECAL portait sur une surface de 1,6 ha et la version finale, sur une surface de 1,3ha.



Figure 71: Evolution de l'emprise du STECAL (première version à gauche et version finale à droite)

Enjeux prédominants ayant poussé à la modification

Sur le STECAL ALEXANDER, les principaux enjeux identifiés par l'état initial soulignent :

- Un enjeu lié aux zones humides floristiques retrouvées sur la parcelle. Ces zones humides doivent être évitées.
- Un enjeu vis-à-vis de l'artificialisation des sols.

1.2.2 Comparaison des deux scénarii

	Version initiale - Etat initial		Version modifiée tenant compte des enjeux relevés dans l'état initial		Différences
	Surface du STECAL	1,6	Surface du STECAL	1,3	-0,2
Aménagements existants pris en compte	Bâtiment principal	1160	Bâtiment principal	1160	0
	Roulottes	50	Roulottes	50	0
	Stationnement	3300	Stationnement	3300	0
	Terrasse et piscine	150	Terrasse et piscine	150	0
	Terrasse centrale	400	Terrasse centrale	400	0
Aménagements prévus	Roulottes	50	Roulottes	50	0
Surfaces de construction autorisées (incluant les aménagements déjà réalisés)	Hébergement hôtelier, salle de conférence, salle polyvalente	1800	Hébergement hôtelier, salle de conférence, salle polyvalente et terrasses	1800	-550
	Terrasses et espaces de détente extérieurs imperméabilisés	550			
	Espaces de stationnement et de circulation	3500	Espaces de stationnement et de circulation	3300	-200
Surface aménageables suite à la validation du PLU	Hébergement hôtelier, salle de conférence, salle polyvalente	590	Hébergement hôtelier, salle de conférence, salle polyvalente et terrasses	40	-550
	Terrasses et espaces de détente extérieurs imperméabilisés	0			
	Espaces de stationnement et de circulation	200	Espaces de stationnement et de circulation	0	-200

1.2.3 Effets sur les impacts potentiels sur l'environnement

La seconde version permet

- de mieux délimiter les aménagements possibles et éviter ainsi une interprétation du règlement du PLU.
- D'éviter tout impact direct sur les zones humides identifiées par l'état initial
- La seconde version permet de réduire les surfaces « artificialisables », autorisées par le règlement écrit.

Le projet de révision de PLU s'inscrit dans une démarche itérative ayant permis d'intégrer les mesures d'évitement et de réduction dès la phase de conception du projet, suite à l'identification des différents enjeux (dimensionnement du projet d'implantation, choix de la localisation des postes techniques et accès..., etc.).

1.3 Intégration de l'évolution des sites de modification dans les mesures d'évitement et de réduction

L'évolution des différents sites de modification forme une mesure générale d'évitement et de réduction de l'impact du projet.

Elle sera prise en compte dès la définition des enjeux bruts sur l'environnement.

2 Analyse des incidences par thématique environnementale

2.1 Description des surfaces directement impactées

Afin de simplifier la lecture de l'étude des incidences de la modification du PLU sur l'environnement, ce paragraphe permet de d'évaluer les différentes surfaces concernées par les impacts potentiels du PLU sur les STECAL.

2.1.1 Modification N°3 – STECAL ANOMIA

Sans modification du PLU et sans la création du STECAL, la réglementation applicable à la zone permet

- une extension au sol des constructions à usage professionnel nécessaire au maintien de l'activité économique existante, sans limite d'emprise,
- Une extension au sol des constructions à usage d'ERP (c'est le cas pour le domaine ALEXANDER, ERP de catégorie 4), sur une surface maximale de 10% de l'emprise au sol initiale
- L'installation de piscine sans emprise maximale

Avec le règlement actuellement appliqué à la zone, les aménagements possibles portent sur des surfaces non calculables et peuvent concerner **l'ensemble du STECAL** dans le pire des cas.

En prenant en compte le projet et le nouveau règlement associé au STECAL, les surfaces artificialisables sont les suivantes :

Sur le site ANOMIA, 1650 m² portent déjà des aménagements permanents (constructions liées au cirques, voirie et stationnement).

Le projet prévoit l'aménagement de 330 m² de surface au sols complémentaire pour la création d'une voie sécurisée pompier et l'installation d'un système d'épuration.

- En considérant uniquement les constructions en projet, la surface artificialisée globale sur le STECAL sera de 1980 m², soit 29,1% de la surface totale du STECAL, dont 330 m² nouvellement artificialisés (4,8% de la surface du STECAL), aménagés en matériaux perméables.
- En ne considérant que la modification de zonage concernant le STECAL , le projet sur le site et le règlement associé, la surface pouvant être aménagée couvre 2000m² soit 29,4% du STECAL, dont 350m² nouvellement artificialisables.
Les surfaces aménageables sont limitées par le règlement aux surfaces nécessaires au projet ANOMIA.

La modification du PLU entraine donc la possibilité d'une consommation permanente de 350 m² de surface au sol en plus des aménagements déjà existants, (soit 5,1 % de la surface du STECAL).

Dans le nouveau règlement associé à la zone Acl, seules les constructions, travaux, ouvrages ou installations à destination d'équipements techniques liés à la sécurité et aux différents réseaux dès lors qu'ils sont compatibles avec les caractéristiques du site dans lequel ils sont implantés, ne sont pas réglementés en surface. Théoriquement, le règlement permet encore l'artificialisation de l'ensemble de la zone.

L'impact brut des aménagements nouvellement permis par le règlement de la zone Acl est **faible, sans considérer cette dernière catégorie d'aménagement et peut être très fort en la considérant.**

	Habitat/Constructions/équipements liés aux activités	Voirie et stationnement	Total
Consommation foncière engendrée en considérant le projet			
Aménagements existants	750	900	1650
Aménagements prévus par le projet	0	330	330
Total	750	1250	1980
Consommation foncière engendrée en considérant la modification du PLU			
Surfaces maximales artificialisées	750	1250	2000
Surfaces qui restent à artificialiser	0	350	350

2.1.2 Modification N°4 – STECAL ALEXANDER

Sans modification du PLU et sans la création du STECAL, la réglementation applicable à la zone permet

- une extension au sol des constructions à usage professionnel nécessaire au maintien de l'activité économique existante, sans limites d'emprise,
- Une extension au sol des constructions à usage d'ERP (c'est le cas pour le domaine ALEXANDER, ERP de catégorie 4), sur une surface maximale de 10% de l'emprise au sol initiale
- L'installation de piscine sans emprise maximale

Avec le règlement actuellement appliqué à la zone, les aménagements possibles portent sur des surfaces plus importantes et peuvent concerner l'ensemble du STECAL dans le pire des cas.

En prenant en compte le projet et le nouveau règlement associé au STECAL, les surfaces artificialisables sont les suivantes :

Sur le site ALEXANDER, 5010m² portent déjà des aménagements permanents (bâtiment, voirie, terrasse), et 50m² des aménagements démontables (roulottes).

Le projet prévoit l'aménagement de 4 roulottes supplémentaires, construction démontable, pour une surface totale de 50m².

- En ne considérant que le projet d'aménagement, l'impact du projet portera sur une surface de 50m², soit sur 0,3% de la surface totale du STECAL. De plus cet aménagement est démontable, aussi l'impact est considéré réversible.
- En considérant la modification du règlement associé à la zone, les surfaces potentiellement aménageables portent sur une superficie totale de 5100 m² (39,2% de la surface du STECAL), dont 1800 m² liés à l'hébergement, salle de conférence, salle polyvalente et terrasses (pour 1760 m² existants), et 3300m² pour le stationnement et la circulation (pour 3300m² existants).
La modification du PLU permet donc l'augmentation de l'artificialisation des sols sur une surface de 50m², soit sur 0,4% de la surface totale du STECAL, correspondant au projet porté par la modification du PLU.

Dans le nouveau règlement associé à la zone Adl, seules les constructions, travaux, ouvrages ou installations à destination d'équipements techniques liés à la sécurité et aux différents réseaux dès lors qu'ils sont compatibles avec les caractéristiques du site dans lequel ils sont implantés, ne sont pas réglementés en surface. Théoriquement, le règlement permet encore l'artificialisation de l'ensemble de la zone.

L'impact brut des aménagements sur la consommation d'espace permise par le nouveau règlement de la zone Adl est **faible, sans considérer cette dernière catégorie d'aménagement et peut être très fort en la considérant.**

	Habitat/Construction démontable	Habitat/Constructions/ terrasses	Voirie/ Stationnement	Total
Description du projet				
Aménagements existants	50	1710	3300	5060
Aménagements prévus par le projet	50	0	0	50
Permis par le projet de PLU - STECAL Zonage Adl				
Surfaces maximales artificialisées	1800		3300	5060
Surfaces qui restent à artificialiser	50		0	50

2.1.3 Surfaces prises en compte pour la suite de l'étude

Pour la suite de l'étude, les surfaces potentiellement artificialisables considérées seront celles en lien avec les projets sur les différents STECAL et celles du nouveau règlement associé en considérant que la

surface impactée potentielle par les constructions, travaux, ouvrages ou installations à destination d'équipements techniques liés à la sécurité et aux différents réseaux est nulle ou tout du moins négligeable.

A l'heure actuelle cette surface n'est pas calculable et n'a pas de lien direct avec les objectifs visés par la création de ces deux STECAL.

2.2 Incidences brutes sur l'environnement physique

2.2.1 Relief et topographie

Aucune des modifications des différents documents du PLU ne modifient pas la réglementation concernant les affouillements et exhaussements de sols et n'entraîneront donc pas de modification du relief sur la zone.

L'impact des modifications du PLU et de la programmation du projet sur le relief et la topographie est nul.

2.2.2 Géologie et nature des sols

2.2.2.1 Modification N°2 – Modification du règlement

La modification des règles de constructibilité pour les habitations isolées en zones A et N, permettent de limiter les constructions d'extensions dans les zones A et N et réduisent donc l'impact direct sur la nature des sols.

Globalement, l'impact de la modification du PLU est considéré positif, en permettant de réduire les surfaces constructibles dans les zones A et N.

2.2.2.2 Modification N°3 – STECAL ANOMIA

Sur le site ANOMIA, 1650 m² portent déjà des aménagements permanents (construction et stationnement) ayant déjà modifié la nature des sols en surface par le fait d'une imperméabilisation et d'une artificialisation des sols.

Le projet prévoit l'aménagement de 330 m² de surface au sol complémentaire pour la création de zones de circulation et de l'installation d'un système d'épuration et le règlement du PLU en autorise 350m².

La modification du PLU entraîne donc la possibilité d'une consommation de 350 m² de surface au sol en plus des aménagements déjà existants, (soit 5,1 % de la surface du STECAL), dont 300m² de surface artificialisée perméable en plus des aménagements déjà existants.

Ces aménagements entraînent un décapage des sols et donc une modification de la nature des sols en surface. Si des exhaussements sont nécessaires pour l'installation du système d'épuration, ils n'entraîneront pas de modification significative de la géologie des sols, mais seulement de la nature des sols en surface.

L'impact brut des aménagements permis par le nouveau règlement de la zone Adl est faible.

Il est à noter que la mise en place du STECAL aura donc un impact global positif sur la nature des sols en lien avec l'artificialisation des sols dans le cadre du projet, en réduisant les surfaces potentiellement artificialisables.

2.2.2.3 Modification N°4 – STECAL ALEXANDER

Sur le site ALEXANDER, 5010m² portent déjà des aménagements permanents (bâtiment, voirie, terrasse), et 50m² des aménagement démontables (roulottes). Sur ces surfaces, la nature des sols est aujourd'hui considérée anthropique.

En ne considérant que le projet d'aménagement, l'impact sur la nature des sols portera sur une surface de 50m², soit sur 0,4% de la surface totale du STECAL. De plus cet aménagement est démontable, aussi l'impact est considéré réversible. L'impact brut du projet est considéré très faible sur la nature des sols au regard des surfaces concernées.

La modification du PLU permet l'augmentation de l'artificialisation des sols sur une surface de 50m², soit sur 0,4% de la surface totale du STECAL.

L'impact brut des aménagements permis par le nouveau règlement de la zone Adl est négligeable.

2.2.3 Occupation des sols

2.2.3.1 Modification N°2 – Modification du règlement

Les modifications apportées sur le règlement des zones A et N peuvent entraîner une légère augmentation de consommation d'espace lié à l'extension des bâtiments existants. Cet impact est considéré négligeable au regard des surfaces concernées.

Le changement de destinations des bâtiments est limité à un seul logement, empêchant ainsi une perte de lecture dans l'usage des bâtiments associés au domaine agricole et une perte de la vocation agricole des différentes unités architecturale, tout en répondant au besoin croissant de logement sur la commune. Le nombre de bâtiments concerné est également réduit par la modification.

La mise à jour de la liste des emplacements réservés permet un suivi plus représentatif de l'évolution de sur ces zones et règlementent les usages associés.

Globalement, le projet de PLU n'entraînera pas de modification significative de l'occupation des sols. L'impact est considéré négligeable.

2.2.3.2 Modification N°3 – STECAL ANOMIA

Sur le secteur, l'occupation des sols est aujourd'hui liée à une activité circassienne et à une ferme pédagogique déjà en place. Il ne répond plus à l'usage agricole initialement prévu sur la zone.

Une partie du STECAL sera aménagée pour répondre aux besoins techniques d'accueil du public. Ces aménagements sont nécessaires au développement et au maintien de l'activité sur le site d'étude. Ils entraînent néanmoins une modification de l'occupation des sols, en ceci que pour les 350m² nouvellement artificialisés et sur les 900m² de voiries et stationnement existants, l'activité agricole ne sera plus possible.

L'impact brut portera donc sur 350 m² nouvellement artificialisable (5,1% de la surface du STECAL) et est considéré faible au regard des surfaces concernées.

2.2.3.3 Modification N°4 – STECAL ALEXANDER

Sur ce secteur, l'occupation des sols est directement liée à l'activité de réception retrouvée sur site.

En considérant la modification du règlement associé à la zone, les nouvelles surfaces potentiellement aménageables portent sur une superficie de 50 m². Sur cette surface, l'occupation des sols est modifiée sans entraîner une modification significative de l'occupation globale du site, notamment en raison du caractère démontable des aménagements prévus.

Pour ce STECAL, l'impact est considéré négligeable.

2.2.4 Hydrologie, hydrogéologie

2.2.4.1 Modification N°2 – Modification du règlement

Les modifications de règlement dans les zones A et N n'auront pas d'impact sur l'hydrologie communale. En effet elles n'entraînent qu'une très légère augmentation de la surface consommable et donc n'auront pas d'impact significatif que les ruissellements et l'hydrologie. De plus, ces zones restent soumises au règlement spécifiant que la gestion des eaux pluviales doit avoir lieu à la parcelle.

En ce qui concerne les bâtiments voués à changer de destination, plusieurs d'entre eux sont situés à proximité de petites mares (D, E, F, G, I, J-K) et seul le bâtiment G est situé à proximité d'un cours d'eau.

Le changement de destination d'un bâtiment n'impacte pas l'extérieur de celui-ci directement en ceci qu'il ne concerne pas une nouvelle construction ou un réaménagement total de l'unité architecturale. En phase de travaux, le risque de pollution accidentelle est jugé négligeable et en phase d'exploitation il est nul.

La liste des emplacements réservés est modifiée avec des retraits de certains emplacements. Cette modification n'est pas de nature à impacter l'hydrologie communale.

L'impact de cette modification sur l'hydrologie est négligeable et non significatif.

2.2.4.2 Modification N°3 – STECAL ANOMIA

Le site ANOMIA est situé à 75m du MASANAD, cours d'eau alimentant notamment un étang retrouvé au nord du site d'étude.

Ces milieux sont des milieux sensibles aux pollutions et peuvent également en former un vecteur de diffusion aussi, l'activité sur site ne devra pas entraîner une pollution du cours d'eau.

Lors des travaux d'aménagements des espaces de circulation et de stationnement, plusieurs sources de pollutions peuvent être retrouvées :

- Lors de la phase de chantier, les risques de pollution liés aux véhicules (huiles, hydrocarbures) sont augmentés. Cette source de pollution est temporaire mais pourra impacter les milieux aquatiques. Au regard de la distance séparant le site d'étude et le Masanand et en tenant compte de la topographie sur site, l'impact du projet est considéré **très faible** sur le risque de pollution de l'eau.

- En cas de météo défavorable lors des travaux de dégagement d'emprise, terrassement et manipulation des terres, la charge en matière organique dans les eaux de ruissellement lors des travaux et durant les premières pluies après la pose du revêtement est augmentée. Au regard de la distance séparant le site d'étude et le Masanand et en tenant compte de la topographie sur site, l'impact du projet est considéré **très faible** sur le risque d'augmentation des matières organiques dissoutes.

Lors de la phase d'exploitation, les charges polluantes et le risque de pollution sont issus de :

- De pollutions accidentelles liées à la circulation et au stationnement des véhicules sur les aménagements existants et sur les futurs aménagements. Le stationnement et la circulation sur le site est considéré ponctuel avec une faible rotation. . Au regard de la distance séparant le site d'étude et le Masanand et en tenant compte de la topographie sur site, l'impact est ponctuel et est qualifié de **très faible**.

La modification du PLU entraîne une augmentation temporaire du risque de pollution et d'atteinte des milieux aquatiques, en lien avec les travaux.

Avec une vision projet, les nouveaux aménagements seront perméables et n'entraîneront donc pas d'imperméabilisation des sols pouvant amener une modification de l'infiltration et des ruissellements sur le site d'étude. En considérant les aménagements rendus possibles par le règlement, l'imperméabilisation nouvelle ne concerne que 350m². L'impact est considéré **négligeable**.

Au regard des superficies concernées, l'impact de la modification du PLU sur l'imperméabilisation des sols est négligeable. L'impact brut global du projet ANOMIA sur l'hydrologie est considéré très faible en raison du risque de pollution des cours d'eau en phase travaux notamment.

2.2.4.1 Modification N°4 – STECAL ALEXANDER

Deux mares et milieux humides sont situés à proximité du STECAL, mais aucun cours d'eau.

En ne considérant que le projet porté sur le STECAL ALEXANDER, seul l'aménagement de roulottes mobiles, sur 50m² est prévu. Cet aménagement n'est **pas de nature à entraîner une pollution significative** des milieux pouvant impacter les mares.

En considérant le règlement du STECAL, une surface de 50 m² est rendue potentiellement aménageables en plus des aménagements existants. Cela entraîne une imperméabilisation possible de 50m² en plus de l'existant.

Contrairement au site ANOMIA, les nouveaux aménagements prévus ne sont pas de nature à entraîner des pollutions pouvant impacter significativement les milieux humides et mares.

2.2.5 Météorologie

Les modifications ne sont pas de nature à pouvoir impacter la météorologie locale.

2.3 Incidences brutes sur le milieu humain

2.3.1 Démographie et contexte socio-économique

2.3.1.1 Modification N°2 – Modification du règlement

Démographie et contexte socio-économique

Les modifications du règlement permettent un meilleur encadrement du changement de destination de bâtiment en zone N et A tout en répondant au besoin de nouveau logement sur la commune en raison de l'accroissement démographique. En zone A, le changement de destination est fixé à la création d'un logement.

La modification de la liste des bâtiments pouvant changer de destination est basée sur la suppression des bâtiments situés à moins de 100 m d'une exploitation, et réduit ainsi la population potentiellement impactée par les nuisances liées à ces exploitations.

Globalement, la modification permet le changement de destination sur des bâtiments adaptés à ce nouvel usage. L'impact sur la démographie est positif car elle permet la création de nouveaux logements dans de bonnes conditions.

Zoom sur l'agriculture

Les modifications de réglementation de construction d'extension en zone A permettent de réduire les surfaces potentiellement artificialisables, mais également de conserver le caractère agricole des unités architecturales de la zone A.

En ce qui concerne les bâtiments pouvant changer de destination, cette modification n'entraîne pas d'imperméabilisation supplémentaire ni de perte de surfaces agricoles.

L'impact de la modification N°2 sur l'agriculture est globalement positif.

2.3.1.2 Modification N°3 – STECAL ANOMIA

La création du STECAL ANOMIA permet le maintien d'une activité ludique et pédagogique sur la commune. Elle permet d'augmenter l'attractivité du territoire et offre à la population communale une activité.

Elle permet également une diversification des activités socio-économiques communales et met en valeur l'activité agricole.

L'impact de cette modification est donc positif pour la démographie communale.

Zoom sur l'agriculture

Les modifications apportées dans le cadre du domaine ANOMIA entraînent une artificialisation des sols, une modification temporaire de l'utilisation du sol au niveau des aménagements démontables et une modification permanente de la potentielle utilisation du sols au niveau des voiries et zones de stationnements

L'activité de ferme pédagogique est une activité agricole. Le STECAL porte donc sur le maintien d'une activité agricole en parallèle d'une activité circassienne.

En ne considérant que le projet, les aménagements portent sur une superficie de 330 m², sur lesquels, l'activité agricole ne pourra plus être effective. Cette superficie représente 4,8% du STECAL.

En considérant la modification du PLU, les aménagements permanents portent sur 350 m², sur lesquels l'activité agricole devient impraticable. Cette surface représente 5,1% du STECAL.

Au regard des superficies concernées et de l'impact permanent des aménagements entraînant la réduction des surfaces destinées à l'agriculture, l'impact du projet sur l'agriculture est considéré faible au regard des nouvelles surfaces artificialisables concernées

2.3.1.3 Modification N°4 – STECAL Alexander

La création du STECAL ALEXANDER permet d'encadrer le développement d'une activité de réception et logement sur la commune. Elle permet d'augmenter l'offre de service, aussi elle participe à l'attrait territorial et au développement économique de la commune.

L'impact de la modification est positif sur la thématique socio-économique.

Zoom sur l'agriculture

Sur le STECAL ALEXANDER, l'activité agricole n'est plus en place depuis plusieurs dizaines d'années. Aussi, même en augmentant légèrement l'artificialisation du sol, la modification n'entraînera pas de surfaces agricoles actuelles.

L'impact de la création du STECAL Alexander sur l'agriculture est nul.

2.3.2 Artificialisation des sols

Pour rappel, la loi ZAN fixe un objectif maximal de consommation d'espace naturel, agricole ou forestier de 7,45ha au maximum entre 2021 et 2030. Entre 2021 et 2024, 3ha ont déjà été consommés, 4,45 ha restent donc consommables.

2.3.2.1 Modification N°2 – Modification du règlement

Cette modification du PLU n'entraîne pas de consommation foncière supplémentaire.

Son impact sur l'artificialisation des sols est donc nul.

2.3.2.2 Modification N°3 – STECAL ANOMIA

La modification du PLU entraîne la possibilité d'artificialiser 350 m² d'espace ENAF en plus de l'existant.

Si l'on considère que les espaces déjà artificialisés ont été pris en compte dans l'estimation de surfaces à artificialiser pour respecter la loi ZAN, la modification entraîne une consommation de 0,5% des surfaces ENAF artificialisables à l'horizon 2031.

En ne considérant que la modification du PLU et en considérant que les aménagements existants ne sont pas pris en compte dans les calculs, l'artificialisation sur le STECAL concerne 2000 m², soit 2,7% des surfaces artificialisables à l'horizon 2025.

L'impact de la modification sur l'artificialisation est considéré très faible.

2.3.2.1 Modification N°4 – STECAL ALEXANDER

La modification du PLU n'augmente pas l'artificialisation d'ENAF en plus de l'existant, en raison du caractère démontables des structures visées.

En ne considérant que la modification du PLU et en considérant que les aménagements existants ne sont pas pris en compte dans les calculs, l'artificialisation sur le STECAL concerne 5110 m², soit 6,9% des surfaces artificialisables à l'horizon 2025.

L'impact de la modification sur l'artificialisation est considéré faible.

2.3.3 Habitats et urbanisme

2.3.3.1 Modification N°2 – Modification du règlement

La modification N°2 permet d'assurer la cohérence des règles d'urbanisme en secteur naturel et agricole dans tous les territoires. La prise en compte de ces nouvelles préconisations s'inscrit notamment dans un contexte de pression foncière de plus en plus prégnant et qui s'applique notamment sur les bâtiments agricoles désaffectés présents sur la commune en grande quantité. Cela permet d'éviter le mitage de l'urbanisation et la multiplication des logements en zone agricole.

Les modifications apportées au règlement concernant les extensions des bâtiments dans les zones A et N permettent de mieux encadrer les extensions et les limiter. Elles permettent également de limiter l'aménagement de logements dans les bâtiments existants. Les règles s'appliquent aux bâtiments et non aux logements afin d'éviter la multiplication anormale de logements dans des zones qui ne sont pas dédiées à être densifiées.

L'intégration de la notion d'unité architecturale permet de limiter le nombre de nouveaux logements épars sur la commune.

La modification N°2 aura donc un impact positif sur l'habitat et l'urbanisme communal.

2.3.3.2 Modification N°3 – STECAL ANOMIA

La création du STECAL permet de développer une vision à plus long terme de l'utilisation des sols sur le domaine ANOMIA et de réglementer les aménagements déjà existants.

Les parcelles concernées par ces aménagements sont classées en zone A. En concordance avec les règles édictées par la loi, et par le Code de l'Urbanisme, les constructions et aménagements autorisés sur ce secteur sont interdits, sauf si elles sont liées et nécessaires aux activités agricoles.

La zone est actuellement incompatible avec l'accueil de public et les loisirs liés aux jeux du cirque.

L'activité est aujourd'hui réglementée par une convention signée avec la SAFER avec pour objectif un projet de valorisation agricole, culturel et artistique pour une durée de 30 ans.

La création du STECAL permet de réglementer à plus long terme l'activité et les aménagements qui y sont liés, et de fixer des limites à l'artificialisation des sols.

Cette modification à un impact positif sur l'urbanisme en permettant un meilleur encadrement des aménagements sur le site d'étude.

2.3.3.3 Modification N°4 – STECAL ALEXANDER

La création du STECAL ALEXANDER, permet de régulariser la concordance entre le règlement du PLU et l'utilisation des sols sur le site.

En effet, le type d'activité, liée à l'accueil d'un public dans un espace paysager remarquable, n'est pas voué à rester classé en zone agricole, car sa vocation primaire n'est plus depuis déjà plusieurs décennies.

En concordance avec les règles édictées par la loi, et par le Code de l'Urbanisme, les constructions et aménagements sur ce secteur sont interdits, sauf si elles sont liées et nécessaires aux activités agricoles. La zone est actuellement incompatible avec l'accueil et l'hébergement de public, d'autant plus qu'il ne s'agit pas de prolongation d'une activité agricole existante.

Il convient de régulariser la situation en autorisant les sous-destinations adaptées, ainsi que les aménagements nécessaires pour le bon fonctionnement et leur mise en accessibilité / sécurité.

Il n'est pas utile d'y autoriser des constructions supplémentaires, si ce n'est la capacité d'agréments le site avec 4 roulottes supplémentaires.

Cette modification à un impact positif sur l'urbanisme en permettant un meilleur encadrement des aménagements sur le site d'étude.

2.3.4 Déchets

2.3.4.1 Modification N°2 – Modification du règlement

La modification N°2 entraîne un encadrement de la construction de nouveaux logements dans les bâtiments agricoles par le biais de la modification du règlement et de la mise à jour de la liste des bâtiments pouvant changer de destination.

Sur la commune, le nombre de personnes moyen occupant un logement est estimé en 2022 à 2,3 personnes par logement.

Les bâtiments pouvant changer de destination sont limités à 11, aussi la population associée peut être estimée à 25 personnes. La création de logements entraîne une augmentation de la production de déchets.

Dans les zones A et N, la mise à jour du PLU permet de limiter la création de logements éparés par le biais des extensions. Ces modifications concernent plus d'une centaine de bâtiments.

La modification aura un impact positif sur la production de déchets.

2.3.4.2 Modification N°3 – STECAL ANOMIA

La modification apportée sur le projet ANOMIA n'entraînera pas une augmentation significative de la production de déchets par rapport à celle déjà engendrée par l'activité.

L'impact de la modification de la création du STECAL ANOMIA sur les déchets est considéré nul.

2.3.4.3 Modification N°4 – STECAL ALEXANDER

L'activité déjà en place sur la zone du STECAL est à l'origine d'une production de déchets liés à l'accueil du public.

Une gestion de ces déchets est déjà en place.

Les nouveaux aménagements permis par la modification du PLU pourront être à l'origine de la production de déchets liés au chantier mais celle-ci est temporaire et est subordonnée à une gestion spécifique.

La création du STECAL ANOMIA n'aura pas d'impact significatif sur la production de déchets.

2.3.5 Usage de l'eau

2.3.5.1 Modification N°2 – Modification du règlement

Alimentation en eau potable :

Les eaux potables sur le territoire communal, sont gérées à l'échelle du syndicat des eaux de Dombes Saône.

Rappelons que la modification du règlement associée à la zone A permet de diminuer les possibilités de constructions de nouveaux logements en extension de l'existant, empêchant donc une consommation d'eau supplémentaire.

Les emplacements réservés pour l'aménagement d'ouvrages de gestion des eaux pluviales en milieu urbain, et rendus nécessaires par démonstration du Schéma d'eaux pluviales de la commune, ne sont pas remis en cause et sont maintenus.

La mise à jour de la liste des bâtiments pouvant changer de destination, n'entraîne pas d'augmentation du nombre de logements pouvant être construit, aussi elle n'a pas d'impact sur la consommation en eau.

Néanmoins, les besoins en eau potables liés un changement de destination de ces 11 bâtiments peuvent être estimés comme suit :

- En 2023, les volumes prélevés sont estimés à 4 180 450m³ pour un volume produit de 3 990 259 m³ et un volume vendu aux abonnés de 2 549 796m³. En 2023, le volume consommé autorisé était fixé à 2 669 135m³.
- En 2023 la consommation par abonné, gros consommateur pris en compte, est estimée à **109 m³** avec une baisse globale de 13 % entre 2012 et 2023.

→En considérant qu'un logement représente 1 abonné, la création de 11 logements entraîne une augmentation de la consommation en eau potable de 1199m³ par an, ce qui représente. Ce volume est disponible.

Les besoins en eau peuvent aujourd'hui être couverts par les capacités en eau potable du territoire Dombes Saône.

Le changement de destination d'un bâtiment n'entraîne pas de création de nouveau réseau AEP, en effet l'ensemble des bâtiments concernés sont raccordés au réseau.

L'impact brut de la modification est globalement positif.

Assainissement :

Sur la commune le schéma d'assainissement a été mis à jour en 2022. L'ensemble des bâtiments concernés par le changement de destination dépend de système d'assainissement de type séparatif. Aucun diagnostic récent n'a été réalisé sur les systèmes d'assainissements.

La construction d'un nouveau logement entraine une augmentation des charges polluantes à traiter. Au regard du nombre de bâtiments concernés, L'impact est considéré faible.

Eaux pluviales

Les modifications n'entraînent pas d'artificialisation supplémentaire des sols aussi elle n'impactera pas les besoins de gestion en eaux pluviales.

2.3.5.2 Modification N°3 – STECAL ANOMIA

Alimentation en eau potable :

Les eaux potables sur le territoire communal, sont gérées à l'échelle du syndicat des eaux de Dombes Saône. La consommation actuelle en eau potable du site est intégrée aux données présentées dans l'étude. La disponibilité en eau est actuellement suffisante pour accueillir cette activité.

En ne considérant que le projet, dont les aménagements visent à la construction de voirie et zones de retournement pour laquelle aucune consommation supplémentaire en eau potable n'est attendue.

En considérant la modification du PLU, les aménagements ne sont pas de nature à entrainer une consommation supplémentaire d'eau potable.

L'impact du projet et de la modification du PLU sur la consommation en eau potable est considéré nul.

Assainissement :

Les systèmes en place ont fait récemment l'objet d'un diagnostic et ressortent en ANC acceptable bien que médiocre.

En considérant le projet, les constructions portent uniquement sur l'aménagement de voirie, et ne sont pas de nature à augmenter la charge polluante à traiter par le système d'assainissement, aussi l'impact est considéré nul. Le projet prévoit l'installation d'un système d'assainissement plus efficace.

Le projet aura un impact positif sur l'assainissement retrouvé dans le STECAL en permettant l'installation d'un système d'assainissement adapté.

Eaux pluviales

En ne prenant en considération que le projet, les aménagements prévus concernent de la voirie et seront réalisés avec des matériaux perméables. Ils n'entraîneront pas une modification de l'infiltration des eaux de manière significative et n'auront donc pas d'impacts sur la gestion des eaux pluviales.

En considérant le nouveau règlement associé au STECAL (zone Acl), l'aménagement de voirie porte sur une surface de 350m² au maximum et n'entraînera pas d'imperméabilisation supplémentaire des sols.

L'impact des modifications est considéré nul sur l'infiltration des eaux pluviales.

La gestion des eaux pluviales pour les nouveaux projets d'aménagements doit être basée sur le schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales en vigueur sur la commune.

2.3.5.3 Modification N°4 – STECAL ALEXANDER

Alimentation en eau potable :

Les eaux potables sur le territoire communal, sont gérées à l'échelle du syndicat des eaux de Dombes Saône. La consommation actuelle en eau potable du site est intégrée aux données présentées dans l'étude. La disponibilité en eau est actuellement suffisante pour accueillir cette activité.

En considérant le projet ou la modification du PLU, dont les aménagements visent à l'installation de 4 roulottes pour une surface de 50 m². Ces roulottes sont réservées à l'accueil du public et ne sont pas occupées toute l'année.

En 2023, la consommation d'eau par abonné était de 109 m³ annuels. En considérant qu'une roulotte vaut un abonné, la consommation supplémentaire induite par ces installations est estimée à 436m³ pour le projet.

Ce volume est disponible.

Les besoins en eau peuvent aujourd'hui être couverts par les capacités en eau potable du territoire Dombes Saône.

L'impact des installations sur la consommation en eau potable est considéré très faible.

Assainissement :

Sur la commune le schéma d'assainissement a été mis à jour en 2022. L'ensemble des bâtiments concernés par le changement de destination dépend de système d'assainissement de type séparatif.

Le domaine est géré par un système d'assainissement non collectif (ANC), qui n'a pas été diagnostiqué récemment.

En considérant le projet, les constructions portent sur l'aménagement de 4 roulottes destinées au logement temporaire.

L'aménagement entraine une augmentation de la charge polluante, mais celle-ci ne sera pas significative.

Eaux pluviales

Les aménagements prévus sont démontables et ne porte pas sur des surfaces au sols. Elles pourront perturber l'infiltration des eaux pluviales aux droits de leur structure porteuse, mais cela concernera de très faibles surfaces.

L'impact du projet de modification de PLU est négligeable sur la gestion des eaux pluviales.

La gestion des eaux pluviales pour les nouveaux projets d'aménagements doit être basée sur le schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales en vigueur sur la commune.

2.3.6 Energie

2.3.6.1 Modification N°2 – Modification du règlement

La modification n°2 modifie les règles associées aux zones A et N et permet de réduire la possibilité de création de nouveaux logements en zone A, mais aussi de limiter les constructions liées aux extensions

sur les zones A et N. Théoriquement elle permet donc de réduire les possibles consommations énergétiques liées à ces nouveaux logements. L'impact global est donc positif.

La liste modifiée de bâtiment pouvant changer de destination induit la création possible de 11 nouveaux logements. Actuellement, sur la commune, le nombre d'habitants moyen par logement est de 2,3 et la consommation énergétique par habitant en 2023 est estimée à 20 750 kWh/hab (tous secteur confondus)

La création de 11 logements entraîne une consommation supplémentaire de 524 975 kWh. Cela représente 1,3% des consommations communales.

L'impact est considéré faible.

2.3.6.2 Modification N°3 – STECAL ANOMIA

En considérant le projet, l'installation de voirie supplémentaire entraînera une augmentation temporaire de la consommation d'énergie en lien avec les travaux, mais n'aura pas d'impact significatif final sur celle-ci.

En considérant la modification du PLU, seules des voiries et un système d'assainissement pourront être construits en supplément de ce qui existe actuellement. Ces aménagements ne seront pas à l'origine de consommation d'énergie significative.

Au regard de l'activité sur site, l'impact de la modification du PLU sur la consommation en énergie est négligeable.

2.3.6.3 Modification N°4 – STECAL ALEXANDER

L'installation de 4 roulottes supplémentaires entraînera une augmentation de la consommation en énergie. Cet impact est considéré très faible à l'échelle communale.

L'impact est considéré très faible à l'échelle communale.

2.3.7 Qualité de l'air et changement climatique

2.3.7.1 Modification N°2 – Modification du règlement

La modification N°2 permet de limiter les constructions liées aux annexes dans les zones A et N, et réduit le nombre de bâtiments pouvant changer de destination.

Globalement, elle permet donc de limiter les constructions et donc de réduire les impacts sur la qualité de l'air et aura donc un impact positif.

Le changement de destination permet de limiter les constructions nouvelles pour des logements et permet donc une réutilisation des bâtiments existants pour construire du neuf. Cela permet de limiter les impacts sur la qualité de l'air et le changement climatique liés à la construction de logement répondant à un accroissement démographique. L'impact global est positif.

2.3.7.2 Modification N°3 – STECAL ANOMIA

Sur le STECAL ANOMIA, la modification du PLU permet l'aménagement de nouvelles voies de circulation et d'un système d'assainissement qui peuvent induire l'augmentation des émissions carbonees par :

- Artificialisation de 330 m² de prairie pâturée :
- Création de voiries sur 330 m²

Dans ce bilan carbone simplifié, il est considéré que les aménagements n'entraîneront pas d'accroissement de la fréquentation du site, donc pas d'augmentation des consommations énergétiques en phase d'exploitation.

Les données sont issues de la base Empreinte du CEREMA.

	Source de GES	Donnée empreinte prise en compte	Bilan carbone keqCO2/m ²	nb unité/surface autorisée	bilan carbone
Construction voirie	Artificialisation du sol	Changement d'affectation des sols direct (prairie vers sols non imperméabilisés)	0	350	0
	Aménagement voirie	TC1 semi-rigide	15	350	5250 keqCO2
Transport matériaux	Transport matériaux	Camion 34-40t	0,00150	5	0,0075

Le bilan carbone associé à la modification N°3 du PLU est estimé à 5250 keqCO2, soit 0,033% du bilan carbone communal annuel.

L'impact de l'aménagement du STECAL est considéré négligeable.

2.3.7.3 Modification N°4 – STECAL ALEXANDER

Sur le STECAL ALEXANDER, la modification du PLU permet l'aménagement de nouvelles voies de circulation et l'installation d'aménagements démontables peuvent induire l'augmentation des émissions carbonees par :

- Aménagement de 4 roulottes (50m²)
- Transport de matériaux
- Augmentation de la fréquentation : 2 personnes par roulottes → 8 personnes

Dans ce bilan carbone simplifié, il est considéré que les aménagements entraineront un léger accroissement de la fréquentation du site, donc pas d'augmentation des consommations énergétiques en phase d'exploitation.

Les données sont issues de la base Empreinte du CEREMA.

	Source de GES	Donnée empreinte prise en compte	Bilan carbone keqCO2/m ²	nb unité/surface autorisée	bilan carbone
--	---------------	----------------------------------	-------------------------------------	----------------------------	---------------

Roulottes	Artificialisation du sol	Changement d'affectation des sols direct (prairie vers sols non imperméabilisés)	0	0	0
	Aménagement roulotte	Centre de loisir, structure métal	169	50	8450 keqCO2
Transport matériaux	Transport matériaux	Camion 34-40t	0,0015	5	0,075
Fréquentation	Augmentation de l'habitat	Émission GES /hab (Source : terristory)	590	8	4720 keqCO2

Le bilan carbone associé à la modification N°3 du PLU est estimé à 13 170 keqCO2, soit 0,08% du bilan carbone communal annuel.

L'impact de l'aménagement du STECAL est considéré négligeable.

2.3.8 Transport

2.3.8.1 Modification N°2 – Modification du règlement

La modification N°2 n'entraîne pas de hausse de fréquentation significative des différentes zones concernées. De plus, elle concerne des zones communales isolées en milieu agricole ou naturel, sans trafic marqué.

Ces modifications ne sont pas à l'origine de modification des axes routiers existants, ou de création de voiries.

Si des stationnements supplémentaires sont nécessaires, ils seront gérés hors des voies communales et n'auront pas d'impact.

L'impact de la modification N°2 sur le transport est considéré très faible.

2.3.8.2 Modification N°3 – STECAL ANOMIA

La Route Départementale 936, dont le profil est rectiligne, permet aujourd'hui d'accéder au site. Il s'agit d'un axe routier structurant pour l'ensemble de l'Ouest Aindinois.

Le projet prévoit l'aménagement d'une aire de retournement et d'un accès depuis la RD936 afin de répondre à des normes de sécurité demandées par les services du Département de l'Ain.

La capacité de stationnement sur le site est suffisante pour l'activité actuellement présente, aussi, les modifications n'auront pas d'impact.

Les véhicules sortants auront interdiction de se diriger directement vers Chatillon-sur-Chalaronne afin d'éviter le franchissement des deux voies consécutives.

Sur cet axe rectiligne les vitesses de circulation peuvent être élevées. La vue sur la voie d'accès depuis l'axe routier est dégradée par les haies denses situées au nord du site. Elle est plus dégagée en se dirigeant du sud vers le nord du site.

Il est considéré que les aménagements prévus n'ont pas de conséquence sur la fréquentation actuelle du site d'étude ou sur le trafic en lien avec l'activité.

L'aménagement d'un accès direct sur une route à trafic marqué et à limitation de vitesse élevée représente un risque pour les usagers de la route.

L'impact de la modification N°3 sur PLU est considéré fort sur la thématique des transports en raison du risque accru lié à l'accès au site.

2.3.8.3 Modification N°4 – STECAL ALEXANDER

La capacité de stationnement sur le site est suffisante pour l'activité actuellement présente, aussi, les modifications n'auront pas d'impact.

Les modifications du PLU concernant le domaine ALEXANDER, peuvent entraîner une très légère hausse de fréquentation sur le site et donc une légère augmentation de trafic.

L'accès au site ne se fait par une voie rejoignant le D278. Sur cette route départementale, le trafic est faible.

Cet axe rectiligne est peu large, les vitesses qui y sont retrouvées sont moyennes en raison de la praticabilité de la voirie.

En venant du bourg au nord du site, les vies sur l'accès sont dégagées. En revanche en venant du sud, l'accès est en parti masqué par une haie arbustive dense.

Les aménagements prévus dans le cadre du projet n'auront pas d'impacts significatifs sur le trafic routier.

L'accès peut néanmoins présenter un risque faible pour les usagers, lors de leur insertion sur la RD 278.

2.3.9 Environnement acoustique

2.3.9.1 Modification N°2 – Modification du règlement

La modification N°2 n'entraîne pas d'augmentation des niveaux sonores à long terme, hormis lors de la phase des travaux. Ces impacts seront temporaires et très localisés.

Pour rappel, le bâtiment G est situé à proximité de la ligne TGV Lyon-Paris et est situé dans une zone exposée à des bruits de 55 à 60 db(A). La production d'un logement pourra augmenter l'exposition de la population à ce bruit. L'impact pour le bâtiment G est considéré faible.

Pour les autres modifications, l'impact en lien avec les bruits sera considéré très faible.

2.3.9.2 Modification N°3 – STECAL ANOMIA

La modification du PLU apportée pour le STECAL ANOMIA pourra induire des impacts sonores temporaires et localisés en phase de travaux. Le site étant isolé, aucun impact sur les riverains n'est attendu.

L'impact global de la modification sur l'environnement sonore est considéré très faible.

2.3.9.3 Modification N°4 – STECAL ALEXANDER

La modification du PLU apportée pour le STECAL ALEXANDER pourra induire des impacts sonores temporaires et localisés en phases de travaux. Le site étant isolé, aucun impact sur les riverains n'est attendu.

L'impact global de la modification sur l'environnement sonore est considéré très faible.

2.4 Risques naturels et technologiques

2.4.1 Risques naturels

2.4.1.1 Modification N°2 – Modification du règlement

Inondations :

Sur la commune, le risque inondation est faible, en raison de la topographie (plateau) et d'une situation en tête de bassin versant hydrographique. Les risques d'inondation sur la commune sont liés aux remontées de nappe. A l'Est du bourg, la nappe est sub-affleurante.

Les règles limitant les extensions des constructions d'habitations en zone A et N permettent de limiter l'exposition des biens et des personnes aux risques liés au ruissellement des eaux / inondations ponctuelles observées dans certains milieux.

Parmi les bâtiments pouvant changer de destination, 7 sont situés en zones à risque de remontée de nappe. La liste des bâtiments a été réduite, aussi la modification du PLU réduit la population exposée à ce risque.

La modification n'entraîne pas d'imperméabilisation supplémentaire et n'est donc pas de nature à augmenter le risque inondation sur la commune.

L'impact de la modification est considéré négligeable à positif.

Risque de mouvement de terrain

Les modifications apportées au règlement associé aux zones N et A, mais aussi les modifications de la liste des bâtiments pouvant changer de destination, limitent les extensions et donc limitent également l'exposition au risque de retrait et gonflement des argiles.

La modification N°2 n'entraînera pas une augmentation du risque de mouvement de terrain et aura un effet positif sur l'exposition de la population au risque.

Risque sismique

Les modifications apportées au règlement associé aux zones N et A, mais aussi les modifications de la liste des bâtiments pouvant changer de destination, limitent les extensions et donc limitent également l'exposition au risque sismique faible.

La modification N°2 n'entraînera pas une augmentation du risque sismique et aura un effet positif sur l'exposition de la population au risque.

2.4.1.2 Modification N°3 – STECAL ANOMIA

Inondations :

Sur la commune, le risque inondation est faible, en raison de la topographie (plateau) et d'une situation en tête de bassin versant hydrographique. Les risques d'inondation sur le site sont liés aux remontées de nappe notamment.

Le site d'étude est situé aux abords directs du Masanand, un axe d'écoulement important de la commune.

En ne considérant que le projet, les aménagements portent sur l'aménagement de voirie et zones perméables sur une superficie de 330 m². La modification du PLU permet l'artificialisation de 350m², mais aucune imperméabilisation. L'utilisation de matériaux perméable, permet de limiter l'impact de l'aménagement sur l'infiltration des eaux et donc sur l'augmentation du risque d'inondation. Cet impact est considéré **très faible**.

Sur ce site, il n'existe pas de réseau de gestion des eaux de pluie. Pour rappel, la gestion des eaux pluviales est de la responsabilité du propriétaire et le rejet dans le milieu naturel est à privilégier. La présence du cours d'eau à proximité permet d'évacuer les eaux de pluie, aussi le risque d'inondation n'est pas augmenté significativement par la modification du PLU.

Risque de mouvement de terrain

Les aménagements permis, situés sur des zones planes, ne sont pas de nature à augmenter le risque de mouvement de terrain ou d'exposition à ce risque.

Risque sismique

Sur l'ensemble de la commune, l'aléa sismicité est de niveau 2 (risque faible). Pour ce niveau, des règles spécifiques s'appliquent au ERP de catégorie 1, 2 et 3 (effectif admissible > 301 personnes). Dans le cas du STECAL, qui est de catégorie inférieure, aucune réglementation spécifique n'est nécessaire.

La modification et le projet de STECAL ne sont pas de nature à augmenter le risque sismique ni à augmenter l'exposition de la population à ses conséquences. L'impact est considéré **nul**.

2.4.1.3 Modification N°4 – STECAL ALEXANDER

Inondations :

Sur la commune, le risque inondation est faible, en raison de la topographie (plateau) et d'une situation en tête de bassin versant hydrographique. Les risques d'inondation sur le site sont liés aux remontées de nappe notamment.

Le site d'étude n'est situé aux abords directs d'un cours d'eau.

Les aménagements portent sur l'aménagement de 4 roulottes sur une surface de 50m². Au regard des surfaces concernées, le projet n'entraînera pas d'augmentation du risque d'inondation sur le STECAL, ni d'augmentation de l'exposition de la population à ce risque.

Sur ce site, il n'existe pas de réseau de gestion des eaux de pluie. Pour rappel, la gestion des eaux pluviales est de la responsabilité du propriétaire et le rejet dans le milieu naturel est à privilégier. La présence d'une mare à proximité permet d'absorber les eaux pluviales et sert de zone tampon. Ainsi elle permet de rendre les impacts des nouveaux aménagements sur le risque inondation, **non significatif**.

L'impact de la modification du PLU, sous condition de respecter les dispositions à maintenir pour garantir l'infiltration des eaux pluviales, est considéré très faible et non significatif.

Risque de mouvement de terrain

Sur le STECAL, les aménagements permis ne sont pas de nature à augmenter le risque de mouvement de terrain ou d'exposition à ce risque.

Risque sismique

Sur l'ensemble de la commune, l'aléa sismicité est de niveau 2 (risque faible). Pour ce niveau, des règles spécifiques s'appliquent au ERP de catégorie 1, 2 et 3 (effectif admissible > 301 personnes). Dans le cas du STECAL, qui est de catégorie inférieure, aucune réglementation spécifique n'est nécessaire.

La modification et le projet de STECAL ne sont pas de nature à augmenter le risque sismique ni à augmenter l'exposition de la population à ses conséquences. L'impact est considéré nul.

2.4.2 Risque technologique

2.4.2.1 Modification N°2 – Modification du règlement

Risque industriel

La modification des règles de construction dans les zones A et N entraîne une réduction des possibilités de constructions et donc d'exposition au risque industriel.

En ce qui concerne la mise à jour de la liste des bâtiments pouvant changer de destination, elle aura un impact positif sur l'exposition de la population aux risques industriels, notamment aux risques et nuisances liés à l'élevage. Les bâtiments d'habitations ne doivent pas se situer à moins de 100 m des élevages.

Le bâtiment G est situé à 646m à l'ouest de la GAEC du Prunier, mais au regard de la distance entre le bâtiment et l'activité, l'impact de la modification sur l'exposition des personnes aux nuisances et risques liés à l'activité agricole est négligeable.

Sites et sols pollués

Aucun site et sol pollué n'est recensé à proximité des bâtiments pouvant changer de destination.

La modification du PLU n'est pas de nature à augmenter le risque de sol pollué ni à augmenter l'exposition des personnes à ce risque.

Il est à noter que l'ensemble du département de l'Ain est classé comme zone à risque d'exposition au plomb. Ce risque est principalement lié aux bâtiments construits avant 1948. Les données à disposition ne permettent pas de connaître la date de construction des bâtiments de la liste des bâtiments pouvant changer de destination.

En cas de présence de plomb, l'exposition de la population à ce risque est augmentée par la création de logements dans ces bâtiments.

Cet impact est considéré fort en l'état des connaissances.

Risques nucléaires et radiologiques

Aucun risque nucléaire et radiologique n'est recensé sur la commune de St-Trivier-sur-Moignans et le projet n'est pas de nature à augmenter ce risque.

L'impact de la modification est donc considéré nul.

Risque lié au transport des matières dangereuses

Pour rappel, les bâtiments D et F sont situés dans les zones de danger liées à une canalisation de gaz.

Sur le plan règlementaire, aucune contrainte de construction ou d'utilisation des sols dans ces zones n'est identifiée en ce qui concerne les logements individuels.

En revanche, la construction de logement dans ces zones de danger augmente l'exposition des personnes à ce risque.

Les bâtiments étaient déjà inscrits au PLU comme pouvant changer de destination aussi, cette modification n'augmente pas les risques par rapport à la version actuelle du PLU. Les modifications apportées au PLU maintiennent le risque d'augmentation de l'exposition de la population au risque lié aux canalisations.

L'impact règlementaire est nul, mais l'impact global de la modification est considéré modéré pour le bâtiment D et fort pour le bâtiment F.

Risque de rupture de barrage

Aucun risque de rupture de barrage n'est recensé sur la commune de St-Trivier-sur-Moignans et le projet n'est pas de nature à augmenter ce risque.

L'impact de la modification est donc considéré nul.

Autres réseaux et servitudes

Les bâtiments B et E sont situés à proximité de lignes électriques haute tension, mais en dehors des zones de servitudes associées. Le projet n'est pas de nature à augmenter le risque associé au réseau électrique.

L'impact est considéré nul.

2.4.2.2 Modification N°3 – STECAL ANOMIA

Risque industriel

La modification du PLU et la création du STECAL ne sont pas de nature à augmenter les risques industriels ni à augmenter les populations exposées à ce risque.

L'impact de la modification sur les risques industriels est considéré nul.

Sites et sols pollués

La modification du PLU et la création du STECAL ne sont pas de nature à augmenter les risques de sites et sols pollués ni à augmenter les populations exposées à ce risque.

L'impact de la modification est considéré nul.

Risques nucléaires et radiologiques

La modification du PLU et la création du STECAL ne sont pas de nature à augmenter les risques nucléaire et radiologique ni à augmenter les populations exposées à ce risque.

L'impact de la modification est considéré nul.

Risque lié au transport des matières dangereuses

Le STECAL est situé en dehors des zones de servitudes liées aux ouvrages de transport de gaz et d'hydrocarbures. Il n'augmente donc pas le nombre de personnes exposées à ces risques.

L'impact de la modification est considéré nul.

Risque de rupture de barrage

Aucun risque de rupture de barrage n'est recensé sur la commune de St-Trivier-sur-Moignans et le projet n'est pas de nature à augmenter ce risque.

L'impact de la modification est donc considéré nul.

Autres réseaux et servitudes

Aucun réseau pouvant entraîner des risques pour la santé n'est présent à proximité directe du site ANOMIA.

L'impact est considéré nul.

2.4.2.3 Modification N°4 – STECAL ALEXANDER

Risque industriel

La modification du PLU et la création du STECAL ne sont pas de nature à augmenter les risques industriels ni à augmenter les populations exposées à ce risque.

L'impact de la modification sur les risques industriels est considéré nul.

Sites et sols pollués

La modification du PLU et la création du STECAL ne sont pas de nature à augmenter les risques de sites et sols pollués ni à augmenter les populations exposées à ce risque.

L'impact de la modification est considéré nul.

Risques nucléaires et radiologiques

La modification du PLU et la création du STECAL ne sont pas de nature à augmenter les risques nucléaire et radiologique ni à augmenter les populations exposées à ce risque.

L'impact de la modification est considéré nul.

Risque lié au transport des matières dangereuses

Le STECAL est situé en dehors des zones de servitudes liées aux ouvrages de transport de gaz et d'hydrocarbures. Il n'augmente donc pas le nombre de personnes exposées à ces risques.

L'impact de la modification est considéré nul.

Risque de rupture de barrage

Aucun risque de rupture de barrage n'est recensé sur la commune de St-Trivier-sur-Moignans et le projet n'est pas de nature à augmenter ce risque.

L'impact de la modification est donc considéré nul.

Autres réseaux et servitudes

Aucun réseau pouvant entraîner des risques pour la santé n'est présent à proximité directe du site ALEXANDER.

L'impact est considéré nul.

2.5 Impacts bruts sur l'environnement naturel

2.5.1 Méthodologie

L'appréciation dépend de l'enjeu de l'espèce ou de l'habitat et des paramètres explicités dans le paragraphe suivant : nature, durée et type d'impact. L'impact global a été apprécié selon l'échelle suivante :

Tableau 25 : Hiérarchisation des impacts identifiés par groupe

Impacts habitats ou sp		% surface impactée ou nbr individus										
		0-5	5-10	10-20	20-30	30-40	40-50	50-60	60-70	70-80	80-90	90-100
Enjeux de conservation	Nul											
	très faible											
	faible											
	modéré											
	fort											
	très fort											

Niveau d'impact	Négligeable	Aucun impact prévisible, ou impact mineur et localisé.
	Faible	Impact peu significatif, ne remettant pas en cause les habitats ou populations concernées.
	Modéré	Impact significatif : une part non négligeable des habitats ou des populations est impactée.
	Fort	Impact significatif : une fraction importante des habitats ou des populations est impactée.
	Très fort	Impact significatif : la majeure partie des habitats ou des populations considérées est impactée.

Type, durée et portée des impacts

- Impact direct : ce sont les impacts résultants de l'action directe de la mise en place ou du fonctionnement de l'aménagement sur les milieux naturels. Il faut tenir compte de l'aménagement mais aussi de l'ensemble des modifications directement liées (création des voies d'accès, décapages, creusement de tranchées pour l'installation des réseaux...).
- Impact indirect : ce sont les impacts qui, bien que ne résultant pas de l'action directe de l'aménagement, en constituent des conséquences (bruit, poussières, etc.).
- Impact temporaire : il s'agit d'impacts liés à la phase de travaux et à la phase d'exploitation, à condition qu'ils soient réversibles (bruit, poussières, installations provisoires...). Il est très important de tenir compte des dérangements d'espèces animales par le passage des engins ou des intervenants, la création de pistes d'accès pour le chantier ou de zones de dépôt temporaire de matériaux... Ces impacts ont donc une durée limitée dans le temps et perdurent jusqu'à l'interruption de la source de perturbation.
- Impact permanent : il s'agit d'impacts qui vont persister durant la phase d'exploitation.

- Portée de l'impact : elle s'analyse à différentes échelles : locale, régionale ou nationale. La portée de l'impact sera d'autant plus grande que l'espèce présente une aire de répartition réduite et inversement.

2.5.2 Périmètres d'inventaires, de protection et de gestion des milieux naturels

2.5.2.1 Natura 2000

Les différents projets de modification feront l'objet d'une étude d'incidence Natura 2000 simplifiée, intégrée au document.

2.5.3 Impacts bruts sur les habitats naturels

2.5.3.1 Modification N°2 – Modification du règlement

Les modifications de règles de construction dans les zones A et les zones N permettent de limiter l'artificialisation des sols, notamment liées aux extensions. Elles auront donc un impact positif sur les habitats naturels, en réduisant les surfaces potentiellement aménageables.

En ce qui concerne les bâtiments pouvant changer de destination, les travaux engendrés par les modifications ne sont pas à l'origine de la construction de nouveaux bâtiments et donc n'impacteront pas de nouvelles surfaces d'habitats naturels.

Lors de la phase chantier, le stockage et le transport de matériau pourront être source de pollution accidentelle. Ces pollutions sont davantage fréquentes en phase de chantier, mais sont localisées et peuvent être considérées comme temporaires.

Les milieux en contact direct avec les bâtiments concernés sont des milieux généralement artificialisés ou à enjeu faible à nul de conservation. L'impact des chantiers potentiels peut être considéré négligeable sur les milieux naturels.

Globalement, l'impact de la modification N°2 sera positif sur les habitats naturels en permettant la réduction des surfaces aménageables.

2.5.3.2 Modification N°3 – STECAL ANOMIA

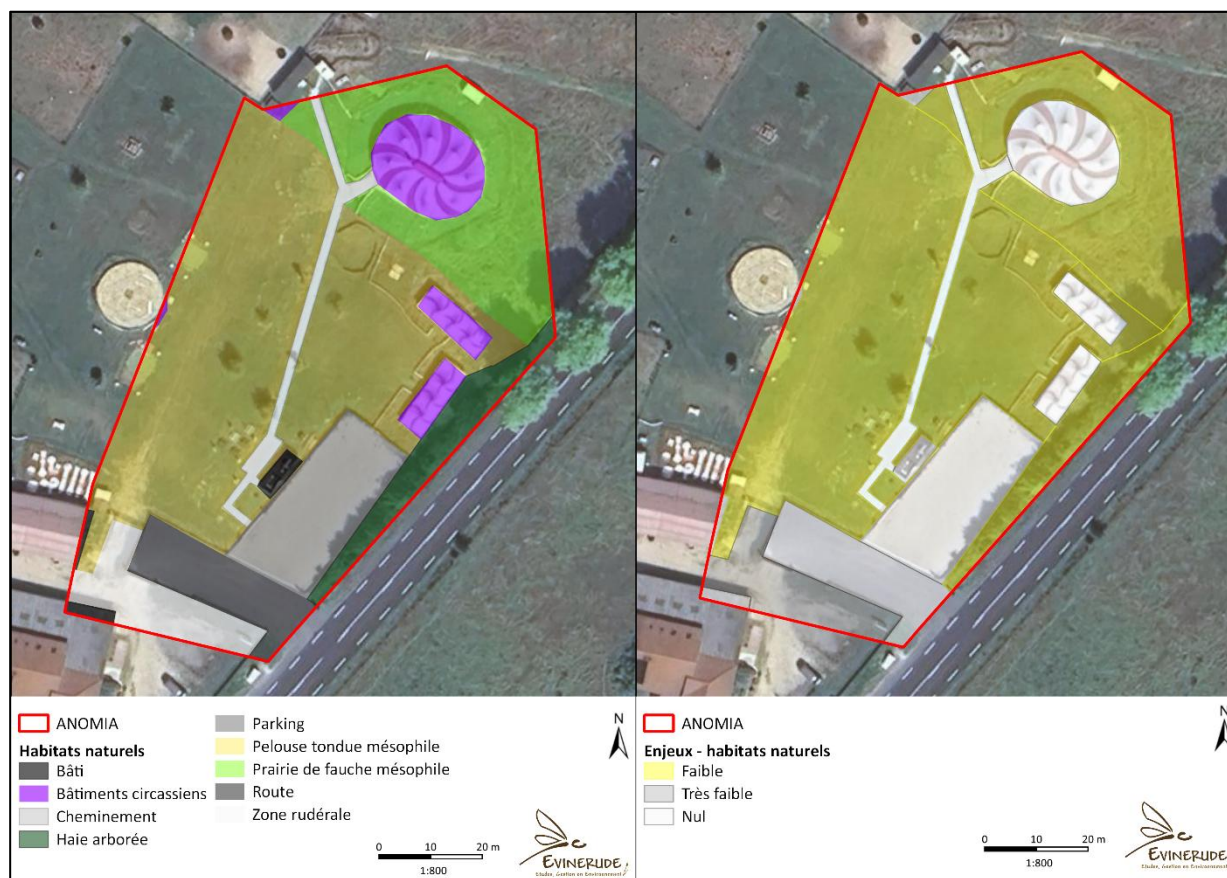


Figure 72: Habitats naturels et enjeux sur le STECAL ANOMIA – Rappel

Sur le STECAL ANOMIA, les habitats de prairies ont un enjeu faible et les habitats plus artificialisés ont un enjeu très- faible à nul.

Les aménagements de voirie prévus par le projet et permis par la création du STECAL peuvent entraîner la destruction de 350 m² d'habitats naturels à enjeu faible au maximum sur le STECAL.

La destruction de 350m² d'habitats naturels à enjeux faibles, soit 7% de la superficie totale des habitats à enjeux faibles du STECAL, aura un impact **très faible** sur les milieux naturels.

Lors de la phase chantier, le risque de pollution accidentelle est augmenté, par le transport de matériaux et la circulation d'engins notamment. Ce risque de pollution accidentelle est considéré très faible

La fréquentation des lieux pourra entraîner le piétinement des milieux du STECAL, mais cet impact est considéré négligeable.

Globalement, l'impact de la création du STECAL ANOMIA, sous condition d'adopter une gestion adaptée des effluents, aura un impact très faible sur les habitats naturels.

2.5.3.3 Modification N°4 – STECAL ALEXANDER



Figure 73: Habitats naturels et enjeu sur le STECAL ALEXANDER

Sur le STECAL Alexander, les habitats retrouvés sont des habitats à enjeu faibles. Il est à noter qu'un habitat humide de phragmitaie, retrouvé hors site à l'extrémité nord-ouest de la zone porte un enjeu modéré. Dans l'aire d'étude rapprochée, une mare à enjeu modérée est également retrouvée. Les autres habitats de la zone d'étude rapprochée sont à enjeu **faible**.

L'installation de 4 roulottes entrainera une destruction des habitats sur une surface de 50m², l'impact est considéré **négligeable**.

Lors de la phase chantier, le risque de pollution accidentelle est augmenté, par le transport de matériaux et la circulation d'engins notamment. Ce risque de pollution accidentelle est considéré très faible. Il est néanmoins susceptible d'impacter les habitats environnants dont les habitats de zones humides. A moins d'une pollution de très grande ampleur, ce qui ne semble pas possible dans le cadre des aménagements prévus, les impacts des pollutions accidentelles sur les milieux ne sont pas de nature à entrainer la destruction des milieux, aussi l'impact est considéré **négligeable**.

La fréquentation des lieux pourra entrainer le piétinement des milieux du STECAL, mais cet impact est considéré négligeable.

La modification du PLU aura un impact négligeable sur les milieux naturels en présence.

2.5.4 Impacts bruts sur la flore

Suite à la modification des secteurs de STECAL, aucune flore patrimoniale identifiées dans la bibliographie de l'état initial de l'environnement n'est considérée potentielle sur le site d'étude en raison de son éloignement avec les zones humides.

2.5.4.1 Modification N°2 – Modification du règlement

La modification N°2 du PLU permet de réduire l'artificialisation des sols au niveau communal et donc réduire les impacts potentiels sur la flore.

En ce qui concerne les bâtiments pouvant changer destination, les travaux engendrés par les modifications ne sont pas à l'origine de la construction de nouveaux bâtiments et donc n'impacteront pas de nouvelles surfaces d'habitats naturels et la flore associée.

Lors de la phase chantier, le stockage et le transport de matériau pourront être source de pollution accidentelle. Ces pollutions sont davantage fréquentes en phase de chantier, mais sont localisées et peuvent être considérées comme temporaires.

L'impact des chantiers potentiels peut être considéré négligeable sur les milieux naturels.

Les modifications ne sont pas de nature à impacter significativement la flore

2.5.4.2 Modification N°3 – STECAL ANOMIA

Sur le domaine ANOMIA, aucune espèce de flore patrimoniale n'est considérée potentielle.

Sur le domaine ANOMIA, une espèce exotique envahissante a été identifiée dans les zones de prairies de pâtures. L'aménagement de voie n'est pas particulièrement favorable au développement et à la propagation des espèces exotiques envahissantes. En revanche, la circulation d'engins augmente le risque de dissémination de l'espèce. Cette espèce n'est pas réglementée, aussi l'enjeu réglementaire est nul. En revanche, l'impact lié à la dissémination de cette espèce, déjà bien implantée sur la commune, pourra avoir un impact **faible**.

2.5.4.3 Modification N°4 – STECAL ALEXANDER

Sur le domaine ALEXANDER, aucune espèce de flore patrimoniale n'est considérée potentielle.

Aucune flore invasive n'a été recensée sur le site aussi les impacts sur la flore invasive sont considérés nuls.

L'impact du projet sur la flore patrimoniale et la flore invasive est considéré nul. L'impact sur la flore commune est considéré très faible.

2.5.5 Zones humides

2.5.5.1 Modification N°2 – Modification du règlement

La modification permet la réduction des surfaces potentiellement artificialisables sur la commune et donc réduire le risque d'impact sur les zones humides.

Comme vu précédemment, les bâtiments pouvant changer de destination n'entraîneront pas de dégradation significative des zones humides, aussi l'impact est considéré nul sur cette partie de la modification.

2.5.5.2 Modification N°3 – STECAL ANOMIA

Aucune zone humide n'est située dans l'emprise du STECAL. La nouvelle version du STECAL permet d'éviter tout impact direct sur les zones humides.

Comme cité précédemment, en phase de chantier, le risque de pollution accidentelle est plus élevé, notamment en lien avec la circulation des engins et des phases de terrassements durant lesquelles le taux de matière en suspension peut être plus important. Au regard de la distance entre le STECAL et les habitats humides, aucun impact significatif n'est à relever sur les zones humides.

Aucun impact n'est attendu sur les zones humides sur le STECAL ANOMIA.

2.5.5.3 Modification N°4 – STECAL ALEXANDER

Une zone humide est identifiée en dehors de l'emprise du STECAL ALEXANDER, au nord-ouest.

En ne considérant que le projet d'aménagements de roulotte, il est considéré que les zones humides ne seront pas impactées.

Le projet de modification du PLU n'aura pas d'impact sur les zones humides.

2.5.6 Impacts bruts sur la faune

2.5.6.1 Modification N°2 – Modification du règlement

Mammifères

Les modifications du PLU dans le cadre de la modification N°2 permet de limiter les surfaces potentiellement artificialisables dans les zones A et N, et limite ainsi les impacts sur les habitats favorables aux différentes espèces de mammifères identifiées dans l'état initial de l'environnement.

En ce qui concerne les bâtiments pouvant changer de destination, l'impact potentiel des projets sur les mammifères se restreint aux nuisances sonores produites lors des phases de travaux. Cet impact n'est pas susceptible d'impacter significativement les mammifères.

L'impact global de la modification N°2 est positif pour les mammifères.

Chiroptères

Certaines espèces de chiroptères sont potentiellement retrouvées en gîtes dans les différents bâtiments et dépendances.

La modification n°2 limite le nombre de bâtiments pouvant changer de destination. Son impact est donc globalement positif sur les chiroptères.

En ce qui concerne plus particulièrement les bâtiments pouvant changer de destination, ils sont tous susceptibles d'abriter des chiroptères, à l'exception du bâtiment G. Les travaux menés lors des changements de destination des différents bâtis pourront avoir un impact direct sur les individus en cas de présence de ceux-ci dans les bâtiments.

En cas de présence avérée de chiroptère dans les bâtiments, l'impact brut du projet peut être modéré et réglementaire.

En cas d'absence, l'impact sur les chiroptères est considéré nul. En effet les nuisances sonores apportées par les travaux le sont en phase diurne et les chiroptères ont une activité nocturne. Ils ne seront donc pas impactés.

Avifaune

Comme dit précédemment, la modification du PLU aura un impact global positif en réduisant les surfaces potentiellement artificialisables à l'échelle communale et en réduisant le nombre de bâtiments pouvant changer de destination.

Certaines espèces d'oiseaux rupestres sont susceptibles de nicher dans les combles, sous les toitures ou sur les murs des bâtiments. La modification de destination des bâtiments et les travaux associés pourront donc avoir un impact significatif sur les individus. En cas de nidification avérée, cet impact est considéré modéré.

En l'absence de nidification dans les bâtiments, l'impact de la modification est porté par l'augmentation des nuisances liées aux travaux. Cet impact est considéré négligeable pour l'avifaune.

Reptiles

Comme dit précédemment, la modification du PLU aura un impact global positif en réduisant les surfaces potentiellement artificialisables à l'échelle communale et en réduisant le nombre de bâtiments pouvant changer de destination.

Seul le Lézard des murailles à enjeu faible est capable de s'abriter et se reproduire dans les murs extérieurs des bâtiments. Les nuisances associées aux travaux vont entraîner une fuite rapide des lézards en présence et donc empêcher les impacts directs sur les individus.

Comme pour les autres espèces, les nuisances liées au chantier forment un impact temporaire négligeable.

Globalement l'impact des changements de destinations ne sera pas significatif sur les reptiles.

Amphibiens

Comme dit précédemment, la modification du PLU aura un impact global positif en réduisant les surfaces potentiellement artificialisables à l'échelle communale et en réduisant le nombre de bâtiments pouvant changer de destination.

Sept bâtiments pouvant changer de destination sont situés à proximité de milieux favorables à la reproduction des amphibiens. Les travaux n'auront pas d'impact direct sur l'espèce, hormis un impact négligeable lié aux nuisances sonores.

Les pollutions accidentelles en phase de chantier pourront impacter temporairement les amphibiens mais n'auront pas d'impact significatif à long terme.

Globalement l'impact des changements de destinations ne sera pas significatif sur les amphibiens.

Invertébrés

Comme dit précédemment, la modification du PLU aura un impact global positif en réduisant les surfaces potentiellement artificialisables à l'échelle communale et en réduisant le nombre de bâtiments pouvant changer de destination.

Le changement de destination des bâtiments n'aura pas d'impact direct sur les espèces d'invertébrés patrimoniales, hormis des impacts liés au dérangement lors de la phase de travaux.

2.5.6.2 Modification N°3 – STECAL ANOMIA

Mammifères

Sur le STECAL ANOMIA, les habitats favorables à la reproduction du Hérisson sont situés dans le jardin accompagnant les bâtiments déjà en place et sont donc situés en dehors du STECAL.

Les aménagements de voirie prévus dans le cadre du projet ne seront pas situés sur ces habitats, aussi l'impact brut de la création du STECAL ANOMIA Est considéré très faibles en raison du dérangement possible des espèces lors de la phase d'aménagement.

Chiroptères

Sur le STECAL ANOMIA, aucun arbre gîte et aucune potentialité de gîte n'a été identifié lors de l'inventaire terrain.

Les différents aménagements permis par le PLU une légère réduction de l'aire d'alimentation des chiroptères en chasse. La présence d'habitats de reports favorables permet de considérer que cet impact est négligeable.

Les nouveaux aménagements ne sont pas de nature à créer des nuisances lumineuses qui pourraient être défavorables aux chiroptères.

L'impact global du projet sur les chiroptères est considéré très faible.

Avifaune

Le diagnostic a permis de faire ressortir des enjeux liés à l'avifaune principalement dans les milieux semi-ouverts (haies, jardins), dans lesquels le Moineau friquet est potentiel en reproduction.

Les aménagements seront réalisés sur les milieux ouverts, l'OAP protégeant la haie arborée situées à l'est du STECAL.

En considérant le projet ANOMIA, les impacts porteront sur les milieux ouverts à enjeu modéré et peuvent entraîner la perte de 330m², soit 7,6 %des habitats de reproduction ouverts favorables à l'avifaune. L'impact brut est considéré faible.

En considérant l'ensemble des surfaces artificialisables concernées par la modification du PLU, 350m² d'habitats peuvent être impactés, soit 8% des habitats favorables à la reproduction de l'avifaune des milieux ouverts.

Lors des phases chantier, un risque faible de destruction des individus est également relevé par la destruction d'œufs et d'oisillons des espèces nichant dans les arbres, fourrés ou au sol, selon les cortèges, lors des travaux de défrichage et de décapage. Cet impact est considéré faible pour les espèces patrimoniales pouvant nicher au sol.

Les travaux sont également à l'origine de nuisances sonores et lumineuses, de production de poussières, notamment lors des phases de terrassement. Cet impact temporaire est considéré non significatifs car temporaires et ponctuels.

Globalement, l'impact du projet de modification peut être considéré faible sur l'avifaune.

Reptiles

Les aménagements permis par la modification du PLU (350m²) peuvent entraîner la destruction de :

- 10,8% de l'habitat favorable à la Coronelle lisse et du Lézard des souches. L'impact est considéré faible.
- 8,2% de l'habitat favorable au Lézard des murailles et au Lézard à deux raies. L'impact est considéré faible.

Lors des phases de chantier, notamment en début de chantier, le risque de destruction d'individu est augmenté. L'impact est donc considéré faible au regard des surfaces concernées.

Les travaux sont également à l'origine de nuisances sonores et lumineuses, de production de poussières et de vibrations, notamment lors des phases de terrassement. Cet impact est temporaire et est considéré négligeable.

L'impact global du projet sur les reptiles sur le STECAL ANOMIA est considéré faible.

Amphibiens

Sur le STECAL, aucun habitat de reproduction des amphibiens n'est identifié.

Le site est un site de transit et d'alimentation pour les espèces d'amphibien à enjeu faible. Aussi l'impact des aménagements sera négligeable.

Globalement la modification du PLU pourra avoir un impact négligeable sur les amphibiens.

Invertébrés

Pour rappel, l'enjeu invertébré est lié aux odonates qui peuvent se reproduire dans le cours d'eau à proximité. Ces espèces sont potentiellement présentes en transit ou alimentation sur site et leur enjeu local de conservation lié est faible.

En ce qui concerne la destruction d'individus, l'impact du projet est considéré très faible au regard des espèces rencontrées. Les travaux n'augmentent pas de manière significative le risque d'écrasement des odonates, qui sont des espèces vives.

La phase de chantier peut être à l'origine de nuisances sonores, de vibration et de production de poussières qui pourront impacter les espèces.

L'impact global du projet de STECAL sur les invertébrés est considéré très faible.

2.5.6.3 Modification N°4 – STECAL ALEXANDER

Mammifères

Sur le STECAL Alexander, l'enjeu lié aux mammifères est considéré faible.

En ne considérant que le projet d'aménagement de roulottes supplémentaires, l'impact peut être considéré négligeable au regard des surfaces concernées.

En considérant la modification du PLU, celle-ci peut entraîner, au maximum :

- La destruction de 50m², soit 0,7% des habitats favorables au Hérisson d'Europe, soit un impact très faible à négligeable en raison de sa réversibilité.

L'impact de la phase chantier, liée aux nuisances sonores, lumineuses et à la production de poussière peut être considéré négligeable.

En phase d'exploitation, aucune modification significative de la fréquentation n'est attendue, aussi l'impact est considéré nul.

L'impact global du projet de STECAL ANOMIA est considéré très faible à négligeable sur les mammifères.

Chiroptères

Sur le STECAL Alexander, aucun arbre gîte n'a été identifié. Les chiroptères utiliseront le site en alimentation et transit.

En considérant uniquement le projet d'aménagement des roulottes, l'impact sur les chiroptères sera considéré négligeable.

En considérant la modification du PLU, 50m² sont aménageable, réduisant ainsi la surface de chasse de manière négligeable.

Les nuisances liées au chantier n'impacteront pas les chiroptères qui sont des espèces nocturnes.

En phase d'exploitation, aucune fréquentation supplémentaire significative n'est attendue. Aussi l'impact de la modification du PLU sur les chiroptères est nul en phase d'exploitation.

L'impact de la création du STECAL ALEXANDER sur les chiroptères est considéré négligeable.

Avifaune

Le diagnostic a permis de faire ressortir des enjeux liés à l'avifaune principalement dans les milieux semi-ouverts (haies, jardins), dans lesquels le Moineau friquet et plusieurs espèces à enjeu sont potentielles en reproduction.

En considérant le projet d'installation de 4 roulottes supplémentaires sur une surface de 50m², les impacts sur l'avifaune sont considérés négligeables.

Globalement, l'impact du projet de modification peut être négligeable sur l'avifaune.

Reptiles

Le diagnostic a permis de faire ressortir des enjeux modérés concernant les reptiles.

En considérant le projet d'installation de 4 roulottes supplémentaires sur une surface de 50m², les impacts sur les reptiles sont considérés négligeables.

Amphibiens

Sur le STECAL, aucun habitat de reproduction des amphibiens n'est identifié. En revanche une mare favorable à leur reproduction est située à proximité. Les amphibiens pourront utiliser le site en transit, alimentation ou en hibernation dans les haies.

Le site est un site de transit et d'alimentation pour les espèces d'amphibien à enjeu faible. Aussi l'impact des aménagements sera très faible

Comme cité précédemment, en phase d'exploitation, la fréquentation ne sera pas différente de celle actuellement retrouvée sur le site d'étude, aussi l'impact y est considéré nul.

Invertébrés

Pour rappel, l'enjeu invertébré est lié aux odonates qui peuvent se reproduire dans la mare à proximité. Ces espèces sont potentiellement présentes en transit ou alimentation sur site et leur enjeu local de conservation lié est faible.

En ce qui concerne la destruction d'individus, l'impact du projet est considéré très faible au regard des espèces rencontrées. Les travaux n'augmentent pas de manière significative le risque d'écrasement des odonates, qui sont des espèces vives.

L'impact global du projet de STECAL sur les invertébrés est considéré très faible.

2.6 Incidences brutes des projets de modification sur les paysages

2.6.1 Incidence sur le patrimoine règlementaire

2.6.1.1 Modification N°2 – Modification du règlement

Article L.123 1.5.7 du Code de l'urbanisme

Les modifications des règles de constructions dans les zones A et N permettent de limiter les impacts paysagers, mais ne concernent pas la thématique paysagère aussi l'impact est considéré nul.

Les modifications répondent aux objectifs du PADD de maîtriser le bâti diffus.

Globalement l'impact de la modification N°2 est positif.

Les édifices protégés au titre des Monuments Historiques, code du patrimoine

Aucun des bâtiments pouvant changer de destination n'est situé dans l'emprise des périmètres de protection des monuments historiques.

L'impact est considéré nul.

Les sites inscrits et classés

Aucun des bâtiments pouvant changer de destination n'est situé à proximité d'un site classé ou inscrit.

L'impact est considéré nul.

Les sites patrimoniaux remarquables, code du patrimoine

Aucun SPR n'est inclus dans l'aire d'étude, l'enjeu règlementaire est donc nul tout comme l'impact associé.

Les sites archéologiques

Pour rappel, l'ensemble de la commune est classé dans une zone de présomption de prescription archéologique.

En ce qui concerne les modifications du règlement, et des surfaces constructibles en zone A et N, elles permettent de réduire le risque d'impact sur l'archéologie communale.

En ce qui concerne les bâtiments pouvant changer de destination, les travaux ne sont pas de nature à entraîner de nouveaux terrassements ou excavation, aussi ils ne pourront pas avoir d'impact archéologique.

L'impact global est considéré positif.

2.6.1.2 Modification N°3 – STECAL ANOMIA

Article L.123 1.5.7 du Code de l'urbanisme

Le STECAL ANOMIA n'est pas situé à proximité d'élément protégé du patrimoine. Aucun impact n'est alors attendu.

Les édifices protégés au titre des Monuments Historiques, code du patrimoine

Le projet ANOMIA est situé en dehors des périmètres de protection des monuments historiques, aussi il ne pourra pas avoir d'impact réglementaire sur ceux-ci.

Les sites inscrits et classés

Aucun site inscrit ou classé n'est inclus dans l'aire d'étude, l'enjeu réglementaire est donc nul tout comme l'impact associé.

Les sites patrimoniaux remarquables, code du patrimoine

Aucun SPR n'est inclus dans l'aire d'étude, l'enjeu réglementaire est donc nul tout comme l'impact associé.

Les sites archéologiques

Pour rappel, l'ensemble de la commune est classé dans une zone de présomption de prescription archéologique.

Les impacts sur l'archéologie sont directement en lien avec les excavations et terrassements que peut entraîner un projet.

En ce qui concerne le STECAL ANOMIA, les surfaces aménageables portent sur une superficie de 350m². Sur cette superficie, le risque d'impact sur l'archéologie est augmenté.

Au regard des surfaces concernées, l'impact brut est considéré faible.

2.6.1.3 Modification N°4 – STECAL ALEXANDER

Article L.123 1.5.7 du Code de l'urbanisme

Le STECAL ALEXANDER n'est pas situé à proximité d'élément protégé du patrimoine.

Aucun impact n'est alors attendu.

Les édifices protégés au titre des Monuments Historiques, code du patrimoine

Le projet ALEXANDER est situé en dehors des périmètres de protection des monuments historiques, aussi il ne pourra pas avoir d'impact réglementaire sur ceux-ci.

Le centre bourg, classé au titre des monuments historiques, ne possède pas de covisibilité directe avec les bâtiments du site ALEXANDER.

L'impact du STECAL ALEXANDER sur les monuments historiques est considéré nul.

Les sites inscrits et classés

Aucun site inscrit ou classé n'est inclus dans l'aire d'étude, l'enjeu réglementaire est donc nul tout comme l'impact associé.

Les sites patrimoniaux remarquables, code du patrimoine

Aucun SPR n'est inclus dans l'aire d'étude, l'enjeu réglementaire est donc nul tout comme l'impact associé.

Les sites archéologiques

Pour rappel, l'ensemble de la commune est classé dans une zone de présomption de prescription archéologique.

Les impacts sur l'archéologie sont directement en lien avec les excavations et terrassements que peuvent entraîner un projet. Le projet d'installation de roulotte n'entraîne pas de nécessaires travaux de remblais déblais, aussi le projet de modification N°4 n'aura pas d'impact sur l'archéologique préventive.

Au regard de la nature des aménagements et des surfaces concernées, l'impact brut est considéré nul.

2.6.2 Incidences brutes sur les éléments du patrimoine non réglementés

2.6.2.1 Modification N°2 – Modification du règlement

La limitation des surfaces constructibles dans les zones A et N permettent de limiter les nouvelles constructions et les impacts sur le patrimoine environnant.

Les bâtiments agricoles font partie du patrimoine non réglementé. La liste des bâtiments pouvant changer de destination a été réduite et précisée en ce qui concerne les bâtiments visés afin d'éviter tout impact significatif au niveau de l'unité architecturale.

Globalement la modification n'aura pas d'impact significatif sur le patrimoine non réglementé.

2.6.2.2 Modification N°3 – STECAL ANOMIA

Aucun élément du patrimoine remarquable non réglementé n'est situé à proximité directe du domaine ANOMIA et aucune covisibilité n'est retrouvée.

L'impact est donc nul.

2.6.2.3 Modification N°4 – STECAL ALEXANDER

Aucun élément du patrimoine remarquable non réglementé n'est situé à proximité directe du domaine ANOMIA et aucune covisibilité marquée n'est retrouvée avec les éléments patrimoniaux du centre bourg en raison des barrières végétales ceinturant le STECAL.

L'impact est donc nul.

2.6.3 Paysages perçus et covisibilités

2.6.3.1 Modification N°2 – Modification du règlement

La limitation des surfaces constructibles dans les zones A et N permettent de limiter les nouvelles constructions et les impacts sur le paysage environnant.

Les travaux associés à un changement de destination ne sont pas de nature à impacter le paysage environnant.

L'impact de la modification sur le paysage est globalement positif.

2.6.3.2 Modification N°3 – STECAL ANOMIA

Les aménagements permis dans le cadre du STECAL ANOMIA entraînent la création de 30 m² de voirie et 50m² de système d'assainissement.

Ces modifications entraînent donc une augmentation du caractère artificiel de la zone mais n'entraînent pas de modification significative des paysages retrouvés sur le site. En effet, le site présente déjà des parties artificialisées et des équipements spécifiques à l'activité circadienne.

Le STECAL est principalement visible de la route départementale D936 et des barrières végétales masquent en partie le site.

L'impact des aménagements prévus sur le STECAL ANOMIA n'aura pas impact significatif.

L'impact du projet de modification du PLU sur le paysage est considéré très faible.

2.6.3.3 Modification N°4 – STECAL ALEXANDER

Le STECAL ALEXANDER est entouré d'une barrière végétale opaque qui limite grandement les covisibilités avec le paysage environnant.

Les modifications autorisées par la modification du PLU n'impacteront pas le paysage environnant mais uniquement le paysage de l'unité paysagère.

Les aménagements seront traités avec soin au regard de l'activité de réception retrouvée sur site. Les roulottes installées devront s'intégrer dans le paysage et les matériaux choisis devront permettre leur bonne intégration.

L'impact de la modification du PLU N°4 sur le paysage est considéré très faible à négligeable.

2.7 Synthèse des impacts bruts par site

Thématique		Site concerné	Impact potentiel	Impacts bruts	
				Vision projet	Modification PLU
Milieu physique	Relief et topographie	Tous les sites	Pas de modification topographique possible	Nul	
	Géologie et nature des sol	Modification N°2	Modification règlement: Permet de réduire les surfaces constructibles dans les zones A et N.	Nul	Positif
		STECAL ANOMIA	La modification du PLU entraîne la possibilité d'une consommation de 350 m ² (5,1%) de surface au sol en plus des aménagements déjà existants, le projet en prévoit 330 m ² .	Faible	Faible
		STECAL ALEXANDER	ALEXANDER: La modification du PLU permet donc l'augmentation de l'artificialisation des sols sur une surface de 50m ² (0,4% du STECAL).	Négligeable	Négligeable
	Occupation des sols	Modification N°2	pas de modification significative de l'occupation des sols	Négligeable	
		STECAL ANOMIA	L'impact portera donc sur 330 m ² (projet) ou pourra porter sur 350 m ² .	Faible	Faible
		STECAL ALEXANDER	les nouvelles surfaces potentiellement aménageables portent sur une superficie de 50 m ² .	Négligeable	Négligeable
	Hydrologie, hydrogéologie	Modification N°2	Les modifications de règlement dans les zones A et N n'auront pas d'impact sur l'hydrologie communale. Bâtiments pouvant changer de destination: En phase de travaux, le risque de pollution accidentelle est jugé négligeable et en phase d'exploitation il est nul.	Très faible	Négligeable
		STECAL ANOMIA	Au regard des superficies concernées, l'impact de la modification du PLU sur l'imperméabilisation des sols est négligeable. L'impact brut global du projet ANOMIA sur l'hydrologie est considéré très faible.	Très faible	Très faible
		STECAL ALEXANDER	L'aménagement de 4 roulottes n'est pas de nature à entraîner une pollution significative des milieux pouvant impacter les mares.	Négligeable	Négligeable
	Météorologie	Tous les sites	Les modifications ne sont pas de nature à pouvoir impacter la météorologie locale.	Nul	
Milieu anthropique	Démographie et économie	Modification N°2	la modification permet le changement de destination sur des bâtiments adaptés à ce nouvel usage. L'impact sur la démographie est positif car elle permet la création de nouveaux logements dans de bonnes conditions.	Positif	Positif
		STECAL ANOMIA	La création du STECAL ANOMIA permet le maintien d'une activité ludique et pédagogique sur la commune. Elle permet d'augmenter l'attractivité du territoire et offre à la population communale une activité.	Positif	Positif
		STECAL ALEXANDER	La création du STECAL ALEXANDER permet d'encadrer le développement d'une activité de réception et logement sur la commune. Elle permet d'augmenter l'offre de service, aussi elle participe à l'attrait territorial et au développement économique de la commune.	Positif	Positif
	Agriculture	Modification N°2	Les modifications de réglementation de construction d'extension en zone A permettent de réduire les surfaces potentiellement artificialisables, mais également de conserver le caractère agricole des unités architecturales de la zone A.	Positif	Positif
		STECAL ANOMIA	En ne considérant que le projet, les aménagements portent sur une superficie de 330 m ² , sur lesquels, l'activité agricole ne pourra plus être effective, et en considérant la modification du PLU, les surfaces concernées sont de 350m ² .	Faible	Faible
		STECAL ALEXANDER	Sur le STECAL ALEXANDER, l'activité agricole n'est plus en place depuis plusieurs dizaines d'années. Aussi, même en augmentant légèrement l'artificialisation du sol, la modification n'entraînera pas de surfaces agricoles actuelles.	Nul	Nul
	Artificialisation des sols	Modification N°2	Cette modification du PLU n'entraîne pas de consommation foncière supplémentaire.	Nul	Nul
		STECAL ANOMIA	Sans considérer les éléments déjà construits, l'artificialisation sur le STECAL concerne 2000 m ² , soit 2,7% des surfaces artificialisables à l'horizon 2025. La modification entraîne une consommation de 0,5% des surfaces ENAF artificialisables à l'horizon 2031.	Très faible	Très faible
		STECAL ALEXANDER	La modification du PLU n'augmente pas l'artificialisation d'ENAF en plus de l'existant, en raison du caractère démontables des structures visées.	Très faible	Faible

			En ne considérant que la modification du PLU et en considérant que les aménagements existants ne sont pas pris en compte dans les calculs, l'artificialisation sur le STECAL concerne 5110 m ² , soit 6,9% des surfaces artificialisables à l'horizon 2025.		
Habitat et urbanisme	Modification N°2	La modification N°2 permet d'assurer la cohérence des règles d'urbanisme en secteur naturel et agricole dans tous les territoires. Les modifications apportées au règlement concernant les extensions des bâtiments dans les zones A et N permettent de mieux encadrer les extensions et les limiter.		Positif	Positif
	STECAL ANOMIA	La zone est actuellement incompatible avec l'accueil de public et les loisirs liés aux jeux du cirque. L'activité est aujourd'hui règlementée par une convention signée avec la SAFER avec pour objectif un projet de valorisation agricole, culturel et artistique pour une durée de 30 ans. La création du STECAL permet de règlementer à plus long terme l'activité et les aménagements qui y sont liés, et de fixer des limites à l'artificialisation des sols.		Positif	Positif
	STECAL ALEXANDER	La création su STECAL ALEXANDER, permet de régulariser la concordance entre le règlement du PLU et l'utilisation des sols sur le site.		Positif	Positif
Déchets	Modification N°2	Les bâtiments pouvant changer de destination sont limités à 11, aussi la population associée peut être estimée à 25 personnes . La création de logements entraine une augmentation de la production de déchets. Dans les zones A et N, la mise à jour du PLU permet de limiter la création de logements épars par le biais des extensions. Ces modifications concernent plus d'une centaine de bâtiments. Les modifications n'entraînent pas d'artificialisation supplémentaire des sols aussi elle n'impactera pas les besoins de gestion en eaux pluviales.		Positif	Positif
	STECAL ANOMIA	La modification apportée sur le projet ANOMIA n'entrainera pas une augmentation significative de la production de déchets par rapport à celle déjà engendrée par l'activité.		Négligeable	Négligeable
	STECAL ALEXANDER	L'activité déjà en place sur la zone du STECAL est à l'origine d'une production de déchets liés à l'accueil du public.		Négligeable	Négligeable
Usages de l'eau	Modification N°2	En considérant qu'un logement représente 1 abonné, la création de 11 logements entraine une augmentation de la consommation en eau potable de 1199m3 par an, ce qui représente. Ce volume est disponible. La construction d'un nouveau logement entraine une augmentation des charges polluantes à traiter. Au regard du nombre de bâtiments concernés, L'impact est considéré faible. Les modifications n'entraînent pas d'artificialisation supplémentaire des sols aussi elle n'impactera pas les besoins de gestion en eaux pluviales.		non significatif	non significatif
				Faible	Faible
				Nul	Nul
	STECAL ANOMIA	En ne considérant que le projet, dont les aménagements visent à la construction de voirie et zones de retournement pour laquelle aucune consommation supplémentaire en eau potable n'est attendue.		Nul	Nul
		En considérant le projet, les constructions portent uniquement sur l'aménagement de voirie, et ne sont pas de nature à augmenter la charge polluante à traiter par le système d'assainissement, aussi l'impact est considéré nul. Le projet prévoir l'installation d'un système d'assainissement plus efficace.		Positif	Positif
		En considérant le nouveau règlement associé au STECAL (zone Acl), l'aménagement de voirie porte sur une surface de 350m ² au maximum et n'entrainera pas d'imperméabilisation supplémentaire des sols.		Nul	Nul
	STECAL ALEXANDER	la consommation supplémentaire induite par les roulottes est estimée à 436m2 pour le projet.		Très faible	Très faible
L'aménagement entraine une augmentation de la charge polluante, mais celle-ci ne sera pas significative.			non significatif	non significatif	
Les aménagements prévus sont démontables et ne porte pas sur des surfaces au sols. Elles pourront perturber l'infiltration des eaux pluviales aux droits de leur structure porteuse, mais cela concernera de très faibles surfaces.			Négligeable	Négligeable	
Energie	Modification N°2	La création de 11 logements entraine une consommation supplémentaire de 524 975 kWh. Cela représente 1,3% des consommations communales.		Faible	Positif
	STECAL ANOMIA	En considérant la modification du PLU, seules des voiries et un système d'assainissement pourront être construire en supplément de ce qui existe actuellement. Ces aménagements ne seront pas à l'origine de consommation d'énergie significative.		Négligeable	Négligeable
	STECAL ALEXANDER	L'installation de 4 roulottes supplémentaires entrainera une augmentation de la consommation en énergie. Cet impact est considéré très faible à l'échelle communale.		Très faible	Très faible

	Qualité de l'air et changement climatique	Modification N°2	La modification N°2 permet de limiter les constructions liées aux annexes dans els zones A et N, et réduit le nombre de bâtiments pouvant changer de destination. Globalement, elle permet donc de limiter les constructions et donc de réduire les impacts sur la qualité de l'air et aura donc un impact positif.	Positif	Positif
		STECAL ANOMIA	Le bilan carbone associé à la modification N°3 du PLU est estimé à 5250 keqCO ₂ , soit 0,033% du bilan carbone communal annuel.	Négligeable	Négligeable
		STECAL ALEXANDER	Le bilan carbone associé à la modification N°3 du PLU est estimé à 13 170 keqCO ₂ , soit 0,08% du bilan carbone communal annuel.	Négligeable	Négligeable
	Transport	Modification N°2	Si des stationnements supplémentaires sont nécessaires, ils seront gérés hors des voies communales et n'auront pas d'impact.	Très faible	Très faible
		STECAL ANOMIA	L'aménagement d'un accès direct sur une route à trafic marqué et à limitation de vitesse élevée représente un risque pour les usagers de la route.	Fort	Fort
		STECAL ALEXANDER	L'accès peut néanmoins présenter un risque faible pour les usagers, lors de leur insertion sur la RD 278.	Faible	Faible
	Environnement acoustique	Modification N°2	La modification N°2 n'entraîne pas d'augmentation des niveaux sonores à long terme, hormis lors de la phase des travaux. Ces impacts seront temporaires et très localisés. L'impact pour le bâtiment G est considéré faible.	Faible	Très faible
		STECAL ANOMIA	La modification du PLU apportée pour le STECAL ANOMIA pourra induire des impacts sonores temporaires et localisés en phase de travaux. Le site étant isolé, aucun impact sur les riverains n'est attendu.	Très faible	Très faible
		STECAL ALEXANDER	La modification du PLU apportée pour le STECAL ALEXANDER pourra induire des impacts sonores temporaires et localisés en phase de travaux. Le site étant isolé, aucun impact sur les riverains n'est attendu.	Très faible	Très faible
Risques naturels et technologiques	Inondations	Modification N°2	Parmi les bâtiments pouvant changer de destination, 7 sont situés en zones à risque de remontée de nappe. La liste des bâtiments a été réduite, aussi la modification du PLU réduit la population exposée à ce risque. La modification n'entraîne pas d'imperméabilisation supplémentaire et n'est donc pas de nature à augmenter le risque inondation sur la commune.	Nul	Positif
		STECAL ANOMIA	En considérant la modification du PLU, la surface aménageable avec des matériaux perméables est légèrement supérieure et porte sur 1100 m ² . Cet impact est considéré très faible. le risque inondation n'est pas augmenté significativement par la modification du PLU.	Très faible	Très faible
		STECAL ALEXANDER	L'impact de la modification du PLU, sous condition de respecter les dispositions à maintenir pour garantir l'infiltration des eaux pluviales, est considéré très faible et non significatif.	Très faible	Très faible
	Mouvements de terrain	Modification N°2	La modification N°2 n'entraînera pas une augmentation du risque de mouvement de terrain et aura un effet positif sur l'exposition de la population au risque.	Nul	Positif
		STECAL ANOMIA	Les aménagements permis, situés sur des zones planes, ne sont pas de nature à augmenter le risque de mouvement de terrain ou d'exposition à ce risque.	Nul	Nul
		STECAL ALEXANDER	Sur le STECAL, les aménagements permis ne sont pas de nature à augmenter le risque de mouvement de terrain ou d'exposition à ce risque.	Nul	Nul
	Risque sismique	Modification N°2	La modification N°2 n'entraînera pas une augmentation du risque sismique et aura un effet positif sur l'exposition de la population au risque.	Nul	Positif
		STECAL ANOMIA	La modification et le projet de STECAL ne sont pas de nature à augmenter le risque sismique ni à augmenter l'exposition de la population à ses conséquences. L'impact est considéré nul.	Nul	Nul
		STECAL ALEXANDER	La modification et le projet de STECAL ne sont pas de nature à augmenter le risque sismique ni à augmenter l'exposition de la population à ses conséquences. L'impact est considéré nul.	Nul	Nul
	Risque industriel	Modification N°2	Le bâtiment G est situé à 646m à l'ouest de la GAEC du Prunier, mais au regard de la distance entre le bâtiment et l'activité, l'impact de la modification sur l'exposition des personnes aux nuisances et risques liés à l'activité agricole est négligeable.	Négligeable	Positif
		STECAL ANOMIA	La modification du PLU et la création du STECAL ne sont pas de nature à augmenter les risques industriels ni à augmenter les populations exposées à ce risque.	Nul	Nul
		STECAL ALEXANDER	La modification du PLU et la création du STECAL ne sont pas de nature à augmenter les risques industriels ni à augmenter les populations exposées à ce risque.	Nul	Nul

	Sites et sols pollués	Modification N°2	La modification du PLU n'est pas de nature à augmenter le risque de sol pollué ni à augmenter l'exposition des personnes à ce risque. En cas de présence de plomb, l'exposition de la population à ce risque est augmentée par la création de logements dans ces bâtiments.	Fort	Nul
		STECAL ANOMIA	La modification du PLU et la création du STECAL ne sont pas de nature à augmenter les risques industriels ni à augmenter les populations exposées à ce risque.	Nul	Nul
		STECAL ALEXANDER	La modification du PLU et la création du STECAL ne sont pas de nature à augmenter les risques industriels ni à augmenter les populations exposées à ce risque.	Nul	Nul
	Risque nucléaire et radiologique	Modification N°2	le projet n'est pas de nature à augmenter ce risque.	Nul	Nul
		STECAL ANOMIA	le projet n'est pas de nature à augmenter ce risque.	Nul	Nul
		STECAL ALEXANDER	le projet n'est pas de nature à augmenter ce risque.	Nul	Nul
	Transport de matière dangereuse	Modification N°2	Pour rappel, les bâtiments D et F sont situés dans les zones de danger liées à une canalisation de gaz. Sur le plan règlementaire, aucune contrainte de construction ou d'utilisation des sols dans ces zones n'est identifiée en ce qui concerne les logements individuels.	Fort	Nul
		STECAL ANOMIA	Le STECAL est situé en dehors des zones de servitudes liées aux ouvrages de transport de gaz et d'hydrocarbures. Il n'augmente donc pas le nombre de personnes exposées à ces risques.	Nul	Nul
		STECAL ALEXANDER	Le STECAL est situé en dehors des zones de servitudes liées aux ouvrages de transport de gaz et d'hydrocarbures. Il n'augmente donc pas le nombre de personnes exposées à ces risques.	Nul	Nul
	Risque de rupture de barrage	Modification N°2	le projet n'est pas de nature à augmenter ce risque.	Nul	Nul
		STECAL ANOMIA	le projet n'est pas de nature à augmenter ce risque.	Nul	Nul
		STECAL ALEXANDER	le projet n'est pas de nature à augmenter ce risque.	Nul	Nul
	Autre réseau et servitudes	Modification N°2	Les bâtiments B et E sont situés à proximité de lignes électriques haute tension, mais en dehors des zones de servitudes associées. Le projet n'est pas de nature à augmenter le risque associé au réseau électrique.	Nul	Nul
		STECAL ANOMIA	Aucun réseau pouvant entraîner des risques pour la santé n'est présent à proximité directe du site ANOMIA.	Nul	Nul
		STECAL ALEXANDER	Aucun réseau pouvant entraîner des risques pour la santé n'est présent à proximité directe du site ALEXANDER.	Nul	Nul
Milieu naturel	Périmètres d'inventaires, de protection et de gestion des milieux naturels	Tous les sites	Les différents projets de modification feront l'objet d'une étude d'incidence Natura 2000 simplifiée, intégrée au document.	-	
	Habitats naturels	Modification N°2	Les modifications de règles de construction dans les zones A et les zones N permettent de limiter l'artificialisation des sols, notamment liées aux extensions. Elles auront donc un impact positif sur les habitats naturels, en réduisant les surfaces potentiellement aménageables. En ce qui concerne les bâtiments pouvant changer de destination, les travaux engendrés par les modifications ne sont pas à l'origine de la construction de nouveaux bâtiments et donc n'impactera pas de nouvelles surfaces d'habitats naturels.	Nul	Très faible
		STECAL ANOMIA	Les aménagements de voirie prévus par le projet et permis par la création du STECAL peuvent entraîner la destruction de 350 m ² d'habitats naturels à enjeu faible au maximum sur le STECAL.	Très faible	Très faible
		STECAL ALEXANDER	L'installation de 4 roulottes entraînera une destruction des habitats sur une surface de 50m ² , l'impact est considéré négligeable.	Très faible	Très faible
	Flore	Modification N°2	La modification N°2 du PLU permet de réduire l'artificialisation des sols au niveau communal et donc réduire les impacts potentiels sur la flore. En ce qui concerne les bâtiments pouvant changer de destination, les travaux engendrés par les modifications ne sont pas à l'origine de la construction de nouveaux bâtiments et donc n'impactera pas de nouvelles surfaces d'habitats naturels et la flore associée.	Négligeable	Positif
		STECAL ANOMIA	En considérant les aménagements permis par le PLU, l'impact sur la flore patrimoniale potentielle sur le site d'étude est également très fort. L'impact lié à la dissémination de cette espèce, déjà bien implantée sur la commune, pourra avoir un impact faible.	Faible	Faible

	STECAL ALEXANDER	Sur le domaine ALEXANDER, aucune espèce de flore patrimoniale n'est considérée potentielle. Aucune flore invasive n'a été recensée sur le site aussi les impacts sur la flore invasive sont considérés nuls.	Très faible	Très faible
Zone humide	Modification N°2	La modification permet la réduction des surfaces potentiellement artificialisables sur la commune et donc réduire le risque d'impact sur les zones humides.	Nul	Positif
	STECAL ANOMIA	Au regard de la distance entre le STECAL et les habitats humides, aucun impact significatif n'est à relever sur les zones humides.	Nul	Nul
	STECAL ALEXANDER	En ne considérant que le projet d'aménagements de roulotte, il est considéré que les zones humides ne seront pas impactées.	Nul	Nul
Mammifères	Modification N°2	Les modifications du PLU dans le cadre de la modification N°2 permet de limiter les surfaces potentiellement artificialisables dans les zones A et N, et limite ainsi les impacts sur les habitats favorables aux différentes espèces de mammifères identifiées dans l'état initial de l'environnement.	Nul	Positif
	STECAL ANOMIA	L'impact brut de la création du STECAL ANOMIA Est considéré très faibles en raison du dérangement possible des espèces lors de la phase d'aménagement.	Très faible	Très faible
	STECAL ALEXANDER	En considérant la modification du PLU, celle-ci peut entraîner, au maximum la destruction de 50m ² , soit 0,7% des habitats favorables au Hérisson d'Europe, soit un impact très faible à négligeable en raison de sa réversibilité.	Négligeable	Négligeable
Chiroptères	Modification N°2	Certaines espèces de chiroptères sont potentiellement retrouvées en gîtes dans les différents bâtiments et dépendances. La modification n°2 limite le nombre de bâtiments pouvant changer de destination. Son impact est donc globalement positif sur les chiroptères. En cas de présence avérée de chiroptère dans les bâtiments, l'impact brut du projet peut être modéré et réglementaire.	Positif	Positif
	STECAL ANOMIA	Les différents aménagements permis par le PLU une légère réduction de l'aire d'alimentation des chiroptères en chasse. La présence d'habitats de reports favorables permet de considérer que cet impact est négligeable. Les nouveaux aménagements ne sont pas de nature à créer des nuisances lumineuses qui pourraient être défavorables aux chiroptères.	Négligeable	Négligeable
	STECAL ALEXANDER	En considérant la modification du PLU, 50m ² sont aménageable, réduisant ainsi la surface de chasse de manière négligeable.	Négligeable	Négligeable
Avifaune	Modification N°2	la modification du PLU aura un impact global positif en réduisant les surfaces potentiellement artificialisables. Certaines espèces d'oiseaux rupestres sont susceptibles de nicher dans les combles, sous les toitures ou sur les murs des bâtiments. La modification de destination des bâtiments et les travaux associés pourront donc avoir un impact significatif sur les individus. En l'absence de nidification dans les bâtiments, l'impact de la modification est porté par l'augmentation des nuisances liées aux travaux et est négligeable.	Positif	Positif
	STECAL ANOMIA	Les impacts porteront sur les milieux ouverts à enjeu modéré et peuvent entraîner la perte de 330m ² , soit 7,6 %des habitats de reproduction ouverts favorables à l'avifaune. Les travaux sont également à l'origine de nuisances sonores et lumineuses, de production de poussières, notamment lors des phases de terrassement. Cet impact temporaire est considéré non significatifs car temporaires et ponctuels.	Faible	Faible
	STECAL ALEXANDER	En considérant le projet d'installation de 4 roulottes supplémentaires sur une surface de 50m ² , les impacts sur l'avifaune sont considérés négligeables.	Négligeable	Négligeable
Reptiles	Modification N°2	la modification du PLU aura un impact global positif en réduisant les surfaces potentiellement artificialisables. Les nuisances associées aux travaux vont entraîner une fuite rapide des lézards en présence et donc empêcher les impacts directs sur les individus. Comme pour les autres espèces les nuisances liées au chantier forment un impact temporaire négligeable.	Très faible	Positif
	STECAL ANOMIA	Les aménagements permis par la modification du PLU (350m ²) peuvent entraîner la destruction de : 10,8% de l'habitat favorable à la Coronelle lisse et du Lézard des souches. L'impact est considéré faible. 8,2% de l'habitat favorable au Lézard des murailles et au Lézard à deux raies. L'impact est considéré faible.	Faible	Faible
	STECAL ALEXANDER	En considérant le projet d'installation de 4 roulottes supplémentaires sur une surface de 50m ² , les impacts sur les reptiles sont considérés négligeables.	Négligeable	Négligeable
Amphibiens	Modification N°2	Comme dit précédemment, la modification du PLU aura un impact global positif en réduisant les surfaces potentiellement artificialisables.	Très faible	Positif

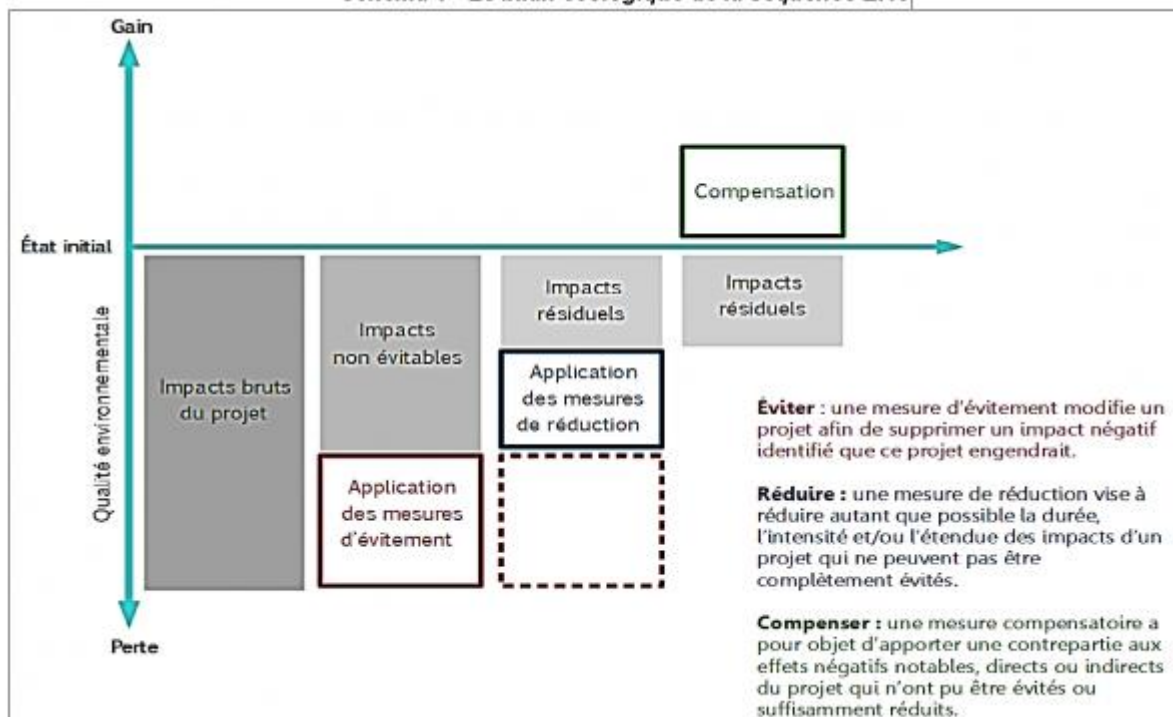
Patrimoine culturel et paysages			Sept bâtiments pouvant changer de destination sont situés à proximité de milieux favorables à la reproduction des amphibiens. Les travaux n'auront pas d'impact direct sur l'espèce, hormis un impact négligeable lié aux nuisances sonores. Les pollutions accidentelles en phase de chantier pourront impacter temporairement les amphibiens mais n'auront pas d'impact significatif à long terme.		
		STECAL ANOMIA	Le site est un site de transit et d'alimentation pour les espèces d'amphibien à enjeu faible. Aussi l'impact des aménagements sera négligeable.	Négligeable	Négligeable
		STECAL ALEXANDER	Sur le STECAL, aucun habitat de reproduction des amphibiens n'est identifié Le site est un site de transit et d'alimentation pour les espèces d'amphibien à enjeu faible. Aussi l'impact des aménagements sera très faible	Très faible	Très faible
	Invertébrés	Modification N°2	la modification du PLU aura un impact global positif en réduisant les surfaces potentiellement artificialisables. Le changement de destination des bâtiments n'aura pas d'impact direct sur les espèces d'invertébrés patrimoniales, hormis des impacts liés au dérangement lors de la phase de travaux.	Très faible	Positif
		STECAL ANOMIA	Ces espèces sont potentiellement présentes en transit ou alimentation sur site et leur enjeu local de conservation lié est faible.	Très faible	Très faible
		STECAL ALEXANDER	Pour rappel, l'enjeu invertébré est lié aux odonates qui peuvent se reproduire dans la mare à proximité. Ces espèces sont potentiellement présentes en transit ou alimentation sur site et leur enjeu local de conservation lié est faible.	Très faible	Très faible
	Incidence sur le patrimoine réglementaire	Modification N°2	Les modifications des règles de constructions dans les zones A et N permettent de limiter les impacts paysagers, mais ne concernent pas la thématique paysagère aussi l'impact est considéré nul. Les modifications répondent aux objectifs du PADD de maîtriser le bâti diffus. Globalement l'impact de la modification N°2 est positif. En ce qui concerne les modifications du règlement, et des surfaces constructibles en zone A et N, elles permettent de réduire le risque d'impact sur l'archéologie communale. En ce qui concerne les bâtiments pouvant changer de destination, les travaux ne sont pas de nature à entraîner de nouveaux terrassements ou excavation, aussi ils ne pourront pas avoir d'impact archéologique.	Nul	Positif
		STECAL ANOMIA	Aucun des bâtiments pouvant changer de destination n'est situé dans l'emprise des périmètres de protection des monuments historiques, d'un site inscrit ou inscrit, ou d'un site patrimonial remarquable. Les impacts sur l'archéologie sont directement en lien avec les excavations et terrassements que peut entraîner un projet. En ce qui concerne le STECAL ANOMIA, les surfaces pouvant nécessiter des affouillements portent sur 350 m ² . Sur cette superficie, le risque d'impact sur l'archéologie est augmenté.	Faible	Faible
		STECAL ALEXANDER	Aucun des bâtiments pouvant changer de destination n'est situé dans l'emprise des périmètres de protection des monuments historiques, d'un site inscrit ou inscrit, ou d'un site patrimonial remarquable. Les impacts sur l'archéologie sont directement en lien avec les excavations et terrassements que peuvent entraîner un projet. En ce qui concerne le STECAL ALEXANDER, les surfaces pouvant nécessiter des affouillements portent sur 50 m ² . Sur cette superficie, le risque d'impact sur l'archéologie est augmenté.	Nul	Nul
	Incidences brutes sur les éléments du patrimoine non réglementés	Modification N°2	La limitation des surfaces constructibles dans les zones A et N permettent de limiter les nouvelles constructions et les impacts sur le patrimoine environnant. Les bâtiments agricoles font partie du patrimoine non réglementé. La liste des bâtiments pouvant changer de destination a été réduite et précisée en ce qui concerne les bâtiments visés afin d'éviter tout impact significatif au niveau de l'unité architecturale.	Positif	Positif
		STECAL ANOMIA	Aucun élément du patrimoine remarquable non réglementé n'est situé à proximité directe du domaine ANOMIA et aucune covisibilité n'est retrouvée.	Nul	Nul
		STECAL ALEXANDER	Aucun élément du patrimoine remarquable non réglementé n'est situé à proximité directe du domaine ANOMIA et aucune covisibilité marquée n'est retrouvée avec les éléments patrimoniaux du centre bourg en raison des barrières végétales ceinturant le STECAL.	Nul	Nul
		Modification N°2	La limitation des surfaces constructibles dans les zones A et N permettent de limiter les nouvelles constructions et les impacts sur le patrimoine environnant.	négligeable	négligeable

	Paysages perçus et covisibilités		Les bâtiments agricoles font partie du patrimoine non réglementé. La liste des bâtiments pouvant changer de destination a été réduite et précisée en ce qui concerne les bâtiments visés afin d'éviter tout impact significatif au niveau de l'unité architecturale.		
		STECAL ANOMIA	Ces modifications entraînent donc une augmentation du caractère artificiel de la zone mais n'entraînent pas de modification significative des paysages retrouvés sur le site. En effet, le site présente déjà des parties artificialisées et des équipements spécifiques à l'activité circadienne. Le STECAL est principalement visible de la route départementale D936 et des barrières végétales masquent en partie le site.	Très faible	Très faible
		STECAL ALEXANDER	Le STECAL ALEXANDER est entouré d'une barrière végétale opaque qui limite grandement les covisibilités avec le paysage environnant. Les modifications autorisées par la modification du PLU n'impacteront pas le paysage environnant mais uniquement le paysage de l'unité paysagère. Les aménagements seront traités avec soin au regard de l'activité de réception retrouvée sur site.	Très faible	Très faible

Phase D. Mesures éviter et réduire

Les impacts d'un projet, d'un plan ou d'un programme sur l'environnement peuvent se traduire par une dégradation de la qualité environnementale. La séquence « éviter, réduire, compenser » (ERC) a pour objectif d'éviter les atteintes à l'environnement, de réduire celles qui n'ont pu être suffisamment évitées et, si possible, de compenser les effets notables qui n'ont pu être ni évités, ni suffisamment réduits.

Schéma 1 - Le bilan écologique de la séquence ERC



1 Mesures d'évitement

1.1 ME1 – Evitement des habitats à enjeu – intégré au dimensionnement des STECAL

1.1.1 Contexte

Certains habitats présents sur les sites concernés par les modifications du PLU ont été jugés comme présentant des enjeux écologiques au vu de leurs intérêts pour la faune notamment

Afin de ne pas impacter ces habitats (destruction, perturbation, ...) une mesure d'évitement de ce dernier est préconisée.

1.1.2 Objectifs

Objectifs généraux :

- Conserver les réservoirs locaux de biodiversité
- Conserver les habitats formant les corridors écologiques sur les différents sites
- Conserver les habitats utiles aux différentes étapes de cycle de vie des espèces
- Eviter la destruction d'individus et leurs habitats de reproduction
- Eviter les habitats à enjeu, et conserver les services écosystémiques associés

Objectifs visés :

- Eviter les habitats boisés et les haies
- Eviter les zones humides

1.1.3 Thématique concernée

- | | |
|--------------------------|------------------------------|
| • Pollution accidentelle | • Flore |
| • Habitats naturels | • Paysages |
| • Faune | • Artificialisation des sols |

1.1.4 Modalités techniques

L'évolution des zones de STECAL et la mise en œuvre d'une OAP sur le STECAL ANOMIA ont permis d'éviter tout impact direct sur les zones humides et haies arborées.

1.1.5 Délais d'exécution

Pendant la durée valide du PLU.

1.2 ME2 – Conditionnement de la réalisation des travaux à l'absence de risque significatif pour les usagers

1.2.1 Contexte

La création des domaines ANOMIA et ALEXANDER, établissements recevant du public, demande un accès direct sur les routes départementales à proximité.

Sur le domaine ANOMIA, les aménagements prévus concernent notamment la sécurisation de cet accès.

Sur le domaine ALEXANDER, la modification du PLU entraîne une légère augmentation de la fréquentation du site et donc expose davantage la population au risque lié à son accès.

1.2.2 Objectifs

Eviter l'augmentation du risque lié à l'accès aux domaines et l'exposition à la population à ce risque.

1.2.3 Thématique concernée

- Transport
- Santé
- Risque

1.2.4 Modalités techniques

1.2.4.1 Domaine ANOMIA

Les aménagements prévus sur le domaine ANOMIA concernent l'aménagement d'un accès plus sécurisé vers le domaine.

Des mesures de sécurité et d'accessibilité liées à la vocation à accueillir du public :

- Aménagement d'un accès sécurisé depuis la route départementale, avec une entrée / sortie unique, un espace de giration pour deux bus à l'intérieur du site.
- Un accès pompier qui serait situé idéalement le long de la RD936 afin de permettre aux secours d'accéder rapidement jusqu'à l'ensemble des espaces accessibles au public.

Il est indéniable que la réalisation d'un accès au site depuis cette voie doit faire l'objet d'une attention particulière. En l'état, les services du Département de l'Ain préconisent de le sécuriser, notamment en obligeant le requérant à accueillir une aire de retournement pour les bus et véhicules légers au cœur du site. Par ailleurs, les véhicules sortants n'auront pas l'autorisation de tourner à gauche, en direction de Chatillon-sur-Chalaronne, dans le souci d'éviter tout accident en franchissant deux voies consécutives. Le profil de la voirie est droit, et bien que la visibilité soit optimale (pas d'obstacles aux champs de vision des automobilistes), le ralentissement des véhicules n'est pas garanti.

Dans le secteur, des réflexions concernant la mise en œuvre de mesures de limitation de vitesse doivent être lancées avec les différents services instructeurs. Sur la portion concernée de la D936, une réduction de la vitesse à 70km/h devra être évoquée.

Une signalisation adaptée devra également être mise en place. Cela peut passer notamment par la présence d'une signalisation routière liée à un danger.

Le projet devra faire l'objet d'un avis favorable des différents services de voirie et de la préfecture, justifiant de l'absence de risque encouru par les usagers.

1.2.4.2 Domaine Alexander

En augmentant, même très légèrement la fréquentation sur le domaine, le risque lié à l'accès au site est augmenté.

Afin de limiter ce risque, la mise en place une signalisation adaptée devra être évoquée avec els services compétents.

Le projet devra faire l'objet d'un avis favorable des différents services de voirie et de la préfecture, justifiant de l'absence de risque encouru par les usagers.

1.2.5 Localisation

Signalisation sur la RD 936

Signalisation sur la RD27B

1.2.6 Délais d'exécution

Avant tout aménagement entraînant l'augmentation de la fréquentation sur le site.

1.3 ME3 – Intégration d'un diagnostic plomb à la déclaration préalable aux travaux ou autres démarches associées au code de l'urbanisme

1.3.1 Contexte

L'ensemble du département de l'Ain est classé zone à risque d'exposition au plomb, selon l'arrêté du 2 mai 2001. Les risques d'exposition au plomb sont retrouvés principalement dans les bâtiments construits avant 1948.

1.3.2 Objectifs

Eviter une exposition au plomb lors des travaux liés aux bâtiments pouvant changer de destination et pour les futurs habitants.

1.3.3 Thématique concernée

- Risque industriel
- Santé humaine
- Pollution

1.3.4 Modalités techniques

Les bâtiments pouvant changer de destination construits avant 1948 devront faire l'objet d'un diagnostic de pollution au plomb.

Si une pollution au plomb est avérée, des mesures techniques adaptées devront être définies et mises en place afin d'éliminer le risque pour la santé et traiter les matériaux pollués.

1.3.5 Localisation

Concerne les bâtiments pouvant changer de destination.

1.3.6 Délais d'exécution

Avant la réalisation des travaux.

1.4 ME4 – Conditionnement des travaux à un avis favorable de la DRAC

1.4.1 Contexte

Sur la commune de Saint-Trivier-sur-Moignans, plusieurs zones de présomption de prescription archéologiques (ZPPA) sont identifiées. Elles couvrent l'ensemble du territoire communal.

1.4.2 Objectifs

Eviter tout impact sur l'archéologie

1.4.3 Thématique concernée

Patrimoine protégé - Archéologie

1.4.4 Modalités techniques

Avant tout projet ou avant l'approbation du PLU, un avis de la DRAC sera annexé au dossier d'urbanisme. Cet avis pourra comporter des mesures à intégrer et à réaliser en lien avec des études d'archéologies préventives à mettre en place.

1.4.5 Localisation

Tous les sites concernés par la modification

1.4.6 Délais d'exécution

Avant les travaux.

2 Mesures de réduction

2.1 MR1 – Utilisation de matériaux perméables

2.1.1 Contexte

Les différents aménagements prévus sur es STECAL et permis par la modification du PLU permettent la création de voiries, cheminements, zones de retournement et stationnement.

Ces aménagements doivent permettre l'infiltration de l'eau.

2.1.2 Objectifs

Réduire l'impact des aménagements sur l'imperméabilisation des sols et sur l'infiltration. Contribuer à une gestion des eaux pluviales à la parcelle.

2.1.3 Thématique concernée

- Artificialisation/Imperméabilisation
- Gestion des eaux pluviales/ Ruissellements

2.1.4 Modalités techniques

Les aménagements suivants devront être réalisés en utilisant des matériaux perméables :

- Zones de stationnement
- Voirie
- Zone de circulation
- Cheminement

Les matériaux seront adaptés à l'usage qui en sera fait.

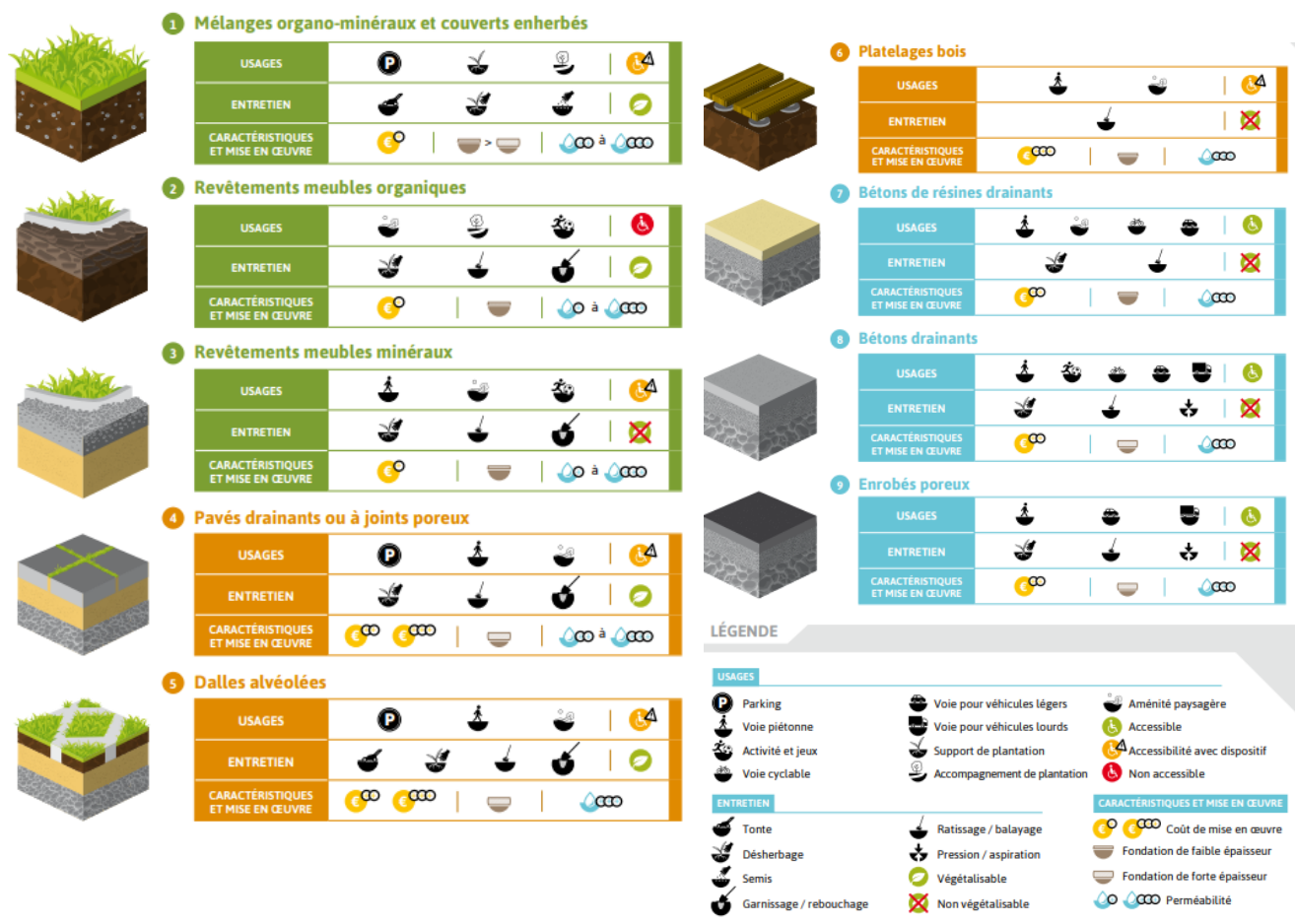


Figure 74: Matériaux perméables et utilisation adaptée (Source: Plante&Cité)

2.1.5 Localisation

Domaine ANOMIA

2.1.6 Délais d'exécution

Pendant les travaux et sur la durée d'utilisation des aménagements.

2.2 MR2 – Mise en place d'une signalisation adaptée

2.2.1 Contexte

Sur les domaines ANOMIA et ALEXANDER, les accès aux sites sont situés directement sur les routes départementales avoisinantes. Sur ces routes, les vitesses de circulation peuvent être élevées et présentent donc un risque pour les usagers de ces EPR.

Cette mesure est en lien avec la mesure d'évitement ME5.

2.2.2 Objectifs

Réduire les risques liés à la circulation lors de l'accès aux ERP.

2.2.3 Thématique concernée

- Risque
- Transport
- Santé humaine

2.2.4 Modalités techniques

Afin de réduire les vitesses de circulation et de prévenir les usagers de la route d'une zone de ralentissement et de danger liée aux accès sur les domaines ANOMIA et ALEXANDER, des panneaux de signalisation seront mis en place sur la chaussée.

- Des panneaux de limitation de vitesse
- Des panneaux de signalisation d'un danger

Sur le domaine ANOMIA, un panneau d'interdiction de tourner à droite sera mis à la sortie du site.

2.2.5 Localisation

Domaine ANOMIA

Domaine ALEXANDER

2.2.6 Délais d'exécution

Dès l'approbation de la modification du PLU.

2.3 – MR3 – Information aux habitants sur le risque lié au transport de matière dangereuse

2.3.1 Contexte

Les bâtiments pouvant changer de destination D et F sont situés dans les zones de danger liées à une canalisation de gaz.

2.3.2 Objectifs

Garantir une information des usagers concernant le risque encouru.

Garantir l'information de l'exploitant concernant les nouvelles constructions

2.3.3 Thématique concernée

- Risque – transport de matière dangereuse
- Santé humaine

2.3.4 Modalités techniques

La mairie tiendra à disposition des usagers et habitants, un registre des zones concernées par le risque de transport de matière dangereuse, regroupant les zones de servitude, les différentes zones de danger et une description du risque. Des préconisations sur la conduite à tenir en cas de problème y seront également consignées.

Pour les bâtiments D et F spécifiquement, la mairie enverra par voie postale le fascicule précité afin d'assurer pleinement la bonne information des usagers.

Le code de l'environnement prévoit également que le maire informe immédiatement le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme délivré dans les zones SUP précitées.

Pour les constructions de logement dans ces deux bâtiments, les exploitants des canalisations prendront en compte les évolutions des occupations du sol dans leur voisinage, par la mise en place, le cas échéant, de mesures de renforcement de la sécurité.

2.3.5 Localisation

Bâtiment D et F de la liste des bâtiments pouvant changer de destination

2.3.6 Délais d'exécution

Dans les 6 mois après la mise en œuvre de la modification du PLU.

2.4 MR4 - Réduction de l'exposition de la population au bruit

2.4.1 Contexte

Le bâtiment G pouvant changer de destination est situé à proximité d'un axe bruyant et dans un niveau sonore estimé à 55 à 60 db(A).

2.4.2 Objectif

Réduire l'exposition des futurs usagers du logement aux bruits.

2.4.3 Thématique visée

- Santé humaine
- Bruit

2.4.4 Modalités techniques

Les normes d'isolation acoustiques devront être prises en compte dans le projet de changement de destination du bâtiment G.

La réglementation associée est rappelée ci-dessous :

Afin de limiter les effets du bruit sur les occupants, la réglementation acoustique française (arrêté du 30 juin 1999) définit des critères pour la construction neuve, selon la nature du bâtiment et le type de bruits à limiter. Ces critères portent notamment sur :

- L'isolement aux bruits aériens de l'extérieur : circulation routière ou ferroviaire, bruits d'avion ($D_{nTA,tr}$)
- L'isolement aux bruits aériens à l'intérieur du bâtiment (D_{nTA})
- L'isolation aux bruits d'impact (chocs sur les planchers - $L'_{nT,W}$)
- La limitation des bruits d'équipements collectifs ou individuels de l'immeuble (L_{nAT})
- La correction acoustique dans les circulations internes (aire d'absorption équivalente des revêtements absorbants)

La NRA est applicable à tous les types de bâtiments d'habitation neufs ayant fait l'objet d'un permis de construire ou d'une déclaration de travaux relative aux surélévations de bâtiments d'habitation anciens et aux additions à de tels bâtiments, déposé(e) depuis le 1er janvier 2000.

Les caractéristiques acoustiques applicables aux bâtiments neufs, y compris les surélévations de bâtiments d'habitation anciens et les additions à de tels bâtiments, sont précisées par les arrêtés du 30 juin 1999 relatifs aux modalités d'application de la réglementation acoustique et l'arrêté du 23 juillet 2013 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit.

En résumé, les exigences minimales à respecter pour tout permis de construire déposé à compter du 1er janvier 2000 sont :

- l'isolement aux bruits extérieurs : $D_{nTA,tr} \geq 30$ dB
- l'isolement aux bruits intérieurs : $D_{nTA} \geq 53, 55$ ou 58 dB selon la nature des pièces
- les bruits d'impact reçus : $L'_{nT,W} \leq 58$ dB

Pour les permis de construire déposés à compter du 1er janvier 2013, les maîtres d'ouvrage de bâtiments d'habitation neufs collectifs ont l'obligation, à l'achèvement des travaux, de fournir une attestation de prise en compte de la réglementation acoustique à l'autorité qui a délivré le permis de construire (arrêté du 26 décembre 2023 *relatif à l'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique applicable en France métropolitaine aux bâtiments d'habitation neufs*).

2.4.5 Localisation

Bâtiment G

2.4.6 Délais d'exécution

A inclure dans la phase d'élaboration du projet de changement de destination

3 Mesures de suivi et indicateurs

3.1 MS1 – Suivi des extensions réalisées en zone A et N

3.1.1 Contexte

Le PLU permet les extensions en zones A et N. Un suivi des surfaces artificialisée doit être mis en place afin s'assurer du respect de l'objectif fixé par la loi ZAN sur le territoire communal.

3.1.2 Objectifs

- Suivi de l'artificialisation des sols en zones A et N
- Respect de l'objectif fixé par la loi ZAN

3.1.3 Thématique concernée

- Artificialisation des sol

3.1.4 Modalités techniques

La commune devra faire un rapport annuel concernant l'artificialisation des sols entraîné par la construction d'extension en zone A et N.

Les données seront issues des autorisations d'urbanismes accordées.

L'artificialisation devra respecter les objectifs fixés par la loi ZAN sur le territoire communal, à savoir :

- Surface maximale consommée entre 2021 et 2031 : 7,45 ha

3.1.5 Localisation

Territoire communal

3.1.6 Délais d'exécution

Bilan annuel des consommations d'espaces naturels, agricoles et forestiers.

4 Mesures d'accompagnement

4.1 MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles

en phase de chantier

4.1.1 Contexte

Comme tous les chantiers, les aménagements permis par le PLU peuvent être à l'origine de l'augmentation du risque de pollution accidentelle, notamment en phase de travaux.

4.1.2 Objectifs

Cette mesure permet de donner les principaux éléments à mettre en œuvre dans le cadre des phases de travaux pour réduire le risque de pollutions accidentelles et réduire ces impacts.

Les éléments contenus dans cette mesure seront communiqués aux différents maîtres d'œuvre et maître d'ouvrage pour information.

Objectifs :

- Limiter le risque de pollution accidentelle
- Protéger les eaux de surface et souterraines en phase chantier
- Préserver le ruisseau, les habitats naturels, la faune et les zones humides d'éventuelles pollutions
- Limiter l'émission de poussières

4.1.3 Thématique concernée

- Pollution des sols et des eaux
- Ressource en eau
- Faune
- Habitats naturels
- Flore
- Risque technologique

4.1.4 Modalités techniques

Les éléments techniques contenus ci-dessous seront disponibles en mairie et communiqués aux différents maîtres d'ouvrage et maître d'œuvre.

1. Stockage de produits de types huiles et hydrocarbures

Le stockage d'hydrocarbures sur le site durant la phase chantier se fera dans une cuve étanche équipée d'un bac de rétention convenablement dimensionné. Les transformateurs à bain d'huile (sans pyralène) seront également équipés de bac de rétention. Tous les autres produits polluants seront interdits sur le site. L'emplacement de ce stockage sera préalablement choisi afin de limiter tout risque de pollution accidentelle.

2. Utilisation d'huile biodégradable

L'utilisation d'huiles biodégradables sera privilégiée.

3. Installation d'un bloc sanitaire

Si une base vie est nécessaire, elle sera pourvue d'un bloc sanitaire (WC chimiques régulièrement vidangés). Cette dernière sera située sur une partie terrassée afin de limiter les impacts sur les écosystèmes.

4. Garantir la propreté sur le chantier, la gestion des déchets

La mise en place d'une gestion adaptée des déchets est nécessaire, avec notamment la localisation des différentes aires de gestion des déchets

Des moyens seront mis en place pour assurer la propreté du chantier (bac de rétention, bacs de décantation, bennes protégées par des filets, bacs fermés, aires de stockage des déchets

La collecte des déchets sera définie en fonction de leurs catégories : Les déchets inertes sont destinés soit au recyclage (réutilisés en remblai notamment) soit au stockage en site de classe III, les déchets industriels banals (DIB), les déchets industriels spéciaux (DIS) et Déchets dangereux (DD) doivent être orientés vers des sites de traitement adaptés : installation de stockage de classe I, unité de régénération ou d'incinération, filières spécifiques

5. Aire adaptée pour l'entretien des engins de chantier

Les engins nécessaires à la phase de chantier seront régulièrement entretenus. Les opérations d'entretien des engins seront effectuées sur des aires adaptées à l'extérieur du site. Toutes fuites observées devront être colmatées et traitées.

6. Utilisation d'un kit anti-pollution

Un kit anti-pollution devra être disponible en permanence et son emplacement connu de tous. En cas de pollution accidentelle en dehors des plateformes sécurisées, les zones contaminées seront rapidement traitées et purgées. Des kits anti-pollution (de type tampon absorbant) seront mis à disposition sur le site. Un protocole d'information du personnel sera mis en place. Les engins seront également équipés d'un kit d'intervention comprenant une réserve d'absorbant et un dispositif de contention sur voirie. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets. Une formation sera dispensée en amont des travaux pour que l'ensemble des personnes employées lors du chantier puisse savoir utiliser l'ensemble des outils de préservation de l'environnement.

7. Traitement des terres polluées

Les terres polluées par des événements accidentels (hydrocarbures, huiles, de vidange) seront excavées au droit de la surface d'absorption, stockées sur une surface étanche, puis acheminées vers un centre de traitement spécialisé.

8. Limitation des émissions de poussières

Les travaux en période de forte chaleur et de vents forts devront être évités pour limiter la dispersion de poussières.

En cas de météo défavorable, les terres transportées devront être humidifiées ou transportées sous bâche afin de limiter leur envol.

La vitesse des engins sur les pistes de chantier sera limitée à 30 km/h sur les pistes non revêtues. Cette mesure, en plus de limiter l'envol des poussières, permettra également de limiter le bruit généré par le chantier sur son environnement proche (habitations, habitats à enjeu).

9. Réaction en cas de pollution accidentelle

Toute pollution accidentelle sur le site devra être signalée au Maître d'ouvrage dès son identification afin de prendre au plus vite les mesures correctives appropriées.

Mise en oeuvre de mesures conservatoires immédiates afin de limiter l'expansion du désordre ;
Purge de la zone polluée et mise en stock sur une zone étanche en attente de traitement approprié, obturation des exutoires ;
Mobilisation des moyens spécifiques éventuellement nécessaires (hydro cureuse, camion pompe, etc.).
Les sols souillés par des produits déversés accidentellement dans le sol seront évacués vers un centre de tri adapté

4.1.5 Localisation

Toutes les zones d'aménagements

4.1.6 Délais d'exécution

A chaque nouvelle phase de travaux

4.2 MA2 – Autorisation d'installation de système de production d'énergie renouvelable

4.2.1 Contexte

L'accueil du public entraîne la consommation d'énergie. La mise en place de système de production d'énergie renouvelable doit être autorisée sur les zones des STECAL.

4.2.2 Objectif

Permettre l'installation de système de production d'énergie renouvelable sur les STECAL.

4.2.3 Thématique visée

- Energie
- Changement climatique

4.2.4 Modalités techniques

Dans le règlement écrit du PLU, il doit être précisément indiqué que les systèmes de production d'énergie photovoltaïques sont autorisés sous condition de ne pas nuire à l'environnement naturel ou paysager.

4.2.5 Localisation

STECAL ANOMIA

STECAL ALEXANDER

4.2.6 Délais d'exécution

Lors d'une révision générale du PLU.

Phase E. Incidences de la mise en œuvre de la modification du PLU sur les sites N2000

Type et numéro	Intitulé	Description	Lien écologique	Site	Enjeu écologique	Enjeu	Impacts résiduels sur les espèces et populations	Impact final
ZPS FR8212016	La Dombes - Tout autour des sites	<p>Fiche descriptive de la zone Natura 2000</p> <p>Habitats inscrits à l'annexe I de la Directive « Habitats-Faune-Flore » potentiels : <i>Non renseigné</i></p> <p>Espèces visées à l'article 4 de la Directive 2009/147/CE</p> <p>Les espèces de la liste ci-dessous sont celles qui sont ainsi jugées potentielles sur la zone d'étude ou dans la zone d'étude rapprochée</p> <p>Les espèces en gras sont les espèces jugées potentielles en reproduction sur le site ou dans la zone d'étude rapprochée</p> <p>Grèbe castagneux, Grèbe huppé, Grèbe à cou noir, Grand Cormoran, Butor étoilé, Blongios nain, Bihoreau gris, Crabier chevelu, Héron garde-bœufs, Aigrette garzette, Héron cendré, Héron pourpré, Cigogne blanche, Ibis falcinelle, Spatule blanche, Cygne tuberculé, Cygne de Bewick, Cygne chanteur, Oie rieuse, Oie</p>	<p>Cette ZPS jouxte la zone d'étude. Les espèces des milieux semi-ouverts, boisés et aquatiques/humides y sont considérées comme potentielles. Le lien écologique entre la ZPS et la zone d'étude est fort.</p>	Modification N°2 – Règlement et bâtiments	Les zones A et N couvrant une multitude d'habitats, elles pourront accueillir l'ensemble des espèces des sites N2000 en alimentation, transit et reproduction. L'enjeu est donc très fort.	Très fort	<p>La modification du PLU permet de limiter l'artificialisation des sols dans les zones A et N et réduit donc l'impact potentiel sur les espèces et les populations des sites N2000.</p> <p>Aucune des espèces concernées par le site N2000 n'est susceptible de nicher dans les bâtiments pouvant changer de destination.</p> <p>Le choix de la période de travaux permet d'éviter les périodes les plus sensibles pour les espèces.</p>	Non significatif
				Modification N°3 – STECAL ANOMIA	<p>Les espèces associées au cortège des milieux humides sont peu probables sur le site d'étude. Elles pourront occasionnellement être retrouvées en alimentation ou transit, notamment sur les berges du Masanand, en dehors du site d'étude.</p> <p>Les espèces du cortège des milieux boisés et semi-ouverts pourront être retrouvées en transit et Seul le Pic noir, espèce à enjeu modéré et la Pie-grièche-écorceur, à enjeu fort, pourront être retrouvée en reproduction dans les haies arborées denses sur le site d'étude.</p>	Fort	<p>Les habitats de reproduction des espèces potentielles en reproduction sur site sont conservés.</p> <p>Les travaux auront lieu en dehors des périodes les plus sensibles pour ces espèces.</p> <p>Le cours d'eau ne sera pas impacté par les travaux ou l'activité, qui sont conditionnés à la non dégradation de la qualité des eaux.</p> <p>Les aménagements entraînent la réduction des zones d'alimentations sur une superficie de 350 m².</p> <p>Les éléments de corridors écologiques (haies notamment) sont maintenus.</p>	Non significatif

ZSC FR8201635	La Dombes - Tout autour des sites	<p>cendrée, Bernache nonnette, Tadorne de Belon, Sarcelle d'hiver, Canard colvert, Canard pilet, Nette rousse, Fuligule milouin, Fuligule nyroca, Fuligule morillon, Fuligule milouinan, Macreuse brune, Garrot à œil d'or, Harle huppé, Harle bièvre, Bondrée apivore, Milan noir, Circaète Jean-le-Blanc, Busard des roseaux, Busard Saint-Martin, Râle d'eau, Gallinule poule-d'eau, Foulque macroule, Échasse blanche, Vanneau huppé, Bécasseau variable, Bécassine des marais, Barge à queue noire, Courlis cendré, Chevalier arlequin, Chevalier culblanc, Chevalier guignette, Mouette rieuse, Goéland cendré, Grand-duc d'Europe, Martin-pêcheur d'Europe, Pic noir, Pie-grièche écorcheur, Guifette moustac, Harle piette, Grande Aigrette, Canard siffleur, Sarcelle d'été, Canard souchet, Combattant varié, Mouette pygmée, Canard chipeau, Marouette poussin, Goéland leucopnée</p>	Modification N°4 – STECAL Alexander	<p>Les espèces associées au cortège des milieux humides sont peu probables sur le site d'étude. Elles pourront occasionnellement être retrouvées en alimentation ou transit, mais aucune d'entre-elle ne sera présente en reproduction.</p> <p>Les espèces du cortège des milieux boisé et semi ouverts pourront être retrouvées en transit et alimentation, et seul le Pic noir, espèce à enjeu modéré et la Pie-grièche-écorcheur, à enjeu fort, pourront être retrouvées en reproduction dans les haies denses sur le site d'étude.</p>	Fort	<p>Les habitats de reproduction des espèces potentielles en reproduction sur site sont conservés.</p> <p>Les travaux auront lieu en dehors des périodes les plus sensibles pour ces espèces.</p> <p>Les aménagements entraînent la réduction des zones d'alimentations sur une superficie de 50m²</p> <p>Les éléments de corridors écologiques (haies notamment) sont maintenus.</p>	Non significatif
		<p>Fiche descriptive de la Zone Natura 2000</p> <p>Habitats inscrits à l'annexe I de la Directive « Habitats-Faune-Flore » potentiels :</p> <p>3130 – <i>Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des Littorelletea uniflorae et/ou des Isoeto-Nanojuncetea</i></p> <p>3140 – <i>Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à Chara spp.</i></p> <p>3150 – <i>Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition</i></p> <p>Espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE</p> <p>Les espèces qui sont soulignées dans la liste ci-dessous sont celles qui sont ainsi jugées potentielles sur la zone d'étude :</p> <p>Leucorrhine à gros thorax, Cuivré des marais, Triton crêté, Murin à oreilles échancrées, Marsilée à quatre feuilles, Flûteau nageant</p>	<p>Cette ZSC jouxte la zone d'étude. Les espèces des milieux semi-ouverts, boisés et aquatiques/humides y sont considérées comme potentielles. Le lien écologique entre la ZSC et la zone d'étude est fort.</p>	<p>Modification N°2 – Règlement et bâtiments</p> <p>Les zones A et N couvrant une multitude d'habitats, elles pourront accueillir l'ensemble des espèces des sites N2000 en alimentation, transit et reproduction. L'enjeu est donc très fort. De plus les habitats inscrits sont susceptibles d'être retrouvés sur la commune, mais pas à proximité des bâtiments pouvant changer de destination.</p>	Très fort	<p>La modification du PLU permet de limiter l'artificialisation des sols dans les zones A et N et réduit donc l'impact potentiel sur les espèces et les populations des sites N2000.</p> <p>Aucune des espèces concernées par le site N2000 n'est susceptible de nicher dans les bâtiments pouvant changer de destination.</p> <p>Le choix de la période de travaux permet d'éviter les périodes les plus sensibles pour les espèces.</p> <p>La mise en place d'une gestion adaptée des pollutions permet d'éviter un impact significatif des différents travaux sur les habitats favorables à la reproduction des espèces citées et situés à proximité des bâtiments pouvant changer de destination.</p>	Non significatif
			Modification N°3 – STECAL ANOMIA	<p>Aucun des habitats inscrits à l'annexe I de la Directive Habitat n'est présent sur le site d'étude. Aucune des espèces de flore n'est présente sur le STECAL ou dans les habitats de la zone d'étude rapprochée.</p> <p>La Leucorrhine à gros thorax n'est pas jugée potentielle en reproduction dans le Masanand. Elle préférera les milieux stagnants et situés en bordure de boisement. Elle pourra tout de même être présente en alimentation et transit.</p> <p>Le Cuivré des marais n'est pas potentiel sur le site d'étude.</p> <p>Le Triton crêté ne sera pas présent en reproduction</p>	Faible	<p>Aucune pollution significative des milieux ne sera amenée par la modification du PLU, aussi, le Masanand sera préservé.</p> <p>Les habitats à plus forts enjeux, comme la ripisylve et les haies, formant des corridors écologiques locaux, seront conservés.</p> <p>Les travaux auront lieu en dehors des périodes les plus sensibles pour la faune.</p> <p>Au total, l'aire de chasse et d'alimentation sera réduite de 350m², mais au regard des habitats de report et des habitats concernés par la modification, l'impact n'est pas considéré significatif sur les individus et populations d'espèces.</p>	Non significatif

					et il est peu probable de l'y retrouver en transit ou alimentation. Le Murin à oreille échancrée pourra être retrouvé en chasse et transit sur le site du STECAL. L'enjeu global pour le STECAL vis à vis du site N2000 est considéré faible.		
				Modification N°4 – STECAL Alexander	Aucun des habitats inscrits à l'annexe I de la Directive Habitat n'est présent sur le site d'étude. La Marsilée à quatre feuilles est considérée comme potentiellement présente dans la mare située dans l'aire d'étude rapprochée. La mare de l'aire d'étude rapprochée forme un habitat favorable à la reproduction des espèces d'amphibien et d'odonate. Le site du STECAL ne présente pas d'habitat favorable à la reproduction des espèces N2000, en revanche, elle pourra être une zone d'alimentation ou de transit pour les odonates, amphibiens et les chiroptères inscrits à l'annexe II de la Directive Habitat. L'enjeu global lié au site N2000 est considéré modéré.	Modéré	Non significatif
ZSC FR8202006	Prairies humides et forêts alluviales du Val de Saône aval	<p>Fiche descriptive de la Zone Natura 2000</p> <p>Habitats inscrits à l'annexe I de la Directive « Habitats-Faune-Flore » potentiels :</p> <p>2330 – Dunes intérieures avec pelouses ouvertes à <i>Corynephorus</i> et <i>Agrostis</i></p> <p>3140 – Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à <i>Chara spp.</i></p> <p>3150 – Lacs eutrophes naturels avec végétation du <i>Magnopotamion</i> ou de l'<i>Hydrocharition</i></p> <p>3260 – Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du <i>Ranunculon fluitantis</i> et du <i>Callitricho-Batrachion</i></p> <p>3270 – Rivières avec berges vaseuses avec végétation du <i>Chenopodion rubri p.p.</i> et du <i>Bidenton p.p.</i></p> <p>6410 – Prairies à <i>Molinia</i> sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (<i>Molinion caeruleae</i>)</p> <p>6430 – Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaux et montagnards</p> <p>6510 – Prairies maigres de fauche de basse altitude (<i>Alopecurus pratensis</i>, <i>Sanguisorba officinalis</i>)</p>	Cette ZSC est située à 10 km de la zone d'étude. Elle vise principalement des espèces liées aux milieux aquatiques qui sont considérés potentiellement présents sur les sites d'études. Vu la distance, seulement les espèces à grandes dispersions se retrouveront sur les sites. Les liens écologiques concernent donc principalement les chiroptères.	Modification N°2 – Règlement et bâtiments	Les zones A et N couvrant une multitude d'habitats, elles pourront accueillir l'ensemble des espèces des sites N2000 en alimentation, transit et reproduction. L'enjeu est donc très fort. De plus les habitats inscrits sont susceptibles d'être retrouvés sur la commune, mais pas à proximité des bâtiments pouvant changer de destination.	Très fort	Non significatif
				Modification N°3 – STECAL ANOMIA	Aucun des habitats inscrits à l'annexe I de la Directive Habitat n'est présent sur le site d'étude. La seule espèce en transit potentielle sur l'emprise du STECAL ou dans l'aire d'étude rapprochée est l'Agrion de Mercure qui pourra utiliser le Masanand et la végétation associée comme site de reproduction. Les chiroptères pourront utiliser le site du STECAL en chasse et transit.	Modéré	Non significatif
					La modification du PLU permet de limiter l'artificialisation des sols dans les zones A et N et réduit donc l'impact potentiel sur les espèces et les populations des sites N2000. Aucune des espèces concernées par le site N2000 n'est susceptible de nicher dans les bâtiments pouvant changer de destination. Le choix de la période de travaux permet d'éviter les périodes les plus sensibles pour les espèces. La mise en place d'une gestion adaptée des pollutions permet d'éviter un impact significatifs des différents travaux sur les habitats favorables à la reproduction des espèces citées et situés à proximité des bâtiments pouvant changer de destination. Aucune pollution significative des milieux ne sera amenée par la modification du PLU, aussi, le Masanand sera préservé. Aucun impact n'est attendu sur l'agron du Mercure ou son habitat. Les habitats à plus forts enjeux, comme la ripisylve et les haies, formant des corridors écologiques locaux, seront conservés. Les travaux auront lieu en dehors des périodes les plus sensibles pour la faune. Au total, l'aire de chasse et d'alimentation sera réduite		

		<p>91E0 – Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i></p> <p>91F0 – Forêts mixtes riveraines à <i>Quercus robur</i>, <i>Ulmus spp.</i>, <i>Fraxinus spp.</i></p> <p>Espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE</p> <p>Les espèces qui sont soulignées dans la liste ci-dessous sont celles qui sont ainsi jugées potentielles sur la zone d'étude : Leucorrhine à gros thorax, Agrion de Mercure.</p> <p>Cuivré des marais, Lucane cerf-volant, Grand capricorne, Triton crêté, Petit rhinolophe, Grand rhinolophe, Barbastelle d'Europe, Murin à oreilles échancrées, Murin de Bechstein, Grand murin, Castor d'Europe.</p>	<p>Au regard des espèces visées, le lien écologique entre la ZPS et l'aire d'étude est considéré modéré.</p>			de 350m ² , mais au regard des habitats de report et des habitats concernés par la modification, l'impact n'est pas considéré significatif sur les individus et population d'espèces.							
				Modification N°4 – STECAL Alexander	Aucun des habitats inscrits à l'annexe I de la Directive Habitat n'est présent sur le site d'étude.	Aucune espèce N2000 n'est potentielle en reproduction sur le STECAL, mais la Leucorrhine gros thorax qui pourra utiliser la mare située dans l'aire d'étude rapprochée en reproduction.	Les chiroptères pourront utiliser le site du STECAL en chasse et transit.	Les autres espèces ne sont pas considérées potentielles sur le site d'étude, ou seulement en transit ponctuel.	Faible	Les travaux n'induiront pas de pollution susceptible d'impacter les habitats humides situés dans l'aire d'étude rapprochée aussi les impacts sur la flore et les habitats d'espèces sont considérés nuls.	L'artificialisation de 50 m ² d'habitats de chasse et d'alimentation n'est pas de nature à impacter une population d'espèce en raison des habitats de reports présents à proximité, mais aussi de la conservation des habitats à plus forts enjeux.	Les habitats formant les corridors écologiques de déplacement des espèces sont conservés.	Non significatif
ZPS FR8212017	Val de Saône	Fiche descriptive de la Zone Natura 2000		Modification N°2 – Règlement et bâtiments	Les zones A et N couvrant une multitude d'habitats, elles pourront accueillir l'ensemble des espèces des sites N2000 en alimentation, transit et reproduction. L'enjeu est donc très fort.		Très fort	La modification du PLU permet de limiter l'artificialisation des sols dans les zones A et N et réduit donc l'impact potentiel sur les espèces et les populations des sites N2000.	Aucune des espèces concernées par le site N2000 n'est susceptible de nicher dans les bâtiments pouvant changer de destination.	Le choix de la période de travaux permet d'éviter les périodes les plus sensibles pour les espèces.			
		<p>Habitats inscrits à l'annexe I de la Directive « Habitats-Faune-Flore » potentiels :</p> <p><i>Non renseigné</i></p> <p>Espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE</p> <p>Les espèces qui sont soulignées dans la liste ci-dessous sont celles qui sont ainsi jugées potentielles sur la zone d'étude : Celles en gras sont jugées potentielles en reproduction</p> <p><u>Bihoreau gris</u>, <u>Héron Garde-Bœufs</u>, <u>Aigrette gazette</u>, <u>Cigogne blanche</u>, <u>Cygne tuberculé</u>, <u>Milan noir</u>, <u>Buzard des roseaux</u>, <u>Marouette ponctuée</u>, <u>Râle des genêts</u>, <u>Vanneau huppé</u>, <u>Barge à queue noire</u>, <u>Courlis cendré</u>, <u>Martin-pêcheur d'Europe</u>, <u>Pic noir</u>, <u>Pie grièche écorcheur</u></p>	<p>Cette ZSC est située à 13,7 km de la zone d'étude. Elle vise principalement des espèces liées aux milieux aquatiques qui sont considéré potentiellement présents sur les sites d'études. Vu la distance, seulement les espèces à grandes dispersions se retrouveront sur les sites. Au regard des espèces visées, le lien écologique entre</p>										Les espèces associées au cortège des milieux humides sont peu probables sur le site d'étude. Elles pourront occasionnellement être retrouvées en alimentation ou transit, notamment sur les berges du Masanand, en dehors du site d'étude.

			la ZPS et l'aire d'étude est considéré modéré.	Modification N°4 – STECAL Alexander	Les espèces associées au cortège des milieux humides sont peu probables sur le site d'étude. Elles pourront occasionnellement être retrouvées en alimentation ou transit, mais aucune d'entre-elle ne sera présente en reproduction. Les espèces du cortège des milieux boisé et semi ouverts pourront être retrouvées en transit et alimentation, et seuls le Pic noir, espèce à enjeu modéré et la Pie-grièche-écorcheur, à enjeu fort, pourront être retrouvées en reproduction dans les haies dense sur le site d'étude.	Fort	Les habitats humides et aquatiques sont préservés. Les travaux auront lieu en dehors des périodes les plus sensibles pour ces espèces. Les aménagements entraînent la réduction des zones d'alimentations sur une superficie de 50m ² . Les éléments de corridors écologiques (haies notamment) sont maintenus.	Non significatif
ZSC FR8202006	ZPS Prairies humides et forêts alluviales du Val de Saône	Habitats inscrits à l'annexe I de la Directive « Habitats-Faune-Flore » potentiels : <ul style="list-style-type: none"> • 2330 – Dunes intérieures avec pelouses ouvertes à <i>Corynephorus</i> et <i>Agrostis</i> • 3140 – Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à <i>Chara spp</i> • 3150 – Lacs eutrophes naturels avec végétation du <i>Magnopotamion</i> ou de l'<i>Hydrocharition</i> <ul style="list-style-type: none"> • 3260 – Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du <i>Ranunculon fluitantis</i> et du <i>Callitricho-Batrachion</i> • 3270 – Rivières avec berges vaseuses avec végétation du <i>Chenopodion rubri p.p.</i> et du <i>Bidention p.p</i> • 6410 – Prairies à <i>Molinia</i> sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (<i>Molinion caeruleae</i>) • 6430 – Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaux et des étages montagnard à alpin • 6510 – Prairies maigres de fauche de basse altitude (<i>Alopecurus pratensis</i>, <i>Sanguisorba officinalis</i>) • 91E0 – Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (<i>Alno-Padion</i>, <i>Alnion incanae</i>, 	Cette ZPS est située à 13,7 km de la zone d'étude. Elle vise principalement des espèces liées aux milieux aquatiques qui sont considéré potentiellement présents sur les sites d'études. Vu la distance, seulement les espèces à grandes dispersions se retrouveront sur les sites. Au regard des espèces visées, le lien écologique antre	Modification N°2 – Règlement et bâtiments	Les zones A et N couvrant une multitude d'habitats, elles pourront accueillir l'ensemble des espèces des sites N2000 en alimentation, transit et reproduction. L'enjeu est donc très fort.	Très fort	La modification du PLU permet de limiter l'artificialisation des sols dans les zones A et N et réduit donc l'impact potentiel sur les espèces et les populations des sites N2000. Aucune des espèces concernées par le site N2000 n'est susceptible de nicher dans les bâtiments pouvant changer de destination. Le choix de la période de travaux permet d'éviter les périodes les plus sensibles pour les espèces.	Non significatif
				Modification N°3 – STECAL ANOMIA	Aucun des habitats inscrits à l'annexe I de la Directive Habitat n'est présent sur le site d'étude. La seule espèce en reproduction potentielle sur l'emprise du STECAL ou dans l'aire d'étude rapprochée est l'Agrion de Mercure qui pourra utiliser le Masanand et la végétation associée comme site de reproduction. Les chiroptères pourront utiliser le site du STECAL en chasse et transit. Il est peu probable sur le Triton soit retrouvé en transit.	Modéré	Les travaux n'induiront pas de pollution susceptible d'impacter les habitats humides situés dans l'aire d'étude rapprochée aussi les impacts sur la flore et les habitats d'espèces sont considérés nuls. L'artificialisation de 350 m ² d'habitats de chasse et d'alimentation n'est pas de nature à impacter une population d'espèce en raison des habitats de reports présents à proximité, mais aussi de la conservation des habitats à plus forts enjeux. Les habitats formant les corridors écologiques de déplacement des espèces sont conservés.	Non significatif
				Modification N°4	Aucun des habitats inscrits à l'annexe I de la Directive Habitat n'est présent sur le site d'étude. Aucune espèce N2000 n'est potentielle en	Faible	Les travaux n'induiront pas de pollution susceptible d'impacter les habitats humides situés dans l'aire d'étude rapprochée aussi les impacts sur la flore et les	Non significatif

	<p><i>Salicion albae</i>)</p> <p>• 91F0 - Forêts mixtes à <i>Quercus robur</i>, <i>Ulmus laevis</i>, <i>Ulmus minor</i>, <i>Fraxinus excelsior</i> ou <i>Fraxinus angustifolia</i>, riveraines des grands fleuves (<i>Ulmion minoris</i>)</p> <p>Espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE</p> <p>Les espèces qui sont soulignées dans la liste ci-dessous sont celles qui sont ainsi jugées potentielles sur la zone d'étude :</p> <p>Chiroptère : <u>Grand Murin</u>, <u>Petit Rhinolophe</u>, <u>Grand Rhinolophe</u>, <u>Barbastelle d'Europe</u>, <u>Murin à oreilles échancrées</u>, <u>Murin de Bechstein</u></p> <p>Mammifère : Castor d'Europe, Loutre d'Europe</p> <p>Poisson : Bouvière</p> <p>Odonates : <u>Leucorrhine à gros thorax</u>, <u>Agrion de Mercure</u>,</p> <p>Lépidoptère : Cuivré des marais,</p> <p>Autre insecte : Lucane cerf-volant, Grand capricorne</p> <p>Amphibien : <u>Triton Crêté</u></p>	<p>la ZPS et l'aire d'étude est considéré faible</p>	<p>reproduction sur le STECAL, mais la Leucorrhine gros thorax qui pourra utiliser la mare située dans l'aire d'étude rapprochée en reproduction.</p> <p>Les chiroptères pourront utiliser le site du STECAL en chasse et transit.</p> <p>Les autres espèces ne sont pas considérée potentielles sur le site d'étude, ou seulement en transit ponctuel.</p>		<p>habitats d'espèces sont considérés nuls.</p> <p>L'artificialisation de 50 m² d'habitats de chasse et d'alimentation n'est pas de nature à impacter une population d'espèce en raison des habitats de reports présents à proximité, mais aussi de la conservation des habitats à plus forts enjeux.</p> <p>Les habitats formant les corridors écologiques de déplacement des espèces sont conservés.</p>	
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

Phase F. Incidences résiduelles du projet de modification du PLU

Thématique	Site concerné	Impacts bruts		Mesures mises en œuvre	Impact résiduel description	Impacts résiduels		Impact global modification du PLU	
		Vision projet	Modification PLU			Vision projet	Modification PLU	Description impact	Impact résiduel total
Milieu physique	Relief et topographie	Tous les	Nul	-	Pas de modification topographique possible	Nul	Nul	Nul	Nul
	Géologie et nature des sols	Modifi	Nul	Positif	-	Nul	Positif	400 m ² consommés au maximum	Très faible
		STECAL ANOMIA	Faible	Faible	ME1 – Evitement des habitats à enjeu MR1 – Utilisation de matériaux perméables MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Très faible	Très faible		
		STECAL ALEXANDER	Négligeable	Négligeable	ME1 – Evitement des habitats à enjeu MR1 – Utilisation de matériaux perméables MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Négligeable	Négligeable		
	Occupation des sols	Modifi	Négligeable	-	pas de modification significative de l'occupation des sols	Négligeable	Négligeable	400 m ² consommés au maximum significative de l'occupation des sols	Très faible
		STECAL ANOMIA	Faible	Faible	ME1 – Evitement des habitats à enjeu MR1 – Utilisation de matériaux perméables MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Très faible	Très faible		
		STECAL ALEXANDER	Négligeable	Négligeable	ME1 – Evitement des habitats à enjeu MR1 – Utilisation de matériaux perméables MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Négligeable	Négligeable		
	Hydrologie, hydrogéologie	Modifi	Très faible	Négligeable	MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Négligeable	Négligeable	Pas de pollution significative supplémentaire	Négligeable
		STECAL ANOMIA	Très faible	Très faible	ME1 – Evitement des habitats à enjeu MR1 – Utilisation de matériaux perméables MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Négligeable	Négligeable		

Milieu anthropique		STECAL ALEXANDRE	Négligeable	Négligeable	ME1 – Evitement des habitats à enjeu MR1 – Utilisation de matériaux perméables MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Pollution accidentelle en phase chantier négligeable. Pas de pollution liée à l'assainissement Préservation des habitats humides et de leur services écosystémiques	Négligeable	Négligeable		
	Météorologie	Tous les sites	Nul		-	Les modifications ne sont pas de nature à pouvoir impacter la météorologie locale.	Nul		Les modifications ne sont pas de nature à pouvoir impacter la météorologie locale.	Nul
	Démographie et économie	Modification N°2	Positif	Positif	ME3 – Intégration d'un diagnostic plomb à la déclaration préalable aux travaux ou autres démarches associées au code de l'urbanisme MR3 – Information aux habitants sur le risque lié au transport de matière dangereuse MR4 - Réduction de l'exposition de la population au bruit	Permet la création de nouveaux logements dans de bonnes conditions.	Positif	Positif	Augmentation de l'offre de service sur la commune, et attractivité territoriale	Positif
		STECAL ANO	Positif	Positif	ME2 – Conditionnement de la réalisation des travaux à l'absence de risque significatif pour les usagers	Permet d'augmenter l'attractivité du territoire et offre à la population communale une activité.	Positif	Positif		
		STECAL ALEX	Positif	Positif	ME2 – Conditionnement de la réalisation des travaux à l'absence de risque significatif pour les usagers	Participe à l'attrait territoriale et au développement économique de la commune.	Positif	Positif		
	Agriculture	Modification N°2	Positif	Positif	-	Les modifications de réglementation de construction d'extension en zone A permettent de réduire les surfaces potentiellement artificialisables.	Positif	Positif	Perte d'une surface agricole dur 350 m ²	Négligeable
		STECAL ANOMIA	Faible	Faible	MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	En ne considérant que le projet, les aménagements portent sur une superficie de 350 m ² , sur lesquels, l'activité agricole ne pourra plus être effective.	Très faible	Très faible		
		STECAL ALEXANDER	Nul	Nul	-	Même en augmentant légèrement l'artificialisation du sol, la modification n'entraînera pas de surfaces agricoles actuelles.	Nul	Nul		
	Artificialisation des sols	Modification	Nul	Nul	MS1 – Suivi des extensions réalisées en zone A et N	Cette modification du PLU n'entraîne pas de consommation foncière supplémentaire.	Nul	Nul	400 m ² consommés au maximum	Très faible
		STECAL ANOMIA	Très faible	Très faible	ME1 – Evitement des habitats à enjeu MR1 – Utilisation de matériaux perméables MS1 – Suivi des extensions réalisées en zone A et N	La modification du PLU entraîne la possibilité d'artificialiser 350 m ² d'espace ENAF en plus de l'existant.	Très faible	Très faible		
		STECAL ALEXANDER	Très faible	Faible	ME1 – Evitement des habitats à enjeu MR1 – Utilisation de matériaux perméables MS1 – Suivi des extensions réalisées en zone A et N	La modification du PLU entraîne la possibilité d'artificialiser 50 m ² d'espace ENAF en plus de l'existant, et le projet entraîne 50m ² en plus de l'existant.	Très faible	Très faible		

	Habitat et urbanisme	Modification N°2	Positif	Positif	-	La modification N°2 permet d'assurer la cohérence des règles d'urbanisme en secteur naturel et agricole dans tous les territoires.	Positif	Positif	assurer la cohérence des règles d'urbanisme en secteur naturel et agricole dans tous les territoires.	Positif
		STECAL ANOMIA	Positif	Positif	-	La création du STECAL permet de réglementer à plus long terme l'activité et les aménagements qui y sont liés, et de fixer des limites à l'artificialisation des sols.	Positif	Positif		
		STECAL ALEX	Positif	Positif	-	La création du STECAL ALEXANDER, permet de régulariser la concordance entre le règlement du PLU et l'utilisation des sols sur le site.	Positif	Positif		
	Déchets	Modification N°2	Positif	Positif	MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Les modifications n'entraînent pas d'artificialisation supplémentaire des sols aussi elle n'impactera pas les besoins de gestion en eaux pluviales.	Positif	Positif	Pas de production significative de déchet	Négligeable
		STECAL ANOMIA	Négligeable	Négligeable	MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	La modification apportée sur le projet ANOMIA n'entraînera pas une augmentation significative de la production de déchets par rapport à celle déjà engendrée par l'activité.	Négligeable	Négligeable		
		STECAL ALEX	Négligeable	Négligeable	MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	L'activité déjà en place sur la zone du STECAL est à l'origine d'une production de déchets liés à l'accueil du public.	Négligeable	Négligeable		
	Usages de l'eau	Modification N°2	Faible	Faible		la modification du règlement associés à la zone A permet de diminuer les possibilités de constructions de nouveaux logements en extension de l'existant, empêchant donc une consommation d'eau supplémentaire.	Faible	Faible	Pas de consommation supplémentaire en AEP ni d'augmentation des charges polluantes significatives	Négligeable
		STEC	Nul	Nul		Le projet permet l'installation d'un système d'assainissement adapté	Négligeable	Négligeable		
		STEC	Très faible	Très faible		Pas d'impact significatif sur les usages de l'eau	Très faible	Très faible		
	Energie	Modification N°2	Faible	Positif		La création de 11 logements entraîne une consommation supplémentaire de 524 975 kWh. Cela représente 1,3% des consommations communales.	Faible	Positif	Part négligeable de la consommation communale	Négligeable
		STEC	Négligeable	Négligeable	MA2 - Installation de système de production d'énergie renouvelable	Pas de consommation significative	Négligeable	Négligeable		
		STEC	Très faible	Très faible	MA2 - Installation de système de production d'énergie renouvelable	Pas de consommation significative pour 4 roulottes	Négligeable	Négligeable		
	Qualité de l'air et changement climatique	Modification N°2	Positif	Positif	ME3 - Intégration d'un diagnostic plomb à la déclaration préalable aux travaux ou autres démarches associées au code de l'urbanisme MS1 - Suivi des extensions réalisées en zone A et N MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Permet donc de limiter les constructions et donc de réduire les impacts sur la qualité de l'air et aura donc un impact positif.	Positif	Positif	Bilan carbone estimé pour les deux STECAL à 18 420 kgeqCO2, soit 0,113% des GES au niveau communal	Très faible

Risques naturels et technologiques		STECAL ANOMIA	Négligeable	Négligeable	ME1 – Evitement des habitats à enjeu MR1 – Utilisation de matériaux perméables MA2 - Installation de système de production d'énergie renouvelable MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Le bilan carbone associé à la modification N°3 du PLU est estimé à 5250 keqCO2, soit 0,033% du bilan carbone communal annuel.	Négligeable	Négligeable		
		STECAL ALEXANDER	Négligeable	Négligeable	ME1 – Evitement des habitats à enjeu MR1 – Utilisation de matériaux perméables MA2 - Installation de système de production d'énergie renouvelable MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Le bilan carbone associé à la modification N°3 du PLU est estimé à 13 170 keqCO2, soit 0,08% du bilan carbone communal annuel.	Négligeable	Négligeable		
	Transport	Modificatio n N°2	Très faible	Très faible	-	Si des stationnements supplémentaires sont nécessaires, ils seront gérés hors des voies communales et n'auront pas d'impact.	Très faible	Très faible		
		STECAL ANOMIA	Fort	Fort	ME2 – Conditionnement de la réalisation des travaux à l'absence de risque significatif pour les usagers MR2 – Mise en place d'une signalisation adaptée	Pas de risque significatif créé par l'aménagement de l'accès	Faible	Faible		
		ST E C	Faible	Faible	MR2 – Mise en place d'une signalisation adaptée	Pas de risque significatif créé par l'aménagement de l'accès	Très faible	Très faible		
	Environnement acoustique	Modificatio n N°2	Faible	Très faible	MR4 - Réduction de l'exposition de la population au bruit	La modification N°2 n'entraîne pas d'augmentation des niveaux sonores à long terme, hormis lors de la phase des travaux.	Très faible	Négligeable	Respect de la réglementation d'isolation acoustique	Nul
		STECAL ANO	Très faible	Très faible		La modification du PLU apportée pour le STECAL ANOMIA pourra induire des impacts sonores temporaires et localisés en phases de travaux.	Très faible	Négligeable		
		STECAL ALEX	Très faible	Très faible		La modification du PLU apportée pour le STECAL ALEXANDER pourra induire des impacts sonores temporaires et localisés en phases de travaux.	Très faible	Négligeable		
	Inondations	Modificatio n N°2	Nul	Positif	-	La modification n'entraîne pas d'imperméabilisation supplémentaire et n'est donc pas de nature à augmenter le risque inondation sur la commune.	Nul	Positif	Pas de modification significative de l'infiltration, le niveau de risque n'est pas augmenté	Nul
		ST E C	Très faible	Très faible	MR1 – Utilisation de matériaux perméables	le risque inondation n'est pas augmenté significativement par la modification du PLU.	Négligeable	Négligeable		
		ST E C	Très faible	Très faible	MR1 – Utilisation de matériaux perméables	L'impact de la modification du PLU est considéré très faible et non significatif.	Négligeable	Négligeable		
	Mouvements de terrain	Modificatio n N°2	Nul	Positif	-	La modification N°2 n'entraînera pas une augmentation du risque de mouvement de terrain	Nul	Positif	Le niveau de risque n'est pas augmenté	Nul
		ST E C	Nul	Nul		Les berges, présentant le risque de mouvement de terrain le plus important seront évitées.	Négligeable	Nul		

	STECAL ALEX	Nul	Nul	-	ne sont pas de nature à augmenter le risque de mouvement de terrain ou d'exposition à ce risque.	Nul	Nul		
Risque sismique	Modification N°2	Nul	Positif	-	La modification N°2 n'entraînera pas une augmentation du risque sismique et aura un effet positif sur l'exposition de la population au risque.	Nul	Positif	Le niveau de risque n'est pas augmenté	Nul
	STECAL ANOMIA	Nul	Nul	-	La modification et le projet de STECAL ne sont pas de nature à augmenter le risque sismique ni à augmenter l'exposition de la population à ses conséquences. L'impact est considéré nul.	Nul	Nul		
	STECAL ALEXANDER	Nul	Nul	-	La modification et le projet de STECAL ne sont pas de nature à augmenter le risque sismique ni à augmenter l'exposition de la population à ses conséquences. L'impact est considéré nul.	Nul	Nul		
Risque industriel	Modification N°2	Négligeable	Positif	-	L'impact de la modification sur l'exposition des personnes aux nuisances et risques liés à l'activité agricole est négligeable.	Négligeable	Positif	Le niveau de risque n'est pas augmenté	Nul
	STECAL ANOMIA	Nul	Nul	-	La modification du PLU et la création du STECAL ne sont pas de nature à augmenter les risques industriels ni à augmenter les populations exposées à ce risque.	Nul	Nul		
	STECAL ALEXANDER	Nul	Nul	-	La modification du PLU et la création du STECAL ne sont pas de nature à augmenter les risques industriels ni à augmenter les populations exposées à ce risque.	Nul	Nul		
Sites et sols pollués	Modification N°2	Fort	Nul	ME3 - Intégration d'un diagnostic plomb à la déclaration préalable aux travaux ou autres démarches associées au code de l'urbanisme MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	La modification du PLU n'est pas de nature à augmenter le risque de sol pollué ni à augmenter l'exposition des personnes à ce risque.	Négligeable	Nul	Le niveau de risque n'est pas augmenté	Nul
	STECAL ANOMIA	Nul	Nul	MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	La modification du PLU et la création du STECAL ne sont pas de nature à augmenter les risques industriels ni à augmenter les populations exposées à ce risque.	Nul	Nul		
	STECAL ALEXANDER	Nul	Nul	MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	La modification du PLU et la création du STECAL ne sont pas de nature à augmenter les risques industriels ni à augmenter les populations exposées à ce risque.	Nul	Nul		
Risque nucléaire et radiologique	Modification	Nul	Nul	-	Le projet n'est pas de nature à augmenter ce risque.	Nul	Nul	Le niveau de risque n'est pas augmenté	Nul
	STEC	Nul	Nul	-	Le projet n'est pas de nature à augmenter ce risque.	Nul	Nul		
	STEC	Nul	Nul	-	Le projet n'est pas de nature à augmenter ce risque.	Nul	Nul		

	Transport de matière dangereuse	Modification N°2	Fort	Nul	MR3 – Information aux habitants sur le risque lié au transport de matière dangereuse	Pour rappel, les bâtiments D et F sont situés dans les zones de danger liées à une canalisation de gaz.	Faible non significatif	Nul	Le niveau de risque n'est pas augmenté	Nul
		STEC	Nul	Nul	-	Il n'augmente pas le nombre de personne exposée à ces risques.	Nul	Nul		
		STEC	Nul	Nul	-	Il n'augmente pas le nombre de personne exposée à ces risques.	Nul	Nul		
	Risque de rupture de barrage	Modifi	Nul	Nul	-	Le projet n'est pas de nature à augmenter ce risque.	Nul	Nul	Le niveau de risque n'est pas augmenté	Nul
		STEC	Nul	Nul	-	Le projet n'est pas de nature à augmenter ce risque.	Nul	Nul		
		STEC	Nul	Nul	-	Le projet n'est pas de nature à augmenter ce risque.	Nul	Nul		
	Autre réseau et servitudes	Modifi	Nul	Nul	-	Le projet n'est pas de nature à augmenter le risque associé au réseau électrique.	Nul	Nul	Le niveau de risque n'est pas augmenté	Nul
		STECALANO	Nul	Nul	-	Aucun réseau pouvant entraîner des risques pour la santé n'est présent à proximité directe du site ANOMIA.	Nul	Nul		
		STECALALEX	Nul	Nul	-	Aucun réseau pouvant entraîner des risques pour la santé n'est présent à proximité directe du site ALEXANDER.	Nul	Nul		
	Habitats naturels	Modification N°2	Nul	Très faible	MS1 – Suivi des extensions réalisées en zone A et N MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Les modifications de règles de construction dans les zones A et les zones N permettent de limiter l'artificialisation des sols, notamment liées aux extensions.	Nul	Très faible	Evitement des habitats à enjeux, absence de pollution	Négligeable
		STECALANO	Très faible	Très faible	ME1 – Evitement des habitats à enjeu MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Evitement des habitats à enjeu et absence de pollution	Très faible	Très faible		
		STEC	Très faible	Très faible	ME1 – Evitement des habitats à enjeu	Evitement des habitats à enjeu et absence de pollution	Très faible	Très faible		
	Flore	Modification N°2	Négligeable	Positif	MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	La modification N°2 du PLU permet de réduire l'artificialisation des sols au niveau communal et donc réduire les impacts potentiels sur la flore.	Négligeable	Positif	Travaux conditionnés à l'absence de flore patrimoniale protégée	Négligeable
		STECALANO	Faible	Faible	ME1 – Evitement des habitats à enjeu MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Pas de flore patrimoniale potentielle sur le STECAL.	Très faible	Très faible		
		STECALALEX	Très faible	Très faible	ME1 – Evitement des habitats à enjeu MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Pas de flore patrimoniale potentielle sur le STECAL	Très faible	Très faible		
	Zone humide	Modifi	Nul	Positif	MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Pas de pollution significative	Nul	Positif	Evitement des habitats à enjeux, absence de pollution	Négligeable
		STECALANO	Nul	Nul	ME1 – Evitement des habitats à enjeu MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Evitement des zones humides, pas de pollution significative	Négligeable	Positif		

		STEC AL ALEX	Nul	Nul	ME1 – Evitement des habitats à enjeu MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Evitement des zones humides, pas de pollution significative	Négligeable	Négligeable		
Mammifères (hors chiroptère)	M od ifi		Nul	Positif	MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Permet de limiter les surfaces potentiellement artificialisables dans les zones A et N	Nul	Positif	Evitement des habitats à enjeux, adaptation des périodes de travaux	Très faible
	STEC AL ANO		Très faible	Très faible	ME1 – Evitement des habitats à enjeu MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	réduction des impacts sur les habitats de reproduction	Très faible	Très faible		
	STEC AL ALEX		Négligeable	Négligeable	ME1 – Evitement des habitats à enjeu MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	réduction des impacts sur les habitats de reproduction	Négligeable	Négligeable		
Chiroptères	M od ifi		Positif	Positif		Travaux conditionnés à l'absence de chiroptères dans les bâtiments	Nul	Très faible	Pas de destruction directe d'individus ni d'habitats de reproduction. Réduction de l'habitat de chasse sur 400 m ²	Négligeable
	ST E C		Négligeable	Négligeable	ME1 – Evitement des habitats à enjeu	Evitement des habitats à enjeu, absence de pollution, maintien de la trame noire	Négligeable	Négligeable		
	STEC AL ALEX		Négligeable	Négligeable	ME1 – Evitement des habitats à enjeu	Evitement des habitats à enjeu, absence de pollution, maintien de la trame noire	Négligeable	Négligeable		
Avifaune	M od ifi		Positif	Positif		Travaux conditionnés à l'absence d'espèce protégée dans les bâtiments	Nul	Positif	Pas de destruction directe d'individus ni d'habitats de reproduction des espèces à plus forts enjeux	Très faible
	ST E C		Faible	Faible	ME1 – Evitement des habitats à enjeu	Evitement des habitats à enjeu, absence de pollution, maintien de la trame noire	Très faible	Très faible		
	ST E C		Négligeable	Négligeable	ME1 – Evitement des habitats à enjeu	Evitement des habitats à enjeu, absence de pollution, maintien de la trame noire	Négligeable	Négligeable		
Reptiles	M od ifi		Très faible	Positif			Très faible	Positif	Impacts sur 400 m ² d'habitats favorables	Faible non significatif
	ST E C		Faible	Faible	MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Evitement des habitats à enjeu	Faible non significatif	Faible non significatif		
	ST E C		Négligeable	Négligeable	MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Evitement des habitats à enjeu	Négligeable	Négligeable		
Amphibiens	M od ifi		Très faible	Positif			Très faible	Positif	Evitement des habitats de reproduction, évitement des périodes les plus sensibles, pas de pollution, pas d'impact sur les habitats aquatiques	Très faible
	STEC AL ANO		Négligeable	Négligeable	ME1 – Evitement des habitats à enjeu MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Evitement des habitats à enjeu, pas de pollution significative	Négligeable	Négligeable		
	STECAL ALEXANDE R		Très faible	Très faible	ME1 – Evitement des habitats à enjeu MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Evitement des habitats à enjeu, pas de pollution significative	Négligeable	Très faible		
Invertébrés	M od ifi		Très faible	Positif	MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Evitement des habitats, pas de pollution	Très faible	Positif	Pas d'espèce à enjeux potentielle	Très faible
	STECAL ANOMIA		Très faible	Très faible	ME1 – Evitement des habitats à enjeu MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Evitement des habitats, pas de pollution	Très faible	Très faible		

		STEC AL ALEX	Très faible	Très faible	ME1 – Evitement des habitats à enjeu MA1 - Rappel des mesures de lutte contre les pollutions accidentelles en phase de chantier	Evitement des habitats, pas de pollution	Très faible	Très faible		
Patrimoine culturel et paysages	Incidence sur le patrimoine réglementaire	M O D	Nul	Positif	-	-	Nul	Positif	Conditionnement des aménagements à un avis favorable de la DRAC.	Nul
		ST E C	Modéré	Modéré	ME10 – Conditionnement des travaux à un avis favorable de la DRAC	Evite les impacts sur les ZPPA	Nul	Nul		
		ST E C	Modéré	Modéré	ME10 – Conditionnement des travaux à un avis favorable de la DRAC	Evite les impacts sur les ZPPA	Nul	Nul		
	Incidences brutes sur les éléments du patrimoine non	Modifica tion N°2	Positif	Positif	-	La limitation des surfaces constructibles dans les zones A et N permettent de limiter les nouvelles constructions et les impacts sur le patrimoine environnant.	Positif	Positif	Pas d'enjeu	Nul
		S T E	Nul	Nul	-	Aucun impact	Nul	Nul		
		S T E	Nul	Nul	-	Aucun impact	Nul	Nul		
	Paysages perçus et covoisibilités	Modifica tion N°2	négligeable	négligeable	-	La limitation des surfaces constructibles dans les zones A et N permettent de limiter les nouvelles constructions et les impacts sur le patrimoine environnant.	négligeable	négligeable	Maintien des barrières visuelles, covoisibilités peu marquées	Négligeable
		S T E	Très faible	Très faible	ME1 – Evitement des habitats à enjeu	Maintien des barrières visuelles existantes	Très faible	Très faible		
		S T E	Très faible	Très faible	ME1 – Evitement des habitats à enjeu	Maintien des barrières visuelles existantes	Très faible	Très faible		

Le projet de modification du PLU n'engendrera pas d'impact significatif sur les différentes thématiques environnementales étudiées.

5 ANNEXES

Nom scientifique	Nom vernaculaire	LRR	LRN	Statut	Espèce exotique envahissante
<i>Acer campestre</i> L., 1753	Érable champêtre	LC	LC	-	-
<i>Achillea millefolium</i> L., 1753	Achillée millefeuille	LC	LC	-	-
<i>Agrostis capillaris</i> L., 1753	Agrostide capillaire	LC	LC	-	-
<i>Allium vineale</i> L., 1753	Ail des vignes	LC	LC	-	-
<i>Alnus glutinosa</i> (L.) Gaertn., 1790	Aulne glutineux	LC	LC	-	-
<i>Arrhenatherum elatius</i> (L.) P.Beauv. ex J.Presl & C.Presl, 1819	Ray-grass français	LC	LC	-	-
<i>Bellis perennis</i> L., 1753	Pâquerette	LC	LC	-	-
<i>Bromus hordeaceus</i> L., 1753	Brome mou	LC	LC	-	-
<i>Capsella bursa-pastoris</i> (L.) Medik., 1792	Capselle bourse-à-pasteur	LC	LC	-	-
<i>Centaurea jacea</i> L., 1753	Centauree jacée	LC	LC	-	-
<i>Cerastium glomeratum</i> Thuill., 1799	Céraiste aggloméré	LC	LC	-	-
<i>Ceratochloa cathartica</i> (Vahl) Herter, 1940	Brome cathartique	NE	NA	-	-
<i>Chenopodium album</i> L., 1753	Chénopode blanc	LC	LC	-	-
<i>Chenopodium ficifolium</i> Sm., 1800	Chénopode à feuilles de figuier	DD	LC	-	-
<i>Cirsium arvense</i> (L.) Scop., 1772	Cirse des champs	LC	LC	-	-
<i>Cirsium vulgare</i> (Savi) Ten., 1838	Cirse lancéolé	LC	LC	-	-
<i>Convolvulus arvensis</i> L., 1753	Liseron des champs	LC	LC	-	-
<i>Convolvulus sepium</i> L., 1753	Liseron des haies	LC	LC	-	-
<i>Cornus sanguinea</i> L., 1753	Cornouiller sanguin	LC	LC	-	-
<i>Corylus avellana</i> L., 1753	Noisetier	LC	LC	-	-
<i>Crataegus monogyna</i> Jacq., 1775	Aubépine à un style	LC	LC	-	-
<i>Crepis foetida</i> L., 1753	Crépide fétide	LC	LC	-	-
<i>Dactylis glomerata</i> L., 1753	Pied-de-poule	LC	LC	-	-
<i>Daucus carota</i> L., 1753	Carotte sauvage	LC	LC	-	-
<i>Dipsacus fullonum</i> L., 1753	Cabaret des oiseaux	LC	LC	-	-
<i>Elymus caninus</i> (L.) L., 1755	Chiendent des chiens	LC	LC	-	-
<i>Erigeron annuus</i> (L.) Desf., 1804	Vergerette annuelle	NE	NA	-	Averée
<i>Euonymus europaeus</i> L., 1753	Bonnet-d'évêque	LC	LC	-	-
<i>Filago pyramidata</i> L., 1753	Cotonnière spatulée	LC	LC	-	-
<i>Fraxinus angustifolia</i> Vahl, 1804	Frêne à feuilles étroites	LC	LC	-	-
<i>Fraxinus excelsior</i> L., 1753	Frêne élevé	LC	LC	-	-
<i>Galium aparine</i> L., 1753	Gaillet gratteron	LC	LC	-	-
<i>Galium mollugo</i> L., 1753	Caille-lait-blanc	LC	LC	-	-
<i>Geranium dissectum</i> L., 1755	Géranium découpé	LC	LC	-	-

<i>Geranium rotundifolium</i> L., 1753	Géranium à feuilles rondes	LC	LC	-	-
<i>Glechoma hederacea</i> L., 1753	Lierre terrestre	LC	LC	-	-
<i>Heracleum sphondylium</i> L., 1753	Berce sphondyle	LC	LC	-	-
<i>Holcus lanatus</i> L., 1753	Houlque laineuse	LC	LC	-	-
<i>Hordeum murinum</i> L., 1753	Orge Queue-de-rat	LC	LC	-	-
<i>Hypochaeris radicata</i> L., 1753	Porcelle enracinée	LC	LC	-	-
<i>Juncus effusus</i> L., 1753	Jonc épars	LC	LC	-	-
<i>Lactuca serriola</i> L., 1756	Laitue scariole	LC	LC	-	-
<i>Lapsana communis</i> L., 1753	Lampsane commune	LC	LC	-	-
<i>Lathyrus pratensis</i> L., 1753	Gesse des prés	LC	LC	-	-
<i>Lemna aquinoctialis</i> Welw., 1859	Petite lentille d'eau	NE	NE	-	-
<i>Ligustrum ovalifolium</i> Hassk., 1844	Troène de Californie	NE	NA	-	-
<i>Lolium multiflorum</i> Lam., 1779	Ivraie multiflore	NE	LC	-	-
<i>Lolium perenne</i> L., 1753	Ivraie vivace	LC	LC	-	-
<i>Lotus corniculatus</i> L., 1753	Lotier corniculé	LC	LC	-	-
<i>Lysimachia arvensis</i> (L.) U.Manns & Anderb., 2009	Mouron rouge	LC	LC	-	-
<i>Matricaria chamomilla</i> L., 1753	Matricaire inodore	LC	LC	-	-
<i>Medicago lupulina</i> L., 1753	Luzerne lupuline	LC	LC	-	-
<i>Morus</i> L., 1753	Murier	NE	NE	-	-
<i>Parthenocissus inserta</i> (A.Kern.) Fritsch, 1922	Vigne vierge	NE	NA	-	Avérée
<i>Persicaria maculosa</i> Gray, 1821	Renouée Persicaire	LC	LC	-	-
<i>Phragmites australis</i> (Cav.) Trin. ex Steud., 1840	Roseau commun	LC	LC	-	-
<i>Plantago lanceolata</i> L., 1753	Plantain lancéolé	LC	LC	-	-
<i>Plantago major</i> L., 1753	Plantain majeur	LC	LC	-	-
<i>Poa pratensis</i> L., 1753	Pâturin des prés	LC	LC	-	-
<i>Polygonum aviculare</i> L., 1753	Renouée des oiseaux	LC	LC	-	-
<i>Populus nigra</i> L., 1753	Peuplier commun noir	LC	LC	-	-
<i>Potentilla reptans</i> L., 1753	Potentille rampante	LC	LC	-	-
<i>Ranunculus acris</i> L., 1753	Pied-de-coq	LC	LC	-	-
<i>Rosa canina</i> L., 1753	Rosier des chiens	LC	LC	-	-
<i>Rumex acetosa</i> L., 1753	Rumex oseille	LC	LC	-	-
<i>Rumex obtusifolius</i> L., 1753	Patience sauvage	LC	LC	-	-
<i>Salix caprea</i> L., 1753	Saule marsault	LC	LC	-	-
<i>Salix purpurea</i> L., 1753	Osier pourpre	LC	LC	-	-
<i>Sambucus nigra</i> L., 1753	Sureau noir	LC	LC	-	-
<i>Schedonorus arundinaceus</i> (Schreb.) Dumort., 1824	Fétuque Roseau	LC	LC	-	-
<i>Stellaria media</i> (L.) Vill., 1789	Stellaire intermédiaire	LC	LC	-	-
<i>Taraxacum officinale</i> F.H. Wigg., 1780	Pissenlit	NE	LC	-	-
<i>Thuja occidentalis</i> L., 1753	Thuya	NE	NA	-	-
<i>Tilia</i> L., 1753	Tilleul	NE	NE	-	-
<i>Torilis japonica</i> (Houtt.) DC., 1830	Torilis faux-cerfeuil	LC	LC	-	-
<i>Trifolium aureum</i> Pollich, 1777	Trèfle doré	LC	LC	-	-

<i>Trifolium pratense</i> L., 1753	Trèfle des prés	LC	LC	-	-
<i>Trifolium repens</i> L., 1753	Trèfle de Hollande	LC	LC	-	-
<i>Trisetum flavescens</i> (L.) P.Beauv., 1812	Avoine dorée	LC	LC	-	-
<i>Urtica dioica</i> L., 1753	Ortie dioïque	LC	LC	-	-
<i>Verbena officinalis</i> L., 1753	Verveine officinale	LC	LC	-	-
<i>Veronica persica</i> Poir., 1808	Véronique de Perse	NE	NA	-	-